

PLAIDOYERS

E T

MÉMOIRES

DE M. L..., D... M...

TOME TROISIEME.

PLAIDGERS

E. T.

MÉMOIRES

DE M. L. D. M.



TOME

PLAIDOYERS

E T

MÉMOIRES

D E

M. LOYSEAU DE MAULÉON.

TOME TROISIÈME.



LONDRES.



M. DCC. LXXX.





M É M O I R E

POUR le Sieur DE VALDAHON, Mousquetaire de la premiere Compagnie.

CONTRE Monsieur DE MONNIER, Premier Président de la Chambre des Comptes de Franche-Comté.

MADEMOISELLE de Monnier avoit pour moi des sentimens aussi tendres, que ceux qu'elle m'avoit inspirés. Nos naissances, nos conditions, nos fortunes, nos âges, étoient parfaitement assortis. Pourquoi l'espoir n'auroit-il point accompagné nos vœux ? Mon ayeul étoit mort dans une charge, où est attachée la Noblesse. Mon pere étoit Président de la Chambre des Comptes de Franche-Comté. J'avois l'honneur d'être admis dans le Corps des Mousquetaires. Ma fortune étoit de 18000 livres de revenu. Je n'avois pas 21 ans. Mademoiselle de Monnier en avoit 17. Elle devoit avoir, un jour, vingt-cinq mille liv. de rente. Son pere étoit Premier Président de la même Cour, où avoit siégé le mien. Le

Tome III. A

bisayeul de M. de Monnier avoit acquis, comme mon ayeul, la Noblesse. Tant de rapports entre sa fille & moi, autorisoient notre affection mutuelle. Nous nous flattions d'être nés l'un pour l'autre. Le temps avoit accru des feux que nous avions vu naître sans effroi. Les transports de la passion nous égarent. Madame de Monnier nous surprit ensemble.

Loin d'ensevelir cette faute dans un éternel oubli, M. de Monnier y donna le plus grand éclat. Il divulgua la foiblesse de sa Fille. Il m'accusa de l'avoir séduite. Tout l'appareil d'une procédure criminelle étoit développée contre moi. J'échappai au décret, non par la crainte des peines; je savois que je ne les avois point méritées; mais par égard pour une Fille chérie, que ma destinée allarmoit. Les Magistrats donnèrent à ce Procès la plus scrupuleuse attention: ils en examinèrent profondément les instructions & les charges, & ils ne m'y virent point sous les traits d'un méprisable corrupteur. Ils sentirent que deux Mineurs de 17 & de 21 ans, n'avoient point eu besoin de recourir à l'art de séduire, pour s'intéresser l'un à l'autre. Ils pensèrent que les Loix ne pouvoient imposer à deux amans jeunes, égaux & libres, d'autre peine, pour s'être trop vivement aimés, que l'obligation de s'aimer d'un amour plus pur. Mais ces sages appréciateurs des crimes & des foibleses, ont distingué où commençoit ma principale faute. C'est envers les parens de Mademoiselle de Monnier qu'ils m'ont, sur-tout, jugé coupable. Mes plus grands torts, à leurs yeux, ont été de n'avoir

E T M É M O I R E S

point respecté l'asyle de la maison paternelle. Voilà ce dont le Parlement de Besançon m'a puni. Il m'a enjoint, par son Arrêt, de m'absenter 20 ans de la Province, & de payer 20000 liv. de dommages & intérêts à M. de Monnier.

La punition étoit sévère; mon refus de comparoître l'avoit, sans doute, rendue plus rigoureuse. Car dans quelles circonstances m'a-t-on jugé? J'étois absent, & sans défense; & dès-là ma contumace me soumettoit, de plein droit, aux plus fortes peines dont ma faute pût être susceptible. M. de Monnier, au contraire, sollicitoit, s'agitoit, appuyoit sa Cause du crédit de ses parens, de ses amis, du sien. Un premier Président de Cour Souveraine doit en avoir. Mille voix puissantes pressoient mes Juges de m'accabler. J'attendois, à vingt lieues de-là, mon Arrêt. Ils fermerent l'oreille aux prières. Tout rang, tout crédit disparoissent quand ils pèsent les actions des hommes. Convenons pourtant que de telles instances, très-incapables d'altérer leur justice, n'étoient pas faites pour en adoucir la rigueur.

Je l'éprouvai, mais n'en murmurai pas. Je mettois même toute mon ambition à trouver grace auprès de mon persécuteur, lorsque j'appris qu'il s'étoit transporté de Dole à Paris, pour y renouveler ses vengeances, & pour revenir contre l'Arrêt qu'il avoit lui-même obtenu.

Quoi! m'écriai-je, ne m'a-t-il pas fait condamner? n'est-ce pas moi qui ai perdu ma cause? c'est donc moi seul qui pourrois me pour-

voir. Que prétend-il ? que l'absence (a) est un genre de peine que les Juges ont inventé en ma faveur ? Mais mille Arrêts des Parlemens prouvent que telle est leur Jurisprudence ordinaire. D'ailleurs, quand son ressentiment l'aveugleroit jusqu'à lui faire trouver mon châtiment trop doux, ce mal-jugé, même dans son systême, ne feroit point matiere à cassation : la cassation ne touche qu'à la procédure & qu'aux formes. Or, quelle nullité pourroit-on m'imputer, qui fût de mon fait à moi, qu'on a jugé par contumace ? Puis, ajoutois-je, ne fait-il pas cette maxime : qu'en matiere criminelle, la Justice ne punit pas, deux fois, le même homme, *non bis in idem* ? Ignore-t-il cet autre principe, qu'un accusateur qui s'est rendu partie civile, ne peut attaquer l'Arrêt qui a condamné l'accusé ? De plus, quelle action la partie civile peut-elle avoir, pour poursuivre la peine ? Cette poursuite, chacun le fait, n'appartient qu'à la Partie publique, & c'est elle-même qui m'a fait signifier mon Arrêt. Il n'a pu que demander des dommages-intérêts, & il les a eus. Moi seul pourrois me plaindre, & je me tais. Voilà comment je repouffois ce bruit.

Mais comment me fut-il confirmé ? par un Libelle où sa haine est gravée en caracteres de sang. Il en a inondé tout Paris. La Cour, la Ville, la France entiere en font remplies. Alors j'ai vu

(a) Rousseau de la Combe, au mot *abstention*, rapporte que l'absence est un genre de peine qui n'est ni afflictive ni infamante ; c'est une satisfaction accordée à un accusateur sur l'accusé.

quel étoit son objet. Il n'en a d'autre que de me diffamer; c'est le seul avantage qu'il se promet d'une démarche aussi étrange; car de penser qu'il compte sérieusement sur le succès de sa nouvelle tentative, ce seroit une absurdité. Il fait trop bien qu'il est sans intérêt, sans qualité, sans droit, sans nul moyen contre l'Arrêt que lui-même a fait rendre. Mais tout le fruit qu'il en espere, c'est de me nuire sur un plus grand théâtre, c'est de me décrier près de mes supérieurs & dans mon Corps, c'est de m'éloigner des graces, que mes services me pourroient, un jour, mériter. Il a cherché jusqu'aux pieds du Trône, l'occasion de me calomnier une troisieme fois. Voilà son plan, voilà son but. A quel usage ce Magistrat emploie les Tribunaux de la Justice!

Ce n'est point dans celui où il voudroit me poursuivre encore, que son Libelle me nuira, je le fais. Aussi n'est-ce point pour ce Tribunal que j'écris. Mais pour ne pas préjudicier à ma Cause, ce monument d'opprobre en attaque-t-il moins mon honneur? & le Tribunal du Public est-il de si peu d'importance? Je me dois donc de m'y défendre.

Mais contre qui? contre le pere de ce que j'aime! à ce mot, mon ressentiment s'affoiblit, & je n'ai plus d'autre défense que mon respect. Oui, je respecte les douleurs & le trouble, où l'ont plongé mes fautes. C'est moins contre lui, que contre moi-même, que je m'irrite de ses injustices. Elles sont l'effet du désespoir où mon imprudence l'a plongé. C'est un excès de sensibilité qui l'égare, c'est un délire dont le prin-

cipe est noble. Mais, dès que la raison aura repris sur lui son empire, il rougira d'avoir accumulé contre moi tant de faussetés révoltantes. Il demandera si je les ai détruites. S'il apprenoit que j'eusse dévoré l'opprobre en silence, revenu de son aveuglement, il me refuseroit encore son estime. Non, je l'aurai dans des temps plus heureux. Mes sentimens m'en sont garans. C'est-là que tous mes vœux tendent. J'y prétendrai par de profonds remords, par un respect sans bornes, par la pratique de tous devoirs: &, pour remplir dès ce moment le premier de tous, je me hâte de repousser ses outrages.

M. de Monnier m'accuse d'un rapt de séduction. Le sieur de Valdahon, dit-il, a formé, par tout autre motif que l'amour, le projet d'avoir ma fille, malgré moi & malgré elle-même. Il savoit que les différences de naissance, de fortune & d'âge, l'excluoient de cette alliance. Pour consommer son projet infâme, il a corrompu des domestiques: il leur a demandé de fausses clefs: il a pénétré la nuit, malgré ma fille, dans la chambre où elle reposoit près de sa mère: il a fui, au bruit de cette fille éplorée: il a affecté de laisser, en fuyant, de honteuses dépouilles: il a publié, dès le matin, son attentat: il a dit qu'il voudroit en avoir fait davantage, parce que j'étois cause de l'événement d'un procès qu'avoit perdu son pere. Voilà les crimes dont M. de Monnier m'accuse.

Périsset, au milieu des tourmens, le monstre capable de tant d'atrocités! Périsset quiconque n'auroit pas poursuivi ou puni un tel monstre!

Quant à l'homme qui imputerait calomnieusement & contre sa conscience, de tels forfaits à un autre homme, si c'est un pere qui pallie les torts de sa fille, bornons-nous, s'il se peut, à le plaindre. Mais faire le sacrifice de mon indignation, ce n'est pas faire celui de mon honneur. L'un est noble, l'autre seroit vil : je réponds donc.

Non, je n'ai point été guidé par d'autres motifs que celui de l'amour. Je n'ai point conçu le projet d'épouser Mademoiselle de Monnier, malgré son pere. Il n'y a point d'inégalités de fortune, de famille & d'âge, qui m'empêchent d'aspirer à elle. Je n'ai point corrompu de domestiques, ni porté jamais de fausses clefs. Je n'ai jamais approché de Mademoiselle de Monnier malgré elle. Je n'ai jamais ni affecté de laisser mes dépouilles, ni publié l'événement. Non, je n'ai jamais dit que je voudrois avoir mieux servi ma vengeance. Et je me dois, quoi qu'il m'en coûte, d'imprimer ces démentis publics.

Mais démentir n'est pas prouver. Or, j'ai pris à Besançon toutes mes preuves, dans les seuls faits. Je les ai dits (b) avec sincérité : & le glaive est tombé des mains de mes Juges. Puis donc que mon implacable adversaire renouvelle, dans

(b) Mes Mémoires n'ont été supprimés à Besançon que, parce qu'étant contumax, je n'avois pas eu le droit d'en distribuer. Cette disposition de l'Arrêt détruit, même, le reproche que M. de Monnier fait au Parlement, d'avoir admis ma justification dans ma contumace.

la capitale du Royaume , ses calomnies , la vérité , qui m'a secouru dans ma patrie , va retracer ma malheureuse Histoire à tous ceux qu'un Libelle a trompés.

Avant que de la commencer , je prévien que plusieurs Lettres de Mademoiselle de Monnier trouveront place dans ce récit. Si l'on pensoit que c'est trahir d'inviolables secrets ; que je l'outrage pour me défendre ; que ce genre de défense est un crime : il faut qu'on sache que ce n'est point moi , qui ai rendu ces Lettres publiques.

Quand mon décret me fit quitter Dole , je les confiai , sous le sceau du secret , à un parent dont j'étois sûr. Une domestique , enveloppée dans le Procès , eut , je ne fais comment , connoissance de ce dépôt. Comme elle étoit co-accusée & prisonnière , les Lettres lui devenoient communes. Elle en requit la communication , & l'obtint. Mon dépositaire , qu'on pressoit d'exécuter l'ordre , me fit part de son embarras. Je convins qu'il falloit obéir. Une réflexion pourtant me consola. En effet , M. de Monnier avoit déjà fait tant d'éclat , que la foiblesse de sa fille ne pouvoit guere être plus connue. Or , la lecture des Lettres de celle-ci étant faite pour sauver la vie au seul homme qui pût réparer son honneur , leur publicité , loin de nuire à sa réputation , la servoit. Voilà pour Dole & Besançon. Mais quelle sera , pour Paris , mon excuse.

Entre plusieurs que je pourrois donner , je n'en veux qu'une. C'est M. de Monnier , le

ET MÉMOIRES.

croira-t-on ? oui, c'est lui-même qui a, le premier, imprimé ces Lettres dans Paris. C'est lui qui a choisi, dans les Lettres de sa fille, celle de toutes, qui, la plus vive, prouvoit mieux l'excès de sa passion. C'est lui qui, dans ce Libelle où il m'impute de n'avoir vu sa fille, que par violence & malgré elle, publie, page 7, ligne 34, qu'elle m'écrivoit ces mots : *si vous venez, grattez doucement à la porte de ma chambre. Si l'on dort, j'irai tout de suite ; si, au contraire, on ne dort pas, je tousserai, & vous m'attendrez sans bruit....* Pourrois-je, à présent, balancer de joindre à cette Lettre, celles qui, moins hardies, font du moins connoître ses efforts & ses combats, pour étouffer une passion qui demeura la plus forte ?

Telle est ma justification auprès des lecteurs délicats, qui m'auroient reproché de ne pas l'être pour ce que j'aime. Quant à vous, fille infortunée, dont les malheurs m'ôtent le sentiment des miens, ce n'est point à vos yeux que je m'excuse. Vous, craindre que j'aye voulu vous offenser ! l'offense feroit de vous prêter ces craintes. Que si cet écrit pénétroit dans ce rigoureux monastère, où votre belle ame expie des fautes d'un moment, par de longs tourmens, vous seule sentiriez, comme moi-même, dans quel esprit il fut dicté. Vous seule peut-être me sauriez gré de ce que d'autres pourront y reprendre. Vous seule du moins, partageriez tout ce que j'éprouve d'amertume à être forcé, par votre pere, de ramener au jour des détails, qui auroient dû se perdre à jamais dans les ombres du mystère qui les fit naître.

Ce fut au mois d'Août 1759, que je revins de Paris à Pontarlier, ma patrie. La bienséance & le devoir me conduisirent chez Monsieur & Madame de Monnier. J'y vis Mademoiselle leur fille: je lui trouvai toutes les graces d'une figure faite pour plaire. Nous étions, elle & moi, dans cet âge où le tumulte des passions naissantes annonce à l'homme de grands dangers. Elle avoit dix-sept ans: j'en avois vingt-un. Mille confus desirs m'avoient agité jusques-là. Je reconnus ce que cherchoit mon cœur.

Mademoiselle de Monnier alloit, presque tous les jours, chez Mademoiselle de Petit-Benoît: je m'y rendois. Là, je conversois librement avec Mademoiselle de Monnier. Madame sa mere ne désapprouvoit point que je la reconduisisse après l'assemblée, que je l'accompagnasse en visites, que je parusse près d'elle, aux promenades. Plus j'avois d'entretiens avec elle, plus l'occasion de la mieux connoître me la faisoit trouver aimable. J'éprouvois combien les qualités de l'esprit ajoutent aux agrémens de la personne. J'aimois: ses regards m'enhardirent à le lui déclarer: elle m'avoua que j'étois aimé. De ce moment nous nous cherchions sans cesse: nous nous parlions souvent: nous nous écrivions quelque fois. Ce fut moi-même, je m'en souviens, qui lui remis mon premier billet. J'en reçus la réponse, des mains de la Tissot, sa femme de chambre, à qui jusques-là je n'avois point parlé. Mais Mademoiselle de Monnier avoit senti le besoin d'une confidente, & avoit mis cette femme dans son secret. C'est ainsi que commença une

inclination, dont Madame de Monnier s'apercevoit, sans y mettre obstacle. Nous crûmes voir, dans les rapports qui nous unissoient, les motifs de son indulgence : & l'espérance que notre amour deviendrait bientôt un devoir, hâta nos fautes.

Les affaires de Madame de Monnier la rappellent à Dole. Les miennes me retinrent à Pontarlier. Cette séparation étoit bien sensible à deux cœurs qui se donnoient, pour la première fois. Quelques Lettres de Mademoiselle de Monnier en remplirent l'intervalle. *Vous ne devez pas être en peine, m'écrivait-elle, de mon amitié pour vous, je ne vous en ai donné que trop de preuves, & je ne suis pas, pour mon malheur, inconstante. Si vous pouviez savoir toutes les fois que j'ai pensé à vous...* Elle ajoutoit, qu'une ancienne domestique avoit averti sa mère qu'à Pontarlier, elle s'étoit aperçue de nos mutuels regards. Mais ce rapport n'avoit rien produit; & le silence de Madame de Monnier nous paroissoit d'un favorable augure.

Mademoiselle la fille me conseilloit dans d'autres Lettres, de me défaire de ce ton de cérémonie, dont la vraie amitié ne veut pas. *Ne m'obligez pas de penser, m'écrivait-elle, que vous ne m'aimiez pas véritablement. Quand l'on s'aime bien, on ne fait pas tant de complimens. On laisse à son cœur le soin de conduire sa plume. J'en laisse entièrement le secret au mien. Il est vrai que vous avez dû assez vous en apercevoir, & peut être plus que je n'aurois dû, &c.*

Dès que je fus libre, je vins à Dole; je la

voyois deux fois la semaine, chez son pere : je la voyois dans d'autres sociétés. Malgré cela notre commerce de Lettres continuoît. Des soupçons d'inconstance, des lueurs de jalousie, des raccommodemens d'autant plus touchans, enfin toutes ces petites révolutions, inséparables d'un amour vif, y fournissoient une abondante matière. Elle m'écrivit :

C'est pour vous donner des preuves de l'injustice que vous me faites, en me supposant infidelle à votre égard. Je n'entreprendrai pas de vous rappeler toutes les preuves que je vous ai données de ma tendresse. Que de périls n'ai-je pas courus, si j'avois été découverte ? mais non, je ne veux pas vous rappeler un souvenir qui, quand on est volage, ne fait que donner de la honte. Que vous avois-je fait pour chercher à me rendre malheureuse, c'est-à-dire à m'inspirer de l'amour, pour après m'abandonner ? Que de soucis, d'inquiétudes & de larmes ne m'avez-vous pas causées maintes fois ; que ne puis-je ne vous pas aimer. Ah ! que je serois heureuse ! mon sort seroit digne d'envie. Mais hélas ! j'en suis bien loin ; n'importe : en faisant tous mes efforts, en m'encourageant par votre exemple, j'en viendrai sûrement à bout. Oui, je tâcherai de vous effacer, en pensant à votre perfidie. Vous ne m'avez jamais aimée ; je l'éprouve à ce moment ; si vous l'aviez fait, vous ne m'auriez pas, pour la moindre parole, & même quelquefois sans sujet, fait toutes sortes de Lettres de reproches, de silence, d'air triste & grondeur, enfin toutes sortes de choses, que je vous crois trop d'esprit pour avoir fait sérieusement. Vous ne m'aimez plus, j'en suis sûre : mais, que dis-je, jamais

vous ne m'avez aimé : semblable à un feu de paille que le même instant voit s'allumer & s'éteindre, vous ne m'avez aimée qu'au premier moment de notre connoissance, laquelle fut funeste pour moi. Dès le premier instant, je ne vous aimai pas ; même cela dura un peu long-temps, dans une indifférence de ma part, qui seroit bien à souhaiter pour moi qui durât encore. D'abord je m'y laissai engager par enfantise. Je vous avoue que j'étois assez simple pour croire qu'un cœur se donne & se reprend ; chose dont je sens maintenant la difficulté : petit à petit je parvins à m'occuper souvent de vous malgré moi : je soupirois sans en savoir la cause, & bonnement j'attribuois cela au désir de revenir à Dole, dont je me faisois fête : mais ce qui me surprit fort est que, quand il fallut partir, & conséquemment me séparer de vous, je sentis, mais trop tard, que l'amour cause plus de peine que de plaisirs. Vous n'en avez que les roses, car je crois qu'il doit être fort agréable d'aimer, comme vous faites, en vrai papillon : je suis fort étonnée que vous ajoutiez foi au bruit vague qui se répand, dites-vous, sur mon compte : ils s'en est répandu de pareils sur le vôtre, dont vous me donnez l'assurance, par votre infidélité à mon égard. Votre légèreté me dégoûte de tous les hommes : si vous aviez été fidèle, jamais autre que vous n'auroit été maître de mon cœur & de ma foi. Comme vous ne m'aimez plus, mes Lettres ne vous serviront plus de rien : je vous prie de les renvoyer, vous pouvez être tranquille sur les vôtres. Je n'ai plus que celle-ci que je vous renvoie, en vous souhaitant beaucoup de bonheur & de plaisirs, & de longues années : pour moi je tâcherai de reprendre

mon premier état, & pour lors, si je le puis, je serai fort heureuse. Adieu donc, Monsieur, adieu pour jamais. Je n'aurois jamais cru que je serois obligée de vous en dire un pareil. Si vous n'aviez pas changé, nous aurions pu sans risques, nous voir le soir quand il auroit fait une nuit sombre, une ou deux fois la semaine. Adieu, pour la troisième & dernière fois, & pour jamais.

Ces adieux éternels duroient peu. Deux jours après, elle m'indiquoit où je la pourrois voir. *J'irai, m'écrivoit-elle, chez M. de Bersaillin: je crois, comme vous, qu'on ne pourra pas se dire seulement, je vous aime. Vous devez être persuadé de l'impossibilité où nous sommes de nous parler sans témoins. Ne m'accusez pas que ce soit ma faute; mon cœur n'en est pas capable; prenez-vous-en au destin qui nous prive d'un plaisir si doux.*

Je m'en prenois pourtant à elle, je l'avouerais. Cette contrainte me donnoit de l'humeur. Quel véritable amant fût jamais juste? Le dépit me faisoit tantôt effayer, tantôt feindre de me distraire de Mademoiselle de Monnier. *Encore quelques leçons d'inconstance, m'écrivoit-elle, me la rendront à votre égard.* Ces menaces produisoient bientôt leur effet. Mais j'étois sur-tout pénétré, si-tôt qu'elle me rappelloit que je lui tenois par le nœud le plus sacré pour un homme de bien. *Quelle plus tendre marque d'amour pouvois-je vous donner, que de vous confier mon honneur, dont dépend le bonheur de ma vie, &c.* ce lien m'attachoit à elle chaque jour davantage. Aussi-tôt je revois chez Madame sa mere. Les bontés de celle-ci étoient encore une chaîne de plus pour moi.

Aussi sa fille m'écrivoit-elle, *quand vous voudrez venir me voir, vous serez bien reçu de maman, & vous ne devez pas douter de la réception que je vous ferai.* C'est la Tiffot qui se chargeoit de ces Lettres & de mes réponses.

Animée par des motifs qu'il est inutile de dire, cette femme découvrit à Madame de Monnier, au mois de Mars 1760, notre correspondance. Quelles que soient les idées d'une mere, elle est faite pour désapprouver & interrompre un commerce de Lettres, dont sa fille lui a fait mystere. Mademoiselle de Monnier reçut de la sienne des réprimandes séveres, & des défenses de continuer de m'écrire. Madame de Monnier avertit son mari de notre intelligence. Cependant la Tiffot continua son service. Seulement elle eut ordre de nous surveiller, & ne s'en acquitta que trop bien. Quoi qu'il en soit, je ne reçus plus de Lettres, excepté une par laquelle Mademoiselle de Monnier trouva le moyen de m'avertir qu'on vouloit même m'enlever toutes celles que je possédois. *On vous fera, m'écrivoit-elle, redemander mes Lettres par M. de Moriar, & s'il ne réussit pas, on engagera, par la voie du pere Fontaine, Madame votre mere à les reprendre après votre départ: je vous en avertis en bonne amie.*

On imagine aisément le chagrin que ces dispositions nous caufoient; mais ce qu'il est moins facile de se figurer, c'est le coup que me porta une fausse confiance, que me fit alors la Tiffot. Elle m'assura, d'un air d'intérêt, que c'étoit Mademoiselle de Monnier qui avoit elle-même déclaré tout à sa mere. Cette femme artificieuse

sembloit me plaindre: son rapport n'avoit rien de vraisemblable; mais l'amour offensé croit tout. Je devins furieux: je demandai une entrevue & une explication. La réponse fut qu'on étoit enfermé, & qu'on n'avoit plus même ses crayons. Cette réponse, trop vraie, me parut un odieux prétexte. Je ne doutai plus de l'infidélité. C'est au milieu de ce trouble mortel qu'il fallut revenir à Paris, où me rappelloit mon service. Mes inquiétudes m'y suivirent.

Je ne fus ici que deux mois. De retour à Dole, en Juillet 1760, je revis Mademoiselle de Monnier chez la Marquise de Bersaillin. Je m'étois cru trahi: je le croyois encore, & comme elle m'étoit toujours chère, je ne lui parlai point; à peine la regardai-je: j'affectai, en un mot, toute la froideur que j'eusse souhaité d'avoir.

Je dirai plus: car que sert de n'en pas convenir? C'est vers ce temps, que vint à Dole une femme intéressante par les agrémens de son esprit. Le dépit de n'être plus aimé me porta chez elle. J'y allois chercher des distractions. On me prêta des projets. Mademoiselle de Monnier le fut: elle m'aimoit toujours: elle en gémit, & redoubla d'efforts pour me rappeler & me tirer d'erreur. Mais les domestiques avoient ordre de ne la point perdre de vue. Aussi, dès que le hazard me la faisoit rencontrer, ses yeux me vengeoient bien de son silence. Je sortis de mon illusion: je reconnus que son cœur n'avoit pas plus changé que le mien. Cependant de continuel voyages de Dole à Paris, de Paris à Dole, & sur-tout l'importunité des surveillans qui nous épioient,

épioient, firent durer encore plus d'un an, notre séparation.

Enfin l'amour se montra le plus fort. Notre insurmontable penchant nous rapprocha, en dépit des obstacles. Les confidens nous avoient trahi; nous n'en voulûmes plus; nous eûmes l'adresse de nous écrire & de nous passer d'eux. Les Lettres se plaçoient le soir, dans un lieu convenu. Le lendemain s'y trouvoient les réponses. Qu'elles étoient vives après deux ans d'absence! Nous portions même quelquefois la hardiesse jusqu'à nous entretenir, de courts instans, à une fenêtre de la maison. Mais pendant que Mademoiselle de Monnier m'y juroit un attachement éternel, Monsieur son pere lui destinoit M. de Berfaillin pour époux.

Que devins-je? que devint mon amante, à la nouvelle des desseins de son pere? Nous succombâmes sous ce coup imprévu. Nous n'étions point à l'épreuve de tant de maux. Nous sentions qu'aucune force humaine ne pourroit disjoindre nos deux cœurs. Nous reconnûmes avec effroi, que nous-mêmes ne les pourrions pas séparer. L'amour alors devint fureur, devint yvresse; & la voix du devoir fut trop foible pour appaiser cette fatale révolution, qui porta le feu dans nos sens. De-là, ces entrevues clandestines, ces rendez-vous nocturnes, que me donnoit Mademoiselle de Monnier. Qui jamais se fût méfié du lieu qu'elle indiquoit à nos empressemens? qui jamais en eût deviné l'heure? L'excès même de sa témérité déconcertoit ses gardes. Le génie de l'amour créoit pour elle de

nouveaux signes. Une aigrette, une sultane, un caillou, une tuile, m'exprimoient ses ordres. Que de périls elle affrontoit pour moi ! Elle-même se relevoit pour m'entr'ouvrir la porte de la rue : elle-même veilloit pour m'attendre, adoucissoit & entr'ouvroit les portes des appartemens ; elle-même m'introduisoit dans sa chambre, qui étoit celle où dormoit sa mère. C'est là, qu'humiliés de nos égaremens, nous mêlions les peines aux plaisirs. Le remords & la crainte empoisonnoient notre bonheur.

Dirai-je dans quel abysme de réflexions me précipitoient ces trops courts momens de sang-froid, dont ma passion me laissoit si peu jouir ? Moins attaché mille fois à mon existence qu'au sort de Mademoiselle de Monnier, j'aurois voulu, aux dépens de ma vie, la rendre à elle-même. Posois, dans cette vue, porter le sacrifice jusqu'à manquer, de temps en temps, à ses provocations. Mais, *je vous ai attendu hier, m'écrivoit-elle, jusqu'à quatre heures, vous manquâtes. Vous serez encore attendu ce soir... Adieu... l'incertitude me fait mourir.* Et aussi-tôt je revolois dans ses bras.

Tourmentée à la fois par la passion dont elle payoit la mienne, par sa haine pour un mariage qu'avoit conclu son pere, par son respect pour un pere qu'alloient outrager ses refus : tant d'affauts dérangerent sa santé. La frayeur qu'elle eut que son indisposition ne fût la suite de nos approches, le lui persuada ; & je reçus cette Lettre accablante.

Y a-t-il, mon cher Valdahon, une circonstance plus critique & plus affreuse que celle de ta malheu-

reuse femme ? Je ne fais que pleurer & gémir depuis que mon mariage est conclu avec M. de Bersaillin. L'autorité d'un père & d'une mère que j'aime, & à qui je voudrois éviter tous chagrins & cacher mon malheur, m'ont empêché jusqu'ici de dire Non, malgré ce que tu fais. D'autre part, je n'ai d'autres moyens de sauver mon honneur qu'en mettant dans une famille un enfant étranger ; & étant fort malheureuse, j'aurai la consolation de ne pas laisser le gage de ta tendresse sans biens ni sans nom, comme il seroit si mon père le savoit & ne consentoit pas à notre union. D'autre part, mon amour & ma Religion me le défendent ; j'en mourrai sûrement de chagrin ; je payerai bien le plaisir que j'ai eu, & je commence déjà mon supplice, j'ai mal au cœur à tout moment, & le chagrin me dévore ; si tu m'aimes, prends pitié de moi viens me voir ce soir ; ma mère n'a rien entendu toutes les autres nuits. Ainsi tu ne risques rien ; mets-moi du moins une Lettre sur la fenêtre ; adieu, puissai-je mourir bientôt si je ne suis pas ta femme ; au nom de Dieu ne m'abandonne pas : on publie mes bans de Dimanche en huit. Mon Dieu, prenez pitié de moi, il me faut pour comble de malheur, cacher tous mes maux ; si je suis séparée de toi pour jamais, que deviendrai-je ! Dieu, pourquoi m'a-t-on mis au monde pour faire mourir mes parens de chagrin, & pour être la victime d'un côté de mon amour & de ma Religion, qui me donnent déjà de terribles remords, puisque je ne me suis livrée à ton amour qu'après les sermens les plus sinceres, ou celle de mon attachement pour eux, & d'un devoir prétendu qui sera un crime affreux ; adieu ; je me perds dans l'a-

bysme de mon malheur, & je n'envisage que la mort pour ressourcer à moi & à l'infortuné qui me maudiroit en naissant.

Ce fut la nuit du 2 au 3 Février 1763. J'étois auprès de Mademoiselle de Monnier. D'affreux pressentimens s'étoient mêlés à mes plaisirs. Il étoit quatre heures du matin. Sa mere s'éveille; elle entend du bruit, elle appelle: à ses cris, j'échappe en désordre: je ne puis même rassembler tous mes habillemens: elle interroge sa fille avec effroi. Sa fille me nomme & se jette à ses pieds.

Je n'essayerai point d'exprimer tous les supplices que cette catastrophe porta dans mon cœur. Tant de maux ne se peuvent pas rendre. Je prévis l'indignation d'un pere outragé. Je ne prévis point qu'il préféreroit le parti de l'éclat. L'honneur de la fille, le sien propre me firent croire qu'il céderoit aux circonstances. Mais je ne devois point attendre qu'il s'occupât d'assoupir ce malheur. C'étoit à moi à lui offrir toutes les réparations qu'il étoit en mon pouvoir de lui donner. Je n'osois point m'exposer à sa vue: je volai chez l'Abbé Pourcheresse, son Directeur. Je lui confiai, sous le secret, ma triste aventure. Je le conjurai de calmer un pere irrité, en l'assurant expressément de ma part que, s'il vouloit consentir au mariage, je renoncerois à la dot, que je renoncerois à la légitime, que je lui demandois sa fille pour tout bien, que je mettois tout le mien à ses pieds, que j'étois prêt de reconnoître par le contrat, que j'avois reçu d'elle 200,000 livres, que je lui engagerois toute ma fortune pour en répondre. Rien n'avoit encore

transpiré, au moment où je faisois ces offres. La chose n'étoit encore connue que de ceux qui avoient le plus grand intérêt à l'ensevelir. Mais l'Abbé Pourchereffe, déjà instruit par M. de Monnier lui-même, refusa de seconder mes démarches. Je courus du même pas chez M. de Chail-
lot, parent & ami de M. de Monnier. Je le suppliai de lui porter mes offres & mes excuses. Il pensa que son premier soin devoit être d'avertir M. de Bersaillin avec lequel il étoit en liaison intime; & dès le lendemain, les articles de son mariage furent jettés au feu. Mais les deux familles se seroient toujours gardé un secret inviolable, si l'inflexible M. de Monnier n'eût fait conduire Mademoiselle sa fille dans un Couvent, où elle s'abreuve jour & nuit de ses larmes, & s'il n'eût rendu contre moi cette fameuse plainte, où il travestissoit les rendez-vous qui m'étoient indiqués par sa fille, en attentats tramés contre elle à son insu.

Aussi, quand dans le cours de l'instruction du Procès, il fut question d'entendre en déposition Mademoiselle le Monnier, & qu'on lui eut fait lecture de la plainte de son pere, rien n'ébranla son ame. C'étoit sous la foi du serment qu'elle alloit parler : elle avoit été foible : elle ne voulut point être parjure. Car, du crime à la fragilité, la distance est grande. Sa faute pour lui avoir enlevé cet honneur d'opinion publique que nous tenons des autres, ne lui avoit point fait perdre cet honneur de conscience intime, rarement préféré, mais toujours supérieur au premier. Préférant donc, dans cette heure importante

d'écouter le véritable honneur, plutôt que de se procurer, par un mensonge, un retour coupable vers l'estime des hommes, elle confessa publiquement des vérités humiliantes. Elle osa dire.. Mais plutôt transcrivons sa déposition mot pour mot.

Mademoiselle de Monnier dépose qu'elle n'y reconnoît point le caractère du sieur Lebeuf, de qui elle n'a jamais été séduite; que lorsqu'il lui est arrivé d'aller de nuit, dans son appartement, auprès d'elle pour lui parler, il y venoit seul & sans armes; que c'est par inclination & par goût qu'elle a contracté liaison avec le sieur Lebeuf depuis environ quatre ans; qu'il n'y a jamais eu de sa part ni séduction ni mauvaise intrigue, & que lorsque le sieur Lebeuf s'introduisoit de nuit auprès d'elle, ce qu'il ne faisoit qu'à son invitation, c'étoit elle qui avoit soin d'ouvrir la porte d'entrée, & de la laisser entr'ouverte; que la clef de cette porte, qui donne entrée sur la rue Fripara, restant toujours à la serrure en dedans, il étoit très-facile, à elle déposante, de l'ouvrir & de la laisser entr'ouverte; & que la serrure étant à ressort, il étoit aussi très-facile au sieur Lebeuf de fermer cette porte en sortant le matin. Ajoute la déposante, que c'est elle qui a engagé la Tissot à porter ses Lettres & à se charger des réponses; qu'après la découverte de l'intrigue faite par la Tissot à Madame de Monnier sa mere, elle a resté à la maison environ deux mois: le sieur Lebeuf fréquentant la maison en présence de Madame de Monnier, ladite Tissot s'est crue autorisée à recevoir & donner des Lettres, &c.

Ainsi parla Mademoiselle de Monnier devant ses Juges. Sa fermeté fut louée; elle parloit à

des hommes, & non point à ces ames vulgaires, qui ne veulent plus voir que des vices, dans ceux qui ont une fois erré, & auxquels les préjugés font prendre la grandeur d'ame pour de l'audace. Et c'est sur sa déposition, c'est sur ses Lettres, ainsi que sur les charges, où sont consignés presque tous les faits qu'on vient de lire, que, par son Arrêt du 18 Mai 1764, le Parlement de Besançon m'a jugé.

Eh bien ! actuellement que les voilà retracés tous, je le demande à toute ame droite & sensible, aurois-je dû, comme un vil suborneur, porter ma tête sur l'échafaud ? Les Magistrats, en me condamnant à vingt ans d'absence, & à payer à M. de Monnier 20000 livres, ont-ils donné à ce siècle l'exemple d'une scandaleuse impunité ? Voilà pourtant ce que mon adversaire soutient. Le procès qu'il m'a suscité est, dit-il, l'affaire des mœurs & du public. Le Jugement rendu sur ce procès, est l'infraction des règles nécessaires au repos des familles. Oui, sans doute, si je suis ce qu'il veut que je sois. Mais si, pour se donner le droit d'appeller le bien général au secours de sa passion, si, pour faire servir l'ordre & les mœurs à ses injustices, Monsieur de Monnier altere & dénature tous les faits, nie hardiment d'incontestables vérités, leur substitue, contre l'évidence publique, des faussetés sans nombre : l'intérêt de l'ordre & des mœurs n'est-il pas alors, que l'on arrête, que l'on supprime les calomnies, qu'on dérobe l'innocence à ses nouveaux emportemens ?

Quand j'ose parler d'innocence, c'est, & je

supplie qu'on m'entende, c'est par opposition à tant de fausses imputations de crimes. A Dieu ne plaise que je me croye exempt de reproches, & que je fasse vanité de mes torts. Loin de nous ces maximes, qu'une intrigue d'amour est une faute où tout homme souhaiteroit de tomber. C'est déjà trop de faire le mal, sans le mettre en principe. Je l'avouerai donc; j'aurois dû maîtriser mon imagination, changer mon ame, dompter mes sens, fermer les yeux aux attraits de Mademoiselle de Monnier, l'oreille à ses touchans discours, mon cœur aux sentimens du sien, être insensible, c'est dire trop peu, être impitoyable à vingt ans, & résister à ce mouvement impétueux, qui me jetta entre les bras qui m'attendoient. Tant de courage ne me fut pas donné. J'ai succombé, voilà ma faute. Quel homme, je le demande, oseroit y chercher un crime?

Le monde seroit couvert de suborneurs, si dans cet âge tumultueux, si dans ce temps de crise, où deux jeunes cœurs s'entrecherchent avec une avide impatience, un Mineur avoit commis un rapt, dès qu'il auroit su plaire & jouir. Qu'il y ait des vertus que l'aveugle licence ne veuille point reconnoître pour telles, c'est un grand mal. C'en seroit un plus grand, si la Loi qui est faite pour éclairer les hommes, traitoit de crime ce qui ne l'est pas. Partagé entre les décisions de la Loi & les sentimens de son cœur, l'homme de bien n'auroit plus où se prendre. Ce contraste le décourageroit. Il craindroit le sort des méchans. Le châtiment en deviendroit moins vil; la vertu en auroit moins de

lustre, & plus funeste que tous les crimes à la fois, le vice des Loix perdroit les mœurs.

Le Législateur l'a senti. Aussi a-t-il eu soin de distinguer, dans les égaremens des hommes, ces différens degrés, qui ont fait introduire tant de variétés dans les peines. Mais c'est, sur-tout, des écarts de l'amour qu'il a fallu, pour être juste & sage, démêler avec plus de soin les nuances.

L'homme, en effet, est agité d'un feu qui l'appelle, comme malgré lui, à entretenir sur la terre une fécondité successive. L'Etre suprême a chargé l'homme d'ajouter, par la reproduction de soi-même, à cette chaîne universelle, qui perpétue dans les temps son ouvrage. C'est-là notre destination naturelle. Que ce sentiment est actif ! Que la douceur en est impérieuse ! Foibles hommes, combien vous êtes voisins du crime, combien, du moins, vous touchez de près à l'opprobre, s'il faut que la Loi vous flétrisse, pour avoir écouté la Nature, avant que l'Eglise ait consacré vos penchans. Non, non, la législation des Empires en connoît trop les intérêts & la gloire, pour en déshonorer si facilement les Citoyens.

Ce n'est pas qu'en ces matieres, toute espece de chute ne soit blâmable. Les excuser, ce seroit l'apologie de la débauche. Mais l'Etat qui n'envisage les actions des hommes, que sous le rapport extérieur du désordre qu'elles causeroient dans la société, abandonne à la Religion la vengeance de ceux qui péchent sans troubler l'ordre. Or, l'Etat ne voit pas que l'ordre civil soit

renversé par le commerce prématuré de deux Mineurs, qu'un nœud plus saint peut, dans la suite, unir. Il ne voit ce renversement que dans les violences ou les artifices d'un Majeur qui, inégal par sa fortune, son âge, sa naissance, auroit porté une Mineure à un mariage, contre le gré de son Tuteur ou de son pere. De-là les distinctions que les Ordonnances de nos Rois ont faites, entre le simple commerce illicite & le rapt de séduction.

L'Article III, de la Déclaration de 1730, qui est la dernière Loi rendue en cette matière, veut formellement que ceux qui se trouvent seulement coupables d'un commerce illicite, soient condamnés à telles peines qu'il appartiendra, mais sans que les Juges puissent prononcer contre eux la peine de mort. La justesse de la distinction est frappante, Ecoutons ce que les plus habiles Commentateurs de cette Loi en ont écrit. Elle nous apprend, dit Sallé, qu'il faut mettre une très-grande différence entre le commerce illicite & le rapt de séduction; car qu'on soit parvenu à séduire une fille même mineure, jusqu'au point de l'engager dans un commerce criminel, cette séduction ne peut être caractérisée de rapt, à moins qu'elle n'ait eu pour objet & pour fin de porter la Mineure à un mariage contre le gré & sans le consentement de ceux de qui elle dépend. Sans cette dernière circonstance, ce n'est qu'une séduction pure & simple, non un rapt de séduction.

Rousseau de la Combe observe aussi, que toute débauche n'est point un rapt de séduction. Qu'il faut, pour qualifier le rapt de séduction, qu'il y ait

inégalité de fortune, d'âge ou de condition. Si donc c'est un jeune homme, assorti avec une fille sous ces trois rapports, & qu'il n'ait point eu pour but de l'épouser malgré ses pere & mere, ce n'est plus un rapt de séduction, ce n'est plus même une séduction, c'est un commerce illicite ordinaire.

Or, en appliquant ces principes, où est, je ne dis pas le rapt, ce qui le constitue, c'est le déplacement, c'est l'enlèvement fait de la personne de la fille hors de la maison de ses parens. Jamais l'idée ne s'en est seulement présentée à mon esprit. Aussi ne parlai-je point de ce délit. Mais je demande où est ici la séduction ? Par quels artifices ai-je surpris les faveurs de celle que j'aimois ? Par quelles manœuvres insidieuses ai-je eu à vaincre sa résistance ? L'art de séduire suppose & des obstacles à combattre & des moyens pour les surmonter.

Quant aux obstacles, la nature, la sympathie, l'amour les avoient empêchés de naître. Mademoiselle de Monnier m'a aimé par l'ascendant de sa destinée : & quand j'aurois été homme à user d'artifices & de mauvaises voies, ma force est née de sa foiblesse : son penchant m'eût épargné ce crime.

Mais de bonne foi, est-ce à l'âge où j'étois qu'on en est capable ? Approfondir un caractère, s'y insinuer avec souplesse, l'attaquer par ses foibles, démêler les goûts, les flatter, les prévenir, y plier les siens propres : savoir, au gré des circonstances, intéresser par ses discours ou par son silence, par son humeur ou par sa gaieté,

par l'absence ou par l'empressement, préparer l'ame par sa timidité, l'agiter par d'ardens propos, l'abattre par une froideur feinte, puis s'en emparer par l'audace, écarter ou frapper ses rivaux d'un ridicule caché mais sûr, gagner des domestiques, payer des clefs, se ménager, par tant d'intrigues, les lieux, les heures propres à faciliter ses desseins: n'est que l'esquisse des pénibles bassesses qui forment un plan de séduction. Est-ce à vingt ans qu'on peut être si faux? Est-ce à vingt ans qu'on est réduit à l'être? Cet âge, je le répète, n'a ni besoin, ni l'art de séduire; ou si l'on veut que j'aye séduit, je pourrai dire l'avoir été. Car dans les proportions des sexes, dix-sept & vingt ans sont le même âge. Je ne fais même si une fille de dix-sept est plus maladroite en amour, qu'un homme de vingt. Dans quels détails mon adversaire me jette!

Si les âges étoient fortables, nos conditions le sont-elles moins? Je suis né de Claude-François Lebeuf, Président en la même Cour où M. de Monnier est le premier entre ses égaux. Mon pere fut reçu Maître des Comptes en 1722, Président en 1733, & vendit sa Charge en 1749. Ma mere est d'une ancienne Noblesse. La Noblesse étoit attachée à la Charge dont mon ayeul est mort revêtu. Et mon ayeul avoit, comme mon pere, épousé en 1676, une fille issue d'une famille noble depuis long-temps. Lors du mariage de ma grand'mere, Pierre Sordet, l'aîné des freres de mon ayeule, étoit Colonel d'Infanterie, Sergent-Major de Bataille en Espagne; il mourut Gouverneur de Gironne, décoré des

premiers grades militaires : sa succession passa à mon ayeul : de-là les biens qui sont dans ma famille. Et quoique M. de Monnier annonce à la page 10 de son Mémoire, que, pour éviter tout air d'ostentation, il se contentera de dire qu'il est d'une ancienne & illustre famille ; je ne vois pas ce que ma naissance a de si disproportionné à la sienne, puisque son pere étoit Premier Président de la même Chambre où présidoit aussi mon pere, puisque l'ayeul de ce Président a obtenu la Noblesse, ainsi que l'a acquise mon ayeul.

Montrons aussi le rapport des fortunes. J'ai dit, & le répète, que la mienne est de dix-huit mille livres de revenu. Je l'atteste, & suis en état d'en rapporter les preuves. M. de Monnier la rabaisse à quatre mille quatre cent livres. Il est bien vrai qu'il n'a porté que jusqu'à cette concurrence, ses saisies ; mais c'est qu'il a eu l'attention de ne faire saisir que la plus légère portion de mes biens, pour s'en faire un moyen dans sa Cause. Ce n'est pas qu'il ne sache à merveille que cet objet qu'il présente, comme composant la totalité de ma fortune, n'en forme pas le quart. Une preuve que son allégation est contraire à ses connoissances personnelles, c'est qu'il a écrit, de sa propre main, des Lettres que j'ai vues, par lesquelles il recommandoit à quelques-uns de mes Fermiers & Débiteurs non-saisis, de ne me point payer. Quant à Mademoiselle de Monnier, il dit qu'elle est une héritière de vingt-cinq à trente mille livres de rente, & en cela sa fortune surpasse la mienne. Mais sa fortune est un objet à venir, & heureusement éloigné. Au

lieu que moi, je jouis du bien que je lui offre.
Le sien peut dépendre de plusieurs événemens :
le mien est solide & très-certain : & dix-huit
mille livres de rente actuelle, valent bien l'espé-
rance de vingt-cinq.

Ai-je enfin engagé Mademoiselle de Monnier
à m'épouser malgré ses pere & mere ? Eh !
comment en aurions-nous eu la pensée, si notre
objet le plus cher étoit de mériter, & notre plus
doux espoir étoit d'obtenir leur aveu. C'est donc
parce qu'il n'existe ici aucun de ces caractères,
dont le concours opère la séduction, que le Par-
lement m'a laissé l'honneur & la vie. Mais son
Arrêt, en me conservant l'un & l'autre, n'a point
éteint dans M. de Monnier, le désir de me les
arracher. Son peu de succès ajoute même à ses
fureurs, ce qu'il retranche à ses espérances. Son
dernier Libelle est peut-être le plus terrible mo-
nument qu'on ait élevé à la vengeance.

Qu'il ait versé, il y a trois ans, des flots de
fiel dans sa plainte, on le conçoit d'un premier
mouvement : on l'excuse. D'ailleurs les faits qu'il
m'y imputoit, il en demandoit la preuve, & jus-
ques-là il les pouvoit croire. Mais ce qui doit
surprendre, c'est qu'il les renouvelle, quand il
a lui-même sous les yeux les dépositions qui
les ont fait proscrire.

Quel singulier acharnement à représenter tou-
jours de simples fautes, sous la couleur des
crimes, tandis que, si j'en eusse commis, tout
autre pere auroit tenté de les changer en fautes !
Car, dans ces Causes si peu semblables à celles
ci, & dans lesquelles c'est un véritable subor-

neur que poursuit la Partie publique, quel est le pere, qui, se plaçant entre l'accusé & la Loi, ne s'écrie : « Qu'allez-vous faire, Juges trop sévères? arrêtez. Le coup que vous voulez frapper, donneroit la mort à ma fille. Flétrir celui qui l'a connue, c'est la couvrir d'un éternel opprobre. Elle n'est point coupable, je le fais : on l'a séduite, on l'a surprise, & le crime est dans la volonté; mais que m'importent ces distinctions, si le préjugé les rejette, si le déshonneur est le même. Quoi! ma fille innocente partageroit le châtimement du criminel? faites grace à l'un, pour n'être pas injustes envers l'autre. Sauvez mon gendre, sauvez ma fille; & laissez l'honneur au seul être, qui puisse la rendre à l'estime des hommes ».

Ces cris d'un pere seroient infructueux, puisque le crime seroit réel : mais tant d'efforts honoreroient son ame. Au lieu qu'ici, c'est un pere qui, lui-même, presse la Loi de punir un crime qui n'est pas. Et c'est la Loi qui le repousse, qui le défarme, qui lui conserve, malgré lui, les moyens de réparer sa honte. Mais, chose incroyable! les ressources que la Loi lui laisse, le révoltent. Envain un Arrêt m'a puni par une absence de 20 ans : Envain un Arrêt l'a vengé par 20000 liv. que je lui dois payer : ce seroit peu d'avoir juré ma ruine; c'est ma tête, c'est mon honneur qu'il lui faut; & pour n'avoir pu partager son animosité, nos Juges partagent avec moi ses injures. M. de Monnier imprime & répand par toute la terre, que leur Arrêt favorise le crime, qu'il invite à la perfidie, qu'il arme la licence, qu'il

faut, s'il subsiste, abroger les Loix, & détruire tout ce qu'ont fait les Législateurs pour la sûreté des peres, pour le repos des Familles, pour le bonheur de l'Etat. Ainsi s'exprime sa colere. Ce ton d'emportement étonne; mais on le plaint, parce qu'on voit qu'il n'est plus à lui.

Pour peu qu'il eût conservé de sang-froid, quelle carrière l'Arrêt de Besançon lui ouvroit, pour regagner les suffrages publics! S'il eût saisi ce moment pour s'appaiser, & pour pardonner: « Nous nous trompions, auroit-on dit, ce Ma-
» gistrat aimoit sa fille; mais il a cru le sieur de
» Valdahon criminel, & sans vouloir, ni donner
» un coupable à sa fille, ni éloigner d'elle un
» homme exempt de crime, il a souhaité que
» les Magistrats prononçassent. Il a voulu que la
» Loi ou dissipât ou confirmât ses soupçons.
» C'est l'excès d'un sentiment d'honneur qui l'a
» porté à un éclat humiliant. Quel sacrifice sa
» tendresse a dû faire, à ce qu'il a cru son de-
» voir! »

Voilà comment un bon usage de son Arrêt eût rendu un libre cours à l'amour paternel, en désintéressant l'amour propre. Voilà comment tout fût rentré dans l'ordre. Par cette alliance, si mutuellement désirée, il auroit effacé une faute, où ne tomba sa fille, que parce qu'il disposoit de sa main, lorsqu'elle avoit donné son cœur. Car je ne puis trop insister sur ce point important: c'est le désespoir de s'unir à un homme qu'elle ne pouvoit aimer, qui la jetta entre les bras de celui qu'elle aimoit. Peres & meres, il est un âge, où vos enfans peuvent s'engager,

s'engager, sans votre aveu, dans des liens légitimes: en est-il un, où vos ordres puissent les contraindre à porter des chaînes qu'ils rejettent? La frayeur d'être liée d'un tel nœud, fit succomber Mademoiselle de Monnier. Mais que de combats elle s'est livrée! que d'affauts elle a soutenu en elle-même! combien, avant de m'appeler à elle, l'honnêteté de son âme a lutté contre le feu de ses desirs? que de tourmens ont racheté sa faute? Qu'on se rappelle ces Lettres, où son trouble & ses remords son peints en traits si vifs & si touchans, où son cœur, déchiré de mille maux, s'épanche si énergiquement dans le mien, où son respect pour la Religion, son amour pour des devoirs qu'elle abandonne, sa tendresse pour ses parens semblent imprimer à sa foiblesse même, les caractères de la vertu. Qui mieux que moi fait à combien de qualités heureuses s'allie son extrême sensibilité? Qu'il s'en faut qu'une chute, causée par un excès de sentiment, ait banni loin d'elle les affections droites & honnêtes! Telle est pourtant l'opinion, au joug de laquelle les hommes ont asservi son sexe, qu'il est perdu par la publicité de pareilles chutes. Mais je demande d'où est partie la publicité de la sienne? C'est son pere seul qui, malgré mes prieres, y a donné le plus grand éclat. Ainsi ses volontés trop absolues avoient occasionné la faute, ses vengeances trop indiscrettes l'ont publiée. Voilà les torts que le Parlement le mettoit à portée de réparer.

Loin de-là, chaque instant les aggrave, chaque

jour accroît ses violences. Il m'attaque à la fois, dans ma naissance, dans mon honneur & dans mes mœurs. Il m'enleve, par une affectation puérile, jusqu'à la moitié de mon nom. Il me force de lui répondre que je suis Gentilhomme ou qu'il ne l'est pas, puisque les degrés de son pere & les miens sont les mêmes. A chaque mot, il nie l'évidence ; il doute que je sois Mousquetaire : il me conteste que mon pere ait été Président ; il feint d'oublier les alliances que j'ai l'honneur de partager avec lui, telles, entr'autres, que celles de Monsieur de Partay, son beau-frere, & de Monsieur de Montureux, Président à Mortier du Parlement de Besançon. En revanche il me soutient parent d'un proscrit auquel je n'ai jamais appartenu.

Ce n'est pas tout : il retrace sous les plus noires couleurs une affaire dans laquelle le trop de confiance de mon pere en un Commis qui en abusa, le fit condamner à une amende. Mon pere avoit eu, comme j'en ai, des ennemis puissans. En mourant il pardonna tout : seulement il me recommanda de m'occuper à réparer nos pertes : & ce sont les sages conseils d'un pere expirant que M. de Monnier travestit en des ordres de nous venger. Il ajoute que c'est sur lui que mon pere m'ordonna sur-tout de porter mes coups, parce qu'en effet il fut toujours le plus terrible ennemi de mon pere ; & ce mutuel amour que sa fille & moi regardions comme l'heureuse inspiration d'une providence attentive à réparer, par l'amour des enfans, les querelles trop funestes des peres, il l'annonce comme un sentiment

artificieux que j'ai joué, pour chercher ma vengeance dans le déshonneur de sa fille.

Ainsi donc la haine a pris le masque de l'amour: ma bouche ne juroit à cette fille un attachement éternel, que pour la rendre la victime publique de ma fureur contre son pere. Ciel! que de forfaits réunis! Noirceur & fausseté profondes, iniquité, perfidie, inhumanité; que dirai-je? tout mot est foible, pour rendre les scélératesses de tout genre, que ce tableau rassemble. Et c'est moi qui les aurai conçues, méditées, consommées! A quel âge? Dès cet âge, où notre cœur, encore enfant, ignore ce que c'est que la haine. Pour venger, quoi? Pour me charger d'une affaire finie dans mon enfance. Seul & tranquille avec mes crimes, j'aurois ourdi, dans les cinq ans de mon adolescence, une trame dont les plus raffinés scélérats auroient horreur. Mon cœur, monstueux de sang-froid, n'eût étudié, dans un cœur enivré d'amour & de joie, que le succès de ses vengeances. O vous, qui connoissez mon ame, j'aurois feint d'aimer, pour vous corrompre; je vous aurois corrompu, pour vous diffamer; je vous aurois diffamé, pour me venger de votre pere! J'eusse été moins dénaturé mille fois, de l'attaquer avec le fer; je n'aurois point enveloppé sa fille dans ma rage: les poignards, du moins, s'apperçoivent: l'œil de l'assassin se trouble, il annonce le coup, on peut fuir. Mais cacher mes agitations sous un front intéressant & calme, mes ressentimens sous des sermens d'amour, ma barbarie sous des ca-

resses, déguiser d'infemales vengeances sous le plus délicieux sentiment dont le Ciel ait fait présent aux hommes : que votre pere est terrible dans ses fictions ! Ah ! Qu'il me laisse mes véritables fautes : rapprochées des crimes qu'il me prête, elles me paroîtroient des vertus. Dirai-je une idée qui me presse ? La haine, dit-on, a divisé nos peres. Si c'étoit le vôtre qui poursuivît encore le mien dans son fils, si, lorsqu'il m'impute des vengeances, c'étoit lui qui exercât sur moi les siennes, si c'étoit lui.... mais je m'arrête : vous êtes sa fille, & je me tais.

Monsieur de Monnier attaque aussi mes mœurs considérées en général & hors de la Cause. Je joins, dit-il, à l'esprit de débauche, un caractère violent, & voici ses preuves. Mon scandale public à Dole avec une courtisanne, a mis ma mere au tombeau : voilà pour les mœurs. Mes emportemens m'ont fait condamner envers le sieur Rutty, par M. le Duc de Randan, à d'humiliantes réparations : voilà pour la violence.

Je conviens qu'un soir je me portai, contre le sieur Rutty, à un mouvement de vivacité qui n'eut point de suite. Cet homme s'en plaignit à M. le Duc de Randan. Pour toute satisfaction, M. le Duc me dit en sa présence, que j'avois eu tort. Est-ce là une réparation humiliante.

Quant à ma débauche, dans Dole, avec une Courtisanne, c'est la Dame dont j'ai parlé plus haut, qu'il traite ainsi. Elle est, par elle & par son mari, d'une famille & d'un état très-honnêtes. Elle tient à plusieurs personnes en place : si je la nommois, l'injure qu'elle reçoit seroit

mal prise. Quoi qu'il en soit, c'est à titre de société, & non de libertinage, que je l'ai vue; & le chagrin qu'il prête là-dessus à ma mere, n'est qu'une calomnie de plus, dans un Libelle où presque chaque mot en est une.

Ce Libelle est-il assez cruel! &, quel que soit mon respect pour l'Auteur, pouvois-je me taire, sans me déshonorer? Mais, que dis-je? loin que cet écrit me déshonore, je veux qu'il soit le plus sûr garant de mes mœurs. Car, voilà donc où ont abouti les profondes recherches de la vengeance? à m'opposer les deux faits minutieux de cette Dame & de Ruty. Il est vrai que, par une maligne réticence, « je ne releverai point, a-t-il dit, » tous les écarts de sa jeunesse. » Qu'il les relève: je le crains peu; je ne veux point de ces ménagemens. D'ailleurs le ton de son Mémoire fait assez voir s'il m'a fait grace.

Quelle étrange grace, en effet, que de me prendre dès le berceau pour porter le flambeau de la haine dans tous les replis de ma vie! étoit-il un creuset moins suspect, pour m'éprouver & me juger? Or qu'a produit cette inquisition redoutable? A-t-on découvert quelques traits qui démentissent les sentimens d'honneur dont je fais profession? Y a-t-on trouvé quelque louche qui pût nuire à la réputation dont je me flatte que je jouis dans ma Compagnie? Si mon adversaire a compté me faire perdre l'amitié de mes camarades, s'il s'est flatté de m'enlever l'estime & la protection de mes supérieurs, qu'il connoît mal ces Militaires, trop habiles appréciateurs de l'hon-

neur , pour ne pas voir qui de nous deux le compromet dans nos débats ! Des Officiers , qui ne respirent que pour la gloire , en connoissent trop & le procédé & le prix , pour penser que ma réputation dépende de mon persécuteur. Ses calomnies & mes malheurs , je le dis avec autant d'attendrissement que de reconnoissance , ne m'ont rendu que plus cher à leurs yeux : & malgré mon envie de ne pas déplaire à M. de Monnier , le seul chagrin que je ne puis me reprocher de lui donner , c'est celui qu'il veut prendre & de la Justice que m'ont rendue mes Juges & des bontés dont m'honore mon Corps. Malgré sa plainte , les dépositaires des Loix ne m'ont point flétri : malgré son Libelle , les dépositaires de l'honneur ne me trouvent point indigne d'eux. Il sent que ce seul mot me justifie , & le confond ; & voilà ce qui le désespère.

Mais quoi ! faudra-t-il toujours qu'il s'allarme de ce qui devrait faire sa joie : & quand les Magistrats m'ont fait justice , en me conservant l'honneur, M. de Monnier ne me fera-t-il jamais grace , pour sauver celui de sa fille ? je ne connois que deux biens pour moi sur la terre : ma réputation & la main de Mademoiselle de Monnier. J'ai dû m'armer de force pour dérober l'une aux fureurs de son pere. Ne pourrai-je , par mes soumissions , obtenir l'autre de ses bontés ? C'est ce désir qui a redoublé mon zèle. Trop de chaleur eût-elle animé ma défense , c'est un hommage qu'il eût reçu de moi. Tant qu'auroient subsisté les taches dont il avoit flétri mon nom ,

je n'aurois pas mérité d'effacer celles que j'ai imprimées au sien. Je lui ai dû de garantir de ses attaques une réputation devenue nécessaire à la sienne : & maintenant que ce devoir est rempli, je me sens digne de rendre la paix au pere, & l'estime publique à la fille. J'ai le droit de rendre heureux un homme, plus à plaindre, peut-être, par sa haine que par nos fautes. Sa haine fut juste; car nos fautes ont été grandes. Bleffer le plus sacré de tous les droits, celui des peres, c'est un désordre répréhensible. Mais s'ils tiennent leur autorité de la nature, la nature leur défend-elle d'en mitiger l'exercice par des bienfaits & des pardons ? J'ai trop offensé ce pouvoir, pour oser en discuter les bornes. Mais je demande si je n'ai point été assez puni, par l'échec que donnent à ma fortune, & l'Arrêt de Besançon & les vexations de Monsieur de Monnier : par la douleur d'être éloigné depuis deux ans de ce qui m'est le plus précieux au monde : mais plus encore, par les chagrins, dont celle que j'aime est dévorée dans sa captivité. Le pire de ceux qu'elle y éprouve, c'est de n'être plus chere à son pere. Elle a perdu, en m'aimant, sa tendresse : l'aversion qu'il a conçue pour moi, a étouffé l'amour paternel : aussi passionné pour me perdre, que je le suis pour obtenir sa fille, il l'accable du poids de sa colere : & elle respecte les vengeances d'un pere, comme la foudre d'un Dieu courroucé, & résignée à tout souffrir, hormis l'opprobre, elle désire, dans le fond de son ame,

que son pere ou reprenne les jours qu'elle tient de lui, ou lui rende l'honneur, sans lequel ce don est affreux.

Mais quoi! les plus obstinés ennemis se reconcilient, s'apaisent. Un pere seroit-il seul inexorable?

Non, non, je saurai le fléchir. Mon cœur m'inspire ce qu'il faut faire. L'injure fut grave; je veux l'expier par de grands sacrifices. Après les coups qu'il m'a portés, l'épreuve, je l'avoue, sera rude. Il va m'en coûter, mais n'importe: je m'y soumetts; qu'il soit content: je tombe, en public, à ses pieds.

C'est à ses pieds que je m'accuse de tous mes torts. C'est-là que je l'assure de mes regrets. C'est-là que j'attends de lui mon pardon. C'est-là que j'oserai lui dire: c'est vous aussi, pere trop aveugle, oui, c'est vous que je dois défendre contre vous-même. Où vous emportent d'indiscrettes fureurs? Quel intérêt, quel plaisir, quelle gloire trouvez-vous à faire périr dans l'humiliation, l'unique enfant que le Ciel vous ait accordé. Dites un mot, tout cesse, tout rentre dans l'ordre, tout se répare.

Mais jusques-là, où fuirez-vous, pour éviter les reproches qui vous poursuivent? Est-ce vers les Magistrats? Ils ont jugé. Est-ce vers vos amis? Dès qu'ils n'ont point retenu vos transports, ils vous trahissent & vous n'en avez point. Est-ce le Public que vous prendrez pour Juge? il s'étonne qu'un pere sacrifie sa fille unique à sa vengeance. Il s'étonne qu'étalant au monde une scene si extraordinaire, un Magistrat aussi

éclairé se livre si courageusement à sa censure. Il compare l'excès d'amour qui égara deux jeunes gens, avec l'excès de haine, qui dénature les sentimens d'un pere : & ce parallele le décide.

Où donc vous réfugierez-vous ? Sera-ce dans vos propres foyers ? N'y contraignez plus votre femme, qui, dévorant ses chagrins en silence, suspendue entre la tendresse & la crainte, voudroit pleurer avec sa fille, & est forcée de retenir ses larmes. Daignez écouter ses conseils : daignez les suivre. Elle est sensée, elle est vertueuse, elle est bonne : vous verrez quels sont ses vœux. L'unique injustice que cette respectable épouse feroit capable de me faire, si elle me savoit à vos genoux, feroit peut-être de vous dire : « ah ! Tremblez qu'il ne cesse de vous prier ».

Est-ce enfin en vous-même, que vous trouverez ces suffrages qu'on vous refuse de toutes parts. C'est au contraire, votre propre cœur que je réclame. Vos violences n'en ont point étouffé, mais suspendu les sentimens accoutumés. Votre ame est pure & belle : Descendez-y & mon succès est sûr. Car votre malheur & le mien, c'est que vous vous évitiez sans cesse. Vous craignez d'être seul avec vous. Par ces secousses, par ces mouvemens que vous donnez en tous lieux, vous vous proposez moins de gagner des approbateurs, que de fuir votre propre conscience.

Que répondra M. de Monnier ? Répétera-t-il que sa Cause est celle des peres ? Eh ! quel pere voudroit lui ressembler ? Dira-t-il qu'il s'est engagé

trop avant, qu'il a pris des engagemens publics? Qu'en résulteroit-il? Qu'il s'est rendu un acte de vertu plus pénible. Hé bien! l'effort en aura plus de prix. Mais, de bonne-foi, est-ce par respect pour l'opinion publique, qu'on n'osera être ni Magistrat, ni Citoyen, ni Epoux, ni pere, ni homme? Ou dira-t-il que je ne fais ici le généreux, que pour le mieux braver, & consommer mes premiers plans. Le procédé, certes! seroit nouveau, de lui demander aujourd'hui sa fille, par vengeance.

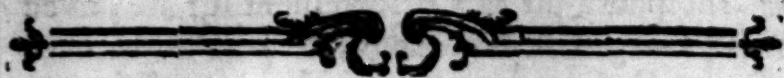
Qu'il ouvre les yeux, il en est temps. Je l'en conjure par tout ce qu'il y a de plus sacré. Je le conjure de ne plus travailler à déshonorer son propre sang. Je le conjure de s'épargner les longs remords, qui nous vengeroient, tôt ou tard, sa fille & moi, de ses refus. Je le conjure de rendre le repos, la vie, l'honneur à sa fille, à sa femme, à lui-même.

Que son bras, agité par la haine, puisse enfin reprendre la Balance de la Justice que le Prince lui a confiée: qu'il y pese ma Cause & la sienne: & aussi-tôt, il accueillera mes respects, il m'accordera ses bontés, peut-être même, au milieu de mes torts, me trouvera-t-il quelques vertus: il me saura gré, du moins, de ma fermeté, de mes instances. Il s'y rendra, & j'employerai ma vie entiere à l'en bénir. Si l'amour, qui égara sa fille & moi, a fait ses peines, ce même amour, devenu légitime par son aveu, sera la source de sa félicité. Quels jours sereins succéderont à l'orage! & puisqu'un point d'honneur

mal-entendu a pu agir si fortement sur lui, avec
quelle énergie de sentimens, ce pere aimera ces
enfans, dès que le véritable honneur lui aura
fait reconnoître sa voix!

MR. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat*





SECOND MEMOIRE

POUR le Sieur DE VALDAHON , Mousquetaire de la premiere Compagnie.

CONTRE Monsieur DE MONNIER, Premier Président de la Chambre des Comptes de Franche-Comté.

IL faut donc rentrer encore en Lice, puisque M. de Monnier m'y rappelle par des Libelles pires que les premiers, & qu'il veut, dans une affaire qui eût dû être étouffée dès le principe, multiplier le scandale avec les Ecrits. Mon embarras sera d'allier, dans celui-ci, la force que je dois donner à ma défense, avec les égards que je voudrois conserver pour le plus implacable des hommes. Si je démontre que M. de Monnier vient d'entasser mensonges sur mensonges, pour travestir en crime digne de l'échafaud, la faute dont les Magistrats m'ont puni : si j'ajoute qu'il ne travaille à me faire payer de ma tête, ses propres calomnies, que pour m'empêcher de réparer l'honneur de sa Fille, que deviendra le sien ? Si d'un autre côté, j'accrédite, par mes ménagemens, les impostures dont son nouveau Mémoire est rempli ; chacun dira que j'ai poussé

la scélératesse à son comble, & révolté d'apprendre que le Parlement, qui m'a jugé, m'a laissé vivre, le Public va demander ma mort à grands cris.

Eh bien! je me joins au Public, & demande moi-même le supplice, si mon Pere a prononcé une seule fois le nom de *Monnier* dans son Testament: je le demande, si les pieces du Procès ne font pas preuve que Mademoiselle de Monnier, depuis la conclusion de son mariage, ne faisoit que pleurer & gémir: que c'est elle qui me provoquoit, me pressoit, m'indiquoit nos rendez-vous nocturnes, me grondoit vivement d'y manquer: que j'y venois seul, sans clefs, sans armes: que c'est elle qui avoit soin d'ouvrir la porte d'entrée, & d'adoucir les gonds de celle de sa chambre: que c'est elle qui engagea la Tiffot à m'apporter ses lettres, & à se charger de mes réponses: si tous ces faits, contraires à ceux dont son Pere m'accuse, ne sont pas consignés dans les charges, dans les lettres, dans la déposition de Mademoiselle de Monnier elle-même, je le répète, je me sou mets à perdre la vie.

Mon Adversaire en fera-t-il autant? Soutiendrait-il ses assertions à pareil prix? Et quand, par exemple, il publie que j'avois tout concerté pour un rapt, que j'ai attaqué sa fille malgré elle, que ses larmes ont fait voir à sa douleur & sa surprise, à la vue de mon attentat: ces crimes capitaux qu'il m'impute, s'engageroit-il, sur sa tête, à en donner la preuve? Oui, si c'est le prouver que de produire ce billet écrit par sa

Fille. « *Je vous ai attendu hier, vous manquâtes !*
» *si vous venez, grattez doucement à la porte. Si*
» *l'on dort, j'irai tout de suite ; si l'on ne dort pas,*
» *je tousserai ; vous attendrez sans bruit* ». Voilà
la lettre qu'entre plusieurs, il avoit sous les
yeux, quand sa main a osé tracer le contraire.

Il voyoit que sa Fille, m'attendant dans son lit,
y épioit le moment de m'ouvrir : & il a parlé
de l'étonnement de sa Fille ! Il voyoit que je ne
causois d'autre douleur à Mademoiselle de Mon-
nier, que de manquer quelquefois, aux rendez-
vous où elle m'attendoit : & il a parlé des lar-
mes de sa Fille à ma vue ! Il voyoit que je n'avois
fait que céder : & il a parlé de violence ! Pour-
quoi donc a-t-il ainsi falsifié les faits ? Pourquoi
a-t-il changé un commerce illicite en rapt ? C'est
que les Loix n'infligent au commerce illicite ni
peine de mort ni flétrissure : au lieu que, s'il
réussissoit à faire prendre mon action pour un
rapt, les Loix, qui le punissent de mort, paroî-
troient violées ; l'Arrêt de Besançon, qui m'a con-
servé la vie & l'honneur, seroit cassé : on m'enver-
roit à l'échafaud : & le Conseil, trompé par les ser-
mens de M. de Monnier, croiroit venger les Loix,
en ne servant que ses vengeances.

Plan vraiment affreux ! qui, développé dans
tout son jour, signifie que M. de Monnier en veut
à ma vie, qu'il sent que ma faute n'est pas de na-
ture à me l'ôter ; mais que, pour s'assurer le
succès & l'impunité de ce vœu sanglant, c'est à
ceux même qui devroient l'en punir, qu'il es-
saye, à force d'artifices, d'en remettre l'exécu-
tion. De-là le tourment qu'il se donne pour dé-

tacher, des lettres les plus tendres, quelques mots de dépit qu'il puisse ajuster à son système : pour donner à des propos de valets, à des étourderies de gens yvres une valeur absurde : pour prêter du corps à ses propres fables, en recueillant des *oui-dire*, qui ne sont que les échos des faux bruits semés par lui-même. Supprimer ce que les pièces du Procès disent, y supposer ce qu'elles ne disent pas, tout altérer, tout corrompre, est son grand secret, pour parer d'un air de preuves, ses impostures. Et, parce qu'il convient à sa haine que je passe pour ravisseur, pour suborneur, plus il voit dans sa conscience & dans les charges, que je n'ai ni ravi ni séduit sa Fille, plus il crie à la séduction & au rapt.

L'eussai-je pu prévoir, qu'on me calomnie-
roit au point de me faire trouver ma défense dans l'exposition même de mes torts ? Voilà pourtant ce que font les violences de mon persécuteur, qu'il m'importe plus à présent, de développer ma faute, que de la pallier. Toute grave qu'elle est, elle contraste tellement avec les forfaits dont il me noircit, qu'elle ressembleroit plus à l'innocence qu'à de tels crimes.

Je vais donc la confesser de nouveau, toute entière. Que si quelqu'un m'objectoit qu'on s'est trop occupé de cet événement, pour qu'il intéresse plus long-temps : je répondrais que je n'écris pas pour piquer la curiosité des oisifs, que je suis plus fâché qu'eux, d'avoir à revenir sur le récit de mes foiblesses, que l'acharnement de M. de Monnier m'y force : que j'ai à soutenir jusqu'à la fin l'attention de mes Juges ; qu'il

y a plus de deux ans qu'ils ont eu mon premier Mémoire, qu'il y valde tout pour moi, & qu'il vaut mieux, dussai-je en trop dire, perdre quelques paroles, que de risquer, par mon silence, à perdre plus que la vie, l'Honneur.

Cette premiere entrevue qui décide des vraies simpaties, inspira en effet à Mademoiselle de Monnier & à moi, un mutuel amour. Tous deux mineurs, tous deux égaux par le rang & par la naissance, nous nous crûmes cet intérêt de cœur très-permis. J'osai lui dire que je l'aimois : elle m'avoua que j'étois aimé. Je lui remis moi-même une Lettre. Sa Femme de Chambre m'en apporta bientôt la réponse. Je la voyois deux fois la semaine chez son pere. Sa mere me recevoit avec bonté. Je la rencontrais dans ses sociétés. Je l'accompagnois aux promenades. Cette satisfaction ne prenoit rien sur celle que nous trouvions à nous écrire. Jamais Lettres ne furent plus tendres ni mieux reçues. Gresset, mon Valet-de-Chambre, & la Tiffot, étoient les ministres de notre correspondance. Celle-ci en trahit, un jour, le mystere. Madame de Monnier défendit à sa Fille de continuer de m'écrire. Mon service aux Mousquetaires me rappella pour-lors à Paris. De retour à Dole, je revis Mademoiselle de Monnier en maison tierce. Elle m'aimoit toujours. Son inclination combattue n'en avoit pris que plus de force. Ce n'étoit point attachement, c'étoit passion. La Tiffot ne la servoit plus. Les Domestiques qui avoient succédé, la surveilloient impitoyablement. Elle les trompa. Nos Lettres se placèrent

placèrent dans un lieu convenu. C'est vers ce temps que son pere voulut la marier. Que de larmes ce projet lui fit répandre ! Elle en baignoit ses Lettres ; mais nous écrire n'étoit plus assez. Quelques risques qu'elle pût courir , elle m'appella près d'elle. D'abord je résistai. Elle irrita mes desirs par de nouveaux ordres. Mon imagination alors s'alluma. De faux raisonnemens m'égarèrent. Je m'indignai contre la tyrannie d'un pere , qui contraignoit sa Fille dans son choix. Je réclamai le droit que la Nature donne à chacun de disposer librement de sa main. Ces réflexions déplacées n'appartenoient ni à la vertu , ni au vice ; mais mon cœur , qui cherchoit à se refuser contre lui-même , les prenoit pour un devoir. Des sentimens honnêtes m'enhardirent au mal. L'ivresse de mes sens fit le reste. L'amour & mon âge m'enflammèrent. Danger , décence , j'oubliai tout. Je portai des pas téméraires dans des lieux secrets. Je ne respectai point l'asyle paternel. Je ne vis plus que les bras qui s'ouvroient à moi : j'y volai.

Le temps , le lieu , les circonstances de nos rendez-vous ne sont plus , grace à M. de Monnier , un secret. On sait que c'est la chambre & l'heure du sommeil de sa mere , qu'elle indiquoit à nos entrevues. Sous prétexte de voir si tout étoit bien fermé , elle alloit entr'ouvrir la porte de la rue. Elle prenoit des précautions pour empêcher le bruit des autres portes.

Une nuit entr'autres (ce fut celle du 3 Fé-

Tome III.

D

vrier 1763.) Madame de Monnier entend quelque bruit : elle appelle. Je me sauve, sans retrouver, dans ce désordre, tous mes vêtemens. Ses cris redoublent : elle se leve. Sa Fille me nomme, & tombe à ses pieds.

Cet événement fut pour moi un coup de foudre. Je ne peux dire quels remords j'éprouvai d'avoir cédé à des invitations insensées. Je me représentai les premiers transports d'un pere outragé, le tendre effroi d'une mere agitée de mille sentimens. J'aurois voulu racheter ce secret de famille de tout mon sang. Je fis du moins ce que la probité me laissoit à faire pour couvrir ma faute. Je courus dès le jour même, chez trois Personnes, qui sont les seules auxquelles j'aye confié l'aventure. C'étoient des amis, des parens, des conseils, des personnages recommandables par leur âge comme par leur état. C'a été sous la foi du serment que je me suis ouvert avec eux. Je les conjurai d'affurer M. de Monnier que je demandois sa Fille pour tout bien ; que je renoncerois à légitime, à dot ; que je reconnoîtrois avoir reçu 200000 liv. Est-ce là avoir divulgué l'affaire, ou l'avoir voulu étouffer ? Et les seuls moyens que je pusse employer pour rétablir la réputation de Mademoiselle de Monnier, devroit-on les traiter de diffamation ?

J'appris bientôt que c'étoit un Pere, qui donnoit une publicité sans bornes, au déshonneur de sa Fille. Il la fit conduire au Couvent ; puis rendit sa plainte contre moi. Il m'y prodiguoit, à chaque page, le terme de scélérat. Les rendez-vous que sa Fille m'avoit donnés, il les métamor-

phosa en attentats tramés, avec fausses clefs & armes, à son insu.

On me décréta de prise-de-corps. Mes biens furent saisis. La plus scrupuleuse Instruction fut faite. La Sentence de Dole me condamna à m'abstenir de la Province pendant dix ans, & à payer, par forme de réparation civile, dix mille liv.

M. le Procureur Général se rendit appelant de ce Jugement. Les charges furent envoyées au Parlement de Besançon. Les Magistrats s'en occupèrent avec zèle. M. de Monnier y étoit pour l'entretenir. Il avoit pour lui son rang, son crédit, ses sollicitations, son courage à déguiser les faits & les témoignages de la Cause. Pour moi, j'étois en pays étranger. Absent, contumax, qu'opposai-je à tant d'intrigues ? Les dépositions des témoins, le texte des Ordonnances & l'intégrité de mes Juges.

Ce dont ils furent sur-tout frappés, ce fut les Lettres de Mademoiselle de Monnier : ces Lettres propres à vaincre l'ame la plus ferme. Ils apprécièrent ses invitations & mes résistances, ses vifs reproches, suivis de ma foiblesse. Je ne dirai pas que je leur parus plus provoqué que provoquant, & moins séducteur que séduit ; mais je dirai qu'entre deux Mineurs de condition & de fortune égales, ils ne virent d'autre séducteur que l'amour. Ils savoient trop ce qui constitue les rapt de séduction ou de violence, pour reconnoître l'un des deux dans ma faute ; ils la jugèrent ce qu'elle étoit ; c'est-à-dire, un simple commerce illicite, que les Ordonnances ne punissent point de peines afflictives. Ils me condamnerent, en

doublant mon premier châtiment , à 10000 liv. de dommages & intérêts , & à vingt ans d'absence.

Chacun trouva cette punition excessive. Quant à moi , je n'en murmurai pas. Plus elle étoit sévère , plus je comptois qu'elle adouciroit mon persécuteur. Que c'étoit le connoître mal ! C'est à mon sang qu'il en vouloit : en sorte qu'à la nouvelle de ma condamnation , il s'écria qu'il perdoit sa Cause.

Il vint à Paris , & présenta au Conseil une Requête en cassation. L'entreprise étoit ridicule ; mais les passions raisonnent-elles ? Elles lui dictèrent un nouvel écrit , dont il inonda la Cour & la Ville. Si encore il n'eût porté sa véhémence que sur la faute dont je suis coupable , quelque impétueuses qu'eussent été les expressions de son ressentiment « il passe le but » auroit-on dit , » mais ce sont les gémissemens d'un cœur ulcéré » , & la pitié auroit pris la place du blâme. Mais se répandre en digressions outrageuses , calomnier , falsifier tout : & cela pour surprendre aux Juges un Arrêt , qu'il sentoît ne pouvoir obtenir , s'il eût laissé ma faute dans ces vraies bornes , ce déchaînement souleva tout le monde.

Pour moi , je n'envisageai point du même œil que le Public , les emportemens de mon Adversaire. Je reconnus que , s'il étoit plus opiniâtre & plus violent que les autres hommes , c'étoit un malheur pour moi ; mais que , loin d'être en droit de me plaindre , je devois respecter des défauts , que j'avois mis en fermentation par

mes torts. Car je le dis dans la sincérité de mon cœur, je les expiois par une peine, pire que celle qu'on m'avoit infligée, le repentir. Je ne crus pas que mon châtement dût assez satisfaire un pere offensé, pour m'exempter de lui demander grace. La loi, en se chargeant de me punir, m'avoit laissé le soin de le calmer. Et je voulus, tout condamné que j'étois, rendre mes excuses aussi publiques, qu'il avoit donné d'éclat à l'offense. Cet éclat, donné par un pere au déshonneur de sa fille, étoit une faute sans doute : mais les fautes qu'il commettoit d'après la mienne, agravoient celle-ci à mes yeux. Je me jugeois coupable de ses écarts ; je m'en sentois puni, par les reproches dont on l'accabloit, & affligé d'être à la fois l'auteur des égaremens de sa fille & des siens, autant j'eusse souhaité de réparer ceux de la première, autant je m'efforçai d'excuser ceux-ci.

Je répondis donc. Mais comment ? Le plus bouillant ennemi se feroit laissé désarmer par bien moins d'efforts que je n'en employai sans succès, pour fléchir un Pere ? M'est-il permis de rappeler ici que les cœurs droits & sensibles daignent honorer mon Mémoire de quelque intérêt ? Non-seulement j'y demandois à M. de Monnier le pardon de mes fautes : j'y prenois sur moi toutes les siennes ; & pour joindre l'effet aux paroles, j'osai tomber en public à ses pieds.

Qu'ai-je gagné à ce sacrifice ? Près de deux années se sont écoulées, sans que M. de Monnier ait rien fait juger. On a conclu de ce long espace

de temps, qu'enfin la raison & l'humanité lui avoient fait abandonner sa demande en cassation.

Mais tandis qu'on croyoit son ame calmée, il s'épuisoit à enchérir sur ses premieres cruautés, il exhaloit dans un dernier écrit, plus noir encore que les autres, tout le fiel dont il se nourrit : & quand il a cru son ouvrage au point de perfection où sa colere le vouloit, ce Magistrat a quitté Dole, est revenu dans cette Capitale, & profite de ce que sa Requête n'est pas encore jugée, pour répandre, depuis un mois, & dans Paris & à la Cour, ce cinquieme Libelle, qui me ramene aujourd'hui sur la scene. Car cette faculté de m'écraser du moins, sous des libelles, est son seul but, dans une demande dont il sent trop le vice, pour y chercher d'autre avantage.

Voilà donc où ont abouti mes prieres ? Il n'a vu dans le courage que j'ai eu d'embrasser ses genoux, qu'une posture plus propre à recevoir d'autres coups de poignard ! Ah ! C'en est trop. Et puisque ce cœur inflexible ne change pas, mes devoirs, à moi, sont changés. Et pourquoi me prosternerai-je encore à ses pieds ? Est-ce parce qu'il jure dans son Mémoire actuel, *de ne jamais se déshonorer par une alliance infame.* Une alliance infame ! Dieu, quelle insulte ! Corps illustre, dont j'ai l'honneur d'être membre, si je suis un infame, c'en est fait : nous ne devons plus, vous & moi, respirer le même air : hâtez-vous, prononcez, chassez-moi. Mais, ô mes Supérieurs, mes Camarades & mes Amis, écoutez, avant tout, ma défense : & plaignez-

moi d'être obligé de repousser, avec la plume, un pareil outrage.

M. de Monnier me reproche d'être né d'un homme qui a, dit-il, été flétri.

Trop de confiance de la part de mon pere, dans un Commis qui en abusa, le mit dans le cas de poursuivre cet homme, pour crime de péculat. L'affaire fut portée au Parlement de Dijon. Mon pere y fut jugé responsable des fautes de son Commis, & condamné à une amende envers le Roi. Il m'ordonna en mourant de réparer l'échec qu'il venoit d'essuyer. Si la mort ne l'eût prévenu, il y eût réussi, ainsi que l'a fait son parent le sieur Bernard de Pelagey. Celui-ci condamné par le même Arrêt, à la même amende, a obtenu, dès 1758, des Lettres qui le restituent, *en tant que de besoin*, de cette condamnation. Ces Lettres montrent que, trompés tous deux, ils furent victimes de trop de bonfoi. J'attendois le temps favorable pour solliciter aux pieds du Trône la même grace. Ce moment heureux est venu. Sa Majesté a bien voulu m'accorder des Lettres, qui relevent, *en tant que de besoin*, & justifient mon Pere. Elles vont plus loin; & ces Lettres sont, en même temps, pour lui, des Lettres d'honneur, où le Prince a daigné y reconnoître la satisfaction qu'il a eu de ses services.

Que cette faveur me venge bien de M. de Monnier! Résistera-t-il à un si grand exemple de justice? Rien ne l'ébranle. Trop d'intervalle, dit-il, nous sépare. Le petit-fils d'un païsan n'est pas fait pour prétendre à une fille *de l'ancienne & illustre famille des Monnier*. Ma réponse va pro-

digieusement lui déplaire; je le sens: mais est-ce ma faute? Quand il s'élève aux nues & me plonge dans la boue, pour mettre entre nous une distance énorme, n'est-il pas de la plus légitime défense de prouver, que nous ne sommes, ni lui si grand, ni moi si petit, & qu'en retournant tous deux, à notre place, nous serons bien près l'un de l'autre?

Antoine Le Beuf, mon grand Pere, étoit Receveur des Finances à Pontarlier, sur la fin de l'autre siècle. Il fut nommé Maire de cette Ville, en 1708; il acheta une Charge de Secrétaire du Roi, en 1719: il est mort en 1727, revêtu de cette Charge, à laquelle on fait que la Noblesse est attachée. Mon pere fut reçu Maître des Comptes en 1720, Président en 1731, & vendit sa Charge en Juillet 1749. Voilà mon Histoire en deux mots.

Celle de M. de Monnier n'est guere plus longue. Il date de même, de la dernière moitié de l'autre siècle. Bon (a) Monnier, originaire de

(a) Bon Monnier, Notaire à Besançon, partagea les biens qu'il avoit en commun à Boujailles avec Bon Anatoile Monnier, son Cousin germain, habitant de ce village: l'Acte de partage passé pardevant le Notaire Etienne Coulon, est du 22 Avril 1610.

Ce Bon Monnier fut annobli à Madrid, le 8 Janvier 1658. Voir à la Chambre des Comptes de Dole, le Registre des Fiefs, fol. 113 verso.

Il eut pour Fils N. Monnier, qui fut reçu Conseiller au Parlement, le 27 Mars 1647.

Celui-ci eut pour Fils, Bon Anatoile Monnier.

Boujailles, village de Franche-Comté, & son premier auteur connu, fut Notaire à Besançon, puis annobli en 1658. Comme les générations ont été plus rapides dans sa famille que dans la mienne, il se trouve que, bien qu'il parte à-peu-près de la même époque, il compte deux degrés de plus que moi.

A quoi serviront à présent ces grands mots, dont il se décore? A faire dire qu'il n'est pas plus vrai dans les éloges qu'il se prodigue, que dans les duretés qu'il m'adresse? Non, non, ce n'est point à si peu de frais, que les familles sont traitées d'illustres parmi nous? Laissons cet honneur aux maisons auxquelles il est dû, & sans nous plaindre de n'avoir pas l'avantage d'une plus haute naissance, remercions le Ciel, lui & moi, de nous avoir, du moins, fait naître dans un de ces rangs honorables, où les citoyens peuvent se distinguer par leurs services. Autrement, nos prétentions déplacées appréteroient à rire à l'ancienne Noblesse; & quand, par exemple, elle verra le Marquis de Monnier publier (b) que les Armes de son illustre famille portent pour devise ces mots-ci: *semper idem*; TOUJOURS LE MÊME: si c'est de-là, lui dira-t-on, que vous partez pour être inflexible: si vous prenez votre opiniâtreté pour un patrimoine

Bon Anatoile eut pour Fils, Charles Monnier, Premier Président de la Chambre des Comptes, & Père de M. le Marquis de Monnier.

(b) Voyez les premiers Mémoires de M. Monnier.

d'honneur, pour un pacte fait avec vos Peres ; vos Peres vous font bien du tort, & dussiez-vous déchirer leur devise, le mieux pour vous, seroit de changer.

Oserai-je, du fond de cette dernière classe d'hommes où il me relegue, lui crier que je partage avec lui plusieurs alliances, qui nous rapprochent. Par Madame de Montureux, femme du Président à Mortier au Parlement de Besançon, parent de M. de Monnier, je suis son allié. Par M. de Partay son beau-frere, qui descend comme moi, d'une Sordet (c), je suis son allié. Il le fait : mais, pour répondre aux reproches que sa famille lui fait de me traiter avec tant de hauteur, il le nie.

Je conçois que son animosité lui fasse rompre tout lien de parenté avec moi ; mais puis-je tolérer qu'il m'en donne avec des hommes envoyés au gibet ? « Son oncle Gallevier, dit-il, a été condamné pour fausse monnoie, à être pendu ». Ce Gallevier n'étoit pas mon oncle. Il sembleroit, à entendre M. de Monnier, qu'il

(c) Mon Grand-pere avoit épousé en 1676, Jeanne-Françoise Sordet, issue d'une famille noble depuis longtemps. L'ainé de ses freres, lors de son mariage, étoit Colonel d'un Régiment d'Infanterie, Sergent-Major de bataille en Espagne, au service de laquelle il étoit de sa jeunesse. Il mourut Gouverneur de Gironne, décoré des premiers grades militaires. Sa succession passa à mon ayeule, & de-là les biens qui se trouvent dans ma famille.

Étoit frere ou de mon pere ou de ma mere ; enforte que le même sang seroit dans mes veines. Je n'ai jamais appartenu à cet homme-là. Mademoiselle Cointeau épousa Gallevier de Mieri, Directeur des Monnoies de Franche-Comté ; elle mourut peu après, laissant une sœur, qui épousa mon Pere. Lors du mariage de mon Pere, Gallevier étoit remarié ; c'est au bout de plusieurs années de son second mariage, qu'il eut l'affaire dont on parle. Je ne disconviens pas que, par ma mere, je n'aye eu une alliance avec ce sieur de Mieri, ainsi que j'en ai par elle avec M. de Monnier lui-même. Mais il est évident que ce n'est pas-là être son parent. On sent d'après cela, combien la destinée de ce sieur de Mieri m'est indifférente & étrangere.

M. de Monnier fait ces choses comme moi ; & rien n'arrête ses calomnies, parce qu'il suit ce conseil :

Frappez toujours, & quoiqu'il en guérisse,

On en verra du moins la cicatrice.

Il se trompe : elle disparoîtra. Car ces détails, tout rebutans qu'ils sont, seront lus. Les honnêtes gens s'intéressent aux questions d'honneur. Ils veulent savoir à qui ils doivent estime ou blâme. Eh ! verroient-ils de sang-froid que, si M. de Monnier me prête l'extraction la plus basse, s'il me donne pour parens des proscrits, s'il m'entoure de roues, de potences, c'est pour marquer ma route, vers l'échafaud où il me voudroit voir. Sont-ce donc là les sentimens

d'un Magistrat, choisi pour présider une Cour supérieure; ou sont-ce des torts, dignes d'exciter le Magistrat à les punir? Je veux que M. de Monnier n'ait plus de remords à vaincre; mais ces obstacles du dehors, tels que la crainte du ridicule ou de l'indignation publique, il les a donc aussi surmontés? N'est-ce plus rien pour lui d'entendre dire qu'alors qu'il me traite d'*infame*, je ne suis souillé que par les poisons qu'il puise dans son cœur?

Ma naissance enfin est vengée, & puisque j'ai fait voir qu'il n'y auroit point d'infamie pour Mademoiselle de Monnier, de s'allier avec moi, je déclare à son pere que c'est-là le but où, quoi qu'il fasse, mes souhaits les plus ardens aspireront toujours.

Oui, je le dis du fond de mon ame, à celle que j'aime, & dont l'absence ajouteroit à mon amour, s'il pouvoit croître: je vous le dis, fille malheureuse, qu'un pere retient captive, moins en punition d'avoir été foible, qu'en haine de celui qui peut & veut réparer vos foiblesses. J'ose me flatter que le temps & les murs qui me séparent d'un dépôt si cher à mon cœur, ne me détacheront point du vôtre. Vous m'avez permis cet espoir: mais le moyen de nous unir jamais, si l'offre de ma main devenoit pour vous un second opprobre. C'est donc pour vous-même, comme pour moi, que je vais continuer de confondre le nouveau libelle de votre pere.

On voit, y répète-t-il à chaque page, on voit sortir de l'événement dont j'accuse le sieur

de Valdahon, trois grands crimes : celui de la vengeance, pour le méditer : celui du rapt, pour le consommer : celui de la diffamation, pour l'aggraver.

Nous voici donc encore aux prises, sur des détails déjà tant réfutés. Oh ! pour cette fois, Monsieur de Monnier, c'est à vous-même que je veux m'adresser : soyons désormais en présence, traitons en face.

Vous m'accusez calomnieusement d'avoir voulu venger par la honte de votre fille, les peines de mon pere. Et je prouverai que c'est vous, qui exercez sur moi les plus terribles vengeances. Vous m'accusez calomnieusement d'avoir employé le rapt, pour déshonorer votre fille. Et je prouverai que c'est vous, qui voulez me ravir, par mille impostures, mon honneur. Vous m'accusez calomnieusement d'avoir diffamé votre fille, par l'éclat que j'ai donné à mon action. Et je prouverai que c'est vous, que vos violences ont rendu l'unique auteur de la diffamation de cette infortunée. Et ce que je dirai, je l'aurois dû dire dès mes premiers écrits. Jugez par-là des sacrifices, que l'espérance de vous toucher m'avoit fait faire.

Quelles preuves avez-vous que mon pere m'ait commandé de le venger ? Vous n'en avez nulle, & cela, parce que le fait est faux.

Où sont les preuves qu'il vous nomma, comme l'auteur de sa disgrâce ? Vous n'en avez nulle, & le fait est faux.

Où sont celles, que son Testament m'en don-

na l'ordre ? Toujours nulle preuve & fait faux. Le Testament même vous dément. Donc l'intention que vous me supposiez est détruite.

Vous ajoutez que je me suis vanté d'avoir été guidé par ce motif. Rien n'est plus faux encore. Il n'y a pas un Témoin qui dépose m'avoir entendu tenir ce langage. Vous aviez pourtant les informations sous les yeux, quand vous avez écrit ces mots : *entendons-le lui-même*. Quelle hardiesse dans vos mensonges !

Mes amis, poursuivez-vous, ont déclaré qu'ils avoient oui dire que je l'avois dit. Mais à qui ? Au sieur Petit. Or, ce Militaire entendu en dépositio, a reconnu qu'il avoit parlé inconsidérément sur mon compte : & les trois seuls témoins, qui disent avoir oui dire que j'avois dit, l'ont cité, comme étant le seul auteur du *oui-dire*. Maintenant voici votre marche. Vous trouvez fort mauvais qu'on ait fait entendre le sieur Petit, parce qu'étant mon ami, dites-vous, il étoit suspect. D'abord, daignez vous rappeler que c'est vous-même, qui l'avez fait entendre. Ensuite, vous êtes admirable de vouloir que les Magistrats n'eussent ajouté aucune foi à celui qui reconnoissoit m'avoir compromis, par des propos inconsidérés & sans fondement, & qu'ils eussent donné toute croyance aux témoins, qui n'avoient répété que sur sa parole, une fiction par lui désavouée.

Eh ! bien, Monsieur, ce sont donc là toutes vos preuves ? Votre imputation est-elle du

moins, si probable, que la preuve en fût peu nécessaire. Eh, quoi ! Quand deux jeunes gens s'entre - cherchent & s'oublient ensemble, la vraisemblance, c'est que l'amour a causé leur foiblesse. Mais vouloir, par un renversement de toute idée, que la haine en fût le principe : mais prétendre qu'un des deux a feint d'aimer pour corrompre, a corrompu pour diffamer, a diffamé pour se venger, a inspiré des transports d'amour, par excès de haine : quel extravagant système la vôtre a forgé ! Ce forfait est moins vraisemblable, qu'il ne seroit atroce. Et vous voulez qu'on le croie sans preuves ? On en auroit mille d'un projet si extraordinaire, qu'on en douteroit encore. Mais à présent, voulez - vous voir des vengeances trop bien prouvées, pour qu'on en doute ? Voyons les vôtres.

Vous m'avez imputé, avec connoissance & dessein, cette intention, dont vous me saviez innocent. Vous m'en avez chargé, dans la vue d'irriter contre moi, quiconque n'auroit pas les informations sous les yeux. Vous avez assuré, contre votre conscience, que les dépositions en contenoient la preuve, afin de tromper ceux des Juges, qui pourroient être plus crédules ou moins attentifs. Vous avez joint à la fausse imputation de ce premier crime, celle de deux autres, que je vais détruire à leur tour. Vous m'avez couvert de ces crimes, parce que l'Arrêt, qui a suffisamment puni ma faute, ne suffit pas à un homme qui veut mon sang. Ce sont - là, Monsieur, des vengeances.

Passons au second crime, le rapt. Selon vous, j'ai tout prémédité pour un enlèvement réel.

Vos preuves sont que votre Fille m'a écrit un Billet, portant ces mots: « Je vous attendis
» hier jusqu'à quatre heures dans mon lit: vous
» manquâtes; vous ferez encore attendu ce soir,
» jusqu'à: . . . Si vous venez, grattez douce-
» ment à la porte de ma chambre; si on dort,
» j'irai tout de suite: si au contraire on ne dort
» pas, je tousserai, & vous m'attendrez sans
» bruit. Aujourd'hui va décider de mon sort.
» Adieu. L'incertitude me fait mourir. Je trem-
» ble que la Bouffon n'arrive ». Tout respire
ici, dites-vous, un dessein formé d'enlèvement.

Je répondrai qu'à chercher, dans ce billet, l'idée d'un rapt, il en faudroit conclure que c'est votre Fille qui auroit voulu être enlevée, & que moi, j'aurois résisté à son désir; en quoi j'aurois été plus courageux que coupable, & mériterois, de la part de son Pere, plus de ménagement que d'injures. Mais dans le vrai, l'idée de rapt ne s'est pas plus présentée à son esprit, qu'au mien; & ces mots: *Aujourd'hui va décider de mon sort, l'incertitude me fait mourir*, ne s'appliquoient qu'à ce mariage, dont les articles alloient être signés, & à l'espérance qui lui restoit encore, de vous fléchir par ses larmes.

« Un fait atroce, continuez-vous, c'est l'introduction des Gens du sieur de Valdahon, dans mon Hôtel ». Monsieur, je n'ai point introduit mes Gens dans votre Hôtel.

« Le

« Le sieur le Maillot & autres, déposent
» que la nuit du 2 au 3 Février, le sieur de
» Valdahon & ses Gens, étoient munis d'ar-
» mes ». Monsieur, le sieur le Maillot ni
autres, ne déposent que nous fussions munis
d'armes, mes Gens & moi.

« Doutera-t-on, d'après le propre langage
» de l'Accusé, que ses Gens & lui, fussent ar-
» més ». Loin de douter, l'on fera sûr, d'a-
près mon propre langage, qui je n'avois ni Gens,
ni armes.

« Mais n'avez-vous pas dit à Messieurs de
» Chaillot & de la Beviere, que, quand vous
» veniez chez moi, vous aviez un Domestique
» pour votre sûreté ? » Ce n'est pas-là préci-
sément ce que j'ai dit. D'abord, je n'ai jamais
parlé de l'aventure à M. de la Beviere. Quant
à M. de Chaillot, comme il m'observoit, à
propos de ces hardes, que je n'eus pas le temps
de refaire, qu'apparemment j'avois laissé chez
moi ma montre, mes clefs & mon argent : je
lui répondis que, chaque fois que j'allois chez
vous, j'ôtois, pour entrer avec sûreté & sans
bruit, ce qui pouvoit me décèler, comme mon-
tre, clefs, boîte, tout jusqu'à mon épée mê-
me, & que je les remettois, à votre porte, à
un Domestique qui me suivoit jusques-là, pour
les recevoir. Mais jamais mon Laquais n'est en-
tré avec moi. Aussi M. de Chaillot n'a-t-il pas
déposé que je lui aye dit, qu'aucun valet en-
trât. Il vous plaît de donner ce sens à sa dé-
position : on voit pourquoi. Cependant, se
faire accompagner d'un Domestique jusqu'à

vosre porte , ce n'est pas l'introduire dans vosre Maison : se faire accompagner d'un seul Domestique , c'est encore moins en introduire plusieurs : s'en faire accompagner précisément pour lui remettre , à vosre porte , son épée , ce n'est pas être entré soi-même muni d'armes. En vérité , Monsieur , vous trompez beaucoup. A vous entendre , les Témoins prouvent le projet d'un rapt de violence. A entendre les Témoins , ils ne le prouvent en aucune maniere ; & la raison de cette opposition entre les Témoins & vous , c'est que ce rapt dont vous parlez , ce n'est pas à moi qu'est venue l'idée de le commettre , c'est à vous qu'est venue celle de m'en noircir , parce que toute idée qui peut me noircir , vous vient.

Suis-je plus coupable du second genre de rapt ? Lorsque les Loix , qui définissent le rapt de séduction , recommandent de prendre garde à la différence des naissances , des biens , des années , veulent-elles , pour cela , qu'on mesure , avec le compas , les moindres inégalités , en sorte qu'elles traiteront en séducteur , le même homme dont , avec quelques sommes , ou un ayeul de plus , elles auroient scellé l'union. Qu'un majeur suborne une mineure , pour la porter au mariage , un domestique la fille de son maître , un homme de bas lieu & sans bien une héritiere de naissance ; le rapt de séduction se reconnoît à des différences si frappantes. Mais , mineur & riche dans les proportions de mon état , j'ai recherché une Demoiselle aussi mineure , & plus riche que moi , si l'on veut. Fils

d'un Président de Cour Souveraine, j'ai recherché la fille d'un Premier Président en la même Cour. Des mariages plus disproportionnés ont souvent lieu, sans surprendre personne.

Je suis convenu à Besançon, & conviens encore que, si l'extrême envie d'obtenir la main de votre fille, si des assurances d'une constance à toute épreuve, si des sermens de ne vivre que pour elle, sont des crimes, je suis coupable & le ferai toute ma vie. Mais ce ne sont, disois-je alors, ni les vœux que forme un Amant pour devenir Epoux, ni les protestations de s'aimer toujours, ni tous ces lieux communs de la galanterie, que le Législateur a eus en vue, & qu'il a désignés pour signes caractéristiques du rapt de séduction. Il doit être qualifié par des actes extérieurs, tels que des promesses de mariage signées, un Contrat passé, une démarche faite, soit en se présentant à un Prêtre pour recevoir la Bénédiction Nuptiale, soit en faisant une déclaration publique qu'on se prend pour mari & femme, ou autres faits de cette nature : voilà les circonstances d'où s'induit le projet d'un suborneur, *de parvenir au Mariage à l'insu, & contre le gré des pere & mere.* Je me sou mets à tout, si les pieces du Procès offrent la moindre trace de faits semblables.

Ce qu'on y voit, c'est que je ne portai jamais de fausses clefs; c'est qu'à l'exception de ce louis d'or, & de ces indiennes données à la seule Tissot, qui, gagnée par sa Maîtresse, vint à moi la premiere, & étoit sortie de chez vous, près de trois ans avant l'événement, je n'ai fait nul

présent à nul Domestique : c'est que vous-même connoissiez dès 1760, l'inclination de Mademoiselle votre Fille : c'est que M. de Moria vous remit trois des Lettres qu'elle m'avoit écrites, & la Tiffot, une de mes réponses : c'est que Madame de Monnier étoit avertie par ses Domestiques, de nos regards. *La vieille Cuisiniere a averti Maman de nos regards.* C'est que cette mere, aussi à plaindre aujourd'hui que sa Fille, ne me recevoit pas, malgré cet avis, avec moins de bonté chez elle. *Venez ce soir, vous serez sûrement bien reçu de Maman.* Enfin, je ne rappellerai point tous ces actes, qui, émanés de Mademoiselle de Monnier, dissipent jusqu'à l'ombre de toute séduction. Le Parlement a vu ces choses, & il m'a grièvement puni de mes vrais torts. Mais parce qu'il ne m'a point puni des vôtres, car j'appelle vos calomnies des torts, vous dites qu'il a violé tous les principes de la paix & de la sûreté des hommes; comme si ces Magistrats étoient moins les amis & les vengeurs du repos public, que vous, qui sacrifiez sans cesse le vôtre même, au tourment de haïr. Je n'ai donc recouru, ni à séduction, ni à violence, pour enlever l'honneur à votre Fille; mais vous, que de moyens vous avez pris pour me ravir le mien !

Je ne parle plus de ces outrages, dont j'ai vengé ma Famille. Avez-vous plus épargné mes mœurs ?

« Elles le mettent encore au-dessous de sa naissance, » avez vous dit, après avoir traité celle-ci d'infame. Puis mon portrait répond à

ce début. « Esprit vindicatif, violent, débauché,
 » ame dépravée, calomniateur, homme connu
 » par des soupers où régnoient la licence &
 » l'irréligion, réduit enfin à l'indigne ressource
 » de la contrebande, il a fait périr sa mere de
 » douleur. »

Quel dégoûtant amas d'invectives ! j'étois indigné des premières : à celle-ci, je vous l'avoue, je n'ai plus la force de répondre : je vous pardonne, je vous plains, je rougis du spectacle qu'un Citoyen de votre rang, étale au monde. Quoi ! vous m'allez calomnier jusques dans la tombe de ma mere ! Ah ! cessez de troubler ses cendres. Vous n'avez troublé que trop celles de mon pere. Vous respectez donc aussi peu la paix des Tombeaux, que les Temples de la Justice ? Regrettez-vous que ma mere n'existe plus, pour lui offrir son Fils déchiré par vos coups ? Et tel qui m'ose faussement imputer d'avoir, par mes excès donné la mort à une mere, la donne en effet, par les siens, à une Fille, à une Epouse !

Vous me traitez de calomniateur : vous dites que le Parlement de Besançon, en supprimant mes premiers Mémoires, m'a déclaré tel ; comme si vous ne saviez pas aussi-bien que moi, ce qui les a fait supprimer. J'étois contumace, par conséquent sans droit pour me défendre. Prouver du fond de ma retraite que j'étois calomnié par vous, c'étoit paroître vous calomnier moi-même, parce que telle est la sévérité de la Loi, qu'elle veut paroître ne pas croire quiconque n'a pas le droit de lui parler. Elle n'a donc

écouté, pour me sauver l'honneur, que l'organe de ses Ministres; mais ceux-ci, forcés par la rigueur des formes, de proscrire une défense irrégulière, n'en ont pas moins applaudi à la modération, à la vérité, aux sentimens que j'y montrais. Tous mes Mémoires ont porté le même caractère. Celui-ci même, où la voix de l'honneur s'est fait plus fortement entendre, j'en appelle à tous ceux qui l'auront daigné lire, excède-t-il ce qu'une défense légitime autorise? Certes! ce seroit un singulier droit que celui de fouler à ses pieds un homme d'honneur, sans qu'il pût se plaindre. Et pourquoi étoufferois-je les cris de ma douleur? Que vous dois-je, ou qu'ai-je à craindre encore de vous, qui me peignez à toute la France sous les traits du dernier des hommes. Le suis-je pour avoir aimé votre Fille? Le suis-je pour n'avoir pu me défendre du charme de ses invitations? Ah! c'est si son caractère ressembloit à celui que vous montrez ici, que la sympathie qui m'attache à son ame, pourroit faire augurer mal de la mienne.

Pensez-vous que, si je vous traduisois, à mon tour, dans ces Tribunaux, qui ont fortement sévi contre mes torts, ils fussent plus indulgens pour les vôtres? Car de quel droit me traitez-vous avec indignité? Quoi! parce que vous sentez que vous demandez vainement à d'équitable Juges mon opprobre, vous vous hâtez de me l'imprimer vous-même. Et moi, dont l'état & le devoir sont de sacrifier la vie à l'honneur, je souscrirois, par mon inaction, à ma honte. Non, non, j'en porterai d'amères plaintes

aux Magistrats qui vous blâment, aux Militaires qui me consolent, au Public que ce spectacle offense, aux pieds du Trône, où nous serons jugés. Et ces plaintes iront remuer au fond des cœurs, des sentimens, que les Romans & les Libelles n'en obtiennent pas ? D'où vient donc donnez-vous ces titres à mes Ecrits ? Vous ai-je attaqué dans vos mœurs, dans vos proches, dans votre religion, dans ce que vous pouvez avoir de vérité, de bonté, d'équité, hors de cette cause ? Je veux croire, pour l'honneur de la Magistrature, & pour le bien de ma Province, que vous êtes un Juge aussi calme, aussi integre dans les Procès d'autrui, que vous l'êtes peu dans le vôtre. Mais revenons : Vous m'appellez un calomniateur, & je vous défie de relever, dans tous mes Mémoires, un seul mensonge, oui, un seul. Moi, je vous épargne le nom que vous me donnez : mais je prouve.

Convènez-en : vous avez eu bien peu de faits à m'opposer, & ce peu de faits est sans preuves. C'est donc vous, qui, malgré vous-même, êtes devenu le plus sûr garant de mes mœurs. Dès que les flambeaux de la haine, portés sur toutes les heures de ma vie, y ont trouvé pour tout vice, un seul trait de vivacité que j'avoue, & qui m'échappa à vingt ans : vous me faites valoir, par l'impuissance de vos efforts à m'avilir : genre d'éloge dont on ne peut pas plus se défier, que je n'ai à vous remercier du service.

Il en est un, qui me touche : c'est le zèle qu'a

montré ma Province, pour mettre ma réputation à couvert de vos attaques.

Ces Actes; direz-vous, sont mendiés. Eh bien! j'ai vécu dans les Provinces & dans Paris: j'ai des Supérieurs, des égaux: on m'a vu dans le libre essor des plaisirs, dans la familiarité de l'amitié, dans des momens de contrariété, dans les exercices de mon état: je consens, disons plus, je demande que Protecteurs, Camarades, Confidens, tous déclarent ce qu'ils savent contre mes mœurs, contre mon caractère. S'ils ont surpris au fond de mon ame, quelque ombre de cette dépravation que M. de Monnier y suppose, qu'ils se joignent à lui, qu'ils le disent, qu'on me démasque, je suis sans crainte: & si je n'avois fait cette faute, dont je gémis & que je paye si cher, je dirois: je suis sans reproche.

Mon cœur n'est pas, sans doute, vertueux comme il devroit l'être; mais chaque instant ajoute à mon amour pour la vertu. J'ai vu de près les injustices & les malheurs que la haine traîne à sa suite, & vous m'avez fait détester la haine: j'ai vu de près les convulsions & les souffrances qu'éprouvent ceux qui veulent nuire, & vous m'avez fait haïr la vengeance: j'ai vu de près l'indignation & la révolte des cœurs honnêtes, contre ceux qui trompent à dessein, & vous m'avez fait haïr la calomnie. Je vous dois de m'avoir appris jusqu'où un homme de bien peut s'humilier avec dignité, & ne pourroit se taire sans bassesse.

Ce lâche silence m'eût rendu indigne de l'in-

térêt & des bontés, dont m'honore mon Corps. Il a lu vos libelles. Jugez quel œil d'observation & de rigueur ce Corps respectable, dont l'honneur est l'ame, a dû fixer sur moi: & cependant mes supérieurs me protègent, mes Camarades m'aiment, tous me plaignent. Qu'ajouterois-je?

Vous me prêtez encore un dernier crime, qu'il faut vous rendre. J'ai diffamé, selon vous, votre fille. Et c'est à moi que ce reproche s'adresse! à moi, qui, brûlant du désir de m'associer à son sort, aurois terni ma réputation, des atteintes portées à la sienne. Mais j'ai, dit-on, confié à trois personnes mon aventure: & tout honnête homme l'eût ensevelie dans une nuit profonde. Etrange effet du parti pris par M. de Monnier, de me trouver des crimes! Devois-je donc fuir, dès ce premier moment de crise, où sa fille en proie au désespoir d'être découverte, me faisoit partager son effroi sur la situation où elle croyoit être? Si je m'étois aussi-tôt évadé, mon Ennemi en auroit triomphé; il eût dit: «Voyez ce téméraire, que le seul libertinage avoit plucé dans le lit de ma fille. A-t-il seulement tenté le moindre effort pour m'appaiser? Il n'a voulu que jouir, perdre ma fille & disparaître». C'est ainsi que le oui & le non, le pour & le contre, ce que j'ai fait, ce que je n'ai pas fait, tout eût fourni à mon persécuteur des armes contre moi.

Mais qu'à présent il réponde, & nous dise lequel des deux a diffamé sa fille, de celui, qui, dès le moment même, court chez un Curé, propre Directeur du pere, & le conjure d'employer

sa médiation pour assoupir, réparer tout : ou de celui, qui, dès le même jour, dresse sa plainte, la lit, dès le lendemain, au Comte de Berfailin, lui ajoute : *qu'il n'a (d) qu'à dire tout haut, la cause de la rupture de son mariage* : de celui, qui sur le refus du Directeur, demande confidentiellement assistance & conseil à deux parens, respectables par l'âge, par l'état, & dont l'un étoit instruit déjà par la mere, des goûts de sa fille : ou de celui, qui rend sa plainte, fait informer, traîne sa fille dans une Maison Religieuse, la rend la fable de toute la Province, promene de Tribunaux en Tribunaux, son déshonneur, fait imprimer le premier, ses Lettres dans Paris : de celui qui, marchant, du moins depuis sa faute, sur la ligne exacte du devoir, forme sans cesse le vœu trop repoussé d'épurer, dans les noeuds du mariage, les torts de l'amour ; ou de celui, qui, pour assouvir sa fureur, résiste autant aux moyens de faire cesser la diffamation de sa fille, qu'il résista aux moyens de la prévenir.

Mon engagement, enfin, est rempli. J'ai fait voir que les trois crimes de vengeance, de séduction, & de diffamation, n'ont point mêlé leurs horreurs, à la faute que j'ai commise. On a vu que je ne suis point un scélérat, que le ressentiment ait armé, pour commettre un rapt, dans la vue plus criminelle encore de le publier. Tant d'atrocités sont aussi loin de mon

(d) Voyez le Mémoire de M. de Monnier.

véritable délit, que les poursuites de mon Accusateur le font des sentimens de la Nature.

Mais vous, qui en connoissez tout le prix, Peres & Meres, si quatre années d'infortunes & de souffrances me rendent enfin le droit de m'adresser à vous, si les Loix & mes remords vous ont assez vengé de l'injure faite à l'autorité paternelle; puis-je espérer de trouver dans vos cœurs, la grace que mon Adversaire me refuse? Que vos enfans, effrayés par notre exemple, vous chérissent, vous respectent, vous craignent, épargnent aux bons peres la douleur d'avoir des fautes graves à pardonner, & aux autres la honte d'en commettre eux-mêmes de plus fortes.

Signé, LEBEUF DE VALDAHON.

M^e. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat.*





R É P O N S E
DU SIEUR DE VALDAHON
AU MÉMOIRE
DE M. DE MONNIER.

« *E* N C O R E cet éternel procès ! Quel infpide
» *amas de Mémoires* » ! va-t-on s'écrier : &
vous comptez , Monsieur , sur ce murmure.
Vous espérez me faire perdre par l'importu-
nité , l'avantage que mes droits me donnent ?
Cette crainte occuperoit un homme qui ne vou-
droit qu'amuser les yeux d'un lecteur. Moi qui
marche vers un but réel , tant que je ne l'aurai
point atteint , je dois marcher. J'aime mieux
être ennuyeux que coupable ; & dussai-je fa-
tigner ceux qui daigneront me suivre , j'en
préfère le reproche , à la honte de me lasser
moi-même.

Ce n'est pas que je ne sente avec quelle
évidence votre opposition au mariage de votre
fille a été détruite par le Mémoire où elle a
fait si fortement parler son cœur & les Loix.
Autant le langage des uns vous confond , autant
celui de l'autre me touche & m'honore. Mais
ce n'est point de remerciemens ou d'éloges qu'il
s'agit ici. Ce sera le devoir de ma vie entière ,

de prouver à cette infortunée ma tendresse & ma reconnoissance. Maintenant il est question de rompre la nouvelle barrière que vous élevez entre l'autel & nous. Ne croyez pas que vos efforts pour nous en fermer l'accès, réussissent. L'honneur, la Religion, la Loi, tout nous y porte. Et si votre dernier Ecrit n'attaquoit pas plus ma réputation, qu'il ne peut nuire à notre mariage, vous n'auriez de moi nulle réponse.

Que vous dois-je, en effet, si je me suis pleinement acquitté ? Quels droits vous restent, si la loi vous les ôte ? Vous réclamez l'autorité des peres. Elle est respectable sans doute, & qui l'offense en doit être puni. J'offensai la vôtre, quand j'écoutai la voix de votre fille. J'aurais dû fuir une maison, dont elle m'ouvroit les portes. Cet asyle eût dû la garantir de mon obéissance à ses ordres. La faute fut grande : mais la peine a-t-elle été moindre ? Elle n'a paru légère, qu'à celui qui demandoit mon sang. Vous l'eussiez obtenu, si j'avois fait ce dont vous m'accusiez. Votre plainte me peignoit comme un monstre, qui, pour se venger du pere par le déshonneur de la fille, avoit caché la plus forte haine, sous le masque d'un amour tendre. J'avois, à vous en croire, fabriqué des clefs fausses, gagné des valets, inventé d'inférieures ruses, pour m'emparer du lit de votre fille, malgré ses pleurs, malgré ses cris, afin de répandre en tous lieux, mon triomphe & sa honte : & parce que vous sentiez à quel point cette publicité m'eût dû rendre détestable & vil ;

vous avez mieux aimé perdre, vous-même ; votre fille par un éclat réel, que de m'épargner le reproche d'un éclat, que je n'avois pas fait. Mais, Monsieur, ses lettres furent produites. Des informations furent faites. Elle fut elle-même interrogée. Son ame grande & vraie ne l'avoit pu sauver d'une surprise des sens ; elle la préserva du mensonge. Plus forte qu'elle n'avoit été foible, elle convint de ses instances & de mes fuites (a) : elle s'honora par d'hu-

(a) DÉPOSITION de Mademoiselle de Monnier dans l'information, & à la conformation avec Charlotte Tissot.

Mademoiselle de Monnier, âgée de dix-neuf ans & demi,

Dépose, sur les Requêtes de plainte, & par addition, dont nous lui avons fait faire lecture :

Qu'elle ne reconnoit point le caractère du sieur le Beuf, de qui elle n'a jamais été séduite ; que lorsqu'il est arrivé d'aller de nuit dans son appartement, auprès d'elle, pour lui parler, il y venoit seul & sans armes ; que c'est par inclination & par goût qu'elle a contracté liaison avec le sieur le Beuf depuis environ quatre ans ; qu'il n'y a jamais eu de sa part ni séduction ni mauvaise intrigue, & que lorsque le sieur le Beuf s'introduisoit de nuit auprès d'elle (ce qu'il ne faisoit qu'à son invitation), c'étoit elle qui avoit soin d'ouvrir la porte d'entrée, & de la laisser entr'ouverte ; que la clef de cette porte, qui donne entrée sur la rue Fripapa, restant toujours à la serrure en dedans, il étoit très-facile à elle déposante, de l'ouvrir & de la laisser entr'ouverte, & que la serrure étant à ressort, il étoit aussi très-facile au sieur le Beuf de fermer cette porte en sortant le matin.

Ajoute la déposante, que c'est elle qui a engagé la Tissot à porter ses lettres & à se charger des réponses ; qu'après la découverte de l'intrigue, faite par ladite

milians aveux , & refaisit l'estime de ses Juges, par sa constance à préférer leur blâme au parjure. Alors vos inculpations d'artifice , de subornation , de rapt disparurent. La vérité reprit ses droits. Les Magistrats ne me trouverent d'autre délit , que de m'être furtivement introduit chez vous. Ils me condamnerent à vous payer une forte somme. Ils m'exilerent pour vingt ans de ma patrie. Ainsi fut vengée l'injure faite à l'autorité paternelle.

Ce châtimement auroit dû faire cesser vos plaintes. Elles ne furent plus de ce moment que des injures. Les ai - je assez patiemment dévorées ? J'ai voulu , pour me punir d'avoir violé vos charitables droits , les reconnoître où ils n'étoient plus. J'ai respecté votre autorité jusques dans vos vengeances. Elles furent terribles , & vous montrâtes jusqu'où peut aller le désordre des passions extrêmes. Vous les gravâtes en caracteres de sang dans des libelles pleins de délire. Vous m'y disputiez mon état (*b*) ; vous m'y contestiez celui qu'a eu mon pere ; vous m'y enleviez jusqu'à

Tiffot à Madame de Monnier sa mere , elle est restée encore à la maison environ deux mois , & jusqu'à Pâque de 1760 : le sieur le Beuf fréquentant la maison en présence de Madame de Monnier , ladite Tiffot s'est crue autorisée à recevoir & à donner des lettres.

(*b*) M. de Monnier dont l'intérêt étoit de faire croire à Besançon que je n'étois plus dans mon Corps , m'appelloit , dans l'intitulé de son Mémoire , ci-devant *Mousquetaire*.

mon nom ; vous m'y donniez de faux parens ; vous m'y déchiriez dans mon caractère , dans ma religion , dans mes mœurs ; vous m'y prêtiez la plus basse naissance ; vous n'y parliez que de la splendeur de la vôtre. Que répondis-je à tant d'outrages , dont l'effet eût sans doute été pour tout autre , de finir par les mériter ? Je me mis , dans des Ecrits publics , à vos pieds. On me vit m'y accuser de vos emportemens , les pallier , vous les pardonner , les défendre , reconnoître un pere dans mon tyran , immoler le ressentiment au devoir , opposer les excuses aux invectives , la modération aux transports , la vérité à l'imposture. J'en atteste la France entiere , dont vous avez si indiscretement fixé les regards sur mes malheurs & sur vos cruautés. N'ai-je pas eu toujours sous les yeux & les chagrins que vous causoient mes torts , & le titre de pere que vous portiez , & celui de gendre où j'aspirois ? Ai-je négligé , un seul instant , les obligations que ce vœu m'imposoit ? Ah ! quand mon cœur ne m'eût point dicté la conduite que j'ai tenue , un politique intérêt eût suffi pour me la prescrire. Mais je jure , & Dieu est témoin que je n'ai jamais hai l'auteur des jours de ce que j'aime. Des sentimens de douleur & de compassion sont les seuls que vos excès aient excités en moi.

Oui , Monsieur , je n'ai pu que vous plaindre de ce que huit années s'étoient écoulées , sans qu'à la voix de la nature , que jamais pere n'avoit encore étouffée si long-temps , sans qu'à celle des Loix , dont vous êtes un des principaux dépositaires ,

dépositaires, sans qu'à celle du public, qui tant de fois s'expliqua contre vous, la vôtre se soit unie, pour dire enfin : « L'homme que ma fille » aime ne l'a point subornée. Le Parlement & » le Conseil ont jugé qu'il n'étoit point un » séducteur. C'est pour cela qu'ils lui ont con- » servé l'honneur. Lui seul le peut rendre à » ma fille. Le mien exige donc que je consente » à leur union ». Il n'étoit besoin ni de tendresse ni de lumières pour raisonner ainsi. Il suffisoit de n'être ni insensé ni méchant. Vous pourtant, qui n'êtes ni l'un ni l'autre, apprenez-moi par quelle fatalité des réflexions si simples n'ont pu arriver jusqu'à vous.

Tandis que cet aveuglement vous livroit à la censure des hommes, je cherchois dans d'utiles travaux, du soulagement à mes peines. Je mettois à profit les épreuves de l'adversité, pour que le jour où votre fille recevrait ma main, me trouvât digne de la sienne. L'heure arrive où elle devient majeure. Mais je fais ce qu'il m'en va coûter; à quels maux mon devoir m'expose; que votre cœur n'a point changé; que huit ans ont passé, sans qu'un sentiment y ait trouvé place. Je fais que vous allez reprendre vos noirs crayons, me décrier de nouveau dans mon corps. Je fais aussi qu'il est un moyen sûr de me soustraire à vos persécutions. Je n'ai qu'à renoncer au projet qui attire sur moi tant d'otages, puis gémir extérieurement sur ma destinée, & promener en tous lieux mon désespoir de ce que l'animosité d'un pere m'interdit de m'unir à celle à qui je devois

ma foi : ce procédé semblera m'acquitter envers la fille , désarmera l'inimitié du pere , satisfera même à l'opinion : en sorte que , rangeant adroitement de mon côté le vulgaire des gens de bien , je serai plutôt plaint que blâmé : j'aurai pourtant recouvré le repos : je suivrai ma fortune , sans compromettre ma réputation , & n'aurai plus contre moi qu'un seul ennemi. Quel fera-t-il ? Ma conscience. Elle parle & j'obéis. Je préfère à mes intérêts mes devoirs , l'humiliation aux bassesses : & me livrant à vos reproches pour fuir le remords , j'envoie , Monsieur , à votre fille la formule de la publication de nos bans.

Mais , comme tout pere mérite du respect , elle requiert votre consentement. Des sommations vous sont adressées. Et voilà que désespéré de n'être plus l'arbitre de son sort , vous vous déclarez sa partie. Le dépit de ne la plus tenir dans vos chaînes vous égare. Vous formez opposition à son mariage. Vous disputez aux Loix leur pouvoir. Vous soutenez à leurs Ministres qu'elles la forcent d'attendre , quoiqu'à vingt-cinq ans, votre aveu.

Cependant la foiblesse d'un pareil moyen vous effraye. Vous sentez qu'il le faut étayer de quelque idée plus frappante. Cette proposition : « qu'une fille séduite ne peut être le » prix du séducteur », vous paroît précieuse à établir. Mais un Arrêt a déclaré que je n'ai point séduit la vôtre. Ce jugement contrarie vos plans. Vous n'y voyez qu'une ressource : c'est de prétendre que votre fille a employé

l'intervalle du temps qui lui restoit entre l'Arrêt & sa majorité, pour me signer clandestinement une promesse de mariage. Alors ce que les Magistrats ont prononcé ne vous gêne plus. Vous leur dites, « que s'ils ne m'avoient (c) »
» condamné ni à la mort ni à l'infamie, c'est
» que mon crime n'étoit point encore consommé : que jusques-là l'objet de la séduction
» sembloit n'avoir été qu'un commerce illicite ; mais que le rapt étoit aujourd'hui à
» découvert & dans la plus grande évidence,
» puisque j'avois arraché à une mineure, à
» l'insu de ses père & mère, une promesse de
» mariage, à travers la grille de son cloître ».

Tout l'effet que vous vous promettiez de cette assertion, fut produit. On s'étonna qu'un homme aussi fortement averti que je l'étois, par les tourmens d'un procès en rapt, eût, depuis, commis réellement ce crime. On ne concevoit pas davantage qu'une fille, qui, dans les jours de sa foiblesse, n'avoit dirigé aucune de ses actions vers un mariage contraire au vœu de ses parens, eût pris le temps où elle étoit enfermée au fond d'un cloître, pour commettre cette faute envers eux ; & cela sans objet, sans intérêt, sans en attendre moins paisiblement dans sa retraite, l'heure de ses droits & de sa liberté ; enfin pour l'unique plaisir de marquer gratuitement du sceau mortel de la séduction, l'homme qu'elle aimoit.

(c) Mémoire de M. de Monnier, du mois de Juillet 1769, pages 10, 14, & 18.

Cependant notre double promesse & sa date étoient représentées. Qu'avoit-on à répliquer contre un fait qui sembloit prouvé ?

Quel fut, Monsieur, l'étonnement de votre Fille, quand elle vit ce qu'elle avoit à vous répondre ? Elle fut forcée de faire voir que les promesses de mariage que vous nous reprochiez, n'existoient pas : que l'acte rapporté pour les prouver, étoit un acte faux : qu'on en avoit interverti & transposé la date : qu'on avoit travesti la publication de nos bans, en une promesse furtive & illégale.

Cette réponse étoit terrible. Votre Fille en craignit l'effet, & fit mille efforts pour éloigner l'idée, non-seulement que vous eussiez eu part à la fabrication de ce faux acte, mais même que vous l'eussiez sciemment adopté. Ce n'est pas qu'elle se soit montrée timide dans un écrit, où il alloit de tout pour elle. Mais elle pesa dans le silence de ses passions, ce qu'elle devoit à son honneur & à son pere. Sans éteindre son amour pour celui-ci ; elle s'arma de tout le courage qu'exigeoit l'autre. Respectueuse dans ses plaintes comme dans ses prières, elle ne s'occupa, ni de la surprise que son attendrissement causeroit aux cœurs durs, ni du scandale que les âmes pusillanimes aimeroient à prendre de sa fermeté : & résignée à la variété des opinions, que font toujours naître les devoirs difficiles & rares à remplir, elle fut, véhémence & sensible, vous combattre, Monsieur, avec des larmes & avec force.

Mais répondre par un Mémoire à un faux acte, étoit-ce y répondre ? La foi est due aux actes

les moins vrais, tant qu'on ne s'est point inscrit en faux. Aussi l'inscription de faux fut formée: & elle eut, vous ne le savez que trop, un plein succès. Vous consentîtes qu'un Arrêt rayât l'antidate. Dites-nous cependant de quel œil un Premier Président de Cour Souveraine a pu voir ordonner, (d) que des monumens publics seroient transportés de Dole à Besançon, pour que là un Commissaire nommé par la Cour, réformât une date, qui étoit le pivot de sa cause entière.

Si du moins en vous ôtant les moyens de nuire, on vous en eût fait perdre l'envie, ce tardif retour sur vous-même eût arrêté bien des scandales! Mais en vain a-t-on brisé vos armes; une vous reste, le désespoir. Il rend intrépide. Et il fallut l'être, pour retourner, comme vous avez fait, à vos anciens libelles, & y ramasser, sans pudeur, ce vieux système de séduction, forgé par la haine, foudroyé par trois jugemens, & défavoué par vous-même. Car tant que cette piece qu'on a biffée, vous servoit d'appui, vous disiez: « que si l'Arrêt de 1763, ne m'avoit point » puni comme séducteur, c'est qu'alors je n'étois » coupable que d'un simple commerce illicite ». Et maintenant que cet acte est déclaré faux, vous revenez à dire, « que j'étois séducteur dès l'Arrêt, & que si je n'ai point péri, c'est que les » Juges m'ont fait grace ». C'est donc ainsi que vous variez au gré de vos besoins? Et encore les servez-vous mal. Car, Monsieur, quand j'au-

(d) Arrêt du 18 Janvier 1760.

rois séduit votre Fille, je soutiens, & je vais vous prouver, qu'à présent qu'elle est libre & majeure, j'aurois toujours le droit de l'épouser.

Vous voyez de quelle maniere je rentre en lice, & l'avantage que je vous donne. Je commence par me prêter à la plus fausse des hypothèses. Je suppose que j'aie séduit, suborné, ravi même, si vous le voulez, votre Fille. Qu'en résultera-t-il ?
 « Que les Loix, me répondez-vous, vous défendent de la prendre pour femme ». Vous vous trompez, Monsieur, les Loix m'y autorisent. Vous répliquez, « que l'Ordonnance de 1639 réproûve (e) tout nouveau consentement, que, sous prétexte de majorité, une Fille ravie pourroit donner à son mariage ». Si c'est ainsi que vous citez les Loix, il est nécessaire de les vérifier après vous. L'Ordonnance de 1639 (f) dit au contraire, *« dans le cas où SOUS PRÉTEXTE DE MAJORITÉ la personne ravie DONNERA UN NOUVEAU CONSENTEMENT après être mise en liberté POUR SE MARIER AVEC LE RAVISSEUR, nous la déclarons, ensemble les enfans QUI NAISTRONT D'UN TEL MARIAGE, incapable de toutes successions »*. Ce texte est clair. Il reconnoît expressément la validité du consentement que la Fille ravie, mais majeure & remise en liberté, donnera de nouveau pour se marier avec son ravisseur. La seule peine de cette femme ainsi mariée, & des enfans issus de son

(e) Mémoire de M. de Monnier, page 65 & 66.

(f) Ord. de 1639, art. 3.

mariage, c'est l'exhérédation. Quant au lien du mariage, la Loi l'adopte, & vous dites qu'elle le réproouve : la Loi le reconnoît pour légitime, & vous dites qu'elle le déclare nul. Souffrez, Monsieur, que je vous représente, qu'il est mal à un Magistrat de se défendre ainsi. Je conviens que pour plaider il faut des Loix, & qu'il est embarrassant pour vous d'en manquer. Mais qu'en conclure ? Que vous avez tort de plaider, & non pas que vous avez raison de changer les Loix.

Il est vrai qu'autrefois les Loix Romaines, qui étoient en vigueur en France, ne permettoient, en aucun cas, l'alliance du ravisseur avec la Fille ravie. Ces Loix furent même, il faut l'avouer, respectées par l'Eglise jusqu'au onzieme siecle. Mais alors sa discipline changea dans l'Occident. Ce changement provint sans doute du discredit du Droit Romain, qui commençoit à céder la place aux Coutumes. Il provint sur-tout de l'abus que les peres faisoient du pouvoir, que l'Eglise & les Loix leur avoient donné sur leurs enfans. A cette époque, les Conciles & les Canons n'exigèrent plus, pour la validité des mariages, que l'aveu des Parties contractantes. Ils ne parlerent ni de l'empêchement du rapt, ni du consentement des parens. C'est ainsi qu'un excès suivit l'autre. Aux principes trop rigoureux succedent toujours des opinions trop relâchées. Aussi les Peres du Concile de Cologne désirerent-ils le rétablissement des usages de l'Eglise Latine. De même en France, & dans le même temps, on en regretta l'abolition. Henri II y voulut remédier. Son Edit de 1556 fit revivre l'empê-

chement du rapt. Mais le remede étoit insuffisant. On attendit du Concile de Trente une décision qui pût servir de modele à la Jurisprudence. Il y eut pour cela plusieurs ambassades au Concile. Le Cardinal de Lorraine y discuta profondément la matiere; & il fut réglé « que le ravisseur pourroit épouser la personne ravie, dès que celle-ci, après avoir été séparée de lui & mise en lieu de sûreté, consentiroit à le recevoir pour époux ».

Cette doctrine du Concile de Trente fut exactement observée parmi nous. Le Concile de Bordeaux tenu en 1624, la renouvella en ces termes : *Ex sacris Canonibus & decretis decernimus inter raptorem, & raptam, quandiu ipsa in potestate raptoris manserit, nullum posse consistere matrimonium : quod si rapta à raptoe separata sit, in loco tuto & libero constituta, illum ita virum haberi consenserit, eam raptor in uxorem habeat.*

On ne demandoit plus en France qu'une Loi précise qui confirmât l'autorité de ces Conciles. Telle fut, Monsieur, l'origine de la Déclaration de 1639, qui permit la confirmation du mariage des ravisseurs, « quand la personne ravie ne » seroit plus en leur possession, & que majeure » de vingt-cinq ans, elle consentiroit de nouveau à cette alliance ».

On ne fuit point en France, dit l'Auteur du Dictionnaire civil & canonique, la rigueur du Droit Romain, qui défend le mariage entre le ravisseur & la personne ravie. On ne s'arrête pas non plus à l'ancien Canon *de Pupillis*, transcrit dans les Capitulaires de Charlemagne. On

se règle sur la disposition du dernier Canon *extra de raptoribus*, qui excuse le crime du ravisseur, « pourvu que la Fille qui a été forcée ou » séduite, paroisse librement consentir au mariage ».

L'Auteur des Mémoires du Clergé, tome 5, rend le même témoignage de nos Usages François. Il atteste que les Parlemens de France ont toujours suivi la discipline du Concile de Bordeaux & du Concile de Trente, conformes à la Déclaration de 1639.

Vous citez pourtant à l'appui de votre système, des Arrêts. Vous citez même des noms illustres. Mais, Monsieur, j'ai vérifié vos textes. J'ai vu que jamais ces Magistrats (g) n'ont regardé

(g) Dans le Plaidoyer XXX de M. d'Aguesseau, cité page 54 du Mémoire de M. de Monnier, il s'agissoit d'un mariage contracté entre mineurs par toutes sortes de manœuvres odieuses, sans le consentement des parens, & sans la publication des bans.

M. d'Aguesseau y dit, que l'Ordonnance suppose toujours *qu'un mineur a été séduit par cela seul, qu'il s'est marié contre la volonté de son pere*. Et comme la séduction du mineur empêche la validité du mariage, on le déclare nul en pareil cas, ainsi que l'a fait l'Arrêt rapporté dans les Plaidoyers de Frain. Mais comme ce qui concerne la peine du crime de séduction doit dépendre du vu des charges, tandis qu'il suffit du défaut de consentement des parens pour prononcer la nullité du mariage entre mineurs, voilà pourquoi l'Arrêt de Frain, en déclarant le mariage nul, a ordonné qu'avant faire droit sur la Requête, les informations seront vues. Mais cette distinction entre l'objet criminel, qui dépend des charges, & l'objet civil, qui résulte du

les mariages des séducteurs comme illégitimes ; que quand la séduction duroit encore, que quand la Fille séduite étoit mineure & n'étoit point remise en liberté. Il s'agissoit dans toutes vos citations, d'habitudes entretenues, de commerces actuels, de déplacemens continués, de débauches encore subsistantes. Voilà l'espece de vos Arrêts ; voilà celles dont ont parlé Goard, Fevret & d'Héricourt. Voulez-vous maintenant entendre ce qu'ils disent, quand la Fille ravie est libre & majeure ?

« Le mariage contracté entre le ravisseur & » la personne ravie ne peut être valable, à moins » que la Partie ravie n'ait réhabilité le mariage » par un consentement volontaire, donné en » présence du Curé, depuis que la violence ou » la séduction n'a plus eu de lieu ». Ainsi s'exprime d'Héricourt dans ses Loix Ecclésiastiques.

Ne croyez pas que je fatigue mes Juges par une longue énumération de tous ceux qui parlent comme lui. Je compterois le nombre de mes autorités, par le nombre de ceux qui ont traité cette matiere. Théologiens, Canonistes, Jurisconsultes, Interpretes, Arrêts, Conciles ; il n'y a point là-dessus deux avis. Mais pourquoi des autorités où la Loi parle ? Si pourtant vous voulez des

défaut de consentement de parens au mariage des mineurs, ne s'applique en aucune maniere à deux majeurs qu'on a déjà jugé sur le vu des charges, qui d'ailleurs ne sont point mariés, & qui enfin ne demandent à l'être, qu'après s'être mis en regle sur la formalité du consentement des parens.

Arrêts, puis-je faire mieux de les prendre dans le Parlement même, d'où notre cause est évouquée? Car vous savez que c'est toujours conformément à la Jurisprudence du Tribunal, d'où l'évocation est faite, qu'on doit prononcer.

Le sieur Barberot abusa de l'accès qu'il avoit chez le Comte de Vaudray, Lieutenant Général des armées du Roi, séduisit sa Fille & l'enleva. Son procès lui fut fait à la requête du Comte de Vaudray. Il fut condamné à mort par Sentence du Bailliage de Dole. Il prit la fuite, se cacha au Landron, Village de Suisse, & s'y maria clandestinement avec la Demoiselle de Vaudray. Observez, Monsieur, qu'elle avoit dix-sept ans, & lui vingt-huit. De ce mariage naquirent plusieurs enfans. Le sieur Barberot obtint en l'année 1722 des lettres de grace. Il les fit entériner au Parlement de Besançon, puis retourna en Suisse & y resta jusqu'en 1730, qu'il entra dans la Franche-Comté. Mademoiselle de Vaudray avoit enfin atteint vingt-cinq ans. Elle fit des sommations respectueuses à son pere. Elle obtint permission de publier des bans. Le Comte de Vaudray y forma opposition. La cause fut plaidée au Bailliage de Vesoul. Une Sentence y fut rendue, qui ordonna « que la Demoiselle » de Vaudray seroit tenue de se retirer dans » une Maison Religieuse pendant un mois, pour » qu'on fût d'elle si elle perséveroit dans la » volonté d'épouser le sieur Barberot ». Le Comte de Vaudray appella de cette Sentence au Parlement de Besançon. Un Arrêt solennel du 3 Mars 1731, ordonna que la Sentence seroit exé-

cutée. En conséquence la Demoiselle de Vaudray se retira dans un Monastere à Paris. Au bout d'un mois de retraite, le Lieutenant Civil du Châtelet l'interrogea. Elle répondit qu'elle persistoit dans l'intention d'épouser le sieur Barberot. Elle sortit du Couvent, & le mariage fut célébré (h).

Comment, en effet, soutenir qu'une Fille qui est majeure, & qui n'est plus sous le charme de la séduction, n'a point le droit d'épouser l'homme qui l'a séduite ? Je sens que, tant qu'elle est en son pouvoir, elle n'est pas libre ; que là où il n'y a point de liberté, le consentement n'a pas lieu, & qu'une force étrangère lui faisant perdre la faculté de consentir, elle doit attendre qu'elle ait été, comme dit l'Ordonnance, *remise en lieu de liberté*. Je veux même appliquer aux Filles séduites ce que la Loi ne dit que des personnes ravies : & donnant une interprétation morale à ce mot de *liberté*, qui n'a qu'un sens physique dans la Loi, j'admets que l'esprit ait autant besoin que le corps, d'être libre. Mais quand cette condition est remplie, quand la Fille, soit ravie, soit séduite, a acquis l'âge & les moyens nécessaires pour se décider librement ; quand l'extérieur de sa conduite annonce que

(h) On trouve au Journal du Palais, tome 2, page 217, un Arrêt semblable, rendu au Parlement d'Aix le 22 Mai 1681.

Le Dictionnaire des Arrêts, le Journal des Audiences, les Mémoires du Clergé, sont pleins de semblables Arrêts : il seroit trop long de les rapporter tous.

La persévérance est l'ouvrage de la réflexion ; quels motifs alléguer pour l'écarter raisonnablement de l'Autel ? Quand la Loi autorise le consentement qu'une Fille , libre & majeure , donne de nouveau à son mariage avec l'homme qui l'a ravie , peut-on prétendre que , quoique majeure , elle n'est pas libre , par cela seul qu'elle consent de nouveau à épouser son ravisseur ? Présenter comme une continuité de séduction , sa demande de s'unir à lui , ce seroit rendre , par un cercle vicieux , l'ordonnance illusoire , absurde & sans objet.

L'homme que cette fille demande , l'a séduite ! Qui veut-on donc qu'elle demande ? Eh quoi ! la sûreté requise dans la société fait soumettre à des indemnités , tout auteur du moindre dommage. Et le plus grand de tous les torts , vous voulez qu'on ne soit pas contraint de le réparer ; que dis-je ? qu'on soit forcé de ne le réparer pas. Vous voudriez faire consacrer cet odieux principe « qu'une fille déshonorée par la » séduction , ne sauroit être réhabilitée par le » mariage ». Quelle injustice dans cette idée ! Quels dangers dans ses conséquences ! Que si une fille ne peut rien réparer , si elle est décriée sans ressources , morte à l'honneur , elle ne vivra plus que pour l'infamie ! Elle n'a plus qu'à se dédommager du tourment de l'opprobre , par l'attrait de la volupté ; & le malheur d'avoir été séduite , la va rendre séductrice à son tour. Est-ce ainsi que vous désespérez les infortunés ? Cette fille n'est-elle point assez à plaindre d'avoir perdu l'honneur par le trouble de sa raison ,

sans qu'elle n'en puisse employer le retour, à la recherche d'un bien si cher? Plus ont été séduisantes les attaques qu'on lui a livrées, moins elle est en faute. La faute vient-elle de ceux qui causent ou de ceux qui souffrent le dommage? Pourquoi donc lui faire éternellement porter la peine du crime d'autrui? Direz-vous que c'est qu'il vaut mieux punir d'un délit qui n'est pas le sien, que de la rendre la récompense de l'homme qui l'a commis? Je répondrai d'abord que l'indulgence pour un coupable, est préférable à l'injustice d'affliger celui qui ne l'est pas. Mais ce n'est point d'indulgence qu'il s'agit ici. L'Ordonnance punit de mort les ravisseurs. Que cette Loi, toute sévère qu'elle est, s'exécute; personne ne s'y oppose. Mais cette Loi a en même-temps prévu les cas, où le ravisseur auroit prescrit contre la peine; ou il auroit échappé aux regards du Ministère public; ou le Prince lui auroit fait grace: Et la Loi veut que, dans tous ces cas, la fille majeure puisse de nouveau consentir à s'unir à lui. Or répondez. Votre fille n'est-elle pas majeure? N'est-elle pas en liberté dans le sens des Loix? Ne suis-je pas séparé d'elle depuis 1763? Quand donc je l'aurois autrefois séduite, quand j'aurois usurpé sur son cœur un pouvoir dû à l'artifice & à l'intrigue; dégagée aujourd'hui, & depuis huit années, du joug de la séduction, elle seroit maîtresse de son sort. L'équité naturelle, les lumières de la raison, l'intérêt des bonnes mœurs, le vœu de l'honnêteté publique, la Jurisprudence des Tribunaux, la disposition de nos Loix, tous les

genres d'autorités se rassembleroient pour nous dire : « la faculté de vous unir est le droit le » plus sûr que l'un de vous puisse exercer ; c'est la » dette la plus sacrée que puisse acquitter l'autre ».

Mais c'est trop me livrer à une vaine supposition. Pourquoi démolir en détail , dès qu'on peut sapper la base ? Vous m'objectez qu'on ne peut épouser la fille que l'on a séduite. Il me suffit de vous prouver que je n'ai point séduit la vôtre.

Je m'étonne que vous osiez m'en accuser encore. Jusques à quand m'appellerez-vous un séducteur ? Combien de fois me ramenez-vous sous ce titre , en Justice ? Pensez-vous que je m'arrête à y discuter des chimères , si souvent reproduites & confondues ? Votre imagination , aussi cruelle que féconde , les inventa. Des Juges integres & éclairés les ont détruites. Leurs Tribunaux retentissent encore des Jugemens , que vous-même leur avez fait rendre. Ce n'est donc plus moi , ce sont eux qui vont vous répondre.

Vous m'avez accusé au Bailliage de Dole , d'avoir suborné votre fille. Si ce Tribunal s'est trompé , formez votre appel ; portez vos plaintes à Besançon ; le Parlement redressera ses torts. Mais vous avez tout dit , tout tenté , pour y faire annuler la Sentence des premiers Juges : & vous avez échoué. Hé bien , Monsieur , une ressource vous reste. Plaiguez-vous de l'Arrêt lui-même , aux pieds du Trône. Montrez-en au Conseil du Prince , l'injustice. Mais c'est encore ce que vous avez entrepris. Vos Mémoires contre le Parlement & moi , furent même si

terribles, les Magistrats furent si frappés de l'atrocité des faits que vous m'y reprochiez, que, n'imaginant pas qu'un Premier Président pût porter si loin la calomnie, sous les yeux de son Maître, ils furent d'avis de demander les charges. Elles arrivèrent. On les approfondit. Jamais cause ne fut mieux discutée, ni discutée par plus de Juges. Et vous échouâtes pour la troisième fois; & votre Requête fut unanimement rejetée.

Quoi, Monsieur! vous avez épuisé tous les ordres de Jurisdiction établis pour fixer irrévocablement le sort des hommes: & vous ne vous rendez pas! Et vous reportez en Justice le même titre d'accusation! Et vous renouvez une affaire si solennellement terminée! Que faut-il faire pour vous réduire? Les plus illustres têtes plient avec soumission sous les oracles de la Justice. Jouissez-vous seul du suprême pouvoir d'en détourner le cours? Je conçois que, lorsqu'on a besoin de payer de hardiesse, c'est ainsi qu'il faille être. Mais vous êtes-vous flatté qu'on supportât cette témérité? Que faudra-t-il respecter sur la Terre, si les Jugemens y sont sans force? Ils sont les fondemens du repos public. C'est par eux que la paix regne dans le sein de l'Etat. Sans eux tout mal est incurable. Comment guérir, où le remède est nul? Quel frein donner aux passions des hommes, si elles repoussent celui des Loix? Que sont les Loix, si leurs Ministres sont sans pouvoir, & leurs Arrêts sans exécution? Rien ne sera solide & stable dans la société. Les propriétés n'auront rien d'assuré. Les coupables

Coupables n'auront rien à redouter. Les dissensions n'auront plus de limites. Une victoire ne menera qu'à un combat.

Cessez donc, cessez, Monsieur, d'attaquer la barrière, que trois Jugemens ont placée entre vous & moi. Laissez l'enfance pousser & battre de ses débiles mains, le mur qui la gêne. La chose jugée, vous le savez, est immuable, inébranlable comme la Vérité. *Res judicata pro veritate habetur*. Cet axiome est le rempart des gens de bien, contre leurs ennemis. Il ne change point les cœurs, mais il lie les mains. La haine peut durer : mais les suites n'en sont plus à craindre. Il dompte enfin l'indocilité même. Et cependant vous n'êtes pas dompté ! Voilà sans doute le premier exemple d'une révolte de cette espèce. Vous, qui connoissez tout le poids des Jugemens que prononcent les Cours, d'où vous vient tant d'indépendance ? Serait-ce que l'habitude où vous êtes de les dicter vous-même, vous auroit familiarisé avec eux, jusqu'au mépris ? Ou, semblable à ces Prêtres qui ne recevoient du peuple que des victimes, dont ils pussent en secret se nourrir ; vous, Chef d'un de nos Tribunaux, n'en reconnoîtriez-vous pour sacrés, que les oracles utiles à leurs Chefs ?

« Vous défigurez mon système, vous écriez-vous. Je ne conviens point que les Juges vous aient déclaré innocent du crime de séduction. Je dis seulement, (i) qu'après vous en avoir jugé

(i) Mémoire adv. p. 54

convaincu, ils ont bien voulu vous en remettre la peine. Mais j'ajoute que, s'ils vous ont fait grace de la vie, en vous sauvant la punition imposée par les loix, relativement à la vengeance publique; celle qui intéresse le pere & les mœurs, celle de ne pouvoir jamais épouser la personne séduite ou ravie, n'en demeure pas moins réservée ».

Il est trop vrai, Monsieur: je les ai lues dans votre Mémoire, ces étonnantes lignes. Se peut-il que l'intérêt du Corps dont vous êtes, ne vous les ait point fait effacer? « Les Juges, dites-vous, m'ont fait grace ». L'ont-ils pû? L'ont-ils dû? Où ont-ils pris ce droit? Répondez.

Est-ce dans l'Ordonnance de 1629, qui leur dit: *Sera procédé extraordinairement contre les ravisseurs par punition de mort, sans qu'il soit loisible aux Juges de nos Cours Souveraines & autres, de modérer la peine établie par notre Ordonnance?*

Est-ce dans celle de 1639, qui leur dit: *Enjoignons à nos Procureurs Généraux de faire toutes poursuites contre les ravisseurs & leurs complices, & à nos Juges de punir les coupables de peine de mort, sans que cette peine puisse être modérée?*

Est-ce dans celle de 1730, qui leur dit: *Voulons que ceux ou celles qui seront convaincus du rapt de séduction, soient condamnés à la peine de mort, sans qu'il puisse être ordonné qu'ils subiront cette peine, s'ils n'aiment mieux épouser la personne ravie?*

Quoi ! ces loix condamnent à mort les séducteurs : & nos Juges m'ont laissé vivre ! Elles leur défendent d'en remettre la peine : & ils m'en l'ont remise ! C'est donc à dire que chaque instant où je respire, dépose contre eux, & les accuse de prévarication ! C'est-à-dire que l'honneur qu'ils m'ont laissé, les déshonore. Car épargner un criminel, n'est pas une infraction moins funeste à l'ordre public, que d'immoler un innocent. Le Législateur n'a point remis aux Magistrats le dépôt de ses loix, pour qu'ils en fissent cet arbitraire usage. Autrement, l'indigence ou la richesse, la vie ou la mort, l'honneur ou la flétrissure des hommes, dépendroient du caractère, des passions, des lumières plus ou moins étendues de tels ou tels Juges : & les Tribunaux deviendroient aussi redoutables à la société, que les crimes.

Si donc vous avez cru, Monsieur, qu'en leur donnant le privilege de changer les loix, vous les dédommageriez du reproche que vous leur fîtes d'abord, de les avoir enfreintes, l'erreur est forte. (k) Vous souteniez que leur Arrêt avoit enhardi la licence, autorisé le crime, rompu tout frein, violé toutes les regles. Vous dites aujourd'hui que ce même Arrêt a pu tempérer les loix, en remettre la peine & faire grace. Ceci, Monsieur, n'est qu'un outrage de plus que vous leur faites. Et soit que vous les accusiez de n'avoir point usé du droit de punir,

(k) Mémoire distribué au Conseil par M. de Monnier, en 1765, 1766 & 1767.

qui leur est confié; soit que vous leur attribuez le droit de pardonner, qu'ils n'ont pas & qu'ils désavouent, ils se tiennent pour également offensés de vos deux discours.

Quel étrange partage, en effet, que ce partage imaginé entre la peine de mort, qu'ils pourroient remettre, & la peine de ne se pas marier, dont ils ne pourroient absoudre! Quoi! J'aurai été un vil corrupteur, j'aurai gagné des Valets à prix d'or, j'aurai fait forger des clefs fausses, j'aurai tendu les pieges de l'amour, pour assouvir la haine; enfin toutes ces horreurs que vous n'avez pas rougi d'inventer, je les aurai commises! Et les Magistrats auront pu ne pas faire périr un scélérat de cette espece. Puis, lorsqu'il s'agira d'expier une foiblesse par le mariage, de substituer le devoir à la faute, de faire succéder l'honneur à l'opprobre, d'acquitter la dette la plus sainte, les Juges s'y devront opposer! Que de crimes vous voulez qu'ils favorisent! mais que de biens vous voulez qu'ils arrêtent! Voilà, Monsieur, à quels faux résultats, les faux principes menent toujours.

Ne dites donc plus que je vis, quoique j'aie séduit votre fille. Dites que je vis, parce que je ne l'ai pas séduite. Dites que je vis, parce que nos Juges ont vu que nous étions, elle & moi, deux mineurs, égaux d'âge, égaux d'état, presque égaux de fortune; que nous n'avions recouru ni à manœuvres pour nous séduire; que jamais nous n'avions songé à former des nœuds clandestins; qu'aucun des traits qui constituent le rapt, ne caractérisoit notre faute: qu'elle étoit ce

simple commerce illicite, dont l'Ordonnance de 1730 a dit: *Ceux qui s'en trouveront seulement coupables, seront condamnés à telles peines qu'il appartiendra, sans que les Juges puissent prononcer la punition de mort.* Or les charges du procès ont fait voir aux miens, que ce commerce étoit toute ma faute. En conséquence, ils m'ont conservé d'après cette loi, non-seulement la vie, mais l'honneur, & conséquemment la faculté d'épouser celle à qui je devois ma main. C'est cette loi qu'ils ont suivie. C'est cette loi qu'ils ont dû suivre. La nature du délit, le développement des circonstances, les dépositions des témoins, l'interrogatoire de la femme de chambre Tissot, celui de votre fille, l'héroïsme de ses aveux, toutes ces lettres où elle me provoquoit avec instance, où elle combattoit fortement mes refus, où elle préparoit nos entrevues nocturnes: voilà les titres sur lesquels tant & de si sages Juges ont prononcé que votre fille n'a point été séduite.

Qu'opposez-vous à toutes ces preuves? Des fragmens d'une Lettre, où prenant le nom de femme, elle m'a écrit *qu'elle ne s'étoit livrée à moi, qu'après des sermens sacrés.* Vous voyez dans ces mots de *sermens sacrés*, un engagement clandestin. «Après cela étoit-il besoin, ajoutez-vous, de cette
» promesse signée double, & extorquée à la grille
» d'un Cloître? En faut-il plus que cette Lettre,
» pour constater le rapt de séduction»? Je vois, Monsieur, que, s'il ne vous en faut pas davantage, pour constater un crime puni de mort, vous faites couler, à bon marché, le sang des

hommes. Je vois aussi que, si vous-même n'eussiez senti qu'il étoit pourtant besoin d'un peu plus, vous n'eussiez point produit cette promesse, qu'on a proscrite d'une manière si humiliante. Mais revenons. Votre fille a parlé de sermens dans ses lettres: & ces mots prouvent qu'elle fut séduite. Remarquez à quelles sources vous puisez vos preuves. Vous les puisez dans des lettres d'amans. Ce qu'ils s'y promettent, les engage-t-il? ce qu'ils y disent, le savent-ils? ce qu'une fille pense, l'y exprime-t-elle? C'est souvent pour attaquer, qu'elle semble se défendre (1). C'est avec le ton du reproche & de la plainte qu'elle se déclare. Elle paroît céder, lorsqu'elle invite. Celui qui n'a triomphé d'elle que par un respect timide, elle va l'appeller un téméraire suborneur. «Elle fuit, dit-on, pour qu'on la » poursuive». Elle se doit de se tromper ainsi elle-même. C'est le droit de son sexe. Disons mieux: c'en est le devoir. Cette pudeur contient à la fois, & l'aveu de la faute, & le soulagement de la honte. Répandre sur ces innocentes ruses, de pernicieux commentaires, des paraphrases envenimées; donner un sens profond & fixe à des expressions fugitives; regarder les sentimens

(1) Adieu donc, Monsieur, adieu pour jamais. Je n'avois jamais cru que je serois obligée de vous en dire un pareil. *Si vous n'aviez pas changé, nous aurions pu sans risque nous voir le soir, quand il auroit fait une nuit sombre, une ou deux fois la semaine.* Adieu pour la troisième fois, & pour jamais. *Lettre écrite en 1760, & produite en 1763.*

de l'amour , à travers le prisme de la haine , c'est indigner contre soi , sans leur nuire.

J'admire sur-tout l'usage que vous faites de celle des lettres où cette fille m'écrivoit en 1760 : *Je vous promets que tant que vous me serez fidele & discret , & sans engagement de mariage , jamais aucun autre ne sera maître de ma main , car de mon cœur il ne le pourra jamais : je veux bien , pour plus grande assurance , y signer mon nom.* Vous dites qu'il fallut qu'elle fût bien séduite , pour m'écrire des choses aussi fortes. Tout ce qu'on y voit , c'est qu'il falloit qu'elle m'aimât beaucoup , pour me les écrire. Et il me semble que de deux mineurs mutuellement épris , c'est celui dont la passion est la plus vive , qui doit soumettre & captiver l'autre. Mais ce n'est point de cela qu'il s'agit.

Vous fûtes instruit par la Tiffot , au mois de Mai 1760 , des lettres que votre fille m'avoit écrites. Vous priâtes M. de Moria de m'engager à vous les remettre. J'en remis plusieurs , au nombre desquelles celle-ci se trouvoit. L'aurois-je rendue , si j'eusse voulu m'en faire un titre ? Cette restitution prouve-t-elle autre chose , que ma docilité , la pureté de mes sentimens , & mes égards pour vous ? Mais ce n'est point encore de cela qu'il s'agit.

Il s'agit d'apprendre à nos Juges , que vous fûtes possesseur de cette lettre dès 1760 , c'est-à-dire , trois ans avant l'instant fatal où nous fûmes , votre fille & moi , surpris ensemble. Il s'agit d'apprendre à nos Juges , que malgré

ce frappant avertissement d'une inclination si violente, vous n'avez rien fait, pendant trois ans entiers, pour la combattre. Pourquoi n'avoir point élevé un mur d'airain entre votre fille & moi? pourquoi ne l'avoir point placée dans un couvent? C'étoit là le moment de l'y faire entrer. C'étoit même là l'instant de la pourvoir, & non pas au bout de trois années, & dans un temps où sa passion, devenue excessive, lui rendoit tout établissement plus affreux que la mort même. Que dis-je? Votre femme, avertie depuis long-temps de mes empressemens & de mes regards (m), continua de me bien recevoir. Ainsi le pere, depuis qu'il connoît le penchant de sa Fille, ne fait point y apporter un sûr obstacle. Ainsi la mere, depuis qu'elle le connoît, l'entretient & l'autorise par ses accueils (n). Ainsi la Fille, par ses touchantes invitations, le satisfait, y joint la faute. Entouré de tant de dangers, reconnoissant, jeune & sensible, je succombe. Pouvois-je résister? Mais, Monsieur, qui de vous ou de moi, pouvoit sauver à votre Fille, une foiblesse, dont ses Lettres vous avertissoient autant de la garantir, qu'elles me pressoient de m'y livrer? Pour

(m) La vieille cuisiniere a averti ma mere qu'à Pontarlier elle s'étoit apperçue de nos regards. *Lettre écrite en 1759.*

(n) Venez-moi voir ce soir, vous serez sûrement bien reçu de maman, & vous ne devez pas douter de la réception que je vous ferai. *Lettre écrite en 1760.*

quelle occasion réserviez-vous votre zèle ? Pour quel temps ménagiez-vous vos veilles ? Manquez-vous de talent & d'action, dans les objets qui vous tiennent à cœur ? Que de tourmens vous vous donnez, pour empêcher qu'elle ne recouvre l'honneur ! Que de froideur vous mîtes, à empêcher qu'elle ne le perdît ! Ignoriez-vous ce fameux Arrêt de règlement, qui rend les peres responsables des fautes de leurs Filles, par la raison qu'on ne peut tromper l'œil d'un pere, véritablement attentif ? Ce Règlement ne parle pourtant qu'en these générale, & non des peres, que des avis sûrs & que des faits réels ont éclairé, sur un péril présent (o). Or vous vous teniez dans vos mains, la preuve que votre Fille m'aimoit d'un amour sans bornes. Et vous n'avez point déchiré le papier, qui contenoit cet aveu ! Et, en le conservant, vous n'avez point paré au malheur qu'il vous présageoit ! Dans quelle vue le gardiez-vous donc ? A quel emploi le destinez-vous dès-lors (p) ? Je l'ignore. Ce que je fais,

(o) Arrêt de Champouran, page 1991. Déclare la Cour que par ci-après toute audience sera déniée aux filles qui se plaindront d'avoir été abusées par mineur sous prétexte de mariage, si ce n'est qu'il apparût évidemment qu'il y eût de la force publique, grande impression, séduction ou pratique. *Enjoint aux peres & meres de prendre garde soigneusement à leurs filles, à peine de répondre en leur propre de tous les inconveniens qui pourroient arriver.*

(p) M. de Monnier a de même gardé une lettre que j'avois écrite dans ce temps-là à Mademoiselle de Monnier.

c'est qu'il est bien étrange que ce soit vous qui osiez parler de vengeance.

Vous plaidâtes à Metz en 1735, contre les créanciers de votre pere, dont vous ne vouliez point payer les dettes. Un d'entr'eux étoit débiteur envers le mien, d'une somme assez forte. Mon pere, craignant que cet homme ne devînt insolvable, s'il perdoit sa cause contre vous, prit intérêt à ce qu'il la gagnât. Vous le fûtes, & vous devîntes l'ennemi de mon pere. Mais quel ennemi! quel fléau! La haine que vous lui jurâtes, fut célèbre dans nos Provinces. Vous vous rendîtes, par représailles, le protecteur, le conseil & le sollicitateur d'un sieur Rutty, contre lequel, à son tour, il plaida. La Franche-Comté ne put voir, sans surprise, avec quel acharnement vous prîtes parti dans ce procès. Et aujourd'hui vous publiez que c'est pour me venger de ce procès perdu, que je me suis emparé du lit de votre fille. Vous supposez que j'ai feint de l'aimer, pour la séduire : que je l'ai séduite, pour le divulguer : que je l'ai divulgué, pour me venger. Quelle chaîne de crimes j'aurois formée, presque dès mon enfance! Eh! de quoi me serois-je vengé, moi, qui né depuis vos divisions avec mon pere, ne les ai connues, que par les coups que vous m'avez portés? Est-ce aux tendres sentimens de l'amour, ou est-ce aux sombres accès de la colere, qu'on reconnoît les traits de la vengeance? Vous m'en accusez cependant. Je me tais. Je ne fais point récriminer, ni ne veux rendre outrage pour outrage. Si pourtant le Public, éveillé par vos inculpations de ven-

geance, cherchoit qui de vous ou de moi, fut plus capable d'immoler cette fille à la sienne : peut-être qu'un homme, au cœur duquel cette passion a jetté de si fortes racines ; peut-être qu'un homme, en qui le temps renforce ce qu'il affoiblit dans les autres, paroîtroit avoir pu mettre dans ses plans, autant de profondeur, qu'il met de violence dans leur exécution : puisqu'après tout, il lui eût fallu alors, moins d'intrépidité pour projeter le sacrifice de sa fille, qu'il ne lui en faut actuellement, pour l'accomplir.

Mais où m'emportent vos digressions injurieuses ? Loin de nous des conjectures qui feroient horreur. Dois-je & puis-je sonder les consciences ? Nos deux rôles sont bien différens. Vous m'accusez affirmativement & sans preuve, d'une vengeance atroce. Moi, je m'occupe à contester les preuves, qui vous en feroient accuser. Vous m'accusez de séduction ; & vous prenez vos preuves dans les lettres de votre fille. Moi, je vous montre que ses lettres ont prouvé aux Juges, que jamais je ne fus dans l'intention, ni dans le cas de la séduire.

Mais, que fais-je ? Et pourquoi tant d'efforts, quand tous les ordres de la Magistrature l'ont jugé ? Me permettrois-je le ridicule soin de justifier la Justice même ? A-t-elle besoin que je la venge de vos insultes, comme elle m'a préservé de vos coups ? Non, Monsieur : je ne dis plus qu'un mot. C'est que l'Arrêt que vous avez obtenu contre moi, vous confond. C'est que les lieux où vous me ramenez, sont mes plus sûrs asyles. C'est sur la foi des Juges, qui ont pro-

tégé ma réputation contre vous, que je veux être l'époux d'une fille, qui a perdu la sienne avec moi. Quand je demande sa main, c'est leur Arrêt que j'exécute. Et son honneur n'est pas plus en sûreté dans le fond de mon cœur, que mes droits ne le sont dans les temples de la Justice.

Mais à ce mot *d'honneur*, un nouvel ordre d'idées se présente. Que parlai-je de rendre l'honneur à votre fille, si moi-même je n'ai plus le mien ! « Vous dites que le vôtre vous force d'em-
» pêcher qu'elle ne contracte un mariage désho-
» norant : que ma famille est viciée dans sa tige,
» comme dans ses branches : que j'ai eu un oncle
» condamné à mort : que je suis parent d'un au-
» tre homme, aussi condamné & exécuté : que
» mon pere lui-même fut noté par une amende
» envers le Roi ».

Je suis le dernier des hommes, si ces faits sont vrais. Mais s'ils sont faux Qu'allois-je dire ! Le respect m'arrête. J'avoue même que, s'ils sont vrais, tout ce que vous vous êtes permis d'amertume contre les Juges, & d'altérations sur les Loix, trouvera presque, une sorte d'excuse, dans l'excès de mon indignité. On pensera qu'un pere est trop à plaindre, de ce qu'aucune Loi ne s'oppose à une mésalliance si funeste, pour n'être pas pardonnable d'y avoir suppléé par des systêmes, par des murmures, par des efforts de tout genre. Et moi, je paroîtrai si vii, que mon désir de réhabiliter votre fille, semblera fait pour la charger d'un nouvel opprobre. Son mariage avec moi révolteroit plus que sa faute.

Tant la vérité cede, dans l'ordre social, aux préjugés ! Je conjure donc mes Juges de m'entendre. Je vais agiter devant eux, une grande question, celle de mon Honneur. Ce mot sacré dit tout : & j'attends d'eux, l'attention qu'ils me doivent.

Je ne viens point leur dire, que vos calomnies sont jugées : qu'elles ne sont qu'une misérable répétition de vos anciens libelles : que, si j'eusse paru aux Magistrats de Dole, de Besançon & du Conseil, issu d'un sang plein de tant de souillures, un des principaux caractères de la séduction se fût tiré contre moi, de la vilité de ma race, de la bassesse de ma condition. Ces arguments me suffiroient, sans doute. Mais quelque dispensé que je sois, de donner maintenant d'autres preuves, je veux les produire. Vous avez répété, huit fois, vos impostures sur ma parenté : je les ai, huit fois, confondues. Duffiez-vous les renouveler mille fois encore, je les détruirois mille fois. Car, Monsieur, je ne saurois tenir à la place, où vous m'avez mis. Dieu veuille que, quand je l'aurai quittée, elle reste vuide. Mais répondons.

Miery n'étoit point mon oncle. Il n'étoit ni le frère de mon père, ni le frère de ma mère. Le sang qui couloit dans ses veines, étoit étranger au mien. Il n'étoit même, ni de ma famille paternelle, ni de ma famille maternelle. Jamais il ne porta le nom ni les armes d'aucune de mes lignes. Il n'y a donc point eu entre lui & moi, de parenté. Loin d'être mon oncle, il n'étoit pas même mon parent.

Il est vrai qu'il avoit épousé une de mes parentes : & par-là il m'étoit allié. Mais l'alliance & la parenté sont deux choses très-distinguées dans le monde, ainsi qu'en Justice. Les préjugés justes ou non, qu'on attache au sang des races, ne s'étendent point sur les affinités, où il n'a plus de part. Voilà pourquoi l'Ordonnance (q) ne reçoit point les alliés à purger la mémoire du défunt. Preuve évidente qu'il ne rejaillit rien sur eux, des taches de sa vie. Autrement, ils seroient admis à la blanchir.

D'ailleurs les relations qu'une affinité peut occasionner entre alliés, étoient rompues, lors du procès de ce Miery. Car la demoiselle Cointeau, ma tante, étoit morte en 1735 : & ce ne fut qu'en 1742, sept ans après, qu'il eut l'affaire dont vous parlez.

De plus, avant que cette affaire fût jugée, cet homme étoit mort. C'a donc été par erreur & à faux, qu'il a été compris dans le jugement. Ne fût-il mort que dans les cinq ans, qui lui étoient donnés pour purger sa contumace, tout accusé contumax qui meurt dans les cinq ans, éteint le crime par sa mort & meurt intact, *integri status*, dit la Loi (r). Mais encore une fois, il étoit mort (s) avant que la Sentence eût été rendue. Aussi,

(q) Ordonnance de 1670.

(r) Ordonnance de 1670.

(s) La preuve en est dans son extrait mortuaire envoyé par M. le Chancelier d'Aguesseau à M. de Vanolles, Président de la Commission. En conséquence, M. le Chan-

n'y eut-il point d'exécution par effigie. Il eût été cruel d'exécuter une Sentence, uulle par la Loi, incompetemment prononcée, & rendue contre un homme, que non-seulement on n'avoit pas eu le droit de condamner, mais que même on étoit obligé de regarder comme innocent & d'absoudre. Ainsi Miery, à parler le langage de la Loi & de la vérité, n'a été ni exécuté, ni condamné, ni coupable, ni mon oncle, ni même mon parent. Vous saviez ces choses comme moi; mais vous avez cru, qu'en frappant l'oreille du Public, de ces mots sinistres de condamnation à la corde, cette idée feroit sur les gens de bien, une impression trop vive, pour qu'ils daignassent seulement tolérer une explication. Vous vous êtes trompé, Monsieur. Ils jugeront l'inculpation & la réponse.

Le Cavalier *Bæuf* n'étoit point mon parent. Vous imprimez une généalogie où vous nous faites descendre, lui & moi, d'un *Claude Bæuf* & de *Marie Royet*, sa femme. Il est vrai que je descends d'un *Claude Beuf*. Mais c'est d'un *Claude Beuf*, qui étoit fils d'un *Marc Beuf*; au lieu que le *Claude Bæuf* dont vous voulez me faire descendre, étoit fils d'un autre *Claude Bæuf* & de *Marie Royet*. Ainsi vous me faites descendre d'un *Claude*, fils de *Claude*, & je descends d'un *Claude*, fils de *Marc*. Or, la famille de *Marc*,

celier donna ordre de ne le pas comprendre dans le nombre des condamnés, parce qu'étant (ce sont ses propres termes) *décédé avant le jugement*, sa condamnation devoit être regardée, par sa mort, comme *sadique & non avenue*.

pere du *Claude* dont je descends, & la famille du *Claude*, pere du *Claude* dont je ne descends pas, sont deux familles absolument séparées: Cette différence des deux familles est manifestement démontrée par des actes authentiques & en bonne forme. Ils sont produits au procès.

Il y a plus. C'est que le Cavalier *Bœuf* ne descend pas plus que moi de ce *Claude Bœuf*, mari de *la Royet*, que vous nous donnez à tous deux pour auteur commun. Car le *Pierre Bœuf*, qui est le troisieme ayeul de ce Cavalier, & que vous prétendez être le même que le *Pierre*, fils de *Claude Bœuf*, mari de *la Royet*, étoit fils de *Huguenin Bœuf* & de *Jeanne Jeannot*. Cette vérité est encore évidemment démontrée par titres rapportés. Nous plaçons sous les yeux des Magistrats, un tableau des généalogies de ces trois familles, pour leur rendre nos démonstrations plus palpables. On y verra que vous m'y faites sortir d'une tige, qui n'est pas la mienne; que vous y faites sortir aussi le Cavalier *Bœuf* d'une tige, qui n'est pas la sienne, pour nous attribuer faussement à tous deux, une commune origine.

Il est vrai que vous aviez adroitement glissé dans quelque coin de vos premiers Mémoires, (t) que ma parenté avec Philibert Bœuf n'étoit, de votre part, qu'une présomption. On sentoit toute la valeur de ce mot, dans la bouche d'un homme, ordinairement si facile sur ce qu'il appelle des preuves. Pour moi, je n'ai point eu la cruauté

de

(t) Mémoire de Juillet, page 27.

GENEAL

*DES trois Familles portant le nom de Bœuf à Censeau, & qui ne sont point parentes, ainsi que les
Habitans de ce lieu, qui attestent de plus que la Famille du sieur DE VALDAHON*

Famille du Cavalier Bœuf.

HUGUENIN Bœuf,
marié à
JEANNE JANNOTE.

Lettre A. PIERRE Bœuf, qualifié fils de HUGUENIN Bœuf
& de JEANNE JANNOTE, ses pere & mere, dans un
Contrat qu'il fit avec MICHELLE BERNARD, sa femme,
le 15 Février 1686.

LOUIS Bœuf, qualifié fils de PIERRE Bœuf & de
MICHELLE BERNARD, dans son Extrait Baptistaire à
Ruffey, du premier Mai 1652, épousa FRANÇOISE
GUERIN.

CLAUDE Bœuf, qualifié fils de LOUIS & de FRAN-
ÇOISE GUERIN, dans son Extrait Baptistaire, à Ruffey,
du 17 Février 1697, épousa CLAIRE THIEVANT.

PHILIBERT Bœuf, qualifié fils de CLAUDE Bœuf
& de CLAIRE THIEVANT, dans son Extrait Baptistaire,
à Ruffey, du 12 Juillet 1742.
Ce PHILIBERT est le Cavalier.

Autre Famille, dont M. de Monnier veut faire sortir les deux autres

CLAUDE Bœuf.

CLAUDE Bœuf, qualifié fils de CLAUDE Bœuf
de Mariage avec MARIE ROYET, du 13 Novem

PIERRE Bœuf, qualifié fils
de CLAUDE & de la ROYET,
dans son Extrait Baptistaire du
17 Mars 1611.

CLAUDE Bœuf, qualifié fils
de CLAUDE & de la ROYET,
dans son Extrait Baptistaire du
16 Octobre 1611.

Dans la fausse Généalogie que
M. DE MONNIER fait du Cava-
lier, il prétend que le PIERRE
Bœuf, (Lettre A.) son troi-
sieme ayeul, qui est fils de
HUGUENIN Bœuf, est le même
que ce PIERRE Bœuf, fils de
CLAUDE & de la ROYET.

Dans la fausse Généalogie que
M. DE MONNIER fait du Cava-
lier, il prétend que le PIERRE
Bœuf, (Lettre A.) son troi-
sieme ayeul, qui est fils de
HUGUENIN Bœuf, est le même
que ce PIERRE Bœuf, fils de
CLAUDE & de la ROYET.

Tous les Titres cités, servant à établir la preuve de ces Généalogies.

es, ainsi qu'il est prouvé par un Acte de notoriété, signé de vingt-huit des principaux
AHON y est la plus ancienne, & que les deux autres s'y sont venues établir.

nnier veut faussement
autres.

U F.

AUDE BŒUF dans son Acte
Novembre 1607.

LAUDE BŒUF, qualifié fils
LAUDE & de la ROYET,
son Extrait Baptistaire du
Octobre 1619.

ans la fausse Généalogie que
E MONNIER donne du sieur
VALDAHON, il prétend que
LAUDE BEUF (N^o. 3.) son
ieme ayeul, qui est fils de
C BEUF, est le même que
LAUDE BŒUF, fils de
UDE & de la ROYET.

Famille du sieur LE BEUF DE VALDAHON.

DENIS BEUF,
né bien avant 1600.

MARC BEUF, qualifié fils de feu DENIS BEUF, dans un
Contrat du 23 Mars 1629, épousa
CLAUDA GERMAIN.

CLAUDE BEUF, qualifié fils de MARC BEUF, dans deux Contrats N^o. 3.
des 12 Novembre 1649 & 21 Mars 1651, épousa ANNE BOISSET.

ANTOINE LE BEUF, qualifié fils de CLAUDE BEUF & d'ANNE
BOISSET, dans son Extrait Baptistaire du 15 Juillet 1654, épousa
JEANNE-FRANÇOISE SORDET.

CLAUDE - FRANÇOIS LE BEUF DE VALDAHON, qualifié fils
d'ANTOINE LE BEUF & de JEANNE-FRANÇOISE SORDET, dans
son Extrait Baptistaire, épousa IGNACE COINTOT.

JACQUES - MARIE LE BEUF DE VALDAHON, qualifié fils de
CLAUDE - FRANÇOIS LE BEUF & de IGNACE COINTOT, dans
son Extrait Baptistaire.

es Généalogies, sont produits au Parlement de Metz.

Je soussigné, Pierre Bernard, père de Jeanne Janotte, déclare que...

Je soussigné, Michelle Bernard, mère de Jeanne Janotte, déclare que...

En présence de :

HUGUENIN BERNARD

Maire de la commune de...

JEANNE JANOTTE

Je soussigné, Pierre Bernard, déclare que Jeanne Janotte, âgée de ... ans, est ma fille légitime et que je suis son père de droit. Je soussigné, Michelle Bernard, déclare que Jeanne Janotte, âgée de ... ans, est ma fille légitime et que je suis sa mère de droit.

En présence de :

Certification de la commune de...

En foi de quoi, le Maire a signé et apposé son sceau à la suite de la présente déclaration.

Fait à ... le ... 1886.

de vous imiter dans vos présomptions. Et quoi-
que le tribunal, dont vous êtes le Chef, l'ait
jugé, je n'ai point présumé que son nom, *loin*
de lui (u) valoir protection, lui eût valu un plus
dur supplice. Mais toujours, est-il sûr que
ce soldat n'avoit porté un coup mortel, que
dans une querelle qu'il venoit d'engager sur
l'heure, avec des Employés des Fermes, pour
secourir un payfan, dont ils avoient saisi le sel.
Voilà ce qui déterminâ son Colonel à écrire en
sa faveur, à M. le Chancelier.

Quoi qu'il en soit, vous ne dites plus, com-
me autrefois, que vous me présumez parent de
cét homme. Vous affirmez actuellement que je
le suis : & vous en donnez pour preuves, un
amas d'actes transposés & dénaturés. Vous avez
employé de grands travaux & des années entie-
res, à fouiller dans les sépultures, à y porter
vos perverses combinaisons. Car vous avez pour
les tombes, la même irrévérence que pour les
sanctuaires de la Justice. Vous vous jouez des
temps, comme vous faites des lieux & des hom-
mes. Vous changez les siècles passés. Vous en-
levez à trois familles leurs vrais ancêtres. Vous
leur forgez de faux ayeux. Vous évoquez les
mânes des grands hommes, pour couvrir vos
faux principes, sous la célébrité de leurs noms.
Vous évoquez celles des gens de bien, pour en
infecter la race, de vices étrangers à leur sang.
Mais, soit que vous vous élançiez dans l'avenir,

(u) Monsieur de Monnier a imprimé page 8, n°. 6,
que le nom de cet homme lui avoit valu protection.

pour y voir, avec une feinte horreur, sortir de nous, une infame postérité; soit, que remontant aux temps anciens, vous troubliez la paix des morts ensevelis depuis deux siècles : votre haine, aussi immense que les espaces qu'elle parcourt, apprend au monde, par un nouveau spectacle, combien est inépuisable l'art des vengeances. Temples sacrés de la Justice, à quels excès un de vos Chefs se livre ! Et c'est de l'éclat de son rang, qu'il en attend l'impunité ! Si pourtant je pouffois ses torts, avec la chaleur & la force qu'il donne à ses fictions, sa dignité seroit moins un abri pour lui, qu'un sujet d'aggraver ses peines.

Mais du moins, il en est une, à laquelle il n'échappera point. Car son libelle est un délit public : & la suppression en est due, autant à la société, qu'à moi-même. On doit à tous d'anéantir jusqu'à la trace d'un monument, où le mensonge a détruit, d'un trait de plume, des filiations & des titres, qui reposoient, depuis deux cent ans, dans les archives de l'état des hommes.

« Je suis, selon vous, le fils d'un faussaire, » flétri par Arrêt ». O noirceur ! O vengeance ! Ah, Monsieur ! Quelle abominable imposture ! Mais ce n'est point par les cris d'indignation qu'elle m'arrache, c'est par des preuves, qu'il faut vous répondre.

Mon pere eut, en 1737, dans la succession de Pierre Alexis, son frere aîné, une charge de Receveur des finances de Pontarlier. Il se fit rendre compte de l'état de la caisse, par un hom-

me qui en étoit le commis, depuis fix ans. Il parut, par les comptes signés de ce Commis, qu'il ne s'y trouvoit point de vide. Comme il ne se présenta point d'acquereur, & que mon pere ne vouloit point exercer par lui-même cet Office, il en chargea cet ancien Commis. Celui-ci l'exerça jusqu'en 1744. A cette époque, il portoit moins exactement ses payemens à la recette générale. Ce qui fut cause que le Receveur général fit faire une visite dans sa caisse. On y trouva un *déficit* considérable. Mon pere qui, dans sa qualité de Propriétaire de la Charge, répondoit des faits du Commis, le fit décréter de prise de corps, & le poursuivit criminellement. Alors le Commis représenta huit Lettres de change, qu'il prétendit n'être dans la caisse, que pour remplir ce vide, qui, selon lui, provenoit du fait de Pierre-Alexis. Mon pere, à qui ce Commis avoit assuré & signé, en lui rendant ses comptes, qu'il n'y avoit point de vide à la mort de Pierre-Alexis, soutint affirmativement que ce vide provenoit du Commis. Cependant, après un compte très-considérable, débattu entre les Parties devant le Parlement de Dijon, & dans lequel les Lettres de change furent comprises, mon pere fut condamné en 1750, à *faire état à Rutty*, (c'étoit le nom de ce Commis) *sauf erreur de calcul, omission de recette & doubles emplois, de la somme de 55000 liv. à quoi se montoit le vide de la caisse.*

Ce jugement résulta de ce que Rutty persuada à ses Juges, que ce vide provenoit du fait de l'ancien Propriétaire. Et comme il se plaignit

amèrement de l'indue vexation exercée envers lui, par six ans de prison, de-là les 3000 liv. de dommages & intérêts à son profit, & les 300 liv. d'amende envers le Roi, portées dans l'Arrêt.

Ceci n'étoit donc qu'une affaire de compte toute simple, toute ordinaire, & seulement introduite au criminel, par la plainte qu'avoit rendue mon pere. L'eût-on déclaré coupable, sauf erreur de compte? L'eût-on jugé tel, sans l'en déclarer atteint & convaincu? Or, trouvez-vous cet énoncé, dans le dispositif de l'Arrêt? Trouvez-vous dans les pieces de la procédure, un seul mot, qui ait trait à une accusation de faux? Jamais mon pere n'en a été repris, ni accusé, ni soupçonné. Jamais il n'a écrit, ni tiré, ni accepté, ni endossé les Lettres de change dont vous parlez. Elles lui étoient aussi étrangères qu'à vous-même. Ce fut, je le répète, pour le punir d'avoir si long-temps détenu dans les liens, un homme qu'on avoit jugé innocent, qu'on le condamna à des dommages & intérêts, & à une amende. Mais ce que je ne puis trop répéter, c'est que cette amende ne portoit pas note.

Ainsi l'a jugé le Roi lui-même, dans les Lettres de Justice, que j'ai obtenues le 4 Mars 1767. Sa Majesté se fit représenter les charges du procès contre Rutty. Elle y vit, par la nature de l'affaire & par ses circonstances, *que l'amende ne portoit pas note.* Et elle le déclara formellement dans l'énoncé de ses Lettres, qu'elle ne m'accorda point à titre de grace, comme vous

le prétendez, mais à titre de Justice, comme on le voit par la forme dont elles sont revêtues, n'étant données qu'*en tant que de besoin*, étant d'ailleurs scellées en cire jaune, signe sûr des Lettres de Justice. Ce ne sont pas même de simples Lettres de Justice : ce sont encore, quoique ce mot vous blesse, des Lettres d'honneur, où le Prince a daigné témoigner à mon pere, la satisfaction qu'il a eue de ses longs services.

Et cependant vous me les reprochez, ces Lettres. Pourquoi, dites-vous, recourir à des Lettres de réhabilitation, s'il n'y avoit point eu de renommée à rétablir? Oui, sans doute, ç'a été pour rétablir celle que vous enleviez à mon pere, par vos impostures. C'a été pour rédimer mon pere, du plus sanglant de tous les outrages. C'a été pour prouver à toute la terre, que mon pere n'étoit point coupable, & que l'en taxer, c'étoit l'être. Vous prétendiez qu'un Arrêt rendu contre lui, portoit note. Instruit qu'il ne la portoit pas, j'ai voulu joindre à ce que chacun m'en disoit, une autorité qui pût vous convaincre. J'ai conjuré le Prince de vouloir s'en expliquer lui-même. Et Sa Majesté a expressément déclaré, *que l'Arrêt ne faisoit pas note*. Pouvois-je me conduire autrement? Je n'ai donc recouru à des Lettres, que parce que vous m'y avez forcé. Sans vous, je n'aurois point eu à justifier la mémoire d'un pere, qui n'a été attaqué que par vous. J'ai compté vous fermer la bouche, en prenant, à toutes

fins, des Lettres, qui, si elles m'étoient d'ailleurs inutiles, devoient du moins, vous imposer silence.

Vous l'avez senti, que l'enregistrement de mes Lettres vous forçoit à vous taire. Et vous n'y avez su d'autre moyen, que de nier cet enregistrement, quoiqu'il vous eût été signifié, quoiqu'en tout cas, votre fille vous l'eût appris dans le Mémoire, auquel répond celui où vous le niez.

Le Procureur Général de Dijon vous écrivit, au mois d'Avril 1769, « que mes lettres n'étoient point encore enregistrées ». Elles ne le furent, en effet, qu'au mois de Novembre suivant. Et c'est dans un Mémoire imprimé en 1770, que vous avez rapporté la Lettre de ce Magistrat, comme une preuve qu'elles ne l'étoient point. Il est vrai que, pour empêcher qu'on ne vous reprochât cette infidélité, vous avez daté votre Mémoire du 24 Janvier, c'est-à-dire, de quelques jours avant la signification de l'enregistrement. Mais, Monsieur, cette date est fautive. Et c'est votre Mémoire lui-même qui m'en administre la preuve. Vous y dites (v), « que vous avez consenti à l'évocation de notre cause au Parlement de Metz ». Or, vous avez consenti à cette évocation le 27 Janvier. Comment donc un Mémoire daté du 24, énonce-t-il comme chose faite, un consentement qui n'a été donné que le 27 ? Cela s'explique par l'an-

fidate du Mémoire. Les antidates, comme on voit, n'y sont pas rares.

Je fais très-bien « qu'on n'est pas honnête homme par la grace du Prince ». Mais, Monsieur, sachez aussi qu'on n'est pas criminel par les calomnies d'un ennemi. Or, c'est calomnier que de dire (x), « que, par une suite de l'Arrêt de Dijon, on avoit dépouillé mon pere de son Office »; quand il est démontré (y); qu'avant cet Arrêt, il l'avoit vendu. C'est calomnier que de dire, « qu'on lui a fait défenses de conserver le titre de *ci-devant Président*, & que ces qualités lui furent rayées par (z) une Ordonnance ou par un Arrêt »; quand il n'existe ni Ordonnance ni Arrêt, qui lui ait rayé ses qualités.

Il se trouve sur vos registres, entre deux Arrêts de remise d'audience (a), une interligne dont on a profité pour y mettre ces mots-ci : *Les qualités du sieur le Bœuf sont rayées par Ordonnance*. Mais, où est, je vous prie, l'Ordonnance dont cette note fait mention ? D'abord cette note est sans date : elle n'est point dans le

(x) Mém. adv. pag. 82.

(y) Ce fait est prouvé par la réception du sieur Domet dans la Charge de mon pere, le vingt-sept Juin mil sept cent quarante-neuf; & par la date de l'Arrêt de Dijon, qui est du vingt Mars mil sept cent cinquante.

(z) Mémoire adv. page 14, n°. 16.

(a) Des 8 & 15 Février 1751.

corps des deux Arrêts. Elle n'est signée de personne. Elle n'est point relatée dans l'Arrêt définitif. Ensuite, l'Ordonnance dont elle parle n'existe nulle part. Et cependant vous dites même que c'est par Ordonnance, vous dites même que c'est par Arrêt qu'on a rayé les qualités de mon pere. Vous ajoutez, « qu'un pareil Arrêt subsiste, tant qu'il n'est point cassé ». Mais pour qu'on le casse, pour qu'il subsiste, il faut qu'il existe. Et encore une fois, où existe-t-il? Où est aussi le réquisitoire des Gens du Roi, qui l'a dû préparer? Un Arrêt de cette importance, & qui dépouille un Magistrat de son état & de ses qualités, n'est-il pas toujours précédé des conclusions du Ministère Public? Entre deux Arrêts signés de votre main, se trouve une note obscure, insolite & contraire à la pureté de vos registres. Car, des registres ne doivent rien offrir au-delà des Arrêts des Cours. C'est à vous à être, en votre titre de Premier Président, le garant de leur exactitude. Ce seroit donc à vous, à vous affliger d'une irrégularité si choquante. Et cependant c'est vous qui métamorphosez cette note en Ordonnance. C'est vous qui l'osez même appeler un Arrêt. C'est vous qui la faites servir à vos fins.

Hé bien! Monsieur, êtes-vous satisfait? M'avez-vous dit assez d'injures? Vos poignards m'ont-ils percé d'assez de coups? Si vous vous êtes proposé de répandre le plus sanglant des écrits qui aient encore paru, depuis que la haine a mis la plume aux mains des hommes,

soyez content. Ce chef-d'œuvre les surpasse tous.

Mais maintenant que j'ai chassé les nuages ; détruit les gibets, brisé les roues dont vous m'entouriez, il me semble que vos reproches *d'alliance honteuse & de famille flétrie*, n'auront dégradé que vous.

Ma naissance n'est point illustre ; je le fais ; mais elle n'a rien d'abject. Si Mademoiselle de Monnier est la fille d'un Premier Président, je suis le fils d'un Président de la même Cour. C'est en mil six cent cinquante-quatre, qu'est né l'ayeul auquel je dois ma noblesse. Et vous, c'est en mil six cent trente-six, qu'un de vos peres (*b*) vous apporta la vôtre.

Si nous passons, votre fille & moi, de la noblesse de nos peres, à leurs mœurs ; les miens (*c*) ont été chéris dans leur Province,

(*b*) Bon Monnier, fut annobli par Ferdinand II en mil six cent trente-six ; & comme la Franche-Comté passa sous la domination d'Espagne, il demanda à Philippe IV des Lettres de confirmation en mil six cent quarante-deux. Ces Lettres furent enregistrées à la Chambre des Comptes de Franche-Comté, le cinq Février mil six cent cinquante-neuf. Voir au Registre des Fiefs, folio cent treize, verso.

(*c*) Le feu prit à la Ville de Pontarlier en mil sept cent trente-six, & la consuma presque entièrement. Mon pere, dont cette Ville étoit la patrie, quitta Dole, vint au secours de ses compatriotes, & fut assez heureux pour les pouvoir aider, tant de sa fortune, que de ses avis & de ses soins. Le Conseil de Ville établit

n'ont point nourri dans leurs cœurs de coupables haines, n'ont point fabriqué des généalogies, n'ont point mis à profit les défauts des Registres publics, n'ont point altéré des textes de Loix, n'ont point vu des inscriptions de faux les obliger de lâcher prise. Si, enfin, nous considérons,

une Direction, composée de plusieurs Membres du Clergé, de la Noblesse & de la Bourgeoisie, pour régler les secours à donner aux incendiés, & les frais nécessaires pour la reconstruction des bâtimens. Mon pere fut prié de se mettre à la tête de cette Direction. Lorsque les affaires furent finies, les trois Ordres s'empresferent de lui venir témoigner, au nom de la Ville, leur reconnoissance; ils déposerent ensuite dans les Registres publics leur remerciement, pour transmettre à leurs enfans le souvenir des obligations que Pontarlier avoit à mon pere. Ils firent plus. Et pour rendre ces marques de sensibilité encore plus réelles, la Ville lui fit présent d'une fontaine, qu'elle conduisit & fit couler en trois endroits de sa maison. M. de Monnier, qui avoit aussi une maison dans Pontarlier, demanda à la Ville de faire construire chez lui une pareille fontaine. Mais la Ville ne voulut pas diminuer le prix de son bienfait en le multipliant, & refusa d'associer M. de Monnier à un don qui étoit, pour mon pere, un gage & un monument si précieux de la bienveillance publique.

Ce fut aussi en considération des services de mon oncle & de mon grand-pere, que la Ville de Nozeroy donna, en mil sept cent vingt-sept, des Lettres de Bourgeoisie à Pierre-Alexis le Beuf: *Et pour conserver, (comme disent ces Lettres) la mémoire de l'ancienne famille des Sordet, qui étoit originaire de cette Ville, Et dont mon oncle descendoit par Jeanne-Françoise Sordet, qui étoit sœur, ajoutent les mêmes Lettres, de Pierre Sordet, Colonel de deux Régimens d'Infanterie au service de Sa Majesté Catholique.*

elle & moi, notre existence personnelle dans la société; écoutez-la, Monsieur, qui vous crie, que de nous deux, c'est elle qui a été déshonorée par notre foiblesse. Peut-être ce préjugé est-il absurde: je n'en fais rien; mais je fais qu'il existe. Voilà donc qui nous sommes, vous, elle & moi.

Ainsi, quand je l'aurois séduite, je pourrois l'épouser, parce qu'elle est libre & majeure. Ce point est prouvé par nos Loix. Mais il est sûr que je ne l'ai point séduite. Ce second point est prouvé par trois Jugemens. Il est constant aussi que rien ne fouille ma parenté ni ma personne. Ce troisieme objet, qu'aucune Loi ne me soumettoit à prouver, mais dont j'ai dû la preuve au Public, aux miens, à moi-même, & au Corps, dans lequel j'ai l'honneur de servir depuis quatorze ans, est encore manifestement démontré. Je suis donc, vis-à-vis de votre fille, dans la classe commune de tout Citoyen,

M. de Monnier me dispute d'être issu de cette famille. Cependant il est prouvé qu'Antoine le Beuf, mon grand-pere épousa, en 1676, Jeanne-Françoise Sordet de Nozeroy, sœur de Pierre Sordet, Colonel d'infanterie au service d'Espagne, où il mourut Gouverneur de Gironne, & décoré des premiers grades militaires. Ma grand'mere fut son héritière.

M. de Monnier, en niant ce fait prouvé par actes produits, a sans doute pour objet de s'excuser vis-à-vis des familles de distinction de Franche-Comté, auxquelles j'ai l'honneur d'appartenir par cette origine, de la manière outrageante dont il me traite dans tous ses Mémoires.

qui la peut épouser, fans qu'elle ait même, à redouter votre exhérédation, si elle a atteint l'âge, & rempli les formes nécessaires, pour ne la pas craindre. Or, elle a vingt-cinq ans; or, elle vous a fait des sommations respectueuses. Donc votre opposition à notre mariage, est aussi vaine qu'elle est odieuse.

L'unique ressource qui vous reste, est de dire « que les enfans, même majeurs, doivent attendre le consentement de leurs parens, pour se marier ».

Rien n'est moins vrai que cette proposition. Il est constant au contraire, qu'il suffit aux majeurs, de requérir l'aveu de leurs peres & meres; il est constant que, pourvu qu'ils l'aient requis, ils peuvent se marier, sans craindre d'en être exhérédés. C'est la disposition de l'édit de 1556 (d).

Edit de Henri II. du mois de Février 1556.

(d) « Ordonnons, que les enfans de famille ayant
 „ contracté, & qui contracteront ci-après mariages
 „ clandestins, contre le gré, vouloir & consentement,
 „ & au desçu de leurs peres & meres, puissent, pour
 „ telle irrévérence, être par leursdits peres & meres
 „ & chacun d'eux exhérédé & exclus de leurs suc-
 „ cessions, sans espérance de pouvoir quereller l'exhé-
 „ rédation qui ainsi aura été faite....

„ Ne voulons aussi & n'entendons comprendre les
 „ mariages qui auront été & SERONT CONTRACTÉS
 „ par les fils excédans l'âge de trente ans, & les
 „ filles ayant vingt-cinq ans passés & accomplis,
 „ POURVU QU'ILS SE SOIENT MIS EN DEVOIR DE
 „ REQUERIR L'AVIS ET CONSEIL DE LEURSDITS

« Les sommations respectueuses ne seroient
» donc , poursuivez-vous , qu'une cérémonie
» frivole , qu'une inutile formalité , qu'un sim-
» ple acte de civilité indifférente ».

Vous vous trompez encore. Ce n'est point

„ PERES ET MERES. Ce que voulons aussi être gardé
„ pour le regard des meres qui se remarient , desquels
„ suffira requérir leur conseil & avis , & ne seront les-
„ dits enfans , audit cas , tenus d'attendre leur consen-
„ tement.

Cette Loi craignit qu'on ne négligeât de requérir l'aveu des meres remariées , parce que s'étant mises sous la protection d'un mari étranger , on eût pu croire , que faute d'avoir une volonté à elles , elles n'avoient plus le droit de consentir. La Loi a donc exigé qu'on requit aussi leur aveu ; parce qu'enfin , quoique remariées , elles sont toujours meres. Mais revenant aussi-tôt à son principal but , qui est d'empêcher qu'à vingt-cinq & trente ans , on attende l'aveu des parens , la Loi ajoute , *qu'audit cas on ne sera point tenu de l'attendre* , parce qu'il suffit aux majeurs , dans ce cas , comme dans les précédens , de le demander.

L'Arrêt d'enregistrement montre assez comment l'Edit a toujours été entendu. Il porte que cet Edit sera enregistré avec les modifications qui suivent. “ C'est à
„ savoir , que du vivant des peres suffira leur consen-
„ tement , & après leur décès , des meres , pourvu
„ qu'elles ne se remarient , & en ce cas , les enfans
„ ne seront tenus attendre le vouloir & consentement
„ de leurs meres , ains seulement les requérir de leur
„ avis & conseil. *Que les enfans mâles excédans l'âge
„ de trente ans & les filles de vingt-cinq ans , après
„ avoir rendu cette obéissance due aux peres & meres ,
„ de leur demander leur conseil & avis pour se ma-
„ rier , ne seront sujets aux peines portées par ledit
„ Edit.* L'Arrêt est du 4 Février 1556.

une chose si indifférente , si frivole , que de porter les hommes , à rendre aux auteurs de leurs jours , l'hommage qu'ils leur doivent. Se marier , fans leur demander leur aveu , ce feroit leur manquer de respect. Ne point l'attendre , lors qu'ils dédaignent de répondre , c'est user

'Déclaration du Roi , de 1639 , art. 2.

Enjoignons aux fils qui excèdent l'âge de trente ans , & aux filles qui excèdent celui de vingt-cinq , de requérir par écrit l'avis & conseil de leurs peres & meres pour se marier , sous peine d'être exhéredés par eux , suivant l'Edit de 1556.

Edit du mois de Mars 1697.

Ajoutant à l'Ordonnance de 1556 , & à l'article i de celle de l'an 1639 , permettons d'exhéredér leurs filles veuves , même majeures de vingt-cinq ans , lesquelles se marieront fans avoir requis par écrit leurs avis & conseils.

Les Loix Romaines , que M. de Monnier invoque par-tout , comme régissant la Comté , n'y font point observées par rapport au mariage ; parce que l'Ordonnance de 1697 y est enregistrée , & qu'elle rappelle les dispositions de celles de 1556 & de 1639 , qui n'ont pas pu l'être , puisque la Province n'a été réunie à la Couronne qu'en 1674.

L'Edit de 1556 deshéríte dans l'article premier les mineurs qui se marient contre le consentement de leurs peres & meres : & dans le quatrieme article , il déclare qu'il ne comprend point dans le premier , les fils excédant l'âge de trente ans , & les filles ayant vingt-cinq ans accomplis , *pourvu qu'ils se soient mis en devoir de requérir l'avis & le conseil de leursdits peres & meres.* Si donc ils ont manqué à ce devoir , ils peuvent être légitimement deshérités. Car la Loi ne les exempté

de sa liberté, c'est reprendre son droit. Car, il est de droit naturel, qu'un homme s'acquitte à tout âge, du devoir que son titre de fils lui impose : mais le droit naturel veut aussi, que l'homme jouisse, dans l'âge mûr, du plein pouvoir de contracter mariage.

C'a été la nécessité de concilier ce double intérêt, qui a fait fixer l'époque de la liberté des mariages. Eût-il été juste, en effet, que, dès sa puberté, un jeune-homme eût pu ruiner sa famille & soi-même, par un Himen ignominieux ? L'eût-il été davantage, qu'un pere eût trouvé, dans son avarice, dans son ambition, dans ses inimitiés, des titres pour vouer son fils à un célibat perpétuel ? Comme si le premier & le principal de tous les droits de l'homme, n'étoit pas de se reproduire à son tour. Il n'entre dans ce droit, ni préjugé, ni

du premier article, qui porte l'exhérédation, que sous la condition qu'ils requerront ce conseil ; par conséquent ne satisfaisant point à cette condition, ils retombent dans la punition du premier article. En un mot, l'Edit exhérede les majeurs, qui ne demandent point l'aveu de leur pere, comme il exhérede les mineurs qui se marient contre cet aveu. Et les majeurs, dit l'éloquent le Maître, sont d'autant plus coupables, s'ils ne font pas ce que l'Ordonnance leur commande, qu'elle désire moins d'eux que des autres.

Telle est la disposition de l'Edit de 1566, qui, comme on le voit, est absolument étranger à notre cause. Il n'a pour objet que les cas où l'exhérédation doit, ou ne doit point avoir lieu : tandis qu'il ne s'agit point ici d'examiner, si votre fille doit être exhéradée pour le mariage qu'elle veut faire, mais de savoir si elle peut contracter, ou non ce mariage.]

convention, ni système. On peut dire que c'est la condition, sous laquelle la Nature, toujours jalouse de l'entretien de ses œuvres, crée l'homme. Ce n'est pas même un simple don qu'elle lui fait; c'est quelquefois un devoir qu'elle lui impose. Ce privilège, qui souvent le maîtrise lui-même, n'est pas fait pour dépendre d'autrui. S'il y renonce par quelque vœu, ce vœu vient de sa volonté. Nul pouvoir étranger ne l'en peut priver. Il tient à son essence, comme sa vie. Le droit de vivre n'est pas plus sacré, que le droit de renaître dans son semblable. Personne ne peut attenter plus, à l'un qu'à l'autre de ces deux droits.

Mais, comme l'âge où cette faculté se montre plus impérieuse en nous, est l'âge où la raison a sur nous moins d'empire, les Loix ont dû en modérer & régler l'usage. Le bien général l'exigeoit d'elles. La société n'eût vu qu'indécence, que folies, que désordre, suivre une permission, trop tôt donnée aux jeunes gens de devenir époux. Eh! le moyen qué, souvent enfans eux-mêmes, ils eussent élevé convenablement des enfans. C'est pour cela qu'elles ont commis à leurs parens le soin, non de leur ravir, mais de suspendre, selon qu'il seroit nécessaire, jusqu'à vingt-cinq ou trente ans, suivant leur sexe, le droit qu'ils ont de s'établir.

C'est à ce terme, qu'Elles ont dit à l'Homme: « Soyez libre. Si vous avez été opprimé par les passions d'un pere, qui eût dû vous marier plutôt, c'est un malheur attaché à la nécessité de rendre nos décrets généraux: c'est à

à regret que nous vous disons si tard : « Soyez libre » Soyez-le, vous aussi, qui gagneriez peut-être plus à ne pas l'être. Il est triste que la saison de la sagesse ne vous ait point mûri. Il est à craindre qu'une inclination déraisonnable ne vous perde; mais, quelque abus que vous puissiez faire de votre liberté, vous n'êtes pas né pour être un éternel esclave. Vos torts ne doivent rien retrancher à des droits, que la Nature vous donne. Trop d'hommes en seroient frustrés, à ce prix. Si vous péchez, des remords vous puniront. Si vous avez des ridicules ou des vices, le blâme public vous punira. Si vous faites des crimes, nous aurons soin de vous punir. Jusqu'à ce temps, qui que vous soyez, soyez libre ».

Ainsi parle la Loi politique, qui, négligeant d'apprécier l'attrait particulier d'un être vers un autre, pour ne voir que le but & l'ordre général, fait céder & subordonne les considérations de détail, au grand objet de la reproduction de l'espèce. C'est donc une maxime sûre, que relativement au mariage, les fils & filles de famille sont délivrés, à vingt-cinq & trente ans, du joug paternel. La Loi les en exempte même assez tard, pour ne mettre à cet affranchissement, ni exception, ni modification, ni réserve. Pour vû donc que les parens soient prévenus de l'alliance qu'on va former, tout est dit. Que, par déférence & pour le maintien du respect qui leur est dû, des sommations respectueuses leur soient adressées, c'est assez. Qu'ils y accèdent ou non, cela n'importe. Leurs fils ou filles n'en

sont pas moins autorisés à passer outre. Si pourtant ils s'y opposent, d'après les oppositions de la Loi; si c'est dans des empêchemens ou prohibitifs ou dirimans, qu'ils puissent leurs motifs, on y défère. Mais, s'ils n'ont pour tout moyen d'opposition, que l'intérêt de leur autorité blessée, que la lésion & l'insulte faite à leur dignité, cette plainte hors de saison, n'est plus admise. Leurs oppositions sont levées. Le fils, qui a passé de leur pouvoir, sous celui de la Loi, trouve en elle, non-seulement le droit de se marier, mais même un sûr rempart contre l'exhérédation de ses père & mère. Telle est, Monsieur, toute l'économie de nos Loix sur cette importante matière.

Elles sont si claires, elles sont si justes, que vous leur avez rendu, vous-même, un hommage public & complet, par votre distinction des deux Tribunaux, *L'UN DOMESTIQUE, L'AUTRE DE LA NATION.* (c) Dans le premier, dites-vous, le père décide seul de l'établissement de ses enfans, lorsqu'ils sont mineurs. Il est obligé, continuez-vous, de justifier dans le second, les motifs de son opposition à leur mariage, lorsqu'ils sont majeurs. Hé bien, Monsieur, nous voilà parfaitement d'accord; & vous dites la même chose que nous. Car, ce n'est pas le droit de former une opposition à notre mariage, que nous vous contestons; c'est le droit de réussir dans la justification que vous vous reconnaissez obligé de faire en justice, des motifs que vous lui

(c) Mémoire adv. p. 21 & 74.

donnez. Auriez-vous même besoin d'être pere, pour être en droit de la former? Tout parent, tout étranger le peut. Le premier passant, qu'un indécent caprice porteroit à jouer ce tour à deux personnes prêtes à s'unir, satisferoit sa fantaisie. Cette malignité n'est pas sans exemple. Je suis donc bien éloigné d'envier à un pere, cette faculté vulgaire & commune à tous. Je dis seulement, & le dis d'après vous, qu'un pere est obligé, comme tout autre, de justifier devant les Juges, les motifs de son opposition. Je dis, & le dis d'après vous, qu'il n'a le droit de s'opposer au mariage de son fils majeur, qu'autant que la Loi elle-même s'y oppose. Mais ce que vous ne dites pas, & ce que j'ajoute, c'est que vous êtes hors d'état de produire une seule Loi qui s'oppose au mien; & cela, parce que, dans le droit, jamais la mésalliance n'a fait un obstacle légal au mariage: & cela, parce que, dans le fait, jamais alliance ne fut aussi égale, plus convenable, mieux assortie, que celle de votre fille avec moi. C'est ainsi que, rétorquant contre vous vos raisonnemens, vos principes, j'ai voulu, Monsieur, vous vaincre avec vos propres armes. Vous dites en toutes lettres, à la page 17 de votre Mémoire: *Il faut que la Loi s'oppose au mariage du sieur de Valdahon: ou nous n'avons pas le droit de nous y opposer.* C'est d'après ce principe, avoué par vous-même, que je vous demande quelle loi s'oppose à mon mariage. Je vous porte expressément & publiquement le défi de m'en citer

une : oui, une seule. Vos aveux ruinent donc votre cause.

Que devient, après cela, votre sollicitude sur le coup mortel que ma réussite porteroit, selon vous, à la puissance des peres ? Ma réponse est, qu'avant de défendre son autorité, il faut encore la posséder : au lieu que vous parlez ici d'une autorité que vous n'avez plus. Ce qui fait précisément notre droit, c'est que le vôtre a cessé. Votre raisonnement auroit été juste, lorsque votre fille étoit mineure. Aussi, ne vous a-t-elle pas mis dans le cas de le lui opposer. Mais, c'est quand la Loi vous retire tout pouvoir sur nous, que vous nous accusez de le compromettre. Faites querelle à la Loi de ses dispositions ; mais convenez que nous en devons jouir.

La plus forte preuve de leur sagesse, c'est le chagrin même qu'il vous plaît d'en concevoir. Car, vous ne regrettez dans l'autorité qu'elle vous enleve, que les moyens que vous perdez, d'empêcher notre alliance. Cependant, ce que vous auriez eu de mieux à faire, depuis nos torts, auroit été de la permettre. Il est donc heureux que le droit d'arrêter une chose honnête & nécessaire, vous soit ôté. Vous êtes un de ces peres, dont le Législateur a senti qu'il étoit important de borner l'empire. Ce n'est pas pourtant que le vôtre soit plus limité, que celui de tous. Vous seriez le meilleur des peres, que la même époque vous l'eût fait perdre. Votre fille projetteroit une alliance mal-affortie, qu'il ne vous resteroit plus que la voie des représen-

tations. Le seul intérêt de son cœur n'auroit à craindre ni entraves ni défaveu. Et quand l'intérêt de son honneur s'y joint ; quand ce qu'elle souhaite, elle le doit souhaiter ; vous flattez-vous qu'on veuille faire, en votre faveur, des exceptions à une règle, dont vos procédés prouvent si évidemment la nécessité ? Que si des exceptions étoient permises dans un si grave sujet, c'eût été pour restreindre & non pour étendre une puissance aussi mal exercée, qu'on en eût dû faire. Par-là, Monsieur, on auroit abrégé de grands scandales & de grands maux.

Laissons donc là cette objection triviale & vague, qu'en ces matieres, il ne sied point de donner des démentis aux peres. Dès qu'un homme cesse d'être pere, les Loix le démentent, comme lui-même il dément son titre. Elles m'ont vivement puni du tort que j'ai eu de vous offenser. Elles protégeront vivement le devoir dont je m'acquitte, en demandant la main de votre fille. L'autorité paternelle mérite d'être secondée par les Loix, ainsi qu'elle est fondée sur la nature : J'en suis convenu mille fois. Loin de rien retrancher à ce principe, dans mes discours, j'ai montré par-tout, ma douleur de m'en être écarté, par ma conduite. Ce que j'attaque, ou plutôt ce que les Loix détruisent, c'est l'abus de cette autorité ; c'est le despotisme inflexible ; c'est l'inique tyrannie. Direz-vous que toutes ces choses méritent nos respects, parce qu'elles sont autant de moyens de contenir & de réduire les hommes ? Oui ; c'est ainsi

qu'on les réduit à n'être rien, qu'on les déshonore, qu'on les perd.

« Mais les mœurs, vous écriez - vous, quel exemple pour elles, si la voie que vous avez prise, mene au succès ! » La voie que j'ai prise pour me rendre coupable, mene au malheur : je ne l'ai que trop éprouvé. La voie que je prends pour réparer ma faute, doit mener au succès : & j'y compte. Retracerai-je ici tous mes maux ? Vous avez fait lancer sur moi des décrets : vous m'avez obligé de fuir en pays étranger : vous m'avez fait exiler pour vingt ans de ma patrie : vous m'avez déchiré dans huit mémoires, & diffamé dans cinq Tribunaux : vous m'avez enlevé une forte (d) portion de mes biens. Ce que j'ai eu de fatigues à supporter, d'affronts à dévorer, de sacrifices à faire, ne se peut rendre. Ma fortune, mon état, ma tête, mon honneur, tout a été compromis, attaqué. Je ne vois pas ce qu'une faute ainsi traitée, peut avoir de séduisant & de contagieux. Mon exemple n'apprendra point à commencer par une faute, pour forcer un pere à donner sa fille. Mon exemple apprendra qu'en commençant de la sorte, il est des peres dont on ne l'obtient jamais, &

(d) C'est depuis les sommations respectueuses de Mademoiselle de Monnier, que son pere m'a fait payer les 20000 liv. de dommages & intérêts, que le Parlement de Besançon lui avoit adjugées. Cette somme ajoutée à celle de plus de 100000 liv. que ce procès me coûte en frais depuis huit ans, a porté un échec considérable à ma fortune.

qu'on gémit long-temps dans l'infortune, avant le terme où les Loix la donnent.

Quand vous dites que les Magistrats ne sont pas faits pour juger ces sortes de causes, comme le peuple; que ce n'est point à eux à partager le penchant, qui entraîne la multitude à favoriser les passions des hommes; je vois votre art; & il est bon que chacun le voye comme moi. Vous voudriez tourner contre nous-mêmes, les suffrages & l'intérêt que le public nous accorde. Vous faites plus; c'est en flattant nos Juges sur leur vertu, que vous tentez de les tromper sur leurs devoirs. C'est leur montrer peu d'opinion de leurs lumieres; c'est leur donner peu d'estime pour votre cœur. Allez, Monsieur: l'artifice ne les séduira pas. Ils sauront tout aussi bien démêler les temps, que vous avez su les confondre. C'est parce qu'en effet, ils ne doivent point favoriser les passions des hommes, qu'ils ont déjà puni les miennes, & que bientôt ils puniront les vôtres: que déjà ils ont vengé vos droits, & que bientôt ils vengeront les miens. Cessez donc de me prêter, à l'époque de ma foiblesse, un plan de mariage, que je n'eus point. Cessez aussi d'attaquer aujourd'hui ce plan, que, depuis ma foiblesse, j'ai dû former. Cessez enfin de présenter comme l'odieux succès d'une faute, ce qui est le légitime prix d'un devoir.

Eh! quel devoir; grand Dieu! Plus on examine qui vous êtes, moins on comprend que ce soit vous qui m'empêchiez de le remplir. C'est, si nous changions de rôle, vous & moi, qu'on n'auroit qu'une scene ordinaire. La défaite de votre fille & l'inconstance, qui ne suit

que trop ces fortes d'avantages, m'auroient détaché d'elle. Mais son pere, justement irrité, eût tonné contre un traître, qui manquoit à l'honneur. Ces gémissemens paternels auroient retenti au fond des ames. Loin de-là; c'est un pere qui s'applique, de tout son pouvoir, à perdre le seul homme, qui puisse la sauver. Non, Monsieur : vous ne nous perdrez pas.

J'en jure par la religion que vous invoquez, lorsqu'elle vous condamne : par l'honneur que vous réclamez, lorsqu'il parle si haut contre vous : par les Loix que vous citez, lorsque toutes s'expliquent en ma faveur. Consacrer, en leur nom, les passions des peres injustes : dépouiller un sexe foible du secours qu'elles lui rendent : leur faire exiger des aveux, dont elles dispensent : leur faire déclarer nuls, des mariages, qu'elles tiennent pour valables : leur faire permettre ce qu'elles défendent, & rejeter ce qu'elles adoptent : & en être pourtant, le dépositaire, le ministre; ce sont là, Monsieur, de grands torts.

Montrerais-je tous ceux qui s'y joignent. Vous avez entassé sophismes sur sophismes, paradoxes sur paradoxes, sans que les raisonnemens ni les preuves ayent rien pu sur vous, parce que c'est dans votre volonté, que sont vos erreurs. Plus vous avez bouleversé les Loix, les Auteurs, les Arrêts & les faits, plus vous vous êtes interrompu, pour vanter vos scrupules & crier contre nous, au mensonge. Vous avez essayé d'obscurcir & de troubler nos Juges, par un choc indécent de démentis adressés & rendus. Vous avez compté me rendre odieux, par la nécessité

où j'étois, de vous répondre d'odieuses vérités. Vous avez cru que, pour soupçonner un Magistrat de votre rang, de tant d'infidélités, il faudroit presque autant de courage, que pour les commettre. Vous avez associé, par l'appât de votre succession, plusieurs parens à vos vengeances. Vous m'avez fait, tout ce que vous voudriez que je fusse. Vous vous êtes fait, tout ce qu'il est prouvé que vous n'êtes pas; car, ni les crimes que vous me prêtez, ni les vertus dont vous vous parez, n'existent. Cause affligeante, où l'on ne fait ce qu'elle excite le plus, de la pitié ou de l'indignation!

« C'est moi, vous crioit votre fille (e), qui
 » ai engagé les domestiques aux messages, qui
 » ai provoqué nos rendez-vous de nuit, qui ai
 » combattu & vaincu le courage de Valdahon
 » à y manquer ». Les lettres rapportées, les interrogatoires subis, les témoins entendus, les Jugemens prononcés, tout vous prouvoit ces faits, & vous les niez; & vous dites que, s'ils étoient vrais, ils prouveroient qu'elle fut séduite, *jusqu'à surmonter en audace, la licence la plus effrénée, jusqu'à donner des leçons de libertinage, à un Militaire qui le professoit, jusqu'à surpasser en impudence, la prostitution même.* C'est-là, Monsieur, opposer l'injure à la preuve.

Quant aux injures, je les néglige. Imputez-moi des voies obscures & basses (f). Appelez-moi

(e) Mémoire de Mlle. de Monnier.

(f) Mémoire adv. page 76.

un ambitieux suborneur. Nommez-moi un Ravisseur aussi coupable par mes procédés, que par mes sentimens. Reprochez-moi de vous déchirer, chaque jour, le cœur en barbare. Traitez-moi de vipère qui vous déchire le sein. Traitez-moi d'homme infâme, moi, qui n'avois qu'à commettre une infamie, pour vous appaiser. Car, si l'abandon de votre fille m'eût fait mériter vos outrages, vous les cessiez. Cessez-les, continuez-les, redoublez-les, ce n'est point là ma Cause. Vos clameurs ne nous rendront, ni vous plus intéressant, ni moi moins à plaindre. Quant aux faits, c'est autre chose.

Vous avez dit que j'étois le neveu d'un homme condamné à mort : & cet homme n'étoit point mon oncle. Vous avez dit que j'étois le parent d'un autre homme aussi condamné : & cet homme n'étoit point mon parent. Vous avez dit qu'une amende envers le Roi notoit mon pere : & cette amende n'a point noté mon pere. Vous avez dit que les Lettres, où le Roi l'a formellement déclaré, n'étoient point enregistrées : & quand vous l'avez dit, elles l'étoient ; & j'ai la preuve que vous saviez qu'elles l'étoient. Vous avez dit qu'on avoit dépouillé mon pere de son Office, par une suite de l'Arrêt de Dijon : & avant cet Arrêt, mon pere avoit vendu son Office. Vous avez dit qu'on avoit rayé les qualités de mon pere, par Ordonnance ou par Arrêt : & ni Arrêt ni Ordonnance n'a rayé à mon pere, ses qualités. Vous avez dit que les Juges avoient vu un rapt de séduction dans ma faute, mais qu'ils avoient bien voulu me remettre les

peines de la Loi : & les Juges n'ont point vu de rapt dans ma faute ; ils y ont vu un commerce illicite avec votre fille, une insulte grave envers vous ; & ils m'ont infligé les peines de la Loi. Vous avez dit que j'avois signé à votre fille une promesse de mariage, dans sa minorité : & je n'ai point signé à votre fille une promesse de mariage, dans sa minorité.

Savez-vous, Monsieur, ce que signifie ce rebutant amas de faits faux ? Il signifie que, me défigurer par des traits si étrangers & si difformes, pour me rendre indigne de votre fille ; c'est convenir, qu'en me laissant tel que je suis, je ne vous paroïs à vous-même, que trop digne d'elle. Il signifie qu'une cause, qui a besoin de moyens si répréhensibles, leur ressemble. Ils sont l'aveu, ils sont la preuve de toute la justice de la mienne. Je ne voudrois, pour la gagner, que vos Mémoires. Pourquoi mettre à ma charge la suppression des miens, au Parlement de Besançon, quand vous savez qu'ils n'y ont été supprimés, que parce qu'un Contumax n'avoit point eu le droit d'en faire ? Mais ceux que j'ai faits au Conseil, l'ont-ils été ? Les trouva-t-on, pourtant, sans force ? Etoient-ils sans chaleur ? Ils avoient celle que toutes les ames droites aiment & partagent, parce qu'elles sentent qu'on ne la prise, qu'au foyer de l'honneur. Toujours renfermé dans les bornes d'une défense légitime, je n'ai point excédé le droit, qu'a tout honnête-homme de lutter avec vigueur, contre quiconque s'efforce de l'abattre. C'est un droit qu'en aucun temps, qu'en aucun lieu, aucune puissance ne

peut ravir à aucun homme. Aussi, de ce que mon devoir est de réclamer contre vous, l'alliance de votre fille, je ne vois pas qu'on en puisse conclure, que mon devoir soit aussi, de vous livrer ma réputation. Vous nous menacez perpétuellement de nous priver, si ce mariage a lieu, de ce que vous devriez nous donner. Laissez-nous donc, du moins, ce qui est à nous, notre honneur. Ou, si vous essayez de m'arracher un bien si précieux, trouvez bon que je le défende, que je vous résiste, & qu'évitant, de deux grands maux, le pire, j'empêche du moins, que le plus inflexible des peres, n'ait le gendre le plus déshonoré. Car, Monsieur, que vous soyez inexorable, la Loi y remédie, en me donnant ce qu'il dépend d'elle que j'obtienne. Mais quand vous me peignez sous des couleurs fausses, quand des faits controuvés m'avilissent, c'est moi seul qui peux y mettre ordre.

Voilà le but de mes Ecrits. C'est en n'imitant point les vôtres, qu'ils l'atteignent. Sinon, ce seroit vous & non pas moi, qu'ils justifieroient. Aussi, jamais épisode étranger à ma Cause ne l'a compromise. Jamais mensonge n'a profané ma plume. Eh! de quels mensonges aurois-je eu besoin, dans un Procès, où l'on ne peut dire ce que la Vérité nous offre de plus affreux, de vos plans, de vos moyens, de votre but. Pour avoir détesté mon pere, vous avez juré ma ruine. Pour avoir juré ma ruine, vous avez sacrifié votre fille. Pour avoir sacrifié votre fille, vous avez traité comme elle, la raison, l'équité, les Magistrats & la conscience.

Vous avez même, le croira-t-on! repris vos preuves chez ces témoins, qui, n'étant tous que les échos des ouïs-dires, semés par vous-même, ont fait rendre les jugemens qui m'absolvent & vous condamnent: en sorte que vous voilà convaincu de colomnie, par le seul fait. Et si je quittois actuellement le caractère d'accusé, pour revêtir celui d'accusateur, j'aurois raison de cette masse d'invectives & d'impostures.

Mais, Monsieur, pour ne pas vous poursuivre criminellement à mon tour, dois-je me taire? dois-je craindre d'armer la vérité, d'autant de force, que vous en prêtez au mensonge? Non, non: L'invective & la preuve, sont deux choses très-différentes. L'une est horrible à prononcer: l'autre est nécessaire à produire. Car le temps des ménagemens est passé. Des devoirs remplis ont fait place à d'autres. N'ayant plus rien à faire pour vous toucher, j'ai dû tout faire pour vous confondre. J'ai dû ramener la fierté dans mon ame, & la force dans mes discours. Il seroit trop étrange que vous profitassiez du partage inique de vos licences & de ma retenue, de vos témérités & de mes craintes, de vos paroles & de mon silence. C'est bien assez du double gain que déjà votre écrit a tiré, des sentimens factices qu'il annonce, & des cruautés trop réelles dont il est plein. Vous n'y parlez que de tendresse pour votre fille: vous l'appellez votre fille chérie: vous l'aimez. (g) Où sont les preuves de votre amour pour elle? Où sont les voiles que vous avez jettés sur sa faute?

(g) Mémoire adv. page 2.

Quels soins avez-vous pris, pour l'aider à lever les yeux ? Quand avez-vous partagé ses larmes ? Par quelles caresses l'avez-vous soulagée du poids du remords ? Vous l'aimez ! Quelle amitié ! qui la désespère, qui la déshonore, qui la tue. Que feriez-vous donc, si vous la haïssiez ? Ou pourquoi toutes ces expressions d'amour sur les levres, quand votre cœur est, tout, à la haine ? Pourquoi gémir des maux que vous lui faites ? Pourquoi vous attendrir sur les supplices que vous lui infligez ? Avez-vous cru changer par-là ses plaintes en murmures, & lui ôter jusqu'au droit de jeter un cri ? Ou avez-vous compté joindre l'honneur de la sensibilité, à la satisfaction de la vengeance ?

Si pourtant fille mérita d'être aimée d'un pere, c'est celle qui a couvert un moment de fragilité, par une vie toute marquée du sceau d'une austere sagesse. C'est celle qui a montré, dans de grands malheurs, la patience nécessaire pour s'y soumettre, & le courage qu'il lui falloit pour s'en délivrer. C'est celle qui, conciliant la fermeté & le respect, vous a obéi avec dignité, & vous résisté sans indépendance. C'est celle qui, fixée sans cesse à un seul objet, n'a connu ni l'inconstance ni l'infidélité, & qui, plus honnête dans sa passion, qu'on ne l'est souvent dans le mariage, a presque imprimé à sa faute, les caracteres de la vertu. Quelle sincérité dans ses regrets ! Quelle douceur dans ses tourmens ! Quel courage & quelle suite dans ses procédés ! Quel empire sur elle ! Que de perfections, fille touchante, vos désastres vous ont fait acqué-

rir? Oui, vous trouvez dans les persécutions de votre pere, une dot plus belle que dans ses richesses : & vos vertus valent bien ses trésors.

Où est l'homme, où est l'ennemi, que tant & de si rares qualités n'auroient point fléchi? Se peut-il qu'elles ne fassent qu'irriter & qu'aigrir un pere! Eh! oui sans doute: voilà jusqu'où la haine d'un pere doit aller, dès qu'étant pere, il peut haïr. Qu'on réfléchisse à ce qu'il faut d'endurcissement & de barbarie, pour écraser, de ses propres mains, son enfant; pour étouffer dans le fond de son cœur, ces cris puissans qui s'élèvent, à chaque heure des nuits & des jours, en faveur d'une victime si chere : & l'on verra que le plus acharné, comme le plus coupable de tous les ennemis, c'est un pere.

Mais, ce qui met toute patience à bout, c'est que vous osiez travestir le sentiment qui vous domine, en une victoire remportée sur vous-même. Hors d'état de nier que c'est vous, qui perdez seul votre fille, vous vous applaudissez de la perdre. (h) « Si l'on demande, dites-vous, ce que deviendra ma fille, je demanderai à mon tour, ce que deviendront les loix. Je demanderai si l'intérêt commun ne doit pas prévaloir, sur l'intérêt particulier ». Que j'ai de joie, que ce trait vous soit échappé! Il décele, il trahit votre ame; &, en comptant s'envelopper sous le voile d'homme public, l'homme intérieur s'est montré tout entier. Quel patriote, que la France blâme & condamne! Quel héros, que ses pas-

(h) Mémoire adv. page. 86.

sions subjuguent! Celui dont vous prenez le masque, l'austere Brutus, maintint du moins, les loix de son pays, en tuant ses fils; vous, c'est en violant celles du vôtre, que vous immolez votre fille.

Quels égaremens! que d'excès! & cependant ils sont vos titres. Vous comptez m'avoir fait trop de maux, pour qu'on veuille nous rapprocher par aucun lien. Vous vous flattez qu'on ne rendra jamais gendre & beau-pere; deux ennemis si déclarés. Mais; Monsieur, je ne suis point votre ennemi. Je n'ai point pour vous de haine. Vous m'avez trop fait voir tout ce que ce sentiment a d'affreux, pour que je le partage jamais. Car vos exemples m'ont servi de leçons. Je vous dois aussi quelques vertus. Mes calamités, grace à vous, ont enchaîné mon ame au devoir. Je vous le répète donc, je ne vous hais pas; je vous plains; je vous pardonne; & je gémis des avantages que j'ai eus à reprendre sur vous, dans une cause, où j'avois eu avec vous, tant de torts. Pour vous, Monsieur, que vous me haïssez, je m'en étonne peu. Je conçois votre ressentiment, c'est sa durée, ce sont ses effets qui révoltent. Car d'ordinaire, le pardon s'achete à moins de frais, que je n'en ai fait, sans l'obtenir. D'ailleurs du pardon, à vos emportemens, la distance est grande. Au reste, je ne vous demande point de l'amitié. Mais je demande justice aux loix. Leurs Ministres seroient injustes, si l'excès même de votre haine caufoit vos succès & ma perte. Ce seroit de leur part, assigner un prix au mal, une peine au malheur.

Mes

Mes malheurs, au contraire, serviroient ma cause, si, moins bonne en elle-même, elle eût eu besoin que des considérations influassent sur sa décision. Car, voyez quels intérêts vous avez liés à l'événement de cette affaire. Mon état, ma fortune, mon honneur, tout ce que je suis en dépend. Si je la perds, je suis perdu moi-même. Je le suis, sur-tout, si vos écrits subsistent. Je n'aurai plus qu'à regretter l'échafaud, où vous vouliez me porter, il y a huit ans. Je regarderai comme le plus malheureux de mes jours, celui où l'on vous refusa mon sang. Le sang d'un homme n'est qu'un instant à couler. Cet instant est-il comparable à l'horreur d'une vie traînée dans les tourmens de l'infamie ? Il faudra que je quitte mon Corps. Il faudra que je quitte la France. Que deviendrai-je ? Où m'exileraï-je ? La Terre entière n'aura plus pour moi d'asyle. A quelles Contrées du monde pourrai-je dire : « Si j'erre parmi vous, je dois cet » Anathême à la meilleure des actions de ma » vie. J'ai voulu rendre l'honneur à une fille, » qui m'avoit trop aimée. Ce désir vertueux m'a » perdu. Les Tribunaux m'en ont puni ». Je paroîtrois, par cette plainte, cacher mes crimes & blasphêmer mes Juges.

Je l'avoue donc : Quand je mesure l'abîme, où me plongeroit la perte de ma cause, je m'épouvante : je frémis : & les cris d'un homme souffrant & humilié, ne sont point ceux, que poussent contre lui l'orgueil & la haine. Mais aussi, quand j'ouvre les loix qui me protègent, quand je vois quels Magistrats vont me juger,

quand j'envisage combien mon droit est sûr ; l'espérance renaît dans mon cœur , je deviens calme , & n'ai plus que la crainte de leur avoir dit , trop long - temps , des choses trop connues.

Pour vous , Monsieur , c'est ce long - temps qui vous rassure. Vous avez employé huit années entières à ma ruine. Vous la méditez chaque nuit. Vous y travaillez chaque jour. Vous ne désesperez même pas de mettre à profit , jusques dans le sein des Tribunaux , cette formidable maxime , « que la persévérance est plus souvent la mere des grands succès , que la justice ». Delà , votre infatigable opiniâtreté à me poursuivre. Delà aussi , votre confiance dans l'instabilité de cette faveur publique , qui me consolait tant de fois. Car , le peuple la retire , comme il la donne , se refroidit par le seul temps , & change uniquement pour changer. Qu'il ait cessé de prendre part à la destinée de deux êtres , aussi peu considérables que votre fille & moi ; que le sort de nos affections réciproques ne le touche plus ; cela peut être. Les intérêts de cœur , si profonds pour ceux qui les éprouvent , n'en excitent guere dans autrui. Mais , ce qui n'est point au pouvoir du Temps , mais , ce à quoi l'inconstance populaire ne sauroit nuire , c'est la Vérité , c'est la Justice , c'est l'Humanité , c'est l'Honneur , ce sont , aussi , les respectables Loix du Mariage , le droit sacré de le former , les sublimes devoirs qu'il impose. Ces grands objets , compromis dans ma Cause , en font une Cause publique. Les passions qui l'ont fait

naître, s'éteindront & seront oubliées, ainsi que ceux qui les ont eues. Car c'est l'ordre de la Nature, que les enfans des hommes se succèdent & disparoissent. Mais ce seroit troubler cet ordre, & attaquer Dieu dans ses œuvres, que de porter atteinte à des Loix, éternelles comme Lui-même.

DE VALDAHON.

LETTRE de M. LOYSEAU DE MAULEON,
A Monsieur DE VALDAHON.

VOICI, mon cher Valdahon, le Mémoire que j'ai fait pour vous dès l'hiver dernier. Je suis fâché que votre adversaire vous ait mis dans le cas de vous en servir si tard. Mais enfin, vous touchez au terme de vos souffrances. Mon zèle à vous défendre, vous est un sûr garant des sentimens d'estime & d'amitié que je vous ai voués pour ma vie.

LOYSEAU DE MAULEON.

6 Novembre 1770.

L E CONSEIL SOUSSIGNÉ, qui a vu le Mémoire ci-dessus, EST D'AVIS que, d'après les moyens déduits dans ce Mémoire, M. de Monnier doit être débouté de sa demande en opposition au Mariage de Mademoiselle de Monnier sa fille.

Délibéré à Paris, le 7 Novembre 1770.
Signé *PIALES.*



RÉPONSE

DE Mademoiselle DE MONNIER,

A Monsieur DE MONNIER, son Pere.

MON pere, j'oserai vous répondre. Ce seul mot accroit déjà l'indignation dont vous m'accablez depuis si long-temps. Votre inflexible cœur ne va trouver dans cette action qu'une indocilité qui l'irritera. Le mien en est déchiré : ma main tremble ; mais le devoir la guide : pourquoi faut-il que j'aie à choisir entre vous & lui ?

Livrée depuis sept ans, dans un cloître, aux regrets & à l'ignominie, j'espérois de ces sept années de malheurs, qu'elles m'épargneroient celui-ci. Dès le lendemain de ma faute, vous m'ordonnâtes de vous suivre aux Tiercelines de Dole. Quels jours j'ai passé parmi elles ! Des pleurs amers, de mortelles allarmes, d'odieux combats, des songes inquiets, de plus affreux réveils, ces défaillances pires que les tourmens, tout ce qui peut par sa force ou par sa durée, racheter les torts de l'amour, je l'ai senti dans le plus profond de mon ame. En ai-je murmuré ? M'est-il échappé quelques plaintes ? Non, mon pere ; je n'ai rien oublié de ce que peuvent faire la patience, la soumission, le courage, le repen-

zir ; j'ai mérité l'attachement de mes compagnes ; la Supérieure & les Professes m'ont accordé de l'intérêt & des bontés : si nulle d'entr'elles ne m'a pu consoler , toutes m'ont plaint. C'est ainsi que j'ai employé à honorer mes souffrances par quelques vertus , ce même temps que vous faisiez servir à répandre par toute la terre vos mémoires & mon opprobre.

Sans vous , mon pere , Paris , la Cour & les Provinces n'eussent point été fatigués tant de fois de ma malheureuse aventure. Ce n'est pas que je vous en fasse des reproches : je n'en ai ni l'envie ni le droit. Quelqu'affligeant qu'il ait été pour votre fille que sa honte fût votre ouvrage , j'ai respecté des coups portés par la main paternelle. J'ai fait plus que de m'y résigner : j'ai tenu de ma volonté la portion de mon châtimement qui n'a pas été la moins rude. Je me suis interdit toute espece de relations avec l'objet de mes vœux : ni confidence , ni manéges , ni lettres , ni messages. Je me suis remise de ses intentions à sa foi. Non-seulement j'aurois appréhendé que mes soins pour m'en instruire ne compromissent mon Monastere ; j'ai voulu qu'une extrême licence fût punie par une contrainte extrême. Dans ces jours même de désastre & de crise où vous en vouliez à sa vie , désespérée de l'aspect sous lequel vous présentiez les faits , j'ai concentré mes perplexités au-dedans de moi-même. La voix publique a seule percé les murs de mon cloître , pour m'apprendre que ses Juges l'avoient sauvé de vos poursuites. J'avois souffert mille supplices dans le silence : c'est aussi

dans le secret de mes pensées que j'ai béni le Ciel de la justice des hommes. Voilà, mon pere, mes sacrifices & ma conduite jusqu'au jour qui m'a rendu majeure.

A ce moment, les Loix vous ont délivré du soin de ma destinée, & m'ont donné la liberté de me marier enfin selon mon cœur. Alors ce n'a plus été vos refus que j'ai crains. Mais, le dirai-je ? j'ai crainct ceux de l'homme que j'aimois. Cet homme que vous aviez peint des plus noires couleurs ; ce *monstre*, ce *scélérat*, qui, disiez-vous, ne s'étoit jetté dans mes bras que pour vous, me gardoit-il des sentimens que tant d'hommes, sans passer pour scélérats ni monstres, rejettent, quand ils ont triomphé ? Les vexations du pere l'avoient-ils détaché de la fille ? Je flotfois dans ces incertitudes, quand j'en reçus non une lettre ; eh ! que m'eût fait la plus tendre des lettres ? Des sermens si déplacés eussent augmenté mes doutes. Mais j'en reçus ce qu'il pouvoit m'envoyer de plus précieux au monde, la formule de la publication de nos bans. Elle étoit signée de son nom ; je la baignai de mes larmes & y plaçai le mien. Vainement je tentai tout pour vous fléchir. Il fallut que je vous adressasse des sommations respectueuses.

Je ne prévoyois guere la nouvelle scene que vous alliez donner encore au public. Vous avez formé opposition à mon mariage ; vous avez été assigné au Bailliage de Dole pour *voir dire* qu'il seroit passé outre à la célébration : vous avez évoqué l'instance aux Requêtes du Palais. Nous y avons obtenu un Jugement par défaut,

qui vous a débouté de votre opposition : vous avez appelé de cette Sentence au Parlement de Besançon. Tel est l'exposé vrai de vos rigueurs & de la procédure.

Ce n'est pas tout : vous avez appuyé cette procédure par un Mémoire, marqué au même coin qui a toujours caractérisé vos écrits sur cette triste affaire. Les deux motifs que vous y faites valoir pour ne point consentir que je m'unisse au sieur de Valdahon, font qu'en homme instruit vous ne le pouvez point ; qu'en homme d'honneur vous ne le devez point.

Il n'est, dites-vous d'abord, qu'un séducteur, que les Ordonnances du Royaume empêcheroient de s'allier à ma fille quand j'y consentirois. Il n'est, ajoutez-vous, qu'un homme indigne par lui-même & par les siens, d'entrer dans une famille aussi irréprochable que la mienne. Plût à Dieu, mon pere, qu'elle le fût ! je serois moins dévorée de remords. C'est pour les faire taire, que je vous conjure de m'entendre : & si je n'obtiens point de votre amour que vous approuviez cette alliance, je convaincray du moins votre raison & mes Juges : premièrement, qu'en homme instruit vous le pouvez : secondement, qu'en homme d'honneur vous le devez.

Plusieurs s'offenseront peut-être de voir votre fille vous combattre. C'est le sort de tous ceux qui ont commis des fautes graves, que les tentatives même qu'ils se doivent pour les effacer, font scandale. Aussi je ne demande ni indulgence, ni faveur. Je ne réclame que l'équité publique. Mes torts n'autorisent dans personne celui d'être

injuste. Si l'on ne l'est pas, on reconnoîtra qu'il existe pour moi trois autorités respectables, celle d'un pere, celle des Loix, celle de l'honneur : que si le premier de ces trois pouvoirs s'oppose à mes droits, le second me les assure ; le troisieme me défend d'en faire le sacrifice ; & ces deux-ci me sont garans que ma résistance à l'autre est plutôt une vertu, qu'une injure.

P R E M I E R E P A R T I E.

« En homme instruit, je ne puis consentir à
» votre mariage ». Voilà, mon pere, votre
premiere proposition : & voici vos moyens.

Vous dites d'abord que l'Edit de Henri II de 1556 oblige les filles, même majeures, d'attendre le consentement de leurs pere & mere. Je réponds que l'Edit de Henri II de 1556, dispense les filles majeures, d'attendre le consentement de leurs pere & mere. C'est sur le texte de cet Edit qu'il faut nous juger. Le voici.

« Voulons que les enfans de famille ayant
» contracté & qui contracteront mariages clan-
» destins contre le gré au desû de leurs peres
» & meres, puissent, pour telle irrévérence &
» ingratitude, être par leursdits peres & meres,
» & chacun d'eux, exhérédés & exclus de leurs
» successions ». *Néanmoins n'entendons, ajoute
cet Edit, comprendre les mariages qui auront été
& seront contractés par les fils excédant l'âge de
trente ans, & les filles ayant vingt-cinq ans ac-
complis, pourvu qu'ils se soient mis en devoir de
requérir l'avis & conseil de leursdits peres & meres,*

L'Edit ajoute enfin, « ce que voulons aussi être
 » gardé pour le regard des meres qui se re-
 » marient, desquelles suffira requérir leurs con-
 » seils & avis; & ne seront lesdits Enfans
 » audit cas tenus d'attendre leur consentement ».

Vous êtes le seul qui ne voyez pas que cet Edit prononce en termes formels, que tout homme âgé de trente ans, & que toute fille âgée de vingt-cinq, n'ont plus besoin de consentement paternel & maternel pour se marier; qu'il leur suffit de requérir cet aveu; qu'il n'est pas nécessaire qu'ils l'attendent; que dès qu'ils l'ont requis, leurs parens, loin de pouvoir empêcher leur mariage, ne peuvent pas même les en punir par l'exhérédation. Voilà, mon pere, la décision précise de cette Loi.

Qu'en résulte-t-il pour ma cause? Il en résulte qu'ayant vingt-cinq ans accomplis, & désirant d'épouser un homme qui en a trente, il ne m'a fallu, pour m'exempter de l'exhérédation, que vous demander votre aveu, sans que j'aye été obligée de l'attendre. Cette application de l'Edit à l'espece présente est si simple, qu'il ne faut être ni Jurisconsulte ni Magistrat, pour la sentir. Vous pourtant, qui êtes l'un & l'autre, vous vous prévalez contre moi du propre Edit qui me protege & vous condamne. Il est clair que cet Edit n'astreint les fils de trente ans & les filles de vingt-cinq, qu'à requérir un consentement, qu'il les dépense, par cela même, d'obtenir. Dire qu'il leur suffit de le demander, c'est bien dire qu'ils n'ont pas besoin de l'avoir. Et vous, pour m'obliger d'attendre votre aveu,

vous m'objectez l'Edit même qui m'autorise à ne l'attendre pas. Et vous , pour m'empêcher de me marier à l'objet de mes affections, vous m'opposez une Loi qui ne vous permet pas même de m'exhérer, si je l'épouse.

D'où donc tirez-vous votre interprétation ? De je ne fais quelle équivoque qu'il vous plaît d'élever sur ce qu'après avoir parlé des meres remariées , dont le consentement doit être aussi requis , l'Edit ajoute que *leurs enfans ne seront point tenus de l'attendre*. « Si c'est, dites-vous, » des meres remariées qu'ils ne doivent point » l'attendre, ils doivent donc l'attendre des » autres ». Quelle erreur ! quel contre-sens ! Comme si l'Edit portoit qu'il n'y a que les meres remariées , dont ils ne dussent pas l'attendre : comme si , au contraire , l'Edit, après avoir déclaré qu'il falloit le requérir & des peres & des meres , & même des meres remariées , n'entendoit pas que l'on fût , à trente & vingt-cinq ans , dispensé de l'attendre d'eux tous. Si en effet des fils & des filles de trente & vingt-cinq ans n'avoient pas cette dispense , que deviendrait l'exception portée dans l'Edit en faveur de cet âge ? Cet article n'auroit aucun objet , ne signifieroit rien, seroit absurde.

« Mais pourquoi cet article a part sur les meres remariées » ? Pourquoi ? La raison en est simple. Comme les veuves qui se remarioient étoient déchues de tous leurs privilèges & droits dotaux , leurs enfans auroient pu se croire autorisés à ne se pas comporter envers elles , comme envers les meres restées veuves : ce qui n'eût

pas été juste ; car le second mariage qu'elles contractent, ne leur ôtant pas le titre de meres, ne doit par conséquent point dispenser leurs enfans du respect filial. Mais en conclure, comme vous faites, qu'il n'y ait que l'aveu des veuves remariées qu'on puisse négliger, & qu'il faille attendre celui des autres, cette conséquence, ridicule en elle-même, est manifestement opposée tant à l'esprit qu'au texte de la Loi.

Cet Edit veut que nous consultations avec soumission nos parens sur nos mariages. Mais il veut aussi que nos parens n'abusent point de leur pouvoir sur nous. Il concilie avec les droits des peres, ceux des enfans, en prévenant l'abus qu'il y auroit de donner aux uns trop d'empire, & de laisser trop de liberté aux autres. En un mot, il fait accorder les obligations du fils avec la liberté de l'homme. Et vous, mon pere, vous voulez rendre l'homme un éternel esclave de l'injustice & de la tyrannie. C'est-à-dire que vous travestissez en un instrument de malheur & de trouble, une loi sage, & faite pour être dans la société une source de paix. C'est-à-dire, que des maximes qui tirent leur origine du droit de nature, que des maximes adoptées & établies par les meilleurs Législateurs, consacrées par tous les Tribunaux, célébrées par la reconnaissance des familles, & par un suffrage universel, vous les arrachez du livre des loix, pour y substituer ce que vous auriez le désir d'y voir. Et parce qu'elles n'offrent aucune prise à vos desseins, vous les défigurez, vous les changez, vous vous jouez de leur texte &

de mes droits, comme de mes maux. Ah ! si de haut du Tribunal où le Prince vous a fait monter pour présider une de ses Cours, vous entendiez quelqu'artificieux Orateur dénaturer à ce point l'Edit de Henri II, & faire servir aux ressentimens d'un pere, une loi toute faite pour les calmer, que penseriez-vous, mon pere, de l'argument & du sophiste ? Et parce que vous voilà descendu de votre siege, pour vous placer au rang des Parties, il faut que vous en partagiez l'aveuglement & les passions ! Eh ! qui vous forçoit d'altérer un Edit si étranger à l'objet présent, puisque ce n'est pas de savoir si vous pouvez me priver de votre succession, mais de savoir si vous pouvez empêcher mon mariage, qu'il est question ?

J'en dis autant de cette loi Romaine que vous m'opposez encore, quoiqu'il ne s'y agisse non plus que du droit d'exhérer. Cette Loi porte, « que si une fille a préféré de mener une vie » licencieuse, à recevoir l'époux que lui destinoit son pere, cette conduite autorise celui-ci à l'exhérer ». Et vous trouvez dans cette Loi, que *l'unique raison qui autorise une fille à se marier contre le gré de ses parens, c'est s'ils ont différé de l'établir*. L'intérêt que vous avez de prêter à cette Loi une décision si bisarre, c'est d'en conclure que l'offre que vous me fîtes, il y a huit ans, d'épouser le Marquis de Berfaillin, m'ôte aujourd'hui la faculté de me marier à Valdahon, sans votre aveu. Où voit-on donc que le droit qu'a une fille mineure de refuser sa main à qui ne lui plaît pas, nuise au

droit qu'elle acquiert à sa majorité, de la donner à celui qu'elle aime ? Je n'aimai point M. de Berfaillin, parce qu'un autre avoit mon cœur ; & le cœur se partage-t-il ? Mais quels sentimens cet homme généreux m'inspira, lorsqu'instruit de ma foiblesse, il vint vous prier de rompre avec lui, sans me déshonorer ! Bienfait insigne ! que je n'oublierai jamais, & qui joignit la reconnoissance à l'estime que j'ai toujours eue pour lui. Vous répondîtes « qu'il n'avoit qu'à être le premier à répandre la cause de la rupture ». A ces mots, je tombai à vos pieds toute tremblante : je vous conjurai de ne pas me perdre, d'ensevelir plutôt ma faute & moi dans un éternel oubli. Mes larmes furent inutiles : ce ne fut qu'après la fatale plainte que vous avez rendue, qu'il fallut vous suivre au Couvent. Mais en y entrant, je jurai d'y trouver mon tombeau, ou de n'en sortir que pour aller, du même pas, réparer aux pieds des Autels, la réputation que vous m'enleviez. Mais, encore une fois, la Loi Romaine que vous m'opposez ne dit pas un mot du mariage : elle ne parle que d'exhérédation.

Je ne fais, mon pere ; mais cette affectation de citer si hors de propos des loix toutes relatives à l'exhérédation, me feroit croire ce qu'on publie de toutes parts, que l'écrivain de votre Mémoire n'est pas vous, mais un homme qui, si vous m'exhérédiez, recueilleroit tous vos biens. Le bruit de la Province est, que cet homme avoit promis à un Ministre de travailler à vous appaiser ; mais qu'au mépris de sa promesse,

il vous sert, ou plutôt il vous nuit, en se servant lui-même. Il a, dit-on, pesé chaque ligne de son Mémoire, au poids de vos richesses. Donnez-les lui, & qu'il se taise. Ce n'est point votre exhérédation, c'est votre colere qui m'afflige. Que me fait la perte de la fortune, si j'ai perdu votre amitié ? Que m'importe votre or, si je regagne, avec honneur, l'homme que j'aime !

« Non, jamais, vous écriez-vous, jamais cet
» homme n'aura votre main. Il vous a séduit,
» & les loix proscrivent les mariages des séduc-
» teurs. L'opposition que je forme au vôtre est
» de devoir & de nécessité. C'est un engage-
» ment qui, né d'un crime public, ne pourroit
» exister que criminel, & qui jamais, quand
» j'y donneroïis mon aveu, n'en deviendroît
» plus légitime ». Puis, vous citez l'Ordonnance
de 1639, qui déclare non valablement contrac-
tés les mariages faits avec les ravisseurs; l'Edit
de Mars 1697, qui les déclare nuls; la Décla-
ration de 1730, qui ordonne que « le procès
» sera fait & parfait à tous ceux & celles qui
» seront accusés d'avoir séduit & suborné par
» artifices, intrigues ou autres mauvaises voies,
» des fils ou filles, même des veuves mineures
» de vingt-cinq ans, pour parvenir à un mariage
» à l'insu de leurs peres & meres.... Et que ceux
» ou celles qui se trouveront convaincus dudit
» rapt de séduction, seront condamnés *à la peine*
» *de mort* ». Voilà, dites-vous, la dernière de
nos loix, où *ma fille peut lire son Arrêt*.

Quoi ! mon pere, seroit-ce ma tête que dem-
manderoit cette loi ? Seroit-ce sur votre fille

que tomberoit l'Arrêt de mort qu'elle prononce? S'il en étoit ainsi, & que je n'eusse, pour m'y soustraire, d'autre ressource que le mensonge; s'il falloit que j'optasse entre la mort & le parjure, vous m'entendriez répéter à mes Juges ce que je fus leur dire, lorsqu'en 1763 vous leur dénonçâtes Valdahon, comme un suborneur digne du supplice. Déjà le peuple, entraîné par vos cris, le croyoit voir sur l'échafaud. Les Magistrats qui ne consultent que les preuves, voulurent, avant de le juger, interroger sa complice. Je parus devant eux. Moment terrible pour un cœur honnête & coupable! Ils m'ordonnerent de leur déclarer la Vérité sous la foi du serment. Je crus entendre la voix de Dieu au nom duquel ils me la demandoient. Je déposai tout respect humain, toute feinte; & je leur dis « que c'étoit moi qui avois engagé la » Tiffot à servir ma passion; que jamais Valdahon ne m'avoit séduite; que jamais il ne » venoit auprès de moi la nuit qu'à mon invitation; qu'il y venoit seul, & sans armes; » que c'étoit moi qui lui ouvris les portes » d'entrée & celle de ma chambre ». Voilà ce que je leur avouai; mais voilà ce que je ne comptois gueres être obligée, après sept ans, de retracer encore. Combien la coupe où vous me forcez de boire est amère! La vérité de mes sermens leur fut confirmée par les témoins qu'ils entendirent, & par mes lettres que vous leur produisîtes.

Tandis qu'ils y voyoient que votre fille étoit la plus coupable, que Valdahon avoit plus cédé

qu'attaqué, que c'étoit moi qui avois indiqué, provoqué nos rendez-vous nocturnes, combattu ses refus de s'y rendre, surmonté son courage à y manquer: vous le donniez, dans vos écrits, pour un homme supérieur en l'art de corrompre, à force d'intrigues, des cœurs purs. Ensorte qu'au moyen de quelques mots pris d'une lettre & joints à ceux d'une autre, & qu'à l'aide d'interprétations, de rapprochemens, de commentaires ajoutés tous à votre système de séduction, mes lettres mêmes devenoient presque entre vos mains des preuves de son audace & de mes craintes, de ses astuces & de ma simplicité, de ses fureurs & de mes résistances. Mais, mon pere, vos fictions ne furent pas plus funestes à Valdahon auprès de ses Juges, que ma sincérité ne me le fut à moi-même. Ni vos accusations ne leur firent voir en lui un séducteur, ni mes aveux une séductrice en moi. Ils ne reconnurent entre nous aucuns des caracteres qui constituent la séduction. Ce qu'ils virent, c'est que nous étions deux mineurs, qui tous deux, brûlés du même feu qui troubla nos sens, n'avions pu ni les dompter ni nous séduire. Ils virent encore que, trop docile à ma voix, Valdahon avoit profané la maison de mon pere. C'est sur-tout ce délit qu'ils punirent par une peine pécuniaire & par une absence.

Ce Jugement du Bailliage de Dole vous révolta. Vous traitâtes ces premiers Juges avec un mépris sans exemple. C'étoit, à vous entendre, des Officiers subalternes, incapables de rendre la justice. Vous appellâtes de leur
Sentence

Sentence au Parlement de Besançon. Que de mouvemens, que de plaintes, quels efforts, combien d'écrits pour la lui faire anéantir ! Le Parlement la confirma. Aussi-tôt vous éclatez avec la même indignation, contre cet auguste Tribunal. « Il a, dites-vous, enhardi la licence, récompensé la trahison, rompu tout frein, détruit toutes les Loix, invité au crime tous les hommes ». Vous apportez au Conseil du Prince cet amas d'invectives contre l'une de ses Cours. Vous vous agitez, cherchant par-tout du crédit, des appuis. Chacun vous repousse, vous fuit. Le Conseil veut voir, fait venir les informations & les charges; & frappé de la sagesse du Jugement qui vous irrite, le laisse subsister & proscrire votre demande en cassation.

Mon pere, pouvez-vous nier ces faits ? Ils ont eu toute la France pour témoin. Dites-moi donc quelle espérance vous ramene dans les Tribunaux, toujours chargé des mêmes raisonnemens, des mêmes allégations, qu'ils ont condamnés ? Ces artifices, ces mauvaises voies, ces intrigues que vous reprochez à Valdahon sous mille faces, ne sont-ce pas des reproches déjà formés & confondus ? Le Mémoire que vous distribuez contre moi, est-ce autre chose qu'une éternelle répétition de vos premiers écrits ? Ceux-ci ne contenoient-ils pas ce grand moyen où vous semblez mettre vos complaisances, quand vous dites que mes lettres font foi que Valdahon tournoit mes vues vers le mariage ? Vous disiez, & vous le répétez, que les Ordonnances appellent rapt de séduction,

l'art employé auprès des minetirs pour les conduire à un mariage, à l'insu de leurs pere & mere. Vous ajoutez que j'étois mineure, quand je lui écrivis des lettres ainsi conçues : *Je vous promets & vous donne ma parole que tant que vous serez sans engagement de mariage, jamais aucun autre ne sera maître de ma main Je ne me suis livrée à ton amour que sous les sermens les plus sacrés Y a-t-il une circonstance plus affreuse que celle de ta malheureuse femme* D'où vous concluez que la preuve de la séduction est acquise aux termes des Loix.

Voilà donc ce redoutable argument auquel vous croyez qu'il faut que tout cede ? Permettez-moi d'abord une réflexion juste ; c'est que, si l'on devient séducteur, en jurant à un mineur, dans des lettres, qu'on veut s'unir à lui, les lettres font de moi, c'est moi seule qui ai fait le crime. Pourquoi donc le lui imputez-vous ? D'où vient cet acharnement à le charger toujours de mes torts ? N'a-t-il pas assez des siens ? Et si je lui laissois attribuer mes fautes, n'aurois-je pas celle-là de plus ?

Mais je suppose qu'il m'eût exprimé le même vœu que j'ai formé. Expliquez-moi maintenant ce que veut dire cette objection, qu'il y a rapt à s'occuper, dans la faute, du vœu d'un mariage. J'entends peu vos maximes légales & vos formes ; mais j'ai peine à comprendre comment les Loix se taisent sur les désordres que nos passions nous font commettre, pour s'élever & sévir contre les sentimens honnêtes qui s'y mêlent. Quoi ! le moyen d'être protégé d'elles, sera

qu'aucun remord ne trouble le cours de nos excès ! Si l'on songe , au milieu de ses feux , au but qui les légitime , si l'on ne perd son innocence qu'avec le désir de la recouvrer , les Magistrats indulgens pour la faute , s'armeront contre l'intention de l'expier ! C'est donc à dire que , pour se mettre à l'abri de leurs coups , il faudra ne joindre à ses égaremens actuels , aucun souhait d'un avenir plus pur , n'affoiblir les nuances du vice , par aucune ombre de vertu , s'abandonner au crime en criminel. Jusqu'ici , mon pere , j'avois cru que les Loix civiles ne pouvoient pas défendre ce que prescrivent celles de Dieu .

Dites , dites que , si un homme employoit la force ou l'adresse pour *parvenir* , car c'est-là le mot de la Loi , pour parvenir à un mariage avec une mineure , contre le gré de ses pere & mere , ce séducteur seroit puni de mort : cela doit être : l'Edit le porte. Cette Mineure ne pouvoit point disposer d'elle. Elle n'avoit point , aux yeux de la Loi , le degré de volonté nécessaire pour consentir seule. Il falloit que l'aveu de ses parens concourût avec le sien. Donc , dès qu'on n'a pu la recevoir que d'eux , l'avoir prise sans qu'ils l'aient donné , c'est la leur avoir ravié ; c'est leur avoir fait un vol dans la portion de leur propriété la plus chere : & dans ce sens , c'est un crime public. Mais , comme jamais le crime ne se présume , il faut qu'il soit prouvé pour qu'il soit puni. On exige donc , ou qu'en effet le mariage ait eu lieu , ou que , du moins , on ait surpris les deux amans occupés de démarches qui y tendoient. Des demandes , par exemple , faites

à un Prêtre dans une Eglise, ou un contrat de mariage dressé, ou des bans déjà publiés, enfin quelque fait extérieur, quelque acte matériel qui imprime au délit l'évidence dont on a besoin pour le poursuivre : de tels préparatifs sont trop réels, trop avérés, pour qu'on fasse grâce à l'homme, dont les mauvaises voies ont conduit jusques-là la mineure.

Ce n'est pas que vouloir épouser celui auquel elle s'est abandonnée, ne soit de sa part, une moindre faute, que de continuer avec lui un commerce illicite. Mais c'est qu'en se livrant à cet homme, elle n'a fait, après tout, de tort qu'à elle-même. Sa faute, toute grave qu'elle est, lui est personnelle, ne nuit point à d'autres; au lieu que son séducteur, en la déterminant au mariage, a touché au bien d'autrui, a lésé les intérêts des tiers, puisqu'il a dérobé aux père & mère de cette fille, leur dépôt & leur droit sur elle. Or la Loi, qui s'occupe moins des péchés que des crimes, ne voit dans ces alliances que le larcin fait à l'autorité paternelle, & le réprime comme une infraction à l'ordre social.

Voilà pourquoi le désir de se marier, en pareil cas, a beau être, sous les rapports moraux, digne d'une sorte d'estime; l'exécution de ce désir n'en est pas moins, sous les rapports civils, reprehensible. Non que la Loi permette ici ce que la Religion condamne. Car de ce qu'elle défend ces sortes de mariages, ce n'est pas dire qu'elle autorise la débauche. Les deux Puissances ont trop la Vérité pour base, pour différer d'intention à ce point. Seulement leurs ressorts &

leurs objets ne sont pas les mêmes. Et de-là vient que, si une fille entretient de criminelles habitudes avec l'homme qui l'a séduite, c'est au Ministre de la Religion à les faire cesser, en éclairant, en effrayant de son mieux sa conscience. Mais si elle n'y veut renoncer, qu'aux conditions d'un mariage clandestin & contraire au vœu de ses parens, alors les Ministres de la Loi, moins établis pour veiller sur la paix des consciences, que sur celle de la société, ne sauroient permettre un mariage qui blesseroit les droits paternels.

Il y a même plus : c'est qu'il est si aisé à un séducteur d'engager son amante au mariage, en lui faisant prendre le vœu de sa passion pour le vœu de l'honneur, que cette facilité même a dû rendre la défense de pareils mariages plus expresse, & le châtiment des infractions plus sévère, selon la marche de toute bonne législation, qui donne plus d'entraves aux crimes plus faciles.

Mais quand deux jeunes gens ont résisté à la pente qui les y entraînoit, quand ils ont conservé au fond de leur cœur, ou déposé dans des lettres secrètes, les sermens que le véritable honneur avoit formés, quand ils n'ont voulu s'en permettre l'exécution qu'à l'âge où les Loix les en rendoient maîtres; je demande où alors est le crime? En quoi les Loix divines sont-elles offensées, puisque ces deux coupables ont ardemment aspiré au but destiné à consacrer leur penchant? En quoi les Loix humaines le sont-elles, puisqu'ils n'ont marché vers ce terme, qu'après qu'elles leur ont permis de l'atteindre? Il me

semble que la probité qui leur a fait concevoir de tels vœux, & que le courage qu'ils ont eu d'en suspendre l'accomplissement, sont deux mérites & deux moyens qui concilient toute espèce d'intérêt. Par-là ils ont rempli ce qu'ils devoient à Dieu, à la Loi, à leurs parens & à eux-mêmes. Car, sans doute, vous ne prétendez pas que l'empire d'un pere s'étende jusqu'à marier sa fille mineure malgré elle-même. Elle a besoin de son aveu, mais il ne peut pas lui donner d'ordre. Si donc elle ne sauroit actuellement se marier sans lui, elle est maîtresse d'attendre l'heure où elle le pourra. Mais dès que cette mineure a le droit de refuser sa main à qui lui déplaît, peut-elle avoir un plus pressant motif pour exercer ce droit, que celui de la garder à l'homme qu'elle aime, disons plus, à l'homme dont son honneur dépend ?

Vous voudriez, mon pere, que l'on punit de mort dans les mineurs jusqu'à leurs discours ; car ces promesses de s'aimer toujours, ces sermens de n'être point à d'autres, tous ces propos si chers aux amans, n'ont-ils pas rempli, de tout temps, leurs conversations & leurs lettres ? Ne sont-ce pas les voiles sous lesquels ils voudroient se déguiser leurs torts à eux-mêmes ? Si l'on est suborneur à ce prix, quel homme ne l'aura pas été ? Peut-on aimer & parler autrement ? à moins de substituer aux expressions d'un sentiment tendre, le langage abject de la débauche. Si ces sermens, souvent perfides, ont été sans effet, ils ne sont rien : si l'effet qu'ils ont eu, a précédé le temps marqué par les Loix, ils sont

punissables : s'ils n'ont produit d'effet que dans leur temps & sous le sceau des Loix, ils sont dignes du suffrage des gens de bien. Et voilà quels eussent été les siens, s'il m'en eût fait. J'admire que vous veuilliez toujours infliger des peines à ce qui mérite des éloges ; que vous preniez pour les emportemens de la passion, ce qui est le sacrifice de la vertu ; que vous voyiez le crime, où tout autre verroit un devoir. Le crime seroit, je le répète, dans la témérité d'avoir fait quelques-uns de ces actes, signes sûrs d'un mariage prochain & conclu. Mais quel Prêtre avons-nous sollicité ? A quel Notaire nous sommes-nous adressés ? Où est le contrat que nous avons fait ? Où sont les bans que nous voulions faire publier ?

« Où ils sont » me répondez-vous : » & qu'est-ce, ma fille, que cet Acte que vous lui signâtes en 1767, & qui porte en termes formels, *il y a promesse de mariage &c.* En 1767 étiez-vous majeure ? Vous ne l'avez été qu'en Janvier 1769. C'est donc deux ans avant votre majorité que vous lui avez accordé cette promesse de mariage. « Vainement donc, pour le soustraire à la » rigueur des Loix, diriez-vous qu'il n'a point » été coupable de séduction, que l'Arrêt du 18 » Mai 1764 ne l'a point jugé tel, puisqu'il ne » l'a condamné ni à la mort ni à l'infamie. Son » crime, commencé dès-lors, est aujourd'hui » consommé par la date des promesses de mariage, que vous vous êtes faites l'un & l'autre » le 20 Février 1767 ».

Mon pere, ce que j'ai à vous dire me désespere. Apprenez-moi où je prendrai des termes qui accordent avec le respect que je vous dois, la réponse que je suis forcée de vous faire. Démontrer, en matiere aussi grave, une erreur plus grave encore, ce m'est une nécessité aussi douloureuse, qu'il vous sera triste de m'entendre. Mais enfin dès que l'honneur m'y force, je vous déclare que le fait que vous m'opposez n'est point véritable. La date que vous donnez à cet Acte est une date fausse. Il est faux que ce soit en 1767, temps où j'étois mineure, que jaye signé la formule de la proclamation de nos Bans. C'est une vérité matérielle & incontestable que j'ai signé cet Acte en 1769, un mois après ma majorité. Je vous prie d'écouter avec attention des détails, froids peut-être pour tout autre, mais qui sont pour vous, je vous le jure, de la plus extrême importance.

Cet Acte fut fait double par le sieur de Valdahon & par moi. Ces deux Actes furent contrôlés. Ces deux Actes furent signifiés au Curé de Dole. Ces deux Actes sont datés du 20 Février 1769. La date est sans altération sur l'un comme sur l'autre de ces deux Actes. Ils sont revêtus chacun de l'Acte du contrôle du 2 Mars 1769. Ils sont transcrits tous deux, sous la même date, dans la signification faite au Curé.

Il est vrai que le Contrôleur qui en a porté l'extrait dans les deux cahiers de son Registre, est tombé dans une erreur ou involontaire ou méditée, en leur donnant sur ce Registre la date du 20 Février 1767. Dès que vous avez su que

Les Actes étoient contrôlés, vous vous êtes fait délivrer un extrait du contrôle. Puis, armé de cette fausse date, vous avez imprimé dans votre Mémoire que Valdahon m'avoit tellement tenu sous l'empire de la séduction, qu'il m'avoit forcée de lui signer le 20 Février 1767, par conséquent dans ma minorité, une promesse de mariage.

On peut juger de notre étonnement à la nouvelle de cette fausse date. Nous en fîmes demander compte au Contrôleur des Actes. Soit que cet homme voulût réparer de bonne foi une erreur, où il étoit innocemment tombé, soit qu'il craignît les suites que pourroit avoir une infidélité réfléchie, il vous fit signifier, ainsi qu'à Valdahon & à moi, un *Dire* où il expliquoit l'erreur, vous requérant de consentir qu'elle fût redressée.

Nulle réponse de votre part. Ce silence le détermina à demander au Bailliage de Dole un jugement, qui ordonna devant le Notaire Rabusson, & toutes parties appelées, un Compulsoire du Registre & des Actes.

Nous fûmes assignés tous pour assister à ce Procès-verbal. Vous fîtes défaut: ce qui n'annonçoit pas de votre part un grand désir de connaître la vérité. Valdahon fit défaut: quant à lui il le falloit bien, puisqu'il lui est défendu de mettre le pied dans la Province. Il n'y eut donc que le Contrôleur, le Curé de Dole & moi, qui comparûmes à ce Procès-verbal.

Le Curé représenta la sommation à lui signifiée & contenant copie des deux Actes qui com-

mençoient par ces mots , *il y a promesse de mariage*. L'un portoit fait à Paris le 20 Février 1769, signé *Jacques-Marie le Beuf, contrôlé, &c.* L'autre portoit fait à Dole le 20 Février 1769. Signé *Jeanne - Antoinette - Gabrielle de Monnier, contrôlé, &c.* Ces deux Actes furent transcrits en entier sur le Procès-verbal.

Je représentai à mon tour les originaux de ces deux Actes, signés de Valdahon & de moi, datés du 20 Février 1769 & revêtus de l'Acte du contrôle de la même année.

Enfin le Contrôleur déclara que c'étoit-là les seuls & mêmes Actes qu'il eût contrôlé le 2 Mai 1769. Il fit observer que, s'il avoit contrôlé le même jour, des promesses doubles de 1767, conjointement avec celles de 1769, il y auroit quatre articles sur son Registre, tandis qu'il n'y en avoit que deux.

Ensuite ces deux Actes furent cottés & paraphés tant par le Notaire Rabuffon que par le Contrôleur lui-même, avec affirmation de sa part de n'en avoir point contrôlé d'autres. Puis ce Procès-verbal vous fut, mon pere, signifié comme à nous.

Ce sont donc deux vérités incontestables, que jamais je n'ai fait de promesses de mariage à Valdahon dans ma minorité, & que celles que nous nous sommes réciproquement faites & qui ne sont autre chose que la formule de la proclamation de nos Bans, je ne les ai faites qu'étant majeure depuis un mois.

Maintenant que vous ne pouvez plus soutenir le contraire d'une vérité de fait démontrée, hé-

hiteriez-vous un seul instant, à désavouer la portion de votre Mémoire, qui porte sur un faux? à montrer toute l'aversion que l'emploi d'un pareil moyen vous inspire? à frémir du profit que vous étiez prêt d'en tirer? Car plus on pense à la manière dont ce changement de date servoit vos plans, plus on pense qu'il vous importe de vous rétracter hautement. Sans cette date, en effet, qu'aviez-vous à dire de nouveau? Cette date est le seul pivot sur lequel tourne tout votre ouvrage. Tout ce qu'on y avoit d'ailleurs, étoit détruit par trois jugemens. Il étoit irrévocablement décidé que nos minorités n'étoient marquées à aucun des signes où la Loi voit la séduction. Mais tandis que vous vous affligez de l'avantage que ces Arrêts m'assurent, un homme survient, qui, par un chiffre, ranime votre espoir, vous rend la voix & vous fournit enfin ces preuves de séduction tant souhaitées, & qui vous manquoient.

Je suppose (car je ne veux rien outrer, & n'ai garde d'imputer un crime à qui peut ne l'avoir pas commis), je suppose que cet homme eût changé la date à dessein: je suppose que donnant ensuite à cette date une valeur extrême, les Juges eussent pu renouveler l'affaire, eussent déclaré Valdahon suborneur, l'eussent fait périr; & que le Contrôleur fût venu vous demander son salaire à-peu-près en ces termes: « Vous, dont les malheurs m'affligoient; s'ils ont cessé, si le sang de votre ennemi a coulé, je vous confie que c'est mon ouvrage. Le vôtre sera d'apprécier le service. Je me suis pénétré

de vos fureurs. J'ai haï Valdahon autant que vous-même. Mais ce que vos monceaux d'écrits n'avoient pu faire, un trait de ma plume l'a exécuté. Vous vous borniez à dénaturer des faits innocens. Moi, je lui ai créé un vrai crime. Une occasion heureuse s'est offerte. J'ai profité de la confiance que ma place & mes sermens me méritoient de la Justice, pour reporter à la minorité de votre fille, des actes qu'elle a signés étant majeure ».

Quel langage ! mon pere. L'entendriez-vous sans frémir ? Ne gémiriez-vous pas de ne pouvoir rappeler Valdahon à la vie ? Ou du moins la joie de sa mort ne seroit-elle pas troublée par l'horreur du crime qui l'auroit causée ? « Malheureux, diriez-vous, qu'ai-je fait qui t'autorisât à me croire une ame aussi atroce, qu'à toi-même ? L'intérêt de mon honneur me faisoit poursuivre un coupable. Et quand il meurt, tu m'apprends son innocence, ton crime & mon opprobre. Etrange zèle ! qui me couvre de honte, quand j'employois tout le mien à m'y soustraire. Et tu m'oses vanter tes deux crimes ! Tu voudrois, meurtrier & fausfaire, m'y associer par l'hommage que tu m'en fais ! Quel prix comptes-tu d'en avoir ? N'en attends d'autre, que de payer sa mort de la tienne ».

Sans doute que vous répondriez de la sorte, & plus fortement encore. Hé bien, mon pere : je veux qu'on sache que vous diriez ces choses. Oui je le veux : il en est besoin : croyez-moi. Car pourquoi vous cacherois-je la crainte qui

m'agite ? Je vois les hommes s'abandonner dans leurs actions, à tant d'excès, que j'ai bien peur qu'ils ne mettent le même excès dans leurs opinions. Que si quelqu'esprit incrédule à la singularité du hasard, qui a produit cette date si chère à vos vœux ; si quelqu'homme indigné de la violence de vos vœux & de vos prodigieux efforts pour faire mourir Valdahon, alloit les rapprocher dans sa pensée, de cette maxime connue, « que le crime part de celui à qui il profite », & qu'il osât appuyer là - dessus la conjecture que ce chiffre fût le fruit d'un complot où vous-même. Ah ! mon pere, si j'entendois le calomniateur, de quelle ardeur vous me verriez me jeter entre vous & lui ! Avec quelle force je repousserois ces soupçons ! Vous êtes moins acharné à ma perte, que je n'aurois de zèle à vous défendre. Je montrerois que jamais aucune de vos actions ne porta d'empreinte humiliante : que vous êtes connu dans nos provinces par des mœurs pures, par une conduite dévote & pieuse : que le fiel & la haine entrèrent, il est vrai, dans votre ame ; mais que l'intervalle des passions aux crimes est immense : qu'il seroit affreux de soupçonner un Magistrat, qui jugea toujours, avec équité, les procès des autres : enfin tout ce que l'intérêt de votre réputation compromise me pourroit fugger de plus vif, je l'emploierois à éloigner de vous l'idée du double crime, soit d'avoir eu part à un faux, soit d'avoir fait valoir un faux, sciemment & contre votre conscience.

Mais aidez-moi ; je ne puis rien seule : hâtez-

vous. Non que je vous propose de vous abaisser jusqu'à protester d'une innocence, que personne n'attaque. Ne supposez point des outrages qui ne vous sont pas faits. Seulement prévenez-les avec prudence & avec dignité. Prévenez, il en est temps encore, cette inscription de faux, que vous nous réduisez à former. Reconnoissez publiquement l'erreur, où celle du Contrôleur vous a fait tomber. Rayez de vos propres mains, une date faite pour souiller un Ecrit, qui déjà vous nuit assez, sans elle. Mais, mon pere, cette date une fois rayée, que vous reste-t-il ? Rien.

Daignez suivre à présent des raisonnemens que malgré votre trouble, je veux vous rendre palpables à vous-même. C'est parce que les Loix regardent comme séducteurs, ceux qui parviennent, à force d'artifices, à épouser des mineures, à l'insu de leurs pere & mere, que Valdahon s'est gardé de chercher à m'épouser mineure, à votre insu : & c'est parce que Valdahon s'est comporté de la sorte envers moi, que les Loix l'ont soustrait à vos coups, quand vous le leur avez déferé comme un séducteur. Mais dès que, depuis l'époque où ils ont jugé qu'il ne l'étoit point, il n'est survenu aucun nouveau fait de séduction ; il n'est donc pas plus séducteur à présent qu'il ne l'étoit dans ce temps-là. Il n'a donc pas plus encouru la seconde peine des Loix, qui est la défense de m'épouser, qu'il ne méritoit, alors, la premiere, qui étoit le supplice. C'est donc à moi à ressaisir entre vos mains ces Ordonnances, ces Déclarations, ces Edits, toutes

ces Loix que vous m'opposez , quoiqu'elles vous condamnent : comme si votre art à les citer pour vous , suffisoit pour faire accroire à leurs Ministres , qu'elles sont contre moi. Quelle opinion il faut que vous ayez des lumieres & de la science de nos Juges ! Qu'ils ayent oublié ce que vous avez dit d'eux dans vos Mémoires , cela peut être , & je le souhaite : mais oublieroient-ils ce qu'ils ont jugé contre vous ? Pourquoi donc frapper encore des mêmes cris , ces voûtes qui retentirent de tant d'acclamations , lorsqu'ils sauverent à Valdahon l'honneur. Sont-ce les Loix ? sont-ce les Juges que vous espérez qui ont changé ? Ne l'attendez ni de celles-là ni de ceux-ci. Vainement votre Ecrivain tente d'ébranler les unes sur leur propre Autel , en dénaturant les textes : vainement il tente de tromper les autres , en répandant de faux Mémoires. Rien ne prévaut contre la vérité. Elle est immuable dans tous les lieux , dans tous les temps. Ce n'est point elle qui doit céder à vos intérêts : c'est à eux à plier devant elle. Ce n'est guere en l'outrageant sans cesse , que l'on se justifie de trop haïr. On est plutôt deux fois coupable , d'avoir , avec tant de haine , si peu de sincérité.

Je le dis donc , puisqu'il le faut dire. Vous avez pu me persécuter , me déshonorer , me rendre la plus malheureuse des filles. Mais vous ne pouvez point rendre mes Juges aveugles. Vous ne pouvez point empêcher les faits d'être ce qu'ils sont. Vous ne pouvez point changer l'ordre établi par les loix. Trouvez-en , qui dé-

fendent à deux mineurs, dont l'un n'a point suborné l'autre, d'épurer au flambeau de l'hymen, des libertés trop tôt prises au accordées. Trouvez-en qui, consacrant la vanité, la perfidie & l'inconstance, ordonnent à un jeune homme, d'insulter par l'abandon & l'oubli, au déshonneur de celle dont il a joui. Trouvez-en, qui interdisent à une fille qui a été foible, tout effort & tout espoir de retour vers l'estime des hommes. Trouvez-en, qui commandent aux peres de mieux aimer à être peres de filles prostituées, que d'épouses vertueuses.

Mais jusques-là respectez celles qui nous gouvernent. Respectez les Magistrats qui les font observer. Et, au lieu de redire toujours « qu'en » homme instruit vous ne pouvez point con- » sentir à mon mariage » écoutez, mon pere, les Juges d'un Bailliage estimé, un Parlement auguste, le suprême Conseil du Prince, tous les Ordres de la Magistrature, qui vous répètent unanimement avec moi : « en homme instruit » vous le pouvez ».

SECONDE PARTIE.

« En homme d'honneur je ne le dois pas ». Voilà, mon pere, votre seconde proposition : & voici vos moyens. « Chez les Romains, dites-vous, » ce n'étoit pas seulement à l'esclave ; » qu'une fille ne pouvoit point donner sa main ; » si elle étoit fille de Sénateur ; son mariage eût » été nul avec un affranchi, avec le fils d'un » négociant, avec toute personne enfin dont » l'alliance n'eût pas été honnête ».

Qu'ont

Qu'ont de commun en ceci les Romains & moi ? « C'est, ajoutez-vous, que les loix Romaines ont été remises en vigueur par les Ordonnances de nos Rois ». Mon pere, rien n'est moins vrai que cette assertion. Il n'est point vrai que les Ordonnances de nos Rois aient remis en vigueur les loix Romaines, qui déclaroient nulles les alliances mal assorties.

Après avoir avancé que les loix Romaines, prohibitives de ces fortes d'alliances, étoient remises en vigueur par les dispositions de nos Ordonnances, vous ajoutez tout de suite « qu'un des motifs des dispositions de celle du 19 Décembre 1639 avoit été d'arrêter le cours du désordre qui troubloit le repos de tant de familles, & flétrissoit leur honneur, par des alliances inégales, souvent honteuses & infames ». Il faut convenir qu'à la lecture d'un raisonnement ainsi présenté, on se croiroit sûr de tenir à la fois, & le motif & la disposition de l'Ordonnance de 1639. Cependant tout ce que cette loi, occupée en effet dans son préambule, d'arrêter les désordres causés par des alliances honteuses, a cru devoir donner d'entraves à ces alliances, ç'a été d'empêcher qu'elles ne fussent formées avant 25 ans. Elle a voulu que ceux ou celles qui les formeroient avant cet âge, fussent soumis à l'exhérédation de leur pere & mere. Elle n'a ordonné rien de plus. Assurément, mon pere, voilà une disposition bien éloignée de celle que vous lui prêtez, quand vous dites qu'elle fait revivre les loix Romaines, qui déclarent nulles ces fortes d'alliances. La différence de ce qu'elle dit à ce

que vous lui faites dire, consiste en ce que d'après vous, elle mettroit un éternel obstacle à mon mariage ; au lieu que d'après elle-même, mon droit est assuré, elle est mon titre pour me marier. Je sens avec douleur tout ce que cette réfutation a de fâcheux pour vous. Puis-je cependant l'interrompre, quand vos erreurs continuent !

Vous n'êtes pas plus exact sur l'Edit du mois de Mars 1697. C'est toujours après avoir dit que les Loix Romaines, qui défendoient les mésalliances, *étoient remises en vigueur par nos Loix*, que vous ajoutez qu'un des motifs de la disposition de l'Edit de 1639, étoit « d'empêcher ces » conjonctions malheureuses, qui flétrissoient » l'honneur des familles par des alliances souvent » plus honteuses par la corruption des mœurs, » que par l'inégalité des naissances ». Il semble qu'après cela, il n'y ait plus qu'à prouver que Valdahon a des mœurs corrompues & une naissance inégale à la mienne, pour lui appliquer la défense de m'épouser, exprimée dans la disposition de l'Edit. Cependant, lorsqu'on lit la disposition de cet Edit, on n'y trouve pas un seul mot de cette défense prétendue. Il n'est question que des formalités qui doivent être observées dans les mariages. Louis XIV y dit, « que les » Conciles ayant prescrit la présence du propre » Curé, les Rois ses prédécesseurs ont autorisé » ce Règlement sage & qui pouvoit contribuer » à empêcher ces conjonctions malheureuses qui » troublent le repos & flétrissent l'honneur de » plusieurs familles, &c. » Qu'a de commun le

dispositif de cette Loi, avec les Loix Romaines qui défendoient la méfiance ? Je défie l'œil le plus perçant d'y entrevoir le moindre rapport. Mais quoi ! parce que votre implacable ressentiment vous fait croire que l'alliance de Valda-hon est pour moi une alliance honteuse & qui flétrit l'honneur de votre famille, il suffit que vous rencontriez dans le préambule d'une Loi quelconque, ces expressions *d'alliances honteuses & flétrissantes*, pour que vous vous empariez de cette Loi, vous en changiez la disposition, vous en tiriez des conséquences & des résultats tout opposés aux siens, & qu'enfin vous me l'objectiez comme une Loi ennemie, quelque étrangère & même quelque favorable qu'elle me soit ? En vérité, mon pere, c'en est trop : & la licence que votre Ecrivain prend est sans exemple, de détacher quelques mots de différentes Loix, de rapprocher les matieres les plus contrastantes, de confondre indistinctement tous les temps, de mêler la France avec Rome, pour joindre au préambule d'une Loi Françoisé, un dispositif de Loi Romaine contraire à celui de la nôtre ; & tout cela pour forger, à la faveur de combinaisons si bizarres, un système d'inégalité pros crit par nos Loix, & cependant donné par lui pour être leur ouvrage. Non, jamais le Législateur le plus appliqué à méditer & à créer des Loix pour le bonheur des hommes, ne s'y est donné plus de peine, que vous n'en avez pris à les détruire, pour persécuter votre fille. Écoutez donc : & puisqu'il faut qu'elle vous instruisse

de ce qu'elle devoit tenir de vous-même, apprenez quels sont sur ce sujet les vrais principes.

Les Romains n'ont point permis aux races Patriciennes de se mêler au sang des affranchis. Quant à nous, nous rejettons dans nos mariages ces différences de conditions. L'empêchement de dignité qu'ils avoient introduit chez eux, n'est point reçu en France. L'inclination de la nature étant, ou du moins devant toujours être le principal motif du mariage, ce rapport de droit naturel nous a fait conserver aux nôtres l'égalité originaire qui précéda les distinctions sociales. D'ailleurs, le Christianisme ayant élevé parmi nous le mariage à la dignité de Sacrement, ce rapport de Religion nous a fait encore trouver tous les hommes égaux pour ce contrat. De-là, la maxime que dans nos mœurs, chacun peut épouser qui il veut. Les mésalliances les plus flétrissantes, celles qui sont scandale, celles que les Loix sont forcées de punir, ne sont ni défendues, ni attaquables quand elles sont formées. Toute la peine qu'on impose à des femmes de distinction, qui n'ont pas rougi de se dégrader jusqu'à descendre dans la couche de leurs valets, c'est de les interdire de leurs biens & d'annuller leurs donations. C'est ce que porte l'article 182 de l'Ordonnance de Blois.

Si donc nos Loix Françaises n'ont point placé la mésalliance au rang des empêchemens dirimans, ce n'est pas qu'elles n'ayent envisagé, l'inconvénient & le danger des mariages ignominieux. Mais pourquoi ont-elles fait des dispositions si contraires à celles des Romains?

C'est que, plus sages que ces dernières, elles ont reconnu que le premier des droits de l'homme étoit celui de disposer de sa personne : qu'il étoit juste de veiller sur l'usage qu'il feroit de ce droit : mais qu'il seroit injuste d'enchaîner pour toujours sa liberté, quelque usage qu'il en voulût faire : que sans doute la plûpart en abuseroient ; car les sages forment-ils jamais le grand nombre ? mais qu'enfin Elles n'étoient pas faites pour traiter les torts comme les crimes : qu'elles ne pouvoient regarder comme hommes sans honneur, que ceux à qui elles-mêmes l'avoient fait perdre : que les morts civilement devoient être à leurs yeux, les seules personnes incapables de contracter : qu'à prendre le mot *honneur* dans l'acception vague du procédé, de l'opinion, & des convenances, ces nuances seroient trop arbitraires, pour devenir la mesure des Loix. Car, par exemple, est-il si sûr que la disparité de rang donne des torts à ceux qui s'unissent ? Pourquoi les Loix interdiroient-elles à un homme nouveau, mais grand de sa propre valeur, l'ambition d'aspirer à une main illustre, que lui tendroit une femme sensible à ses vertus & à sa gloire ? Seroit-ce parce qu'il manque d'ayeux ? Mais que font des ayeux à l'ordre public, qui est l'unique objet des Loix ? Ce n'est pas cependant, mon pere, que j'aye ici le moindre intérêt à plaider pour les mésalliances. Si j'ai attaqué vos principes, c'est uniquement parce qu'ils sont faux en eux-mêmes. Car, que m'importeroit que, dans le droit, les mariages inégaux & deshonnêtes fussent défendus, puisqu'on va voir

que, dans le fait, Valdahon est mon égal, & que son alliance est la seule que je puisse former honnêtement. Mais je demande si j'aurois dû laisser parmi les hommes le monument plein de sophismes, de paradoxes qu'on vous a fait souscrire ? N'ai-je pas déjà assez offensé le Public par mes actions, sans que je lui nuise encore par des Ecrits, où l'Auteur de votre Mémoire a renversé, à mon sujet, toute raison, toute vérité, toutes Loix. Si sûrement défendue par elles, j'ai cru devoir les défendre à leur tour. D'ailleurs, je n'en disconviens pas ; j'éprouve tant de dégoût & de répugnance à aborder la question des faits, que j'ai différé, autant que je l'ai pu, l'instant de ce nouveau combat. Mais ô douleur ! ô moment affreux ! ah mon pere ! dans quel état vous vous offrez à moi ! Que ne puis-je changer ici ma plume en un voile, pour cacher votre yvresse !

Un homme dont l'ame est grande & fiere, mais dont le respect pour vous égala toujours la valeur, a jetté ses armes à vos pieds ; & pour prix du sacrifice, vous vous précipitez sur votre proie ; & quand il quitte avec vous l'épée, que le Prince remet dans ses mains, pour défendre l'Etat & son honneur, c'est avec le glaive confié aux vôtres pour venger les meurtres, que vous cherchez à l'égorger ; c'est sous le dépôt sacré de nos loix que l'innocent alloit être écrasé, si je n'eusse arrêté votre bras. Mais dépouillé de cette arme homicide, qu'y substituez-vous ? Que vous fait-on dire ? Des faits faux. Réfutons-les.

L'année dernière, des Gardes de contrebande faisaient du sel à un Payfan, dans le voisinage de Lons-le-Saulnier. Un Cavalier du Régiment de Royal-Normandie, qui étoit en semestre, voulut prêter secours au Payfan. La querelle s'engagea. Le Cavalier donna plusieurs coups à un des Employés, qui mourut quelques temps après. Ce Cavalier fut arrêté, condamné & exécuté. Il se nommoit Philibert Boeuf.

C'en est assez : cette parité de noms vous suffit : votre cœur palpite de joie ; & voilà Valdahon parent d'un pendu. « Le Cavalier a dit » lui-même qu'il l'étoit », publiez-vous d'un ton ferme : & ce fait est faux, & nous avons le certificat du Major de son Régiment, que Boeuf, Cavalier, a déclaré qu'il n'appartenoit de près ni de loin, à la famille de Messieurs le Beuf de Valdahon. « Leur origine, ajoutez-vous, est commune : tous deux étoient originaires du village » de Censeau ». Et ce fait est faux : il y a preuve littérale du contraire. La famille du condamné est établie depuis les temps les plus reculés au village de Rufey. Rufey est en pays bas de Bresse : Censeau est en haute montagne. Ces deux Villages sont séparés par douze ou quinze lieues. Nous produirons l'extrait de la généalogie des deux familles, afin qu'on s'assure par soi-même, qu'il n'y a absolument aucune espece de liaison entre elles. Que conclure d'une ressemblance de nom ? Croyez-vous, mon pere, que si l'on feuilletoit les Greffes criminels, on ne trouvât aucun coupable qui eût porté le même nom que nous ?

Voudriez-vous qu'on en conclût qu'il nous fût parent ?

Je fais que vous n'assurez point que Philibert Bœuf fut parent du sieur de Valdahon. Vous dites seulement qu'on doit le présumer. Ce conseil que vous donnez aux Juges & au Public , est honnête. Les loix portent , que c'est en faveur du bien qu'on présume. Mais il est dit que votre Mémoire a déclaré aux loix une guerre éternelle. Remarquez pourtant combien Elles nous servent en défendant les présomptions fâcheuses. Car , répondez : trouverions - nous bon , vous & moi , qu'au moment où votre inscription de faux vous fera reculer , & donnera à la Province l'étrange spectacle d'un chef de Cour Souveraine forcé , par l'appareil d'une instruction criminelle , de lâcher prise , on présumât que ce faux vint de vous ? Voudriez-vous qu'on présumât que , pour avoir un prétexte de rentrer en lice , vous l'aviez concerté avec le Contrôleur , sauf à vous en désister , quand l'effet de la calomnie auroit été généralement répandu ? Mon pere , n'éveillons dans personne l'envie de présumer.

Mais , en deux mots , Philibert Bœuf n'appartient pas plus à la famille de Valdahon qu'à la mienne : il n'est pas plus son parent que le vôtre : ce n'est ni la même famille , ni la même origine. Vous dites que c'est à lui à prouver qu'il n'est point parent. Cette proposition est nouvelle. On prouve l'existence d'un fait : mais prouver qu'un fait n'existe pas , cela est moins facile. Jamais , en bonne logique , on

n'exigea la preuve d'une négation. De plus, selon les Loix, c'est celui qui accuse, qui s'impose le fardeau de la preuve. Le défi que vous lui portez d'en produire, est étrange. Ce n'est point récriminer, que de vous rétorquer ce défi.

Quant à l'affaire du sieur Miery dont Valdahon n'est point parent, mais avec qui je conviens qu'il a une alliance par la sœur de sa mere, je ne puis que répéter ce qu'il a lui-même répondu.

Loin de dire que cet homme ait été condamné, on ne peut pas dire qu'il ait été coupable. En effet, le Jugement a été rendu par contumace. Or quand un homme meurt avant le temps que la Loi lui donnoit pour la purger, il est réputé mourir innocent. Un principe d'équité naturelle fait présumer que, si cet accusé eût vécu, il se seroit représenté, & auroit fait tomber toute accusation. Il y a plus : le sieur Miery n'est pas seulement mort avant le temps qu'il auroit eu pour purger sa contumace ; il est mort avant même que l'affaire où il étoit enveloppé ait été jugée. Or, c'est encore une maxime bien connue, que la mort d'un accusé qui décède avant le Jugement, éteint le crime. Si par erreur, on condamnoit un homme décédé, la condamnation seroit nulle & regardée comme non avenue : & quiconque auroit la lâcheté d'abuser de la méprise du Juge pour déshonorer la famille du défunt, pourroit être poursuivi lui-même.

Demandera-t-on où est la preuve que Miery n'existoit plus lors de l'Arrêt? (a) Ma source ne sera pas suspecte. Je vous cite, mon pere, l'ordre envoyé par le chef même de la Justice le 27 Octobre 1743 à M. de Vanoles, Président de la Commission, pour l'informer « que » *Miery étant mort avant le jugement*, il falloit » ne le pas comprendre dans le nombre de » ceux qu'il avoit jugés par contumace, & ne » pas faire mention de sa condamnation, qui » *doit être*, ajoute M. le Chancelier, *regardée par » sa mort, comme caduque & non avenue* ». De quel nom est signé cet ordre, qui a été joint à la procédure! Combien l'idée des vertus qu'un si grand nom rappelle, contraste avec les idées que vos efforts font naître. Le fait que vous déniez, c'est l'illustre Chancelier d'Aguesseau qui l'atteste. Que le Public choisisse entre sa lettre & vos mémoires.

Mais c'est trop m'occuper de la destinée de ce fleur de Miery. Qu'il ait été innocent ou coupable, que m'importe? Valdahon n'a jamais

(a) Il sembleroit, à entendre M. de Monnier, que Galvier de Miery étoit frere ou du pere ou de la mere du Sieur de Valdahon. Rien n'est plus faux; la Demoiselle Cointot épousa Miery, Directeur des Monnoies de Franche-Comté. Elle mourut en 1735, laissant une sœur, qui épousa le Président le Beuf; & lorsque Galvier eut l'affaire dont on parle, il étoit lui-même remarié depuis plusieurs années; & il n'est donc, comme l'on voit, ni de la famille paternelle ni de la famille maternelle du Sieur de Valdahon.

appartenu à cet homme-là. Le même sang n'a jamais coulé dans leurs veines. Que s'il étoit permis aux hommes d'aller ainsi portant, de proche, en proche l'inquisition & la censure sur les parens de leurs parens, bien des familles honorables n'auroient pas, comme lui, l'avantage de ne s'entendre reprocher que des faussetés.

Mais si l'indifférence m'est permise sur les offenses faites à un homme presque étranger à celui que j'aime, puis-je être insensible aux outrages que Valdahon vous voit répandre sur la mémoire de son propre pere ? Eh quel pere ! grand Dieu ! Que de maux le Ciel m'eût épargné, s'il eût donné au mien les mêmes qualités. A Dieu ne plaise que je croye votre probité inférieure à la sienne. De quelqu'estime qu'il ait joui, quelle qu'ait été sa réputation, la vôtre ne lui cede en rien, je le fais. Mais ce n'est pas sa probité seule qui l'a rendu cher aux gens de bien. La bienfaisance étoit en lui un sentiment profond, qui le distingua toute sa vie, du commun des hommes. Ouvrez les Registres de Pontarlier, où est gravé le souvenir de ses actions de bonté & de patriotisme. Ses Concitoyens ont reçu de lui des services dont ils lui ont payé le digne prix, dans des monumens où ils l'ont transmis à la postérité, sous l'heureux titre de bienfaiteur de sa patrie. Voilà, mon pere, comment il est beau d'y passer, & non par de sanglans écrits, qui humilient l'humanité & qui affligent la nature.

Ce volontaire & précieux tribut qu'il obtint

de la reconnoissance publique , lui fit des ennemis puissans. Ce fut vers ce temps que trop de confiance de sa part dans un Commis qui en abusa , le mit dans le cas de poursuivre cet homme. L'affaire fut portée au Parlement de Dijon. Le Président le Beuf y fut jugé responsable des fautes de son Commis , & condamné en une amende envers le Roi. En mourant il pardonna tout : seulement il ordonna à son fils de réparer l'échec qu'il venoit d'essuyer.

Des Lettres de réhabilitation n'étoient pas nécessaires sur une amende , qui ne portoit pas note : cependant l'amertume avec laquelle vous reprochâtes , il y a quelques années , cet Arrêt à son fils , déterminâ celui-ci à employer des précautions , même superflues , pour savoir si en effet quelque nuage obscurcissoit la réputation de son pere. Ce fut au Roi qu'il s'adressa. Le Conseil se fit représenter la procédure. Et après l'avoir examinée , Sa Majesté reconnut & déclara qu'il n'y avoit rien à reprocher au Président le Beuf ; qu'il n'avoit en conséquence aucun besoin de Lettres de réhabilitation , & qu'aussi ne lui accordoit-il , *qu'en tant de besoin* , des Lettres non de grace (b) , comme vous les appelez , mais de justice , comme on le voit par leur énoncé même , & par la cire jaune dont elles sont scellées.

Mais un point essentiel , & sur lequel je prie qu'on s'arrête , c'est que ces Lettres sont en

(b) Les Lettres de grace sont en cire verte.

même-temps des Lettres d'honneur, où le Prince a daigné reconnoître lui-même la fatisfaction qu'il a eu pendant près de trente ans des services du Président le Beuf, dans ses deux charges de Conseiller & de Président en votre Cour. Je crois, mon pere, qu'un témoignage si authentique, & des bontés du Maître, & des qualités du Sujet, auroient dû vous fermer la bouche. Vous appelez pourtant ces Lettres d'honneur un parchemin inutile, dont vous vous étonnez que votre fille ait fait parade, puisqu'il n'est point enregistré au Parlement où le Roi l'avoit adressé. Il est vrai qu'un Militaire qui sent l'honneur dans son cœur, connoît moins que vous, le prix d'un papier. Peu fait pour se persuader que la réputation de son pere & la sienne pussent dépendre de formes qu'il ignoroit, il avoit négligé, je l'avoue, cet enregistrement dont vous reprochez si violemment le défaut : mais dès que votre nouveau Mémoire lui eut montré ses torts, il courut à Dijon les réparer. Ce Mémoire l'y avoit devancé : vous vous flattiez de prévenir les esprits contre lui : mais la lecture que le Parlement en avoit faite, n'a rendu l'enregistrement de ses Lettres que plus facile.

Quelle ressource reste-t-il encore à votre Ecrivain pour calomnier la mémoire du plus honnête & du meilleur des hommes ? A-t-il compté que les outrages faits au pere, souleveroient contre le fils, le Corps où il a l'honneur d'être ? Que veut dire cette affectation, d'avoir rempli l'Hôtel des Mousquetaires de Mémoires, sur une affaire qui se plaide & juge à Besançon. Vous

flattez-vous que son Corps qui entend répéter, depuis tant d'années, des imputations aussi odieuses que fausses, leur prête enfin une oreille plus attentive. Par quel enchantement auroit-il rendu sourd, jusqu'à ce moment, ce Corps illustre ? Ou seroit-ce, qu'illustre autrefois, il n'a plus les mêmes sentimens ? N'est-ce plus l'école des Héros ? N'est-ce plus là que leurs ames s'exercent à n'aimer que la gloire, à ne vivre que pour l'honneur, à détester le mensonge, à s'indigner des passions basses, à respecter la réputation des autres, à s'enflammer au récit des hauts faits, à brûler du désir de les surpasser par les leurs, au prix de tout leur sang ? Sont-ils changés ? Sont-ils déchus de leur brillante institution ? Mon pere, gardez-vous de le croire : ne prononcez point ce blasphême. C'est parce qu'ils sont les mêmes, c'est parce qu'ils chérissent avant tout l'honnête & le vrai, qu'ils ont approfondi vos délations ; & que jugeant entre vous & lui, ils l'ont vengé de votre haine par plus d'attachement, de ses malheurs par plus d'intérêt, de vos injures par plus d'estime.

J'ai dit, parce que c'est le vrai, que si Valdahon eût eu un pere coupable, il auroit pu, selon les loix civiles, entrer dans ma famille. J'ajoute, parce que c'est le vrai, que si Valdahon fût né d'un tel pere, il n'auroit pu, selon les loix de l'honneur, rester dans son Corps. Et quand son Corps l'a conservé, c'est de ma famille qu'il est exclus. N'est-on plus fait pour elle, quand on est d'un Corps dont l'honneur est l'ame ? Pardonnez, asyle noble & pur des plus

chers enfans de la Nation, si je ne me suis pas contentée d'opposer votre Jugement aux plaintes de mon pere. Votre Arrêt les foudroyoit toutes. Eh! qui en sent mieux que moi tout le prix! Qui peut partager comme moi, la reconnaissance des bontés dont vous honorez ce que j'aime! Mais n'enviez point à la plus infortunée des filles d'avoir trompé, un moment, ses souffrances par l'éloge d'un pere juste & tendre.

Où sont donc, mon pere, ces flétrissures, ces gibets, ces roues dont vous entouriez l'homme que vous brûlez de l'envie d'y placer? Quel Mémoire on vous a fait signer! Tout ce que l'Ecrivain s'y est permis, sont-ce les fruits d'une imagination allumée, qui réalise ce qu'elle souhaite? Ou sont-ce les fruits d'un désespoir qui affirme, pour dernier effort, ce qu'il fait ne pas être? Mais qu'ils viennent ou de délire, ou de fureur, ou de tous deux ensemble, dès que la vérité s'est montrée, les fantômes ont disparu. Les torrens de fiel, les flots d'injures ont frappé contre Elle, comme ceux de la mer, qui vainement murmurent, grondent contre le roc qui les brise.

Mais, mon pere, puisque Valdahon est né Gentilhomme, est né d'un Président de votre Cour, & qu'il n'a nul parent qui ternisse cette honnête origine, pourquoi ne pas vouloir m'unir à lui?

« Quoi! c'est, vous écriez-vous, le fieur le » Beuf, coupable envers moi d'une injure atro- » ce, d'un outrage cruel, c'est cet ennemi dé- » claré qu'on ose me proposer pour gendre?

» On voudroit me forcer à recevoir dans le
» sein de ma famille, un homme que j'aurois le
» droit d'en arracher pour cause d'injure &
» d'ingratitude». Quant aux injures, je vois
celles dont vous l'accablez. Quant à l'ingrati-
tude, je ne vois pas la reconnoissance qu'il vous
doit. Mais je n'interromprai plus vos clameurs :
voici comment vous continuez. « On pourroit
» forcer un des premiers Magistrats de la Pro-
» vince à donner sa fille à un homme, retran-
» ché du nombre des Citoyens : on pourroit
» obliger un pere à expatrier sa fille pour la
» marier à un contumax, à un accusé encore
» sous le glaive de la Justice, qui peut être faisi
» au corps, mis dans les fers, jugé de nouveau,
» condamné au dernier supplice». Quoi ! mon
pere ; vous vous flattez toujours de le voir
périr ? Combien vos rêves & vos vœux sont
funebres ! Eh ! ne savez-vous plus que sa con-
damnation par contumace étant du 18 Mai 1764,
tout ce que l'Ordonnance a de plus rigoureux,
c'est de regarder, à cause du laps des cinq ans,
cette condamnation comme définitive. Il lui fau-
droit des Lettres d'ester à droit pour se repré-
senter & la faire modérer : mais dès qu'il veut
bien la subir, il n'a plus de jugement à craindre,
& son état est irrévocablement fixé.

Mais son état, ajoutez-vous, est celui d'un
homme flétri lui-même par cette condam-
nation, *qui le retranche du nombre des Citoyens.*
Si c'est de bonne foi que vous le dites, l'erreur
est forte : & je m'étonne que vous ayez si-tôt &
si complètement oublié les maximes & la jurif-
prudence

prudence de vos Tribunaux. Consultez les Législateurs, & vous verrez que l'Edit (c) du Roi du mois de Décembre 1703, concernant les voies de fait, dit dans l'article VI, « que l'offen-
 » seur pourra être condamné à un bannissement
 » ou à s'abstenir pendant le temps que les Juges
 » estimeront à propos, des lieux où il fait sa rési-
 » dence ordinaire ». D'habiles Jurisconsultes ont pris soin de nous marquer la différence de cette peine aux autres.

« L'absence, nous dit Lacombe (d), est un
 » genre de peine, qui n'est ni afflictive ni infamante. C'est une satisfaction accordée à l'accusateur ».

M^e Muyard de Vouglans (e) dit aussi, « que
 » l'abstention de certains lieux est une peine qui
 » se prononce ordinairement dans les cas d'in-
 » jures ou menaces, dont on veut prévenir les
 » effets ».

Les Parlemens qui y condamnent, selon l'exigence des cas, ont senti combien étoit judicieuse l'institution de cette punition mitoyenne. Que l'on proscrive dans l'ordre moral, ces faux milieux que nos modernes maximes voudroient quelquefois introduire entre le juste & l'injuste, c'est un grand bien. Car l'objet de la Morale est d'enseigner aux hommes ce qu'ils doivent être.

(c) Cet Edit a été enregistré le 31 Décembre.

(d) Rousseau de Lacombe. Matieres criminelles, au mot *Abstention*.

(e) Institut au Droit criminel, part. 8, chap. 2.

Mais comme l'objet des Loix se borne nécessairement à gouverner les hommes tels qu'ils sont, ce seroit un grand mal de négliger trop dans l'ordre législatif ces vues moyennes, qui mitigent les peines au besoin. En effet, une extrême indifférence & une rigueur extrême seroient, dans ces matieres, deux extrêmes injustices. Par l'une, la Société seroit exposée à trop de risques. Par l'autre, trop d'hommes seroient voisins du châtiment. Inconvénient qui dans le système politique, vaut bien l'autre.

Quoi ! mon pere, vous ignorez ces maximes. Je veux le croire. Vous les saviez pourtant, quand vous apprîtes que Valdahon n'étoit condamné qu'à l'absence. Quel odieux Arrêt, vous écriâtes-vous, qui sauve à mon ennemi l'honneur & la vie. Avez-vous déjà oublié avec quelle véhémence vous déclamâtes au Conseil, contre le tort qu'avoit cet Arrêt de lui conserver l'un & l'autre ? Ne vous souvient-il plus que Paris & la Cour s'étonnerent de vos douleurs & de vos plaintes contre un Arrêt qui auroit dû faire votre joie ? Vous disiez alors aux Magistrats du Conseil : « l'absence n'est point une » flétrissure ; réformez donc cet Arrêt, pour » qu'il soit flétri ». Vous dites à présent aux Magistrats de Besançon : « l'absence est une flé- » trissure, arrêtez donc son mariage, parce qu'il » est flétri ». C'est donc vous que j'oppose à vous-même ; vous, disant alors la vérité, à vous ne la disant plus à présent, parce que vous l'appellez ou l'éloignez, au gré des temps & de vos intérêts. Tous vos efforts pour le faire

flétrir, avoient pour but d'empêcher qu'il ne m'épousât. Tous les vœux des Juges, quand ils lui ont laissé l'honneur, ont été qu'il en profitât pour m'épouser. Car réfléchissez sans passion sur les conséquences de leur Arrêt. Vous y verrez la question de mon mariage déjà toute jugée. Si en effet ils avoient trouvé Valdahon indigne de m'épouser, ils l'auroient déclaré suborneur. L'indignité, soit qu'elle provienne de la naissance, ou de l'âge, ou de l'état, est la principale marque de la séduction. Donc dès qu'ils l'ont jugé innocent de ce crime, c'est qu'ils l'ont trouvé digne par sa naissance, son rang, son âge, de s'allier avec moi. Dès que, dans le Procès, ils n'ont rien vu pour la séduction, il s'ensuit que, dans les mœurs, ils ont tout vu pour le mariage. Leur Jugement a indiqué à Valdahon ce qu'il devoit faire. Son mariage fera, pour ainsi dire, l'exécution de leur Jugement. Chacun l'a dit, & l'a dit avec joie. Plusieurs Magistrats même ne s'en sont pas tû. Mais Valdahon a-t-il frustré leur attente? L'absence, le temps qui détruit tout, l'ont-ils changé? S'est-il joué de mon amour, ou rebuté par votre haine? Considérez, homme inflexible, père implacable, tout ce qu'il a tenté pour la vaincre.

Je ne parle point du courage qu'il a eü d'embrasser vos genoux, aux yeux de la France entière. Je parle du désir vif qui a faisi son ame, de racheter mes fautes par ses vertus, & mon déshonneur par sa gloire. Ce beau dessein lui a fait entreprendre de grands travaux. De quoi

n'est point capable l'homme que l'amour & que l'honneur enflamment ? Il n'avoit vu dans les droits qu'il avoit sur mon cœur , que plus d'obstacles à obtenir ma main. L'envie de les surmonter tous , a exercé son ame aux grandes actions , l'a rempli d'une vigueur nouvelle , l'a rendu supérieur à lui-même. Il s'est distingué par des talens vrais. Ce n'est point à moi à les publier. Je suis trop associée à son sort , pour l'oser louer. Mais je dois dire que ses succès lui ont obtenu de son Maître , la plus flatteuse récompense.

Et quand il apporte à vos pieds une réputation acquise par tant de soins , vous le traitez comme un homme vil , qui , infâme lui-même , ne peut plus donner l'être qu'à des enfans infâmes comme lui. Vous demandez *si vous ne deviendriez pas vous-même infâme , en consentant que vos petits-fils le soient*. Ce dernier mot manquoit à vos transports. Traiter d'infâmes jusqu'aux enfans de Valdahon , avant qu'il soit pere ! Vainement feuilleteroit-on tous les momens de la haine : cet excès n'appartient qu'à la vôtre. Dans ces imprécations si connues pour être le chef-d'œuvre de la fureur , la plus violente des femmes (f) souhaite à ses ennemis , qu'il naisse d'eux un fils qui lui ressemble. Ce vœu peut du moins être vain. Vous , votre marche est plus rapide. Vous flétrissez les fils de Valdahon , avant qu'ils soient nés. Ils n'existent

(f) Cléopâtre , dans Corneille.

point, & vous les déclarez infâmes : déjà vous les détestez autant que leur pere. C'est ainsi que vous enchérissiez sur le trait le plus célèbre de la colere humaine. Tant il est vrai que les élans du cœur vont plus loin que ceux du génie.

Puis, quand vous avez si libéralement distribué l'infamie sur l'ayeul, sur le pere, sur les enfans qu'il engendrera, vous nous peignez, dans un morceau plein de chaleur, toute l'horreur qu'on doit porter aux alliances infâmes. « Qu'on » interroge, dites-vous, toutes les familles où » regne encore l'honneur, où la gloire d'être » sans reproches & de porter un nom sans ta- » che, est regardée comme la premiere distinc- » tion, parce qu'elle prouve une vertu hérédi- » taire ; qu'on propose aux Chefs de ces fa- » milles respectables, d'allier leurs enfans à des » personnes flétries, ils répondront qu'ils ai- » meroient mieux voir périr leur race que d'y » enter les rejets du crime ». Voilà, certes ! de grandes vérités. Mais quand je les vois servir à renforcer les faussetés qui les précèdent, je crois voir un de ces hommes destinés à guérir nos maux, changer en un fer meurtrier, un instrument utile & salutaire. C'est moi, mon pere, qui dois dire à mon tour : Qu'on interroge les familles où regne encore l'honneur, où la gloire d'être sans reproches est regardée comme la premiere distinction ; qu'on propose aux Chefs de ces familles respectables par leurs sentimens, de traiter d'infâmes des gens aussi intacts qu'eux-mêmes, de traiter d'hommes flé-

tris, des hommes qui, loin de l'être, ont l'estime publique, ils répondront qu'ils aimeroient mieux périr, que d'être les premiers à enter ce crime dans leur race.

Celle de l'homme que j'aime est sans tache. Mais suis-je telle, qu'on en dise autant de la vôtre ? J'ai fait voir ce qu'étoit Valdahon. Voyez maintenant qui je suis. Soit préjugé, soit raison, n'ai-je pas perdu dans ses bras, l'honneur qu'il a conservé dans les miens ? Mais que dis-je ? Je ne l'ai point perdu. Ce trésor est en dépôt dans son cœur. Il veut me le rendre : il m'appelle & vous m'arrêtez ! C'est moi seule qui me suis précipitée dans l'abîme : c'est Valdahon qui me tend les mains pour m'en retirer, & c'est mon pere qui m'y retient ! Il fait plus : & comme pour m'y plonger encore plus avant, « Que ma fille parle, dit-il, & elle aura, si elle le veut, un autre époux, même dans l'année ». Quelle offre ! Quel outrage ! Quelle opinion vous avez & vous donnez de moi ! N'est-ce pas assez que vous ayez instruit le Public de mes premiers torts, sans que vous me pressiez de mériter de nouveaux mépris ? Tout homme qui me demanderoit aujourd'hui, feroit lui-même un homme méprisable. Ces vaines recherches offenseroient l'honneur. L'honneur ne me laisse plus ni de choix à faire, ni d'hommes honnêtes à intéresser, hors un. C'est ce seul homme que vous me devriez forcer de prendre, si nous avions, vous le droit de m'y contraindre, moi la bassesse de résister. J'en atteste à la face de l'Univers, la Nature, la Religion, les Loix,

les mœurs, le respect dû à l'Hyménée, toutes les Puissances du Ciel & de la Terre. Oui, mon pere, j'unirois, par honneur, mes destinées aux siennes, quand je lui porterois autant de haine que j'ai pour lui d'amour. Car je l'aime ; je ne dois plus m'en taire : oui je l'aime de toutes les forces de mon ame : en rougir ne feroit plus pudeur, mais lâcheté. C'est l'excès même d'une passion qui l'excuse, le mérite de son objet la justifie, sa durée l'honore. Je le déclare donc aux Magistrats qui rompront vos obstacles, aux Ministres des Autels qui attendent Valdahon & moi, au Public qui estime & loue sa constance, que j'aimerai toute ma vie un homme qui ne m'a point trompée, qui n'a point eu l'ame abjecte, mais celle qu'il lui falloit, pour tirer la mienne de l'opprobre. Une invincible sympathie me l'avoit fait aimer ; le Temps & nos défastres ont nourri mes feux ; ses vertus les ont rendu légitimes, & l'honneur m'en fait un devoir.

Vous dites « que Valdahon ne m'aime point, » qu'il ne m'aimera jamais, & qu'il se joue de » ma passion ». O mon pere que vous êtes cruel, & que votre fille est foible ! Valdahon ne m'aime point ! Je suis certaine du contraire, & je pleure. Pardonnez ce mouvement involontaire : laissez, laissez couler mes larmes : elles n'ont rien d'affreux pour vous. Valdahon ne m'aime point ! & il demande à être mon époux ! Valdahon ne m'aime point ! & il me pardonne vos outrages ! Ah ! j'ai assez des maux réels que vous m'avez faits, sans que vous m'en fassiez

redouter de nouveaux. Ce dernier, je ne m'en cache point, feroit le pire de tous. C'est au bonheur d'y avoir échappé, que j'ai dû supporter les autres. Durant huit ans de filence & d'absence, un secret sentiment de confiance me soutenoit & ne m'a point déçue. J'ai pris toute ma fermeté dans son cœur : & je suis forte de son courage, comme il est malheureux de mes peines.

Vous le feriez trop par ses vices, me dites-vous, en m'annonçant « que je me couvre de » malheurs & d'opprobres si j'épouse un homme » ruiné en tout sens, accoutumé à une vie licentieuse, qui ne peut que réduire sa femme » ou à gémir dans une triste vertu, ou à se » venger de l'inconduite par l'inconduite ». Mon pere, ne craignez plus pour moi l'inconduite. J'ai trop appris ce qu'il en coûte à s'écarter des voies de la sagesse, pour en sortir jamais. Ne craignez plus pour moi l'avenir. Il ne peut m'être aussi horrible que l'a été le passé. Sachez pourtant que si je pouvois croire que les fléaux dont vous me menacez, m'attendrissent, quel que soit l'excès de mon amour, ma raison désavoueroit mon cœur. J'enfevelirois mon déshonneur dans l'ombre d'une éternelle prison, & ce supplice seroit moindre à mes yeux que celui de mésestimer mon époux. Vous connoissez peu votre fille. Vous la croyez incapable de toute vertu. Elle en a pourtant montré quelques-unes, depuis sa faute. Elle a du moins fait voir que, malgré sa chute, elle n'étoit ni vile, ni parjure. Laissez-la donc atteindre au but

où sa conscience , les devoirs & l'honneur la portent.

L'illustre effort ! m'allez - vous dire : le pénible devoir qui comble ses vœux & fait sa joie. Qu'il est grand d'écouter sa conscience quand elle s'accorde avec le cri du cœur !

Eh quoi ! mon pere , est-ce mon crime ou mon bonheur qui vous irrite ? Dois-je plutôt rester criminelle , que de me rendre heureuse ? Si je ne puis recouvrer le bonheur sans me délivrer de la honte , je ne vois pas en quoi l'infortune est d'un prix , qui exige jusqu'au sacrifice de l'honneur ? Pourquoi vous affliger qu'une passion , qui jusqu'ici a fait mon supplice , serve enfin à ma félicité ? Quand je traînerai tous mes jours dans l'infortune , en serez-vous plus heureux ? Quand je serai toute ma vie dans l'opprobre , en serez-vous plus estimable ? Si mon ame est vile , m'en aimerez-vous plus ? Si elle ne l'est pas , m'en estimerez-vous moins ? Ou si je retrouve l'estime & le bonheur , en serez-vous plus à plaindre & plus humilié ? La publicité de ces questions vous offense. Est-ce ma faute ? Qui de nous deux a entraîné l'autre dans les Tribunaux ? Que fais-je , que répondre à un écrit public ? Dois-je être jugée sans me défendre ? Puis-je me défendre sans tout dire ? N'aurai-je eu que le courage de la honte ? Suis-je indigne de celui que l'honneur exige ? Fais-je plus de mal en rendant publique la défense de mon honneur , que vous n'en avez fait , en me déshonorant aux yeux du Public ? Soyez-en sûr ; l'honneur d'un pere & celui de la fille

sont indivisibles. Je vous outrage, si je vous obéis. Ma résistance vous honore & vous sert. J'ai perdu l'innocence, voilà mon crime : si je ne la recouvre pas, j'ai presque dit, « ce sera » le vôtre ». Que l'honneur juge entre mon pere & moi, si c'est à moi de sacrifier mon amour à sa haine, ou à lui de sacrifier sa haine à ma réputation. Ne donnez plus cette haine pour de la vertu. Le motif est beau de fuir le déshonneur ; mais c'est foiblesse de voir la honte où elle n'est pas, & d'ériger, dans sa fausse conscience, le bien en mal.

Vous avez beau réclamer l'empire des peres & les vouloir ranger sous vos drapeaux. Ils savent que l'abus du pouvoir n'est pas le pouvoir : que l'autorité n'est point le despotisme : que les loix, plus sages que les hommes, commandent autant aux peres qu'aux enfans. Ils voyent que mon exemple ne sera point contagieux pour les leurs : & qu'un succès acheté à un si haut prix, est plus propre à les détourner du désordre, qu'à les y conduire. Et la durée des maux que mes fautes m'ont attirées, ne leur laissent plus voir que les vôtres.

C'est aussi tout ce qu'ont vu les Ministres à l'autorité desquels vous avez essayé de recourir. Car que n'avez-vous pas tenté contre moi ? Heureusement que l'Administration est placée aujourd'hui dans des mains sages & ennemies de la tyrannie. Qui le fait mieux que vous ? depuis la réponse que vous fit un grand Ministre, aussi connue par la noblesse de son ame, que par l'étendue de son génie ; lorsque vous le pressâtes

de vous accorder une lettre de cachet, pour changer mon couvent en prison : *il est temps*, vous écrivit-il, *qu'après n'avoir écouté que la voix du ressentiment & de l'animosité, vous écoutiez enfin celle de l'honneur.*

Si donc vous êtes aussi sensible que vous semblez l'être, aux jugemens & aux discours des hommes ; au lieu de chercher dans l'avenir ce qu'ils diroient de vos petits-enfans, prenez garde à ce qu'ils diront de vous-même. Ce qu'ils en disent maintenant peut cesser. Un grand effort, un acte de vertu changera demain en éloges la censure d'aujourd'hui. Votre sort est encore dans vos mains : mais un instant le peut fixer. Craignez cette voix sur laquelle le temps n'a plus d'empire, cette voix immortelle qui sort du creux de nos tombeaux. Mon pere, vous n'étiez pas fait pour la craindre. La Nature vous avoit doué de ces qualités qui élèvent un homme au-dessus des autres. Un caractère que rien n'étonne ni n'ébranle, une tenue infatigable & sans exemple dans le vouloir comme dans l'exécution, vous auroient dû porter aux grandes choses. Hommes imparfaits ! quand vos cœurs embrassent la vertu, les moyens & les ressorts vous manquent pour vous illustrer par elle : & quand vous avez entre les mains l'instrument qui produit l'héroïsme, quel déplorable usage vous en faites !

Est-il assez humiliant d'être forcé d'apprendre à un pere en quoi l'honneur consiste ! Mais quoi ! n'est-ce pas de vous que j'ai appris moi-même à le connoître ? Et quand les peines que

vous m'infligez pour y avoir manqué, deviennent si terribles, qu'elles le révoltent à leur tour; n'est-il pas juste que je rappelle à vos vieux ans, les leçons de vertu que vous donnâtes à mon enfance? Un moment de délire m'en a fait perdre le mérite, mais non le fruit. Je m'en souviens, pour vous en faire hommage; je les chéris pour vous les rendre.

Eh! le moyen que je vous redemande mon honneur, sans vous presser de songer au vôtre. Mon pere, mettons tout à sa place, & laissons les discours frivoles. Vous vous êtes opposé devant les Juges à mon mariage. Les Juges n'ont point encore prononcé notre Arrêt. Mais ils voyent que votre opposition portoit sur deux bases que j'ai fait crouler. Donc, ils voyent 1^o. qu'en homme instruit, 2^o. qu'en homme d'honneur, vous me devez votre consentement.

Daignez donc, mon pere, me donner ce que les Loix me donneroient sans vous. Ce ne sont plus des pardons que je mets à vos pieds. Ce ne sont plus des graces que j'y réclame. J'y apporte mon propre bien. Je remets entre vos mains ce qui m'appartient, afin que ce qui est à moi, j'aie le bonheur de le tenir de vous. Au nom du Dieu qui va sceller sur ses Autels les saints nœuds où mon cœur aspire, n'en empoisonnez point les douceurs. Serons-nous toujours malheureux l'un par l'autre? Votre indignation est, je vous le jure, un fardeau que je ne m'accoutumerai jamais à porter. N'allez pas conclure de cet écrit que j'y sois insensible. S'il contient de tristes vérités, c'est qu'il falloit que

ce que les prières, la résignation & les larmes avoient tenté si souvent sans succès, la raison & le bon droit l'entreprissent avec quelques forces. *La charité & la douceur ont aussi leurs émotions & leurs coleres.* Semblable à ces guerriers, qui, emportés par la violence de leur objet, ne sentent leurs blessures, ne voyent couler leur sang qu'au moment de la victoire, j'ai combattu pour mon honneur, pour le vôtre, pour le sort de toute ma vie, pour le sort de celui que j'aime; toute entiere à ces grands intérêts, j'ai senti mes forces croître, mon courage s'élever, j'en ai eu tout ce qu'il m'en falloit pour frapper au but: & quand j'y touche, tout ce courage m'abandonne, la douleur de vous déplaire m'accable, & la satisfaction d'être unie à l'objet de mes vœux me touchera moins mille fois, que je ne gémirai de ne vous être plus chere.

Ah! mon père, votre fille vous demande si ces titres de pere & de fille ne disent plus rien à votre cœur? Que je plains ceux que ces noms doux & sacrés n'attendriroient pas! Malheur surtout à quiconque pourroit penser que la haine entra jamais dans les chagrins que les peres & les enfans se causent les uns aux autres. C'est le mystère du cœur de l'homme qu'il tourmente souvent plus, ce qu'il aime davantage. Aussi ce qu'ont d'horrible les combats des peres & des fils, c'est qu'au plus fort de leurs divisions, la Nature, qui jamais ne perd le fond de ses droits, y mêle une secrette impression de tendresse, qui les rend plus affreuses que la mort même. J'é-

prouve jour & nuit ce supplice. Je m'abreuve de ce mortel poison. Secourez-moi, ou je succombe. Ouvrez-moi vos bras. Que je m'y plonge : que j'y retrouve la vie. Pressez-y votre fille. Rendez-lui votre aveu, votre amour. Et je dirai : « Mon pere, toutes vos rigueurs ont été pour moi des bienfaits. Née avec des passions vives, j'avois besoin de la leçon du malheur : il les a domptées toutes, & l'oubli d'un devoir si rigoureusement puni, m'a rendue attentive aux autres. Ma foiblesse avoit révolté tous les cœurs; mes souffrances les ont intéressés; & leur pitié, grace à vous, les dispose à me rendre plus aisément l'estime. Vous m'avez rendue plus heureuse, de tout le prix que l'infortune ajoute au bonheur. Vous m'avez rassurée sur un grand péril, celui de ne pouvoir donner à l'Hymen que ce dont avoit joui l'amour. Ce n'est plus alors un don, c'est une dette que nous sommes trop heureuses que l'on accepte : & il ne m'a pas fallu moins que les épreuves, par où vous avez fait passer mon époux, pour avoir de sûrs garants de sa constance. Mais sur-tout vos sévérités envers votre fille, la rendront la plus tendre des meres. Mes enfans seront heureux, de tout le bonheur qui m'a manqué : & je les instruirai à vous dédommager par leurs vertus, des peines que vous ont causé mes fautes.

Voilà, mon pere, les précieux services dont je vous bénirai du profond de mon ame. Voilà comment le courroux d'un pere est bienfaisant, jusques dans ses excès. Voilà comment la Nature retrouve, dans ses écarts même, tous ses droits.

Quand viendra ce jour heureux de son triomphe, où serrant contre votre sein, votre enfant & les miens, vous nous direz : « Ma fille, que tu as bien servi ton pere ! Combien tu l'aimois, quand tu as mis le fer dans sa playe ! De quelle douceur ta rare fermeté me fait jouir ! De quelle joie un respect timide m'eût privé ! La méchanceté ne fouilla jamais nos ames. Des passions fortes les avoient égarées ; mais les passions, quelle que soit leur durée, cessent. Puissent tes fils, instruits par nos malheurs, en profiter pour être, toute leur vie, des enfans sages & de bons peres ».

Dois-je réussir ? Je le crois, & le demande à mon Conseil. *Signé*, JEANNE-ANTOINETTE-GABRIELLE DE MONNIER.

LETTRE de M. LOYSEAU DE MAULEON,

A Mademoiselle DE MONNIER.

C'EST avec grand plaisir, Mademoiselle, que je vous ai prêté ma plume. Je devois ce service au malheur & à l'amitié. Je n'ai rien exprimé, que votre cœur n'ait mieux senti. Mais je vous prie, Mademoiselle, de ne point exiger que je signe votre Consultation. Je ne suis plus au Barreau : j'en dois respecter les usages, ainsi que ceux de ma Compagnie. Il est nécessaire que cette Consultation soit faite &

*signée par un Avocat. Je viens de vous choisir un
Conseil très-estimable & très-éclairé.*

Je suis avec respect,

Mademoiselle,

*Votre très-humble & très-
obéissant Serviteur,*

LOYSEAU DE MAULEON.

Paris, 5 Décembre 1769.


C O N S U L T A T I O N.

LE Conseil soussigné, qui a pris lecture de la Réponse ci-dessus ; Estime que les moyens développés dans cette Réponse, démontrent évidemment que M. de Monnier doit être débouté de son opposition au mariage de sa fille. Le domicile de la Demoiselle étant le même que celui de ses pere & mere, il en résulte, 1^o que les bans doivent être publiés dans leurs Paroisses ; 2^o qu'elle ne pourra être mariée que par le Curé de cette Paroisse, ou de son consentement. Ce qui n'empêche pas qu'avec le certificat de publication de ce Curé, & la permission de ce même Curé, elle ne se marie en tout endroit d'où M. de Valdahon n'est pas tenu de s'absenter. Elle n'est plus sous la puissance de son pere, quant au mariage.

Délibéré à Paris ce 6 Décembre 1769.

Signé ROUSSELET.

MÉMOIRE



M É M O I R E

POUR le sieur MABILLE, ancien Conseiller
au Conseil Supérieur de l'Isle de France;
CONTRE les SYNDICS & DIRECTEURS
de la Compagnie des Indes.

LA créance que le sieur Mabilie réclame, n'est point une créance incertaine. Elle a été contractée sur la foi des dispositions & des ordres émanés de l'Administration de la Compagnie des Indes. Elle provient de la culture des terres destinées à la subsistance des hommes que l'on transporte dans les Colonies. Elle est le gage du produit des cultures. Cette créance monte à 82095 livres, monnoie de l'Isle de France, & forme une partie du prix des possessions que le sieur Mabilie a vendues. Mais il n'a reçu cette somme qu'en billets de grains. Il s'agit aujourd'hui de réaliser ces billets. La Compagnie lui en refuse la réalisation. Les reçus de grains dont il est porteur, représentent cependant l'argent comptant qu'elle auroit dû donner aux Cultivateurs: car on verra qu'elle ne s'est assuré la jouissance de leurs récoltes, qu'en leur assurant de son côté la réalisation du signe représentatif du prix de leurs denrées. Est-il concevable que des engagemens aussi solennels soient la matière d'une Cause sérieuse?

Le sieur Mabilie avoit remis sa défense en des mains plus habiles que les nôtres. Il l'avoit confiée à l'homme célèbre qu'une mort imprévue vient de nous ravir. Quelle perte ! & de quels regrets elle est digne !

Dans un siècle où les professions les plus graves semblent elles-mêmes n'être pas à l'abri des dangers de la dissipation, cet homme rare n'a connu que ses devoirs, n'a chéri que l'étude, s'est distingué par une infatigable assiduité aux fonctions de son ministère. La méthode à laquelle il soumettoit ses idées, leur justesse, leur précision, son extrême facilité à concevoir comme à développer les plus pénibles Causes, le rendirent un homme supérieur. Plein de ressources dans les raisonnemens, mais exact jusqu'au scrupule dans les faits, aussi actif dans ses travaux que modéré dans ses affections, père de famille économe & Avocat désintéressé, doux dans les procédés, inébranlable dans les principes, & toujours semblable à lui-même, il pratiquoit sans effort toutes les vertus : c'étoit en lui l'heureux penchant de la nature. A tant de mérite il joignit une modestie si vraie, il fut toujours simple de si bonne foi, que ses lumières & ses succès n'éveillèrent point l'envie. Naïf admirateur des moindres talens dans les autres, il ignoroit le prix des siens. Quelqu'importantes que fussent ses Actions au Barreau, il n'y voyoit que ses Clients, jamais soi-même ; il n'y cherchoit que leur avantage, jamais sa gloire : son éloquence étoit pure & sans faste, comme ses mœurs.

Que si la Cause du sieur Mabilie se soutenoit

moins par elle-même, je sens tout ce qu'elle auroit à perdre au changement de Défenseur. Une raison pourtant m'autoriseroit à craindre moins cette disparité. C'est que M^e Doulcet avoit déjà tracé sur ce Procès quelques idées : en sorte que j'ai trouvé dans ses extraits & dans ses notes, des instructions dont je vais profiter. Je le dis, je dois le dire, pour ne pas frustrer le Client du poids qu'ajoutera à sa défense un pareil nom.

F A I T.

Le sieur Mabilie est entré au service de la Compagnie des Indes en 1740. Il est arrivé à l'Isle de France en 1741. Il y a occupé différentes places jusqu'en 1746, que M. de la Bourdonnais l'emmena aux Indes, lorsqu'il fit son expédition sur Madras. Ce Gouverneur, qui, reconnoissant dès-lors dans le sieur Mabilie d'heureuses dispositions, prit plaisir à les développer & à le former aux affaires, avoit demandé pour lui, dès 1743, une place dans le Conseil Supérieur. En 1748 la Compagnie la lui accorda; mais il n'en obtint les provisions qu'en 1751, dans le cours d'un voyage qu'il fit en France.

Le sieur Mabilie avoit acquis dès 1744, de ses deniers, l'habitation du sieur Herbault, Conseiller, qui se dispoisoit à repasser en France : ce que ce Conseiller ne put exécuter qu'en 1746.

Il est nécessaire de distinguer cette acquisition, des concessions que faisoit alors la Compagnie. Elle donnoit une certaine quantité de terrain en friche. Elle avançoit quelques Esclaves, que les

premiers produits des cultures devoient acquitter. C'est ainsi qu'elle établissoit les Cultivateurs qui s'expatrioient pour aller mettre en valeur une Isle toute couverte de bois. Le sieur Mabile ne fut point du nombre de ces premiers Concessionnaires. C'étoit, comme on vient de le dire, de ses deniers qu'il avoit acquis une terre & des Esclaves. Mais en 1750, il obtint la concession de la portion de terrain, que la Compagnie avoit fixée à ceux des Membres du Conseil, qui voudroient donner l'exemple des défrichemens qu'elle désiroit. Il se détermina pour lors à se défaire de sa premiere acquisition, & il se procura les possessions du sieur Deguily, qui étoient voisines de sa nouvelle concession. Il les a fait valoir jusqu'en 1762, que plusieurs raisons, étrangères à l'affaire présente, le déterminèrent à vendre ses fonds, & à repasser en France. Il en demanda la permission au Ministre & à la Compagnie.

L'administration de la Compagnie des Indes avoit obtenu du Roi, à la fin de 1761, la permission de suspendre le paiement d'une quantité de lettres de change, tirées par le Conseil de l'Isle de France, sur la caisse de Paris, en acquit des dettes contractées pour les opérations de la guerre derniere. Elle avoit aussi fait défense à son Conseil d'Administration de continuer sur sa caisse générale, ses traites ordinaires, c'est-à-dire, les lettres de change à différens termes, qui représentent le papier-monnoie circulant dans les Colonies, au lieu d'argent.

Pour donner une idée nette de cette opéra-

tion, il est nécessaire de dire que la Compagnie des Indes a dans ses Colonies, le privilege exclusif de tout le commerce, & la jouissance de tous les droits utiles de la Couronne. Les conditions auxquelles elle a obtenu ces prérogatives, sont de payer tous les frais d'administration, ceux d'une régie qui lui est particuliere, ceux de défense, de construction navale, de bâtimens civils & militaires. C'est elle qui doit, par conséquent, payer journellement les Troupes, les Matelots, les Ouvriers de toute espee, les Employés en tout genre, les Officiers de terre & de mer, ceux de Justice, les Colons cultivateurs, & généralement tout ce qui a un traitement à percevoir, à cause de son état, à cause de son service, ou pour prix de fourniture quelconque.

Ces payemens exigeoient que la caisse de l'Isle de France fût pourvue annuellement, de fonds proportionnés aux dépenses ci-dessus détaillées. Mais le transport par mer des especes fabriquées, exposoit la Compagnie à des risques: elle pouvoit essuyer des pertes: elle pouvoit quelquefois n'avoir point de fonds à envoyer. Une opération intermédiaire, mais qui ne dépendoit pas toute d'elle, pouvoit seule lui fournir un moyen commode & lucratif de satisfaire, pour le moment, à ses engagemens journaliers. Elle voyoit, de plus, tout le bénéfice que devoient lui produire, pendant plusieurs années, les fonds destinés à payer ses dépenses de chaque jour, si ces fonds étoient appliqués à son commerce. Le calcul étoit séduisant. Mais l'avantage qu'il offroit

dépendoit du concours de ceux, à qui elle avoit des payemens à faire. Il falloit devoir à la confiance publique, le moyen d'éviter les risques & pertes de la navigation, & celui de s'assurer des bénéfices. La Compagnie force aujourd'hui le sieur Mabilie à se plaindre du refus qu'elle lui fait de payer une créance, que cette confiance a fait naître. Et elle eût alors prodigué les témoignages les plus marqués de sa reconnoissance à ceux qui se prêterent, les premiers, à ces arrangemens économiques.

L'opération consistoit à payer, avec un papier de confiance, tout ce qui devoit être acquitté en argent comptant. Elle fit de ce papier une monnoie circulante. Le commerce exclusif dont elle a le privilege, facilita cet établissement. La Compagnie seule vendoit toute espece de denrées à ses colons : elle seule mettoit le prix qu'elle vouloit, à tout ce qu'elle vendoit. Il étoit simple qu'elle reçût comme argent, ce qu'elle avoit donné en place d'argent. Le fondement de cet échange étoit la confiance qu'on auroit dans ce papier-monnoie. Il étoit fait pour représenter, entre les mains de ceux qui en seroient porteurs, l'argent effectif qu'ils auroient dû toucher. Pour rendre la confiance inébranlable, il falloit assurer la réalisation du papier, qui se trouveroit sur la place. Aussi n'est-ce qu'à l'assurance d'une réalisation certaine en Europe, que la Compagnie a dû le crédit général, qui lui a fait tant d'honneur & de profit, pendant plus de trente ans.

Voilà la véritable origine de toutes les lettres

de change, acquittées fidèlement depuis 1734 jusqu'en 1760. Celles qui furent tirées en 1761, avoient la même source. Mais ce n'est point au sieur Mabile à discuter les raisons, qui ont fait suspendre une réalisation si nécessaire à la circulation. Il lui suffit de prouver que ces raisons ne peuvent influer sur une créance de 84095 (a) livres, monnoie de l'Isle, dont il répète aujourd'hui le payement.

Le sieur Mabile n'a jamais occupé à l'Isle de France de places de comptabilité; il ne s'est mêlé, directement ni indirectement, d'aucun commerce; il n'a eu aucune affaire d'intérêt avec la Compagnie. Il n'a jamais été qu'un colon, assez citoyen pour lui fournir le produit de sa terre, au prix qu'elle y vouloit mettre. C'étoit un Officier de Justice & d'Administration, supérieur par sa façon d'être & de servir, à tout soupçon de gain illicite.

Lorsque son projet de revenir en France lui eut fait vendre ses habitations au sieur Desforges, il en donna avis au Ministre & à la Compagnie. Il fit plus: il démontra l'origine & le progrès de ses acquisitions. Il demanda au Ministre un ordre, pour que les fonds, qui proviendroient de cette vente, fussent reçus à la caisse de l'Isle de France, & convertis en lettres de change. Toutes ces pieces sont dans les archives de la Compagnie. On y voit que le sieur Mabile, non content de soumettre ses biens à la loi de réalisation, imposée par la Compagnie, demandoit

(a) C'est monnoie de France, 120386 liv.

même qu'on nommât des Commissaires pour vérifier ses exposés. Le sieur Mabilie a réclamé ces pieces, lorsqu'il a fait à l'Administration actuelle, sa premiere demande en payement des sommes qu'il répète.

M. Bertin, alors Ministre & Contrôleur Général des Finances, lui fit la réponse suivante :
« La Compagnie, Monsieur, désire que vous
» gardiez votre Habitation. M. Desforges, suivant les bonnes regles, ne pouvoit ni ne devoit en acquérir aucune. Je lui écris pour lui
» marquer que mon intention est qu'il vous la
» remette sans retard. Il est nécessaire aussi que
» vous restiez encore à l'Isle de France, du moins
» pendant quelque temps. Ce seroit vous écarter du but que vous vous proposez, & que je
» désire pour vous-même, que de quitter le service de la Compagnie avant ce temps. *Signé,*
BERTIN ».

Par le même ordinaire, le sieur Mabilie reçut de la Compagnie cette seconde réponse :

« La Compagnie, (b) Monsieur, a reçu la lettre que vous lui avez écrite le premier Septembre dernier, pour l'informer de la vente de votre Habitation à M. Desforges, & pour lui en remettre le contrat, avec l'exposé de ce en quoi consiste le bien que vous venez de vendre. Vous lui demandez en même-temps votre retraite, & qu'il soit ordonné au Conseil de vous délivrer des lettres de change pour la valeur des fonds que vous remettrez à la

(b) 24 Mars 1763.

» caisse. L'Administration ne se refuse qu'à regret
 » à ce que vous désirez d'elle. Premièrement,
 » M. Desforges n'a pu ni dû acquérir votre Ha-
 » bitation. Il n'a point ignoré que les Réglemens
 » le défendent formellement aux Gouverneurs de
 » l'Isle de France, puisqu'il vient de les faire exé-
 » cuter contre M. Magon, dont il a lui-même ven-
 » du les Habitations. Aussi la Compagnie lui en-
 » joint de résilier le marché qu'il a passé avec vous:
 » au moyen de quoi elle n'a point d'ordres à
 » donner au Conseil pour faire passer vos fonds
 » en France. La Compagnie attend de votre
 » attachement que vous différerez au moins d'un
 » an votre retour en France. Elle a cru voir
 » dans vos lettres que votre santé a moins de
 » part à ce retour, que la fausse opinion que
 » vous vous êtes faite de la façon de penser sur
 » votre compte. Comme vous devez être désa-
 » busé là-dessus, ce motif cesse, & nous comp-
 » tons que vous vous prêterez volontiers à ce
 » que nous désirons de vous. De notre côté,
 » nous pourvoirons à la subsistance de votre fa-
 » mille, & vous devez être sans inquiétude à
 » cet égard. *Signé*, GILLY, COTTIN, MASSON,
 » GODEHEU, ROFFAY, MICHEL, MAGON, PAN-
 » NIER DE SAINT - BAL, SAINT - MARTIN »

Le sieur Mabile ne crut pas devoir trop ap-
 profondir ces réponses. Il s'en tint à ce que pa-
 roissoient désirer le Ministre & la Compagnie.
 Il se soumit à la résiliation d'un contrat passé par-
 devant Notaires; il reprit ses terres, ses Esclaves,
 rendit l'argent qu'il avoit reçu. Ces mutations,
 qui avoient fait changer l'application du travail

des Noirs & les genres de cultures, occasionnerent au vendeur & à l'acquéreur une perte considérable. Ils la supportèrent l'un & l'autre, par respect pour les ordres supérieurs, qui leur en faisoient une loi. Copie de l'acte de résiliation fut envoyée au Ministre & à la Compagnie. On y voit par quels ordres cet acte a été consommé.

Le sieur Mabilie est resté dans ses fonctions jusqu'en Mars 1765. Sa confiance dans la bonne volonté du Ministre & de la Compagnie ne lui permettoit pas de croire qu'on eût dessein de le conduire à un période, où ses services & sa résignation ne seroient récompensés, que par une perte réelle & forcée de plus de la moitié de son bien. Il est persuadé que si les anciens Administrateurs qui l'ont engagé à reprendre son habitation vendue, & à rester à l'Isle de France, étoient encore à la tête de la Régie, il n'auroit point à réclamer l'appui des loix.

Un vaisseau qui arriva en Janvier 1765, à l'Isle de France, informa le sieur Mabilie des changemens survenus dans la Compagnie. Ce nouvel ordre de choses le décida à faire sa retraite. Il vendit son bien, & demanda un congé au Conseil.

Le sieur Mabilie n'ignoroit pas les difficultés que fait, depuis quatre ans, la Compagnie, de réaliser les créances qu'on a sur elle. La connoissance de ces difficultés l'éclaira sur la maniere de se mettre à l'abri d'un délai de payement. Mais de quelque façon qu'il s'y prît, il étoit forcé par le fait de la Compagnie, à devenir porteur

d'une créance sur elle. Elle s'est en effet, rendue maîtresse de toute la circulation ; & c'est l'empire qu'elle s'est formé sur les fonds publics, qui la met en état de l'étendre arbitrairement, jusques sur les fortunes des propriétaires des fonds de terre.

Le sieur Mabile n'a vendu ses habitations que leur valeur réelle ; & cela pour être en droit d'exiger que son paiement fût de nature à ne souffrir aucune discussion. L'énoncé de son contrat fait la preuve de cette vérité. On voit encore dans ce contrat que, pour une partie du prix de sa vente, il reçut comme argent comptant des billets de grains, dont la Compagnie avoit envoyé le format, pour les distinguer de ses autres dettes. En effet la Compagnie des Indes avoit alors supprimé, comme nous l'avons dit, toute traite en lettres de change ; mais elle consentoit que les récépissés de grains remis dans ses magasins, & provenans du crû de l'Isle, fussent envoyés par les propriétaires à leurs fondés de pouvoirs en Europe. Quoique la Compagnie ne dise pas formellement dans sa lettre, qu'elle acquittera sur le champ ces reçus, le sieur Mabile devoit naturellement les prendre de préférence. Ils étoient exigibles par leur nature ; ils l'étoient par la distinction qu'en faisoit la Compagnie, qui avoit envoyé un format exprès pour en assurer la valeur.

C'est avec ce titre, qu'elle ne sauroit désavouer, puisqu'il est son ouvrage, c'est avec ce format émané d'elle, que le sieur Mabile lui demande le paiement d'un bien fonds qu'il n'a

vendu, que sur la foi d'une réalisation assurée aux papiers qu'elle mettoit dans la circulation. Ces papiers qui représentent une dette sacrée, qui sont le prix de la subsistance des hommes, étoit le seul argent fictif auquel on pût avoir confiance, quand le sieur Mabilie a vendu. La Compagnie, on ne peut trop le répéter, avoit donné ordre à ses Préposés de délivrer les reçus des denrées du crû de l'Isle, dans une forme qu'elle prescrivait, à dessein de les distinguer de ses autres négociations. Elle écrivoit que les porteurs pouvoient les envoyer à leurs fondés de procuration, dans le temps même qu'elle interdisoit toute autre traite. Le sieur Mabilie ne pouvoit, ni ne devoit présumer, que toutes ces dispositions, qui assuroient à la Compagnie le produit des cultures de première nécessité, n'en assurassent pas le paiement qu'elle indiquoit. Il étoit bien plus naturel de penser, qu'elle n'interrompoit l'usage des lettres de change, que parce qu'elles sont obligatoires au moment de leur échéance, & sujettes à des protêts, toujours désagréables pour une Compagnie de commerce. On devoit regarder l'introduction du format, & le nouvel usage des reçus de grains, comme un moyen qu'elle se ménageoit, de payer par portions, & à des termes qui ne gêneroient point ses autres opérations.

Le sieur Mabilie, à son arrivée à Paris, présenta son titre à la Compagnie, puis en demanda le paiement par un Mémoire. La Compagnie lui fit la réponse suivante.

Paris le 18 Juillet 1765.

« L'administration, Monsieur, ne s'écartera,
 » pour qui que ce soit, des arrangemens qu'elle
 » a arrêtés pour le payement des différentes
 » dettes qu'elle a à acquitter. Elle doit un trai-
 » tement égal à tous les porteurs de titres de
 » même espece. Favoriser l'un, ce seroit faire
 » injure à l'autre.

» Les appointemens des Conseillers & Em-
 » ployés se payent en trois termes; un tiers
 » comptant, le deuxieme tiers en Janvier 1766,
 » & le troisieme & dernier en Janvier 1767.

» Pour donner facilité à ceux qui désirent le
 » payement, en France, des billets de fourni-
 » tures, ou récépissés, & certificats du Tréso-
 » rier de l'Isle de France, on déduit le tiers du
 » montant de l'effet, & les deux tiers restans
 » sont payés en promesses de passer contrat
 » au denier 25. La délibération que la Com-
 » pagnie a prise à ce sujet, est du 22 Janvier
 » 1765.

» Tels sont les seuls éclaircissemens que nous
 » puissions vous donner, Monsieur. M. de Sain-
 » te-Catherine vous aura sans doute fait la mê-
 » me réponse. C'est à lui qu'il faut remettre les
 » titres des créances, afin qu'il les fasse passer
 » sous les yeux de l'Administration.

» Quant au mérite de vos services, Monsieur,
 » la Compagnie n'est peut-être pas encore suffi-
 » samment instruite pour l'apprécier bien exac-
 » tement. Les faits bien constatés sont capables
 » de déterminer son suffrage ».

Nous sommes très-parfaitement, Monsieur ; vos très-humbles & très-obéissans serviteurs, les Syndics & Directeurs de la Compagnie des Indes. *Signé*, DERABEC, DE CLONARD, SANCÉ, LEMOYNE, DE MERY D'ARCY.

Le sieur Mabile ne dissimulera pas qu'il fut surpris de se voir si mal accueilli d'une Administration qui auroit pu, sans trop s'avancer, partir des témoignages récents que le Ministre & les anciens Administrateurs venoient de rendre de sa conduite. De tels suffrages le rendirent, il en conviendra, moins sensible à ce que cette lettre avoit de mortifiant pour quelqu'un qui avoit passé sa vie à bien servir. Mais il fut effrayé de l'annonce que la Compagnie faisoit par cette lettre, de lui déduire le tiers du montant de son effet, & de lui payer en contrats, à quatre pour cent, les deux tiers restans. Il crut que, d'après toutes les variations que la Compagnie avoit mises dans ses mouvemens de finances, depuis sa lettre du 4 Avril 1759, elle avoit encore obtenu du Roi la déduction du tiers des créances qu'on a sur elle. Et comme il n'avoit pu, dans ses voyages, avoir connoissance de l'Edit du mois d'Août, & des Lettres patentes de 1764, il craignit que cette déduction n'y fit partie des nouvelles dispositions, qui fixoient définitivement le sort des créanciers. Instruit comme il l'est, de toutes les opérations de finances qui se sont faites dans les Colonies, de l'origine qu'ont eu toutes les dettes de la Compagnie, de la faveur & du privilège assurés, du propre mouvement de la Compagnie, à telle

& telle nature de dettes, le sieur Mabilie ne fa-
voit à quel motif attribuer un traitement si ri-
goureux. Son premier soin fut de recourir aux
Lettres mêmes, pour y voir, & en quels termes
étoit conçue cette déduction du tiers que la
Compagnie lui annonçoit, & quelles raisons
avoient pu déterminer le Souverain à ordonner
cette déduction.

Quel fut son étonnement, lorsqu'il ne vit
dans les Lettres patentes, aucun mot relatif au
retranchement du tiers des créances. Il eut beau
les lire & relire, il vit qu'elles ne présentent
absolument rien, dont on puisse induire que le
Roi ait voulu faire perdre la plus petite portion
des créances qu'on aura à exercer sur elle. Disons
mieux : on voit tout au contraire, dans l'article
15 de l'Edit du mois d'Août, rappelé dans les
Lettres patentes, « que le Roi n'entend nuire ni
» préjudicier aux droits qui peuvent appartenir
» légitimement aux créanciers actuels de la Com-
» pagnie, qu'il veut que ces droits leur demeurent
» conservés en entier ».

La surprise du sieur Mabilie ne fut plus alors,
de ne pas trouver dans la Loi d'un Souverain
plein de justice, une fixation de paiement qui
auroit été absolument injuste. Mais sa surprise
fut de voir que c'étoit la Compagnie elle-même
qui, postérieurement aux volontés du Roi, ex-
pliquées dans son Edit & dans ses Lettres pa-
tentes, s'arrogeoit le droit, non-seulement d'in-
nover sur le sort prescrit aux créanciers par le
Prince, mais même de rendre ce sort formellement
contraire aux dispositions de Sa Majesté.

Ce n'est pas tout : plus le sieur Mabillet s'attacha à pénétrer l'esprit de ses dispositions, plus il reconnut que le Prince s'y étoit principalement occupé d'assurer aux créanciers légitimes la totalité de leurs droits. On voit en effet dans les Lettres patentes que l'objet du Souverain est, d'un côté, de prescrire la voie la plus simple, la plus prompte & la moins dispendieuse pour parvenir à la liquidation des dettes de la Compagnie : & d'un autre côté, de régler avec équité & justice, la nature & la forme de leur paiement. On y voit que c'est pour mettre la Compagnie en état de les éteindre, que le Roi lui a fait l'abandon de ses actions & billets d'emprunts, à la charge par elle d'acquitter toutes les dettes relatives au compte qu'elle avoit avec lui. On y voit encore que, pour conserver l'esprit de justice, qui devoit présider au paiement, le Roi a fait lui-même la distinction des dettes légitimes qui ne doivent, a-t-il dit, éprouver ni critique ni retard, d'avec celles qui pourroient provenir de quelques négociations abusives. C'est des dettes du premier genre qu'il a dit dans l'article 15 « qu'il n'entendoit nuire ni préjudicier aux droits » légitimes des créanciers, lesquels demeureront » conservés en entier ». Ce n'est donc qu'aux dettes du second genre, c'est-à-dire, à celles qui lui étoient présentées comme étant le fruit de négociations abusives, qu'il a prétendu faire supporter quelque diminution. Mais encore sur quoi est tombée la diminution qu'il imposoit ? Sur les intérêts seulement, & non sur le capital des créances.

ances. Voilà tout ce que le sieur Mabilie a vu dans les Lettres patentes:

Mais lorsqu'il en a ensuite comparé les différens articles, à ceux de la réponse que la Compagnie venoit de lui faire, il n'a pu comprendre comment & à quel titre cette Compagnie prétendoit l'assujettir, de sa propre autorité & contre le vœu du Prince, non-seulement à une réduction d'intérêts qui, aux termes des Lettres patentes, ne pouvoit concerner une créance aussi légitime que la sienne; mais encore à une déduction du tiers du capital, que le Roi n'imposoit pas même par ces Lettres, aux négociations abusives. Cette distinction, consignée par le Prince lui-même dans l'Edit, fit sentir au sieur Mabilie la force du coup que la Compagnie alloit porter, tout à la fois, à sa fortune & à son honneur, s'il souffroit qu'elle fit éprouver à sa créance un retranchement plus rigoureux même que celui, dont le Roi punissoit les créances illégitimes. Il vit à regret, qu'il ne lui restoit plus qu'à porter ses trop justes plaintes au Tribunal de la Grand'Chambre. C'est la voie que les Lettres patentes ouvrent à tous ceux qui ne pourront parvenir à procéder à l'amiable, avec la Compagnie, à la liquidation de leurs titres. Cependant son attachement pour un Etablissement politique, auquel il a sacrifié les vingt-cinq plus belles années de sa vie, lui dicta un dernier effort, auprès de ceux qui venoient d'en prendre la régie. Il leur représenta combien il seroit peu conforme à ses sentimens qu'on l'obligeât d'employer la ressource accordée par le Roi. La Compagnie n'a pas fait l'honneur

au sieur Mabile de lui répondre. Il ne lui est donc plus possible de différer la réclamation juridique, que le Souverain lui-même lui prescrit.

Deux objets principaux vont former sa défense. Nous démontrerons premièrement, qu'à consulter & à suivre les Lettres patentes, qui sont ici la Loi commune des Parties, le capital de la créance du sieur Mabile, quel qu'en fût le principe, ne seroit point sujet à une déduction du tiers, dont ces Lettres ne disent pas un mot.

Nous démontrerons en second lieu, qu'à consulter toujours la même loi, la créance du sieur Mabile, étant aussi pure & aussi légitime qu'elle l'est, n'est point dans le cas d'essuyer une réduction d'intérêt à quatre pour cent. C'est le partage de ce Mémoire.

PREMIERE PARTIE.

Pour que le sieur Mabile, porteur d'un titre de créance sur la Compagnie des Indes fût dans le cas de perdre un tiers sur cet effet, il faudroit que la Compagnie fût en faillite déclarée; encore ne seroit-elle pas la maîtresse de fixer arbitrairement le sort de ses créanciers. Cette opération judiciaire a ses regles prescrites par la Loi.

Or tout ce que la Compagnie a annoncé sur sa situation, dans ce moment intéressant pour elle, où, convaincue de la suffisance de ses propres forces, elle a désiré de se conduire par elle-même, sans le concours des Ministres & des

Commissaires du Roi; tout cela devient aujourd'hui un surcroît de sûreté pour ses créanciers légitimes. Elle a avancé dans son assemblée générale; qu'elle étoit en état de faire face à ses engagements. Pénétérée sans doute d'une vérité qu'elle s'empressoit de persuader à toute la terre, elle n'a rendu son bilan, ses projets de régie, le calcul de ses bénéfices futurs, aussi publics qu'ils le sont, que parce qu'elle consentoit qu'ils fussent, à l'avenir, obligatoires pour elle envers ses créanciers.

Depuis ce temps le Roi lui a fait l'abandon général de ses actions & de ses billets d'emprunt, aux conditions qu'elle acquitteroit toutes les dettes, relatives au compte que le don de Sa Majesté soldoit.

La Compagnie ne sauroit disconvenir que la dette qu'elle avoit contractée à l'Isle-de-France, pendant la guerre, & que le Roi vient d'acquitter entre ses mains, ne soit encore en souffrance & représentée par les gages non liquidés, dont ses créanciers sont porteurs. Cette vérité incontestable une fois établie, la Compagnie doit à ce qui est resté de dépense de la guerre le même traitement qu'elle a reçu de Sa Majesté. C'est le texte des Lettres patentes. Elle est tenue d'achever de solder, avec ses créanciers, tout compte relatif à celui que le Roi a acquitté avec elle.

La Compagnie ne peut pas non plus disconvenir que ce ne soit à sa sollicitation qu'aient été accordées les Lettres patentes de 1764. Vouloir s'en écarter, après les avoir obtenues, ne

feroit pas remplir les intentions du Souverain; ce feroit se servir d'un titre émané de sa bonté, pour exercer sur des créanciers de bonne foi, une violence contraire à sa justice.

Recourons donc à ses Lettres avec confiance. Invoquons cet acte où le meilleur & le plus juste des Rois prévient, par la plénitude de son autorité, les effets de la surprise, en attribuant aux Magistrats le pouvoir de prononcer définitivement contre des abus qui lui ont été dénoncés. Cet acte laisse à leur intégrité le droit d'en distinguer les auteurs d'avec ceux qui n'y ont aucune part.

« Nous croyons, dit le Souverain, devoir
 » prescrire sur tous les objets indivisibles par
 » leur nature, une regle dont l'effet soit de pré-
 » venir toute contestation & toute discussion.
 » Nous nous y déterminons même par des mo-
 » tifs d'autant plus fondés, que nous sommes
 » instruits depuis long - temps que, parmi les
 » créanciers de ladite Compagnie, *il en est dont*
 » *les créances légitimes & connues ne doivent éprou-*
 » *ver ni critiques, ni retard, telles que celles con-*
 » *tractées en Europe, où qui par leur nature doi-*
 » *vent y être acquittées* ».

Quelles dettes la Compagnie a-t-elle pu contracter en Europe, qui soient préférables à celle du sieur Mabilie? Celle-ci est le gage le plus incontestable des efforts qu'a faits la Colonie, pour la conservation de plus de vingt mille Sujets du Roi. C'est le prix du pain qui leur a été fourni, quand ils étoient abandonnés aux horreurs de la famine. Elle est le gage de ce prix,

non pas fixé par le cultivateur, mais toujours imposé, d'autorité, par la Compagnie. Seule adjudicataire des grains du crû de l'Isle, elle ne les a jamais payés qu'au prix qu'elle a voulu. Il est donc évident qu'aucune dette ne peut être plus légitime ni plus inviolable que celle-ci. Sous quel prétexte la Compagnie prétendrait-elle dépouiller cette dette du privilège qu'elle a par sa nature, & de celui que les Lettres patentes lui assurent ?

Il y a plus : & si le sieur Mabilie a dû, avant toutes choses, démontrer combien sa créance est légitime, maintenant que la preuve en est faite, il a droit de demander à la Compagnie dans quel article des Lettres patentes, elle a trouvé que le Prince eût soumis à la déduction du tiers, aucune créance, même celles soupçonnées d'abus ? Cette déduction n'est assurément nulle part, ni dans la Loi, ni dans l'esprit de la Loi : Et quand le Prince n'est occupé qu'à assurer à ses Sujets la totalité des droits qu'ils ont à répéter sur la Compagnie des Indes, il sort des assemblées de cette Compagnie, une délibération qu'elle annonce comme une décision souveraine, & par laquelle elle anéantit, de son autorité privée indistinctement, & sans débats, le tiers de toutes ses dettes !

Quelle est donc l'autorité qui a présidé à cette délibération ? Les créanciers y ont-ils été appelés, lors de sa confection ? Ont-ils été entendus ? A-t-on discuté si toutes les créances étoient de même nature ? La Compagnie, Juge & Partie, peut-elle prononcer sur sa propre Cause ?

Suffit-il qu'elle ait délibéré dans l'intérieur de son administration, pour qu'elle puisse annoncer, comme un Arrêt irrévocable, qu'elle va dépouiller du tiers de leurs biens, des Citoyens auxquels le Roi procure, par ses Lettres patentes, tous les moyens juridiques de les conserver en entier? Quelle est donc cette Administration qui réclame le pouvoir du Prince contre des négociations abusives, & qui use si despotiquement de celui qu'elle s'arroe contre les créances les plus dignes de la protection du Roi? Comment la Compagnie ose-t-elle substituer ses délibérations particulières aux dispositions des Lettres patentes? Comment ose-t-elle, sans établir aucune distinction entre les créances légitimes & celles qui pourroient être soupçonnées d'abus, faire à toutes en général un parti, auquel le Roi n'a pas même assujetti celles du dernier genre?

Ce n'est pas que le Roi, par l'article premier de ses Lettres patentes, n'ouvre le champ à une liquidation qui pourroit opérer la réduction des dettes abusives, s'il en existe. Mais cette liquidation, soit qu'elle se fasse à l'amiable, soit qu'elle se fasse devant les Juges, ne peut être que le résultat, ou de la justice que se rendra de lui-même le créancier abusif, ou de celle qui lui sera rendue par le Magistrat. Voilà la seule marche que la raison, l'équité & les Lettres patentes prescrivent. Mais procéder d'autorité vis-à-vis tout créancier, sans l'entendre; c'est tout à la fois, & entreprendre de verser des soupçons d'abus sur toutes les créances, & mon-

trer l'impossibilité où l'on est de les en convaincre. Et quand, dans le cas où la Compagnie pourroit faire valoir les soupçons d'abus qu'elle a dénoncés, il n'y auroit pas jusqu'au créancier suspect, qui n'eût droit de se plaindre d'une forme d'opération aussi arbitraire; à combien plus forte raison toute entreprise ne doit-elle pas soulever la délicatesse du sieur Mabilie, dont la créance pure & privilégiée n'est pas même sujette à contestation? Car c'est à la Compagnie elle-même que le sieur Mabilie en appelle.

A-t-elle pu, lorsque le Prince a dit dans ses Lettres patentes: « Si parmi les créanciers de la » Compagnie il en est dont les créances légitimes & connues ne doivent éprouver ni critiques ni retards, il en est aussi beaucoup d'autres dont les titres se sont notoirement formés » & augmentés par des négociations abusives »: A-t-elle pu se promettre que les cultivateurs de l'Isle-de-France se verroient tranquillement rangés par elle dans cette seconde classe? Cette imputation sera-t-elle le prix du zèle avec lequel ils lui ont sacrifié le produit de la terre au prix qu'elle a voulu? Se croira-t-elle autorisée à les priver de la part qu'ils doivent prétendre à la justice promise par le Roi à la Compagnie, lorsqu'il a ordonné la forme des payemens?

Tout, jusqu'au dépôt même des archives de la Compagnie, s'opposa à ce que cette imputation de créance abusive puisse être appliquée à celle du sieur Mabilie. On y voit que la Compagnie a assujetti les colons à ne cultiver que des grains ou vivres, tandis qu'ils auroient pu

tirer de leurs terres des objets bien plus lucratifs ; qu'à cette gêne elle a ajouté celle d'en attirer à elle tout le produit ; qu'en ne payant qu'avec du papier, elle en a fourni seule le débouché ; mais qu'en le fournissant, elle s'est rendue maîtresse du prix. Comment donc appliquera-t-elle à cette créance le vernis de négociation abusive ? Le colon a-t-il jamais été le maître de profiter d'un excédent de prix occasionné par la disette ? a-t-il pu former & augmenter ses titres par des manœuvres repréhensibles ? Un cultivateur citoyen, qui, dans un moment pressant, livre ses récoltes à la Compagnie, sur la simple promesse qu'il en fera payé au prix qu'elle y veut mettre ; un cultivateur qui n'est par conséquent pas plus le maître du prix de ses grains, que de l'emploi de sa terre : un cultivateur, dont on se ménage le temps de diminuer la créance par le commerce exclusif, au moyen duquel on lui revend d'abord à cinquante pour cent plus cher, les mêmes grains qu'on l'avoit forcé de porter aux magasins de la Compagnie, & ensuite à deux cent pour cent au-dessus de leur valeur, tous les autres besoins qu'il ne peut tirer que de ce commerce ; un cultivateur qui essuie tous ces traitemens, peut-il, aux yeux de la Justice, être le négociateur que la Compagnie a dénoncé ?

La sieur Mabile n'ayant jamais été intéressé dans aucun commerce, n'ayant traité avec la Compagnie d'aucune affaire dont il soit résulté des bénéfices onéreux pour elle, laissera-t-il comprendre sa créance parmi des négociations

ainsi qualifiées ? S'il est porteur d'un papier de créance , c'est le fait seul de la Compagnie. Le Roi avoit fixé à 3 livres 12 sols la valeur de la piaſtre d'Eſpagne. Cette piaſtre devoit être la monnoie avec laquelle elle auroit fait les payemens obligatoires de ſa régie. Si elle eût verſé dans la Colonie l'argent qu'elle lui devoit, le ſieur Mabile, vendant ſa Terre, auroit reçu des piaſtres , & n'auroit rien à demander. Ce ſont donc les gains immenſes dont la Compagnie jouit depuis trente ans , en faiſant valoir ce même argent dans ſon commerce , qui rendent le ſieur Mabile, non pas précifément le créancier de la Compagnie, mais le créancier de l'eſſet qu'elle l'a forcé de recevoir. C'eſt bien aſſez, que , par ſes arrangemens particuliers pour ſes Colonies , la Compagnie ait forcé le ſieur Mabile à recevoir le payement de ſon bien en effets ſur elle , ſans qu'elle prétende encore lui faire ſupporter en France aucune perte ſur ſes effets. Il ne pouvoit les refuſer. Par ſa qualité de Conſeiller au Conſeil Supérieur, il devoit l'exemple de la confiance. Refuſer de prendre pour lui-même, ce qu'il étoit chargé par état de faire recevoir à toute la Colonie comme un effet ſûr, c'étoit décrier la Compagnie , manquer à ſes devoirs, tromper le Peuple. Pouvoit-il regarder comme douteuſes les nouvelles aſſurances que la Compagnie donnoit par ſa lettre de 1763 , à l'eſpece de créance dont il eſt porteur ?

Et quand il ſe repoſe ſur la foi d'un pareil engagement, de quel droit attaque-t-elle ſon titre ? Pourquoi reſuſe-t-elle de le réaliser ? Eſt-il en

France une autre autorité que celle de la Justice, qui puisse restreindre les droits d'un créancier ?

Le Roi, dans ses Lettres patentes, ne retranche rien du capital de celles mêmes qui pourroient provenir de Négociations abusives ; & sa Justice en reconnoît, dont la totalité est inaltérable. Si donc le sieur Mabile n'est pas ce Négociateur désapprouvé, si au contraire c'est un Citoyen zélé, qui a bien mérité du Roi, de l'Etat, & de la Compagnie, son sort est dans les Lettres patentes : c'est aux Juges que Sa Majesté lui a donnés, à l'en faire jouir.

SECONDE PARTIE.

Le sieur Mabile n'est porteur d'un titre de créance sur la Compagnie, que parce qu'il s'est fié à la promesse qu'elle a faite de payer les reçus de grains du crû de l'Isle. Un pareil titre est assurément la créance la plus légitime qu'aucun homme puisse exercer contre la Compagnie des Indes. Il ne doit donc pas être exclus du privilege accordé par le Roi aux dettes légitimes, qui, d'après les termes mêmes de Sa Majesté dans ses Lettres patentes, ne doivent éprouver aucune critique. Or toutes dettes qu'on ne peut ni retarder ni critiquer, doivent s'acquitter en argent comptant, & *sans réduction d'un pour cent sur les intérêts*. Celle du sieur Mabile, qui, encore une fois, s'est formée de reçus de grains du crû de l'Isle, devenus monnoie circulante, est d'autant moins susceptible, d'après ces mêmes Lettres patentes, de réduction & de censure, qu'elle est le prix d'un bien-fonds, qu'il n'a ven-

du, que sur la confiance d'un payement, promis par la Compagnie.

Ce n'est donc pas une créance, née d'aucune affaire faite par le sieur Mabilie avec la Compagnie ; c'est la valeur de la monnoie du Pays, qu'il répète en payement d'un bien, qu'il avoit acquis de ses deniers, & qu'il n'a vendu que sur la foi publique, due à un effet aussi sacré que l'écu l'est en France.

Aucun Etat ne peut se soutenir, sans un signe représentatif des productions de la terre, & des autres valeurs réelles qui forment le bien des Particuliers. Tout un peuple ne peut pas être, à la fois, Cultivateur, Artisan & Commerçant. Pour que l'équilibre se soutienne, & que toute la Société jouisse des avantages qu'elle renferme, il faut un signe quelconque, qui représente ce qu'un homme fournit à un autre homme.

La Compagnie des Indes, en obtenant du Roi la permission de transporter les Sujets de l'Etat dans ses Colonies, a dû leur assurer les mêmes avantages, dont le Roi fait jouir ses Peuples. Ces avantages ont dû être, sur-tout, la valeur réelle de l'argent, ou la réalisation du signe que la Compagnie y substituerait, si son intérêt particulier la mettoit dans le cas de n'avoir pas toujours de l'argent à donner.

Le Roi avoit pourvu à la valeur de la circulation en argent, en ordonnant que la piaastre d'Espagne ne circuleroit que pour 72 sols, qui équivaldroient à 5 livres 5 sols 7 deniers.

Toutes les fois que la Compagnie des Indes a dû payer 72 sols à l'Isle de France, & que son

intérêt particulier l'a fait substituer à une piaſtre un effet fictif, l'effet fictif n'a pu être que le gage inaltérable d'une réalisation assurée.

Or, il est prouvé par les Livres mêmes de la Compagnie des Indes, qu'elle n'a jamais envoyé à l'Isle de France l'argent qu'elle étoit tenue d'y porter, pour payer & ce qu'elle achetoit & toutes les dépenses de sa régie. Il lui a donc été inévitable de contracter des dettes. Elle n'a pu en contracter, sans donner un gage qui en assurât le payement. Ce payement n'a pu être arbitraire. Quel que fût le gage qu'elle en donnoit, il devoit assurer, & il assuroit, en effet, une réalisation. Le retardement de cette réalisation, & la continuation de la disette d'argent à la Caisse de l'Isle de France, sont le fait de la Compagnie. Ce fait ne peut infirmer le droit de ses créanciers. Le gage qu'elle leur a fait prendre en place d'argent, & qui a formé la circulation dans ses Isles est, de sa part, la plus complète reconnoissance de la dette qu'elle a contractée. Quand la Compagnie, qui fait exclusivement tout le commerce des Isles, a repris du particulier Gagiste ou Cultivateur, en place d'argent, & pour payement de ce qu'elle lui vendoit, le même signe qu'elle lui avoit antérieurement délivré, pour tenir lieu de la piaſtre qu'elle auroit dû lui payer, soit pour ses gages, soit pour le prix des productions de la terre; elle a reconnu par-là, & la valeur du signe, & la nécessité de le réaliser. Mais comme elle n'a jamais envoyé assez de marchandises pour retirer du Gagiste & du Cultivateur, tous les reçus qu'elle leur avoit

donnés, en représentation de la piaſtre qu'elle leur devoit, ces ſignes, reſtés entre leurs mains, ſont une obligation active, qui ne ſauroit s'éteindre, que par un payement en argent. Toute autre maniere de payer n'atteindroit pas le but, & gréveroit le créancier d'une perte réelle. Eſt-ce la faute du créancier, ſi elle n'a jamais fourni ſes magafins, de façon qu'elle éteignît toute ſa dette ? Cette dette en ſubſiſte-t-elle moins ? Et de ce que des Créanciers, attachés aux Colonies par leur état, ont pris, il y a vingt ans, dans les magafins de la Compagnie, des effets indiſpenſables, & qu'ils ne pouvoient ſe procurer d'ailleurs, à raiſon de ſon commerce excluſif, en réſulte-t-il que les propriétaires actuels de ſes obligations, qui ne ſont plus à ſon ſervice, ni ſur les lieux, ſoient aſſujettis à toutes les pertes qu'elle voudra leur faire ſupporter ?

Et quel tort ne feroit pas au ſieur Mabilſe un payement en contrats à quatre pour cent ? D'abord il perdrait un cinquieme ſur la valeur réelle d'un bien-fonds qu'il a vendu. Enſuite il ſeroit réduit, après vingt-cinq ans de ſervice, à une modique rente, peu capable de ſoutenir ſa famille. Et pendant que la Compagnie ſeroit valloir, à ſon propre profit, la totalité des fonds du ſieur Mabilſe, il ſe verroit contraint à perdre trente-huit pour cent ſur la place, par la réalifation à laquelle le forceroit encore la modicité du produit de ſes fonds, déjà réduits par la Compagnie.

Le ſieur Mabilſe eſt d'autant plus fondé à ſe ſouſtraire à cette forme de payement, que le moment même où la Compagnie a obtenu du

Roi de ne payer ses dettes qu'en contrats à quatre pour cent, est celui où les Lettres patentes accordent aux Actionnaires un dividende de 80 liv. par action, au principal de 1600 livres. Ce n'a pu être qu'en supposant le paiement en entier des créances légitimes, que le Souverain s'est porté à fixer ce dividende. Son intention n'a pu être de faire aux Actionnaires un avantage préjudiciable aux créanciers légitimes. Sa Majesté a pris trop de soin de les distinguer dans ses Lettres patentes. Cette distinction qui part de la justice du Prince, rend l'état des Créanciers légitimes, au moins égal à celui des Actionnaires; & cet état ne feroit pas égal, si les uns étoient payés à cinq pour cent, tandis que les autres ne le feroient qu'à quatre pour cent. Les débiteurs seroient mieux traités que les créanciers.

La Compagnie, il est vrai, a défendu à ses Préposés de laisser en France le papier-monnoie qu'elle donne dans ses Colonies; elle s'est même fait autoriser à ne le pas payer, s'il y étoit présenté: mais cette défense, qui n'a d'ailleurs rien de commun avec les billets de grains dont il s'agit ici, tient à une raison d'intérêt qu'il est bon de développer.

Le billet-monnoie est un billet à ordre. Il falloit le payer à vue. Au lieu que, le convertissant en lettres de change payables, suivant l'usage, à six mois de vue, la Compagnie jouissoit souvent de sa valeur pendant un an, sans en payer d'intérêt. Car, par-tout où la Compagnie a des payemens à faire, on voit ses bénéfices croître, aux dépens de ses Colons & de ses Cré-

anciers. Ce n'est pas tout : & qu'on remarque les vraies raisons de ces opérations, dont la Compagnie menace ses Créanciers de prolonger l'usage. Il n'y avoit dans l'Isle qu'une certaine quantité de papier-monnoie circulant. Si ce gage avoit passé & repassé les mers, il eût fallu le multiplier à l'infini. La Compagnie y suppléant par ses lettres de change, a dû désirer que le gage de ses dettes ne se multipliât pas ; & cette précaution prouve elle-même combien la Compagnie se reconnoissoit obligée à le réaliser. Mais que peut inférer la Compagnie de tous ces mouvemens de finances, contre la créance du fleur Mabilles ? Celle-ci doit son origine à la culture des terres ; il doit son titre aux dispositions & aux aveux de la Compagnie. Écoutons-la, c'est elle qui parle dans sa lettre du 24 Février 1752.

« Nous sentons comme vous les inconvéniens
 » qu'il y auroit à supprimer les billets de caisse,
 » & nous convenons que s'ils sont utiles à l'in-
 » térêt public, ils ne peuvent préjudicier à l'in-
 » térêt de la Compagnie, lorsqu'on n'en donne
 » aux Habitans que pour les fournitures réelle-
 » ment faites aux magasins de la Compagnie ;
 » & il est certain qu'il faudroit des envois bien
 » plus considérables en piaftres, si on étoit obligé
 » de payer comptant toutes ces fournitures. Vous
 » nous observez encore qu'on ne reçoit dans les
 » magasins aucunes fournitures de ceux qui
 » n'ont pas d'habitation, ni même de café,
 » qu'on fait n'en pas récolter, & qu'on ne dé-
 » livre pas la moindre lettre change que les

» fonds n'en soient remis à la caisse ; précau-
» tions sages qui mettent les choses en règle ;
» & qui doivent nous tranquilliser. Vous nous
» ferez plaisir de nous envoyer un modele de
» ces mêmes billets , à la forme & à la sûreté
» desquels il peut y avoir quelque chose à
» ajouter. Pour copie, COSTAR».

Cette Lettre étoit commune pour les deux
Isles ; elle fut envoyée aux deux Conseils.

Peut-il à présent rester quelque doute sur la
légitimité des billets de grains ? N'est-ce pas la
Compagnie elle-même qui en fait la matiere de
ses lettres de change ? Un effet dont le période
est d'être converti en lettres de change , peut-
il être payable autrement qu'en argent ? La
Compagnie n'a donc jamais pu , de son autorité,
en intervertir l'ordre , encore moins en suppri-
mer l'effet , & en réduire le produit. Pour en
obtenir la permission du Roi , à l'occasion des
lettres de change tirées en 1761 , il ne fallut pas
moins que le soupçon d'illégitimité , qu'elle a
versé sur les dettes qui ont donné lieu à cette
traite. Et c'est bien l'expédient dont elle tâche
de faire encore ressource aujourd'hui. Mais , en-
core une fois , la Compagnie peut-elle être Juge
dans sa propre Cause ? Suffit-il qu'elle attaque
vaguement la validité de quelques titres parti-
culiers , pour que cette simple allégation porte
indistinctement sur toutes les natures de créan-
ces ? S'il y en a de suspectes , il en est constam-
ment de légitimes. Si la Compagnie ne veut pas
en faire la distinction à l'amiable , il faut bien avoir
recours à l'autorité des Loix. Il est ouvert aux
Créanciers ,

Créanciers, ce recours, par l'Edit & par les Lettres patentes de 1764 ; il l'avoit été précédemment par un Arrêt du Conseil, qui avoit renvoyé la discussion des créances de la Compagnie pardevant des Commissaires. Il n'est pas inutile de parcourir les dispositions de cet Arrêt.

Il y est dit que les billets de caisse sont créés seulement pour l'établissement de la Compagnie des Indes, à l'effet d'y servir de monnoie courante, & d'y circuler concurremment avec les especes fabriquées : qu'ils sont le signe représentatif de l'argent : qu'ils sont des effets payables au Porteur : & qu'on doit les rapporter aux caisses des Comptoirs pour être convertis en lettres de change. Aucunes de ces expressions n'ont été contredites par la Compagnie. Elle a reçu cet Arrêt avec reconnoissance, & en a fait usage tant que l'ancienne Administration a géré ses affaires. Comment donc la nouvelle pourroit-elle refuser de l'argent comptant ; & n'offrir à un créancier aussi légitime que le sieur Mabilie, que des contrats ainsi réduits ? Cette distinction de créances suspectes & illégitimes, étoit déjà exprimée dans cet Arrêt qui faisoit la loi de l'ancienne administration. Pourroit-on n'y avoir nul égard, lorsqu'elle est formellement répétée dans les Lettres patentes, qui font la loi de la nouvelle ?

Quel a pu être le but de la suspension des lettres de change, ordonnée par la Compagnie en 1763 ? Prétendoit-elle par-là annuler la dette représentée par la circulation ? Elle ne voudroit pas qu'on le présûmât. Comment donc, après être si solennellement convenue de payer les

fournitures du crû de l'Isle en lettres de change ; qui ne peuvent être acquittées qu'avec de l'argent, propose-t-elle au sieur Mabil le de payer ses reçus de grains en contrats à quatre pour cent ? Il est certain que lorsqu'elle fit la défense de tirer des lettres de change sur elle, elle ne pensa qu'à éviter l'éclat que feroient les profêts, si elle ne payoit pas aux échéances. Se déterminait-elle alors à confondre le Cultivateur avec ses autres Créanciers ? Suivons la Compagnie dans toutes ses marches. Elle-même va décider la question.

Paris 20 Avril 1763. « Quoique la Compa-
 » gnie pense, Messieurs, que ce qu'elle vous a
 » écrit dans plusieurs de ses dernières dépêches,
 » est suffisant pour vous empêcher de fournir
 » sur elle des lettres de change à qui que ce
 » soit, & à tel terme que ce soit, sauf à dé-
 » livrer des reconnoissances, dans la forme qui
 » vous a été prescrite, à ceux qui seront re-
 » mettre des fonds à la caisse de la Compagnie
 » à l'Isle-de-France; elle se porte à vous le mar-
 » quer expressément par la présente, ne vou-
 » lant absolument point que pour telle cause
 » que ce soit il soit fourni aucune lettre de
 » change sur elle jusqu'à nouvel ordre ». Ceux
 » qui se trouveront porteurs de reconnoissances, dont
 » la valeur aura été fournie en vivres & autres den-
 » rées du pays, & en décomptes d'appointemens,
 » pourront, si bon leur semble, les envoyer en Fran-
 » ce, à leurs Fondés de pouvoirs, & la Compagnie
 » verra à faire pour eux ce que les circonstances lui
 » permettront.

Quoique la Compagnie ne dise pas qu'elle acquittera sur le champ ces reçus, il résulte nécessairement, & de la précaution qu'elle a prise d'envoyer le modèle du format que devoient avoir les reçus, que ses Gardes-magasins délivreroient, & de la liberté qu'elle laissoit aux propriétaires de les envoyer en Europe, qu'elle les reconnoissoit pour un engagement privilégié. Aussi est-ce en exécution de cette convention écrite, qu'elle acquitte journellement, en argent comptant, les décomptes d'appointemens. Mais elle a assigné aux reçus de grains le même sort qu'à ces décomptes; & cela par le même acte. Est-il donc juste qu'elle paye ceux-là en contrats à quatre pour cent, lorsqu'elle acquitte en argent la totalité de ceux-ci? Est-il possible qu'au mépris d'un engagement si formel, & journellement exécuté pour le premier objet, elle refuse au second la même justice, lorsqu'il mérite peut-être plus de faveur? Car cet effet fut seul capable de fixer la confiance du cultivateur & du citoyen. Tout le monde fait que l'Isle-de-France est distante d'Europe de 4500 lieues: que les Colons ne peuvent traiter avec la Compagnie que par lettres. Sur quoi pourront-ils compter, si les engagements que prend avec eux la Compagnie & qu'elle fait exécuter par force, tant qu'ils lui sont utiles, manquent de solidité, & se détruisent à leur insu, par des exposés & des sollicitations propres à la soustraire à ses obligations? il est évident que, si sa promesse d'acquitter les reçus de denrées du crû de l'Isle, n'est pas aussi pré-

cise qu'elle devoit l'être , l'indétermination des expressions de sa lettre ne porte point sur la certitude du paiement , mais bien sur l'impuissance où elle craignoit d'être , de payer à des termes trop rapprochés.

Mais à présent cette crainte n'existe plus. La Compagnie a prouvé elle-même qu'elle est en état de satisfaire à ses engagemens. Elle n'a point dit que ce seroit à des réductions sur le total , ou sur les intérêts , qu'elle devoit le pouvoir de se liquider. Quel nouveau droit peut-elle se faire sur la créance du sieur Mabilie , qui réunit tant de privilèges ?

La Compagnie des Indes s'est endettée , il est vrai , dans les Colonies dont le Roi lui a confié le gouvernement politique , civil & militaire. Mais pourquoi s'est-elle endettée , & quelle est la source de ses dettes ? La solde des troupes de la Marine , l'entretien des escadres , celui de ses vaisseaux de commerce & de transport , des avitaillemens en tout genre , des frais considérables pour la défense & la conservation de ses Colonies : voilà l'origine de ses dettes. Aucune de ces dépenses n'auroit pourtant dû donner lieu à une dette. Elles devoient être payées comptant. La Compagnie devoit avoir à sa caisse des fonds en piastres suffisans pour y subvenir journellement. La confiance du public a suppléé au défaut d'argent. Le Cultivateur sur - tout a fourni grains & denrées , & n'a reçu en paiement que des papiers , que la Compagnie donne au lieu d'argent , parce qu'elle en promet la réalisation , & qu'elle a laissé le propriétaire maître

de leur donner cours en Europe. La Compagnie peut-elle être admissible aujourd'hui à refuser le payement de ces papiers, à retrancher le tiers de leur valeur, à n'en payer le reste qu'en contrats à quatre pour cent ? Qu'eût-elle fait de plus si la disette ou d'autres circonstances eussent occasionné un sur-haussement de prix dans les denrées du crû de l'Isle, & que les Cultivateurs, qui les lui ont vendues, en eussent profité pour augmenter leurs créances sur elle ? Mais il est constant, & la Compagnie ne peut le nier, que c'est elle-même qui a toujours mis le prix qu'elle a voulu aux denrées du crû de l'Isle, en sorte qu'elle n'auroit pas déboursé un sol de moins, quand elle auroit payé sur le champ, & en argent, tout ce qu'elle a reçu du Cultivateur. Or si la Compagnie avoit payé, comme elle le devoit, toutes ses dépenses, seroit-elle admise en Justice à faire revenir à compte le soldat, le matelot, l'ouvrier & le Cultivateur ? Les feroit-elle condamner à rapporter le cinquieme de leur payement, pour les mettre de niveau avec ceux qu'il lui reste à payer. Cette prétention seroit absurde. Mais que l'on considère que les Cultivateurs qui lui restent à payer, sont des Citoyens qui, malgré la suspension de ses payemens n'ont cessé de sacrifier à sa conservation le produit de leurs terres ; & alors de quel nom qualifiera-t-on un traitement, qui punit dans le Cultivateur sa docilité & son zèle à la soutenir dans des momens si critiques ? Il seroit bien singulier que, parce qu'un débiteur n'a pas payé à temps ce qu'il devoit,

il eût acquis le droit de ne plus payer sa dette en entier.

Mais une observation importante , & à laquelle le sieur Mabilie supplie ses Juges d'accorder leur attention , parce qu'elle ne peut résulter que d'une parfaite connoissance de la régie des Isles : c'est que la Compagnie retient sur la solde de ceux qu'elle nourrit, le prix du pain , fait avec le grain à elle fourni par les Cultivateurs : c'est encore que le Roi , par l'abandon de ses actions & billets d'emprunt , a payé à la Compagnie toutes les dépenses de la guerre , dont la principale consistoit dans la nourriture des hommes. Voilà donc la Compagnie payée d'abord du prix des grains du Cultivateur , par le Soldat qui les a consommés. L'en voilà payée depuis par le Roi , qui l'a remboursée de ses achats. Elle a donc reçu deux fois le prix des grains que le Cultivateur lui avoit fournis. Et ce même Cultivateur , qui attend , depuis tant d'années , son paiement , ne le recevra de la Compagnie , qu'en contrats à quatre pour cent , lorsqu'elle-même a déjà touché deux fois la valeur de ces grains en entier. Ce n'est pas tout : dans la distribution quotidienne du pain , fabriqué avec ces mêmes grains , l'Ouvrier , le Bourgeois , l'Employé , l'Officier , & tous ceux qui ne le reçoivent pas de la Compagnie comme pain de munition , le lui payent à cinquante pour cent au-delà de ce qu'elle l'a payé au Colon , cultivateur : opération qui fait encore rentrer dans la caisse de la Compagnie , presque un troisième paiement de cette même denrée , qui reste tou-

jours en souffrance pour le véritable propriétaire. Sera - ce donc parce que la Compagnie s'est rendue ainsi maîtresse du sort de ceux qui ont le plus contribué à la conservation de ses Colonies, qu'elle se croira permis en France d'altérer & de réduire à son gré de pareilles créances ?

A Dieu ne plaise que nous voulions penser ni faire croire que la Compagnie, mesurant de loin le coup qu'elle porte aujourd'hui à ses créanciers, n'ait laissé grossir la masse de ses dettes, que parce qu'elle prévoyoit qu'un jour elle se dispenserait de les payer, si elle pouvoit les rendre suspectes. Mais enfin il est constant que les exposés sur lesquels elle a obtenu, en divers temps, les Arrêts & Lettres patentes de Sa Majesté, portent un préjudice notable à ses créanciers les plus privilégiés. Toute leur ressource est aujourd'hui dans l'attribution faite par Sa Majesté à son Parlement, de la connoissance des droits que leur assure la légitimité de leurs titres. La Compagnie n'ignore pas que, sans le secours qu'elle a tiré des Cultivateurs, les escadres du Roi périssent, les troupes n'avoient point de subsistance, les Colonies étoient perdues pour elle. Qu'elle avoue que, sans le crédit du gage qu'elle donnoit à ses Cultivateurs, le principal ressort de son administration étoit détruit. Eh quoi ! quand c'est la Compagnie qui manque à ses engagemens, qui laisse ses magasins vuides, qui expose vingt mille hommes à mourir de faim, quand elle doit au Cultivateur le pain que tant de milliers d'hommes ont man-

gé: ce même pain à elle payé par ceux qui l'ont consommé, payé depuis par le Roi en actions & en billets d'emprunt, ne fera-t-il payé au Cultivateur, qu'en contrats à quatre pour cent, qui perdent trente-huit pour cent sur la place?

Que la Compagnie ne suit-elle l'exemple qui lui a été tracé par le Roi lui-même, & , disons tout, dont il lui a fait une loi. Il ne lui a abandonné ses actions & billets d'emprunt, qu'à la charge qu'elle payeroit toutes les dettes relatives au compte de la guerre. D'après une obligation aussi formellement prescrite par les Lettres patentes, peut-elle s'approprier le don de Sa Majesté, & laisser en souffrance les dettes que ce don a soldées entre ses mains? Seroit-elle recevable à recourir au prétexte de négociations abusives, quand il n'est question que de denrées du cru de l'Isle, qu'elle n'a payées qu'au prix qu'elle-même a fixé? Dans quelles vues priveroit-elle le créancier de bonne foi, du moyen que le Roi lui donne de prouver la légitimité de sa créance? Il doit être permis de le dire; une pareille conduite laisseroit soupçonner un dessein formé depuis long-temps de comprendre arbitrairement dans la classe des négociations abusives, toutes celles qui seroient de nature à la forcer à un paiement. Les Arrêts de la Cour sont pleins de la protection signalée que la Justice accorde à tout ce qui porte l'empreinte de la bonne foi. Et quelle Cause mérite plus cette protection que celle du sieur Mabilles?

Il avoit vendu en 1762 ses habitations. Le

Ministère & la Compagnie ont désiré qu'il les reprît : il a obéi. On lui a ordonné de continuer son service à l'Isle-de-France, au moins un an de plus. Il y en est resté près de deux. C'est pendant cet intervalle d'obéissance & de résignation, que la Compagnie des Indes a obtenu des Lettres patentes, qui, à la vérité, semblent nécessiter ses Créanciers à recevoir des contrats à quatre pour cent. Mais le Roi lui-même a pris soin, dans ses Lettres patentes, de distinguer les créances légitimes, des négociations qui pourroient être abusives. Sa Majesté, par ces mêmes Lettres, a attribué au Parlement la connoissance des diverses créances à exercer contre la Compagnie. Sa Majesté veut par conséquent que chaque Citoyen puisse démontrer aux Magistrats la légitimité de sa créance particuliere, & la défendre de cette imputation d'abus, qui, seule, lorsqu'elle seroit prouvée, pourroit soumettre les différentes créances à la réduction à quatre pour cent.

Or le sieur Mabile se flatte d'avoir porté jusqu'à l'évidence, dans ce Mémoire, que son titre de créance, qui est un reçu de grains du crû de l'Isle, est un titre pur, légitime, privilégié, exempt de tout soupçon de contraventions & d'abus. Ce sont donc les Lettres patentes elles-mêmes que le sieur Mabile ose invoquer, comme formant le principal moyen & la vraie base de sa défense. Ce sont ces Lettres qui le préserveront à la fois, & d'une déduction du tiers sur le capital de sa créance, & d'une réduction d'un pour cent sur les intérêts.

M^e. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat.*



M É M O I R E

POUR SAVARY, LAINÉ, & LAMET, Soldats au Régiment des Gardes Françoises.

CONTRE M. le Procureur du Roi.

QUE des Soldats se prévalent de l'Epée qu'ils portent, pour susciter des querelles sanglantes à une populace sans défense, que les Gardiens de la tranquillité générale en deviennent les perturbateurs; cette lâcheté ne peut être trop fortement punie : quiconque l'oseroit justifier se rendroit complice d'un attentat à l'ordre public. Mais se défendre contre des agresseurs, repousser la force par la force, est pour chaque homme une faculté légitime & de droit naturel. Si donc un Soldat provoqué n'a fait couler le sang, que pour échapper aux fureurs d'assaillans supérieurs en nombre, la justice & l'humanité veulent que nous venions au secours de l'infortuné dont les armes n'ont point commis de crime. Eh ! combien le crime étoit loin d'un cœur qui s'est montré capable de tout l'effort d'une vertu sublime. Car l'affaire présente est marquée à des caractères bien étranges. Un malheur imprévu l'a fait naître. Une étonnante fatalité en rendoit l'instruction fautive. C'est l'héroïsme qui a levé le voile sous lequel la Vérité restoit cachée. Je ne demande qu'une grâce à mes Juges; c'est de

lire en entier cet Ecrit. Les personnages & le lieu de la scène ne sembleroient offrir rien d'intéressant, rien de grand. Si pourtant mes Lecteurs daignent tout voir, je n'aurai d'eux que le reproche de n'avoir pas atteint le degré de sentiment & de force que cette Cause exige.

F A I T.

Savary & Lainé, tous deux Soldats du Régiment des Gardes Françaises, entrèrent le 13 Novembre 1764, avec deux Bourgeois de leurs amis, dans le Cabaret qui forme le coin de la rue Saint Martin & de la rue du Vertbois. Le nommé Lamet, Soldat du même Régiment, passoit vers les quatre heures après midi, devant ce Cabaret. Ses camarades l'appellerent, il entra, & les trouva pris de vin, ainsi que leurs deux amis. Son premier mouvement, à la vue de ces hommes, ivres tous quatre, fut de se retirer. Mais comme eux-mêmes se disposoient à sortir, il attendit un instant, pour prêter la main à ceux d'entr'eux qui pourroient le moins se conduire. Les deux Bourgeois demeuroient rue du Vertbois, en face d'un autre Cabaret qui a pour enseigne, la Providence. Lamet remit d'abord ces deux Particuliers à leur porte, puis il eut pour Lainé & pour Savary la complaisance d'entrer dans le Cabaret de la Providence, où ils burent, à eux trois, une chopine de vin, sans s'asseoir. Comme ils en sortoient, ils rencontrèrent dans l'allée une bande d'Ouvriers qui sortoient aussi. Deux de ces Ouvriers étoient plus ivres que Savary & Lainé. Savary & l'un d'eux se

coudoyerent par l'effet de l'ivresse , & se heurtèrent dans le passage. L'Ouvrier se retourna , & apostropha Savary de ce mot grossier & vil , qu'aucun homme , & plus encore une Militaire , ne peut souffrir. Savary voulut lui répondre par un soufflet : il fut paré par le jeune Lamet qui étoit de sang-froid. Mais l'Ouvrier prit Savary aux cheveux. Les cinq autres Artisans tombèrent aussi sur lui , lui meurtrirent le visage , l'accablèrent de mille coups. Lainé furieux de voir battre son camarade , tira l'épée. Lamet craignant que l'ivresse de Lainé ne lui fît porter quelque coup fâcheux , se jetta au-devant de lui , le prit à brasse-corps , le repoussa hors de l'allée , avec tant de vigueur , qu'il l'appliqua contre l'autre côté du mur de la rue. Cependant les six Artisans ne cessoient de frapper sur Savary qui se trouvoit seul contre eux six. « Vois-tu donc , » dit Lainé à Lamet , qui le ferroit toujours » contre la muraille , vois-tu comme ils traitent » notre camarade » ? & disant ces mots , il donne une secousse si vive , qu'il échappe des mains de Lamet. Celui-ci court , le refaisit à l'entrée de l'allée , s'attache à son ceinturon par derrière , l'attire si violemment , qu'il manque de le renverser sur lui-même.

C'est alors que Savary se croyant abandonné des siens , & craignant justement pour sa vie , mit enfin l'épée à la main , non dans le dessein de faire un meurtre , mais pour épouvanter cette bande acharnée. La colere des Ouvriers , à la vue d'une épée tirée , redoubla. Celui d'entr'eux que le vin avoit le plus troublé , voulut lui sau-

ter au collet; & cet homme ivre, nommé Bulson, se précipita de lui-même, sur l'épée que Savary n'agitoit au hazard, qu'afin de s'ouvrir une voie pour échapper à la rage des six Bourgeois. Bulson expira sur l'heure. Cet accident rendit à Savary tous ses sens. Il vit le danger qu'il couroit: & ses deux camarades lutoient encore ensemble auprès de la porte de l'allée, l'un par prudence, l'autre par zèle pour l'opprimé, que déjà celui-ci, s'élançant du fond de cette allée, étoit en fuite. Pour lors Lamet lâcha Lainé, & le pressa de fuir avec lui; car le peuple s'assembloit & crioit à *l'assassin, au meurtre*. Déjà Lamet avoit parcouru les trois quarts de la rue, lorsqu'il regarda si Lainé le suivoit. Comme celui-ci ne venoit point, il eut regret de le laisser dans la bagarre. Il l'avoit empêché d'agir, il eût voulu l'empêcher d'être pris. Il revint sur ses pas; mais voyant que le peuple l'avoit enveloppé & le tenoit bloqué, il en craignit autant pour lui-même, & prit le parti de s'évader seul. La Garde du Régiment accourt sur les cris du peuple, qui lui livra Lainé. Comme Savary étoit disparu, avant que la populace eût eu le temps de s'amasser, ce fut Lainé que la voix publique accusa d'être l'auteur du coup. Il fut conduit aux prisons de l'Abbaye Saint Germain.

Tandis qu'on lui imputoit l'action de Savary, celui-ci tout troublé, en faisoit l'indiscret aveu à une fille nommée Lahaye, chez qui il s'étoit réfugié. Il lui conta qu'il avoit eu le malheur de donner un coup d'épée, & cela pour sauver sa vie mise en péril, par les excès des gens qui

étoient sur lui. Il montra même à cette fille, son épée qu'il n'avoit point eu la force d'essuyer. Ce fut elle qui l'essuya avec son mouchoir. De là il retourna à sa Compagnie, & demanda à la Sentinelle qui étoit en faction, s'il n'y avoit rien de nouveau. La Sentinelle ayant répondu que non; ce malheureux, toujours hors de lui-même, lui répéta ce qu'il venoit de confier à Lahaye; il le dit encore à d'autres Soldats: & ce fut sur sa propre déclaration, que ses Sergens le firent conduire aux mêmes prisons où étoit Lainé.

Le Procès aussitôt fut instruit, selon toute la rigueur des Ordonnances. Les témoins de la rixe furent entendus, à la requête du Ministère Public. L'on entendit même, comme Témoins, les nommés Lafargle, Carré, Pinson, & Chaumoneau, qui avoient été les Affociés de Bulson dans la dispute. Ces divers témoins rendirent compte dans leurs dépositions, de la plupart des détails que je viens d'exposer. Ce n'est pas que le vrai n'y ait reçu, de temps en temps, quelques atteintes; mais ces altérations se trouvent réparées par les *dires* d'autres Témoins plus véridiques: en sorte que le résultat des informations, combinées, suivant l'usage, les unes par les autres, c'est d'y voir que, dans le temps où l'un des trois Soldats étoit aux prises avec Bulson & ses Compagnons, le second Soldat retenoit le troisieme, & l'empêchoit de prendre part à la querelle. Voilà les circonstances principales qu'il est facile de démêler dans les charges, à travers les nuages dont des Témoins de cette espece ne manquent gueres de masquer la vérité, soit par vengeance,

soit plutôt par crainte, lorsqu'eux-mêmes ont été acteurs dans la scène.

Quoi qu'il en soit, le fait le plus important n'étoit point encore éclairci; car le grand point étoit d'apprendre lequel des Soldats avoit commis l'homicide : c'étoit là l'objet essentiel. Or, aucun des Témoins ne favoit les noms de ces trois Soldats. Ce n'étoit donc que par la voie de la confrontation, qu'il étoit possible de découvrir le véritable auteur du meurtre. En conséquence, trois décrets de prises de corps furent lancés contre trois *Quidams*, désignés par l'uniforme du Régiment des Gardes. L'exécution des décrets ne consista qu'à faire transférer Savary & Lainé des prisons de l'Abbaye, dans celles du Châtelet. Quant à Lamet, il resta libre jusqu'au moment où l'on va voir qu'il se rendit de lui-même dans les prisons.

M. le Lieutenant Criminel ordonna que les Témoins seroient récollés & confrontés aux deux prisonniers. Mais les Témoins ne purent reconnoître à la confrontation, celui dont la main avoit fait le coup. Successivement confrontés à Savary & à Lainé, ils convinrent, en présence de l'un & de l'autre, qu'ils ne pouvoient dire si c'étoit l'Accusé présent qui avoit donné la mort à Bulson. Voilà le langage uniforme que les Témoins tinrent tous, à l'exception d'un seul. Mais ce qu'il est bien nécessaire de remarquer, c'est que ce ne fut pas Savary, véritable auteur de l'accident, ce fut Lainé, qui n'y avoit aucunement participé, que ce Témoin unique accusa d'avoir porté le coup mortel.

Ce Témoin se nomme François Mercier, & est Fondeur de profession. Il déposa « qu'étant à travailler, vers les quatre heures du soir, dans sa boutique, en face du Cabaret de la Providence; il en vit sortir cinq à six particuliers, du nombre desquels étoit Bulson, qu'il connoissoit; que ces six hommes rencontrèrent dans l'allée, trois Gardes Françoises; qu'ils se heurterent, qu'ils se disputèrent, qu'un des Gardes tira un de ses camarades hors de l'allée, le poussa même jusqu'à la porte de la boutique du déposant, dit à ce camarade, « laisse cela, viens-t-en »; que celui des Gardes qui étoit resté dans l'allée, se colleta avec Bulson, qu'en se démenant & s'agitant l'un sur l'autre, le chapeau du Soldat tomba, qu'aussi-tôt celui qui étoit retenu par l'autre s'écria : « tiens, vois-tu, les voilà qui battent notre camarade » : qu'alors ces deux Gardes Françoises mirent l'épée à la main; qu'ils coururent à l'endroit où ce camarade étoit aux prises avec Bulson & les autres; qu'ils donnerent à ceux-ci plusieurs coups de plat d'épée, & qu'au même instant le Soldat qui avoit été retenu contre la boutique, passa son épée au travers du corps de Bulson ».

Telle est la déposition de Mercier. Ce n'est pas tout; à sa confrontation avec Lainé, ce Fondeur lui soutint que c'étoit lui, qui étant retenu par un autre Soldat, lui avoit dit : « vois-tu, tiens, les voilà qui battent notre camarade, » & qui porta à Bulson un coup d'épée au travers du corps. A sa confrontation avec Savary, ce Fondeur lui soutint que c'étoit lui
qui

qui étoit resté dans l'allée, & qui disoit à l'autre, « laisse cela, viens-t-en ». On voit que ce Témoin commettoit à la fois la double fausseté, d'attribuer à Lainé le malheur qu'avoit eu Savary d'ôter la vie à Bulson, & à Savary la sagesse qu'avoit eu Lamet de contenir & de calmer Lainé.

Pendant que ce Fondateur dénaturait si grossièrement la vérité, M. le Maréchal de Biron s'en faisoit soigneusement instruire. Quand il fut bien sûr que l'événement avoit été produit, non par une bassesse & une cruauté réfléchies, mais dans la chaleur d'un premier mouvement, occasionné par de fortes injures, il ne dédaigna point d'employer son crédit à obtenir du plus aimé & du meilleur des Rois, des Lettres de grace pour ses Soldats.

Le Secrétaire du Roi, chargé de rédiger ces Lettres, vit dans les informations que Lainé étoit accusé, par le Maître Fondateur, d'avoir porté le coup; & pour rendre l'exposé des Lettres conforme à celui des charges, le rédacteur répéta, sur la parole de ce témoin unique, que ç'avoit été d'un coup d'épée donné par Lainé, que Bulson étoit mort.

Si-tôt que les Lettres furent obtenues, Lamet, qui n'avoit point été arrêté, reçut ordre de M. de Bombelle, de se rendre en prison pour partager la grace du Prince. Les trois Impétrans, c'est-à-dire, Savary, Lainé & Lamet, furent amenés à l'Audience, pour subir interrogatoire sur leurs Lettres de Rémission. Lainé, à titre de principal accusé, fut interrogé le premier.

M. le Lieutenant Criminel lui demanda , entr'autres questions , s'il étoit vrai que le coup d'épée donné à Bulson vint de lui. D'abord Lainé , qui n'en étoit point l'auteur , voulut répondre , non. Mais il falloit , pour que les Lettres pussent servir , qu'elles parussent contenir vérité. Or si Lainé , qui y étoit annoncé pour avoir fait le coup , eût répondu qu'il ne l'avoit point fait , les Lettres , qu'on auroit vu ne pas nommer le véritable homicide , tomboient d'elles-mêmes. Voilà ce que sentit le public , qui , assistant à l'Audience , venoit d'en entendre la lecture. Chacun donc suggéra officieusement à Lainé de répondre , que la chose étoit vraie. On lui crioit que les Lettres ne pouvoient être entérinées , s'il ne faisoit au Magistrat cette réponse. Ce malheureux , dont l'embarras , dans ce moment de crise , étoit extrême , répéta ce qu'on lui souffloit de toute part. Il crut , sur la foi des assistants , que sa réponse n'alloit plus être qu'une simple formalité de convenance & de style. Il répondit : « cela est vrai ». Les Géoliers le reconduisirent dans les prisons. Il rencontra sur l'escalier ses deux camarades , qui montoient pour être interrogés à leur tour. Le crédule Lainé les prévint , en passant , de dire que c'étoit lui qui avoit tué Bulson , parce qu'autrement leurs Lettres seroient nulles. Lamet & Savary suivirent le conseil de Lainé , répondirent conformément à l'exposé des Lettres , & furent remis dans les prisons.

Ces trois prisonniers comptoient toucher au moment de leur délivrance. Ils croyoient qu'il

ne leur restoit plus qu'à remercier les Magistrats d'avoir scellé les Lettres du Prince. Quel fut leur étonnement, lorsqu'ils apprirent que, par Sentence du 13 Août dernier, les premiers Juges avoient débouté Lainé de sa demande en enterinement; qu'ils alloient, malgré ses Lettres de grace, continuer de lui faire son procès comme à un véritable assassins; & qu'à l'égard des autres, au lieu de les faire jouir dès-à-présent de leur liberté, on remettoit à prononcer sur ce qui les concernoit, jusqu'après le Jugement du premier procès, dont on alloit poursuivre extraordinairement l'instruction! Nous développerons plus bas les motifs de cette rigoureuse Sentence. Les Accusés s'en rendirent tous trois Appellans. Le même malheur les suivit en la Cour: Et par Arrêt du quatre septembre 1765, la Tournelle confirma la Sentence.

Cet Arrêt étoit un Arrêt de mort pour Lainé. Le débouter de ses Lettres de grace, c'étoit lui annoncer le supplice. A la nouvelle de ce Jugement, Savary frémit plus que Lainé lui-même. Il vit l'erreur où le Témoin Mercier avoit entraîné les Magistrats; qu'ils se méprennoient sur le coupable; que l'innocent alloit être sacrifié en sa place. Il se hâta d'instruire, du fond de ses cachots, ses Supérieurs, que c'étoit lui qui avoit commis l'homicide. Il l'écrivit à M. le Maréchal de Biron, son Colonel; il l'écrivit à M. le Marquis de Cornillon, son Major; il l'écrivit à M. de Cheneviere, Conseiller en la Cour. Savary ne s'en tint pas là; il adminis-

tra contre lui-même, tous les Témoins qui pouvoient désabuser les Juges. Cette démarche fit changer de face à l'affaire. On ordonna, qu'avant de procéder au Jugement définitif de Lainé, Lamet qui ne s'étoit rendu volontairement en prison, que pour profiter de ses Lettres de grace, seroit écroué, puis interrogé de nouveau. Il le fut le premier Octobre. Ce fut - là qu'il détailla tous les faits, dans la plus exacte vérité. M. le Lieutenant Criminel, aussi recommandable par ses lumieres que par sa droiture, (a) lui objecta que, lorsqu'il avoit été amené à l'Audience, il avoit répondu que c'étoit Lainé qui avoit donné le coup d'épée. Lamet ayoua, sans nul détour, qu'il avoit eu tort; mais que c'étoit par le conseil de Lainé lui-même, qu'il avoit fait cette déclaration: que celui-ci leur recommanda dans l'escalier de la prison, de dire que c'étoit lui qui étoit le coupable, parce qu'autrement leurs Lettres ne seroient point enregistrées. Seconde Sentence intervint, qui porta, qu'avant de juger définitivement Lainé, de nouveaux Témoins seroient entendus. La nouvelle information fut faite. En voici à-peu-près la substance. Car la mémoire des Accusés, auxquels les pieces secretes sont parvenues par la voie des confrontations, est si fidelle, le compte qu'ils m'ont rendu des charges est tellement exact, que les Lecteurs peuvent ajouter à ce que j'en

(a) M. Testar du Lys.

rapporte, la même foi que s'ils lisoient les pièces mêmes.

Catherine Delahaye déposa que le 13 Novembre, vers les quatre heures & demie du soir, Savary vint la trouver à la porte Saint Denis; qu'elle parloit dans ce moment sur l'escalier à la femme Thibault; qu'elle entendit Savary, qui, du bas de l'escalier, la prioit, d'une voix entrecoupée, de descendre; que la femme Thibault & elle furent étonnées de l'air effrayé qu'avoit Savary; qu'elle lui demanda ce qu'il venoit de faire, & que sûrement il avoit fait un mauvais coup; qu'il en convint, & dit qu'il avoit tué un homme; qu'il lui fit voir son épée teinte de sang depuis la pointe jusqu'à la garde; qu'elle lui dit: « donne-moi ton épée, misérable, que je l'essuie, » ce qu'elle a fait avec un mouchoir tout blanc qu'elle avoit sur elle; qu'une fille nommée Louison, qui loge avec elle dans la même chambre, a vu le mouchoir, & a su cette histoire, comme tous ceux de la maison.

La femme Thibault déposa que Savary étoit venu à la porte de sa maison appeller sur l'escalier la fille Delahaye; qu'elle déposante aperçut Savary tout échevelé; qu'il avoit un air fort effrayé; que la Delahaye s'écrioit, ah! mon Dieu, ah! mon Dieu; qu'elle conjectura à l'effroi de Savary & au maintien de la Delahaye, qu'il y avoit eu quelque tapage; que cette fille & Savary sortirent ensemble, & qu'au retour, cette fille lui conta que Savary venoit de tuer un Ouvrier en boucles.

Antoine Delatour, Sergent aux Gardes, dé-

posa qu'ayant reçu ordre de M. de Chaban, Major, de visiter au Châtelet Lainé, Savary & Lamet, pour savoir qui des trois avoit tué Bulson, il les fit venir dans les Guichets; que Lamet & Lainé lui nierent d'en être les auteurs: que Savary convint de bonne-foi, que c'étoit lui qui avoit tué, & que le déposant rapporta à M. de Chaban ce qui venoit de lui être déclaré.

François Mainaud, Soldat, & Jean Belamour, Caporal, déposèrent encore, qu'aussi-tôt après l'accident, Savary étoit venu leur dire tout bas à l'oreille, qu'il venoit d'avoir le malheur de tuer un homme.

Enfin Joseph Maillot déposa, qu'étant en faction à la porte de la caserne, Savary survint, & qu'après lui avoir demandé s'il y avoit quelque chose de nouveau, il ajouta ces propres termes: « Quant à moi, il vient de m'arriver un grand » malheur; je me suis trouvé dans un grand » bacanal, & j'ai eu le malheur de tuer un » homme ».

Lamet fut ensuite confronté aux Témoins de la première information. Pas un seul ne le chargea d'avoir eu part à cette funeste aventure. Plusieurs, au contraire, déclarèrent qu'ils le reconnoissoient pour être celui qui avoit contenu son camarade, & mis de son mieux les hola. Ce jeune homme, en effet, n'avoit joué dans tout ceci d'autre rôle, que d'entraîner & réprimer Lainé: heureux s'il eût pu rendre le même service à Savary.

Les trois Accusés furent ensuite confrontés, tant entr'eux qu'avec les Témoins de la nouvelle

information. Ce fut alors que Savary confessa juridiquement sa faute involontaire. Il avoua, sous la foi du serment, que c'étoit sa main qui avoit fait le coup, mais qu'il n'avoit eu ce malheur qu'à son corps défendant, & après avoir été considérablement maltraité par Bulson & les autres. Il convint, à la lecture de chaque déposition nouvelle, qu'elle contenoit la vérité. Lamet & Lainé en convinrent aussi. Seulement Lainé ajouta, que s'il s'étoit chargé lui-même, c'est que les Lettres l'énonçant pour l'auteur du coup, il avoit cru qu'elles seroient entérinées dans cet état, & qu'il auroit sa liberté; d'autant plus que le public qui l'entouroit à l'audience, lui crioit de dire ainsi.

Voilà comment la seconde instruction a dissipé l'erreur, & préparé une décision plus juste. Voilà en quel état est actuellement ce triste procès. Il va être incessamment jugé. Mais avant qu'on prononce, il s'agit de défendre & Lainé, qui, quoique les Magistrats l'aient débouté de l'entérinement de ses Lettres, est innocent, & Savary qui, quoique les Magistrats n'aient point rejeté l'entérinement des siennes, s'avoue coupable. Car pour Lamet, qu'a-t-il besoin de défenseur, puisque les pieces du procès ne contiennent rien qui ne soit à sa décharge & ne l'honore? Loin de se mêler au tumulte, il n'a fait d'efforts que pour l'appaiser. Il s'est conduit en homme de bien, en homme sage, & l'événement du procès ne lui peut procurer que des éloges & de l'estime.

Cette affaire se divise donc tout naturellement,

en deux parties ; savoir la défense de Lainé , & la défense de Savary.

Premièrement, si Lainé eût tué Bulson de la manière dont on a cru qu'il l'avoit tué, il seroit criminel ; mais il ne l'a pas tué.

Secondement, Savary, il est vrai, a tué Bulson ; mais il l'a tué d'une manière qui, n'ayant rien de lâche, ni réfléchi, sollicite la justice des Magistrats, à sceller la grace du Prince. C'est le partage de ce Mémoire.

PREMIERE PARTIE.

Défense de Lainé.

C'est moins encore par le pouvoir de punir, que par le droit de pardonner, que les Rois sont les images de Dieu sur la terre. Mais leur clémence doit être juste, comme la sienne. Ils ont vu que les scélérats qui ont fait des meurtres médités par vengeance ou par cupidité, étoient indignes de pardon. Ils ont senti que, si des coupables les avoient trompés par des exposés faux, l'erreur cessant, devoit faire cesser la grace. De-là, ces deux articles de l'Ordonnance criminelle, dont l'un porte, c'est l'art. 2 du tit. 16, *les Lettres de remission seront accordées, pour les homicides involontaires, seulement* ; dont l'autre porte, c'est l'art. 27 du même titre, *si les Lettres de remission ne sont pas conformes aux charges, les Impétrans en seront déboutés.*

Les Magistrats ont prononcé que les articles 2 & 27 de l'Ordonnance criminelle, seroient exé-

cités selon leur forme & teneur, qu'en conséquence, Lainé seroit débouté de ses Lettres de grace. Cela veut dire que les Magistrats ont prononcé, premièrement, que les charges présentoient Lainé comme coupable d'un homicide prémédité; secondement, que les Lettres qui présentoient Lainé comme l'auteur d'un homicide involontaire, n'étoient point conformes aux charges. Après cela, que restoit-il à faire aux Juges, sinon d'envoyer Lainé au supplice? Car l'Arrêt de mort n'étoit plus qu'une formalité à remplir. Cet Arrêt se trouvoit tout dressé, tout dicté, par celui qui rejettoit les Lettres. Et si Savary, du fond des cachots, n'eût crié, « c'est moi seul qui ai porté le coup mortel; on » vous trompe; vous vous trompez; écoutez- » moi »: Lainé périssoit innocent.

Mais, d'où l'erreur où tomboient les Juges est-elle née? De la seule déposition du Fondeur. Cette déposition unique ne peut être trop pesée. Qu'on en remarque, avec attention tous les points.

Le Fondeur a dit qu'il avoit vu un des trois Soldats rester dans l'allée, au milieu des Artisans qui l'enveloppoient. Il a dit qu'il avoit vu le second Soldat pousser violemment le troisieme hors de l'allée, & l'appliquer de l'autre côté de la rue, contre le mur de sa boutique. Il a dit qu'il avoit vu le troisieme Soldat dire à celui qui le retenoit, « regarde, comme ils battent » notre camarade ». Et jusqu'ici ce Témoin n'a rien dit que de vrai. Mais il a dit encore, qu'il avoit vu le Soldat retenant & le Soldat retenu,

se reporter avec chaleur & l'épée nue, dans cette allée, y tomber sur les Ouvriers qui frappoient le premier Soldat, & que c'étoit le Soldat retenu qui avoit percé l'Ouvrier Bulfon. C'est cette partie de la déposition qui est d'une fausseté infigne.

Il est bien vrai que le Soldat réprimé par son camarade, a su lui échapper, a franchi la rue d'un seul saut, est revenu précipitamment vers l'allée. Il est vrai aussi que Lamet qui venoit de le lâcher, est retourné de même vers l'allée. Mais pourquoi y a-t-il couru ? Pour atteindre, pour reprendre Lainé. Et où l'a-t-il repris ? Dès l'entrée de cette allée, au fond de laquelle étoit le fort du tumulte. Or, ces mouvemens de Lamet, pour rejoindre & refaisir Lainé, le Fondeur a cru qu'ils avoient aussi pour but de voler au secours de Savary. Les efforts de Lainé pour se mêler à la dispute, & les efforts de Lamet, pour empêcher Lainé de s'y mêler, ont paru au Fondeur deux actions tendantes à la même fin. Cette fausse idée a fait naître bien d'autres erreurs dans l'imagination de ce Fondeur. Par exemple, à l'instant où Lamet a ratrapé & a fixé Lainé sur les bords de l'allée, sans lui laisser le temps ni la force de pénétrer au lieu du combat ; ce Témoin préoccupé, a pris les résistances, les balancemens, les secousses de ces deux Soldats lutans ensemble, pour l'expression de leur colere, & des coups par eux portés aux Adversaires du troisieme Soldat. Tout contribuoit à entretenir l'illusion du Fondeur. D'abord il étoit près de cinq heures du soir, & à cette heure il

fait presque nuit au 13 de Novembre. D'ailleurs le Fondeur étoit séparé de l'allée par tout l'intervalle de la rue, & cet espace est considérable, sur-tout le soir. De plus, la boutique de ce Fondeur est située par bas, & de plein-pied, en face de l'allée qui est longue & si étroite que deux hommes de front la bouchent totalement & y sont ferrés : de sorte que Lamet & Lainé en remplissoient toute la largeur, & empêchoient le Fondeur de rien distinguer au-delà. Aussi, faute d'appercevoir la distance qui séparoit ceux-ci du reste de la troupe, il se figura qu'elle s'étoit avancée toute, vers le bout qui donne sur la rue, quoique la scène se passât dans le fond, à l'autre extrémité sur la Cour. Ajoutons que Bulson se sentant blessé, se précipita entre Lamet & Lainé, & vint expirer dans la rue. Ainsi l'heure, le local, l'éloignement, les figures d'un Soldat ivre, mais contenu par un autre Soldat, & la nécessité pour celui-ci de suivre ses facades, ses contorsions ; tout cela pris au contraire, pour une attaque livrée par eux à des gens, supposés être où ils n'étoient pas, le spectacle enfin d'un blessé, qui, tandis que ces deux Soldats se démenoit l'un contre l'autre, les sépare rapidement & passe pour tomber mort à six pas d'eux : voilà sans doute, les raisons du change que cet aveugle Témoin a pris sur l'auteur du meurtre. Car il seroit absolument injuste d'imputer à imposture & à noirceur de l'ame, ce qui peut n'être qu'une faute des yeux.

Mais au récit de pareils écarts, qui pourroit ne pas s'affliger des dangers de la preuve testimo-

niale. Un Témoin a vu. Eh ! qu'a-t-il vu ? Souvent mille causes physiques , comme dans cette affaire , l'ont trompé. Et sans parler de ce genre d'obstacles , combien peu de Témoins savent voir ! Combien peu savent garder , dans ces querelles populaires , le calme & le sang-froid , seuls capables d'accuser juste. Toute l'effervescence des auteurs du bruit passe en eux. Leurs passions s'éveillent ; leurs organes s'émeuvent ; les têtes s'échauffent , on s'intéresse , on prend parti , chaque caractère juge à sa guise. Le méchant verra tout en mal ; l'homme paisible excusera tout. La présomption , la mal-adresse , modifieront les récits que chacun va faire. Et qu'on observe que je supprime ici ces monstrueux intérêts des Témoins qui se vendent pour calomnier , qui calomnient pour se venger. O vérité ! si quelques routes nous sont données pour arriver à toi , qui peut compter celles qui nous égarent.

Mais ce que cette cause a d'étrange , c'est que ce sont les vérités mêmes , dites par le Fondeur , qui ont rendu les mensonges qu'il y a joints , plus funestes à l'Accusé. Qu'on daigne me suivre , & ceci va s'entendre.

Le Fondeur , dans sa confrontation avec Lainé , lui a soutenu que c'étoit lui qui avoit été poussé hors de l'allée , & en cela , le Fondeur a dit vrai. Il lui a soutenu que c'étoit lui qui avoit été retenu contre la muraille de la rue , & en cela le Fondeur a dit vrai. Il lui a soutenu que c'étoit lui qui avoit repris avec vitesse & l'épée nue , le chemin de l'allée : & en cela le Fondeur

a dit vrai. Mais il lui a soutenu que c'étoit lui qui avoit percé Bulson d'un coup d'épée au travers du corps : & ce dernier membre de la déposition est absolument faux. Mais voici comment les Magistrats qui ont cru cette déposition également vraie dans toutes ses parties, ont raisonné & ce qu'ils ont conclu.

Lainé, ont-ils dit, a été détaché de la bagarre par la discrétion de Lamet : & c'est déjà un premier temps où son premier mouvement auroit pu cesser. Ensuite Lainé a été ferré & retenu par Lamet, contre le mur, durant plusieurs minutes. C'est encore-là un second temps qui auroit dû le refroidir. De-là Lainé s'est porté de nouveau dans l'allée, & y a tué un des Ouvriers qui frappaient Savary. Mais cet Ouvrier animé contre Savary, ne s'occupoit point de Lainé, n'avoit que faire à lui, n'étoit point sur lui, ne méditoit rien contre lui, ne l'exposoit à aucun risque : c'est donc Lainé qui s'est rendu son agresseur, qui l'a attaqué, qui l'a surpris par un coup impossible à prévoir. Le coup est lâche. Il y a dans ce procédé du dessein. Les Lettres lui prêtent les couleurs d'un simple accident, mais les charges lui donnent les caractères du crime. L'Ordonnance nous prescrit donc de débouter Lainé du bénéfice de ses Lettres de grace.

C'est de la sorte qu'ont opéré les Juges, & que l'erreur d'un seul Témoin les a fait errer. Aussi persuadés que Lainé avoit tué Bulson, fait qui est faux ; que persuadés qu'il avoit été retenu par Lamet, fait qui est vrai, ils ont regardé comme circonstances aggravantes du prétendu

crime de Lainé, les propres circonstances qui l'auroient empêché de le commettre, quand il l'auroit tenté. C'est parce qu'il a été retenu par Lamet, qu'il n'auroit pu tuer personne, en eût-il eu l'envie. C'est parce qu'il a été retenu par Lamet, qu'il a paru avoir tué Bulson de sang-froid. Au lieu de dire, «voilà pourquoi il n'a pas tué», les Juges ont dit, «voilà comment il a tué». Ils ont pris l'obstacle pour le mode. Ensuite ce mode leur a semblé celui d'un vrai crime. J'ai donc eu raison d'avancer que ce qui s'est trouvé de vrai dans la déposition du Fondeur, n'a servi qu'à la rendre encore plus funeste.

Je sens l'objection qu'on prépare. Est-il possible, dira-t-on, qu'un seul témoin ait déterminé les Magistrats à refuser l'entérinement de la grace du Prince? N'est-ce pas une maxime constante & dans la bouche de tout le monde, qu'un témoin unique est un témoin nul? Pourquoi donc auroit-on éludé un principe que l'incertitude des informations rend d'ailleurs si salutaire?

Ma réponse est que les Magistrats ne l'ont point éludé ce principe, parce qu'il en existe un autre aussi constant que le premier. C'est que l'aveu de l'Accusé équivaut, pour le moins, à la déposition d'un témoin: en sorte que son aveu, réuni à une seule déposition, fait contre lui charge complète, tant que la preuve du contraire n'est point acquise. Or, le concours des circonstances les plus bizarres a induit Lainé à se donner lui-même pour coupable d'une action qu'il n'avoit pas faite. Et c'est ici, plus qu'en nulle autre cause,

qu'on doit gémir sur la forme & le nombre des écueils où la recherche du vrai nous entraîne.

Oui, Lainé s'est chargé publiquement devant ses Juges, du meurtre qu'a commis Savary. Cette proposition doit surprendre. Elle est cependant démontrée. Qu'on se rappelle ce qu'on a lû dans le récit des faits. Sur le témoignage du Fon-
deur, le rédacteur des Lettres y inscrit Lainé comme ayant fait le coup. A l'audience, le Magistrat demande à Lainé, si ces Lettres contiennent vérité. Lainé jure qu'elles la contiennent. Le Magistrat lui demande, d'après les Lettres, s'il est vrai qu'il ait tué Bulfon. Cette question déconcerte Lainé. Son premier mot est de répondre, non, parce qu'en effet il n'en est rien. Mais un murmure s'élève dans la Chambre, qui le presse d'en convenir: que sa liberté est à ce prix; qu'autrement ses Lettres vont être nulles. L'ignorance & la crédulité de ce Soldat le livrent aux conseils des Spectateurs. Eh! pourquoi s'en méfieroit-il? Les hommes sont-ils gratuitement pervers? Sont-ils venus-là pour aggraver ses maux? Il redit donc ce qu'on lui souffle de tous côtés; & quoiqu'innocent, il s'accuse. Mais s'il hésite, mais s'il se trouble, bien différent de ces Criminels qui s'embarrassent, parce qu'ils nient les forfaits qu'ils ont commis, Lainé ne tremble, que parce qu'il adopte une faute qui n'est pas la sienne.

A peine s'en fut-il dit l'auteur, qu'on le débouta de ses Lettres. Sa reconnoissance, rapprochée des dires du Fon-
deur, completa la preuve aux yeux des Juges. Ils virent qu'un corps de

délit étoit constant ; qu'un Témoin l'avoit attribué à Lainé ; que Lainé venoit de s'en accuser lui-même. Lainé dès-lors leur sembla convaincu d'avoir non-seulement porté, mais même prémédité le coup mortel : & ce fut une déclaration qu'il ne s'étoit permise que pour hâter l'entérinement de ses Lettres , qui lui en fit perdre l'avantage. S'il n'eût point obtenu de Lettres , elles ne l'eussent point énoncé comme l'auteur d'un meurtre qu'il n'avoit pas fait. Il ne feroit jamais convenu d'un tort qu'il n'avoit pris sur son compte , que pour jouir plutôt de sa liberté. Il n'auroit eu contre lui que la déposition d'un seul homme, toujours insuffisante , parce que l'Accusé niant toujours ce que cet homme atteste , le doute subsiste , & que la présomption est de plein droit pour croire à l'innocence. Si donc il n'eût point obtenu de Lettres , & qu'il eût commis un vrai crime , il n'auroit pu être condamné : & exempt de crime , il va l'être , parce qu'il a obtenu des Lettres. C'est donc à dire , que par un incroyable enchaînement de combinaisons malheureuses , & bien propres à confondre la sagesse des hommes , la grace du Prince est devenue , dans cette cause , une embuche où s'est pris l'innocent. Une grace , destinée par essence à remettre & effacer les crimes , devoit ici l'innocent à la mort. Que dirions-nous , si , pour arracher à un Criminel son secret , on l'invitoit par l'appât des Lettres de grace , à confesser son crime , & qu'aussi-tôt on infligeât le supplice à son crime avoué ? Nous serions révoltés de ce stratagème barbare , qui travestiroit en pieges les bienfaits
du

du Prince, qui leur prêteroit les vils effets de la torture. Nous dirions que c'est faire outrage au plus aimé des Rois, que c'est profaner la Majesté Royale. Mais quand cette trahison nous indigneroit en faveur même d'un vrai coupable, serons-nous moins touchés, parce qu'ici c'étoit à l'innocence que les Lettres de grace alloient nuire?

Que si le spectacle qui feroit le plus d'horreur au Ciel, est, comme l'a dit un célèbre Orateur, le spectacle d'un homme innocent qui feroit affligé par les Juges, quel bonheur pour ceux-ci, que le véritable auteur du meurtre ait eu la force d'arrêter & de tourner contre lui-même leur glaive déjà levé sur son camarade innocent! Car quelle ressource, encore une fois, restoit à celui-ci, puisqu'en invoquant contre lui, les articles 2 & 27, c'étoit à titre d'assassin qu'ils l'avoient exclu de sa demande? Un Témoin & l'aveu leur donnoient ce degré de certitude, dont les formes judiciaires veulent qu'ils se contentent, lorsqu'ils ne peuvent découvrir rien de plus. Lainé étoit donc déjà tout jugé. Il n'avoit plus qu'à être porté sur la roue. C'est du fond des cachots, qu'à cette heure fatale, la lumière vint dissiper la nuit qui couvroit les Tribunaux de la Justice. Une voix s'élève, qui s'écrie : « arrêtez; c'est moi, c'est moi seul qui ai fait le mal que vous punissez sur un autre » : A ces cris, on suspend, on s'informe, on examine, on recommence l'instruction, & tout change.

Lamet, contumax, est écroué. Son Procès

Tome III.

s'instruit en entier. Il est interrogé de nouveau. On lui confronte Savary & Lainé. Les témoins lui sont réappliqués tous. Une seconde information est faite. De nouveaux Témoins sont entendus. Ce qui résulte, & des détails, & de l'ensemble de ce rigoureux examen, c'est que Lainé n'a pas même touché à l'homme qui a péri. C'est Savary qui a tranché ses jours. Lamet le dit dans l'interrogatoire : Lainé le soutient à la confrontation ; Savary l'avoue dans la sienne : tous les nouveaux Témoins l'assurent : tous y parlent avec cette clarté, cette ingénuité qui n'appartient qu'au vrai : tous persistent au récollement : Savary confronté à tous, n'en dément pas un seul. Ce n'est donc plus ici l'illusion d'un seul Témoin qui se communique. C'est la vérité toute entière, marquée au sceau de l'unanimité, revêtue de ces caractères d'évidence que la mauvaise-foi seule pourroit nier. A ses pieds va tomber l'édifice, non d'iniquité, mais d'erreur, dont la base fut un mensonge. Plus heureux que Lainé lui-même, d'avoir été détrompés à temps, les Magistrats reconnoîtront les causes du prestige, ils toucheront, ils tiendront le vrai, & rétracteront, avec joie, ce Jugement terrible qui avoit dépouillé l'innocent de la grace du Prince. Ou plutôt, que parlois-je encore de grace ? Ce n'est plus qu'à titre de justice qu'ils vont enfin briser ses fers.

La justification de Lainé est achevée, sans doute. Tout nuage est dissipé, toute objection est prévue & détruite. Car je ne puis m'imaginer que quelqu'un, sachant que Lainé n'a point

porté le coup mortel, fût assez cruel, ou, ce qui en approche, assez léger, pour hazarder qu'on peut sans autre examen, sans scrupule, condamner tout homme arrêté dans une bagarre, où le sang a coulé : qu'un Soldat débauché, plein d'ivresse, qui, l'épée nue, s'agitoit, juroit, menaçoit une populace défarmée, est, par cela seul, criminel : qu'il importe peu d'approfondir si c'est lui qui a frappé dans la dispute : qu'il est coupable, dès qu'il s'y trouva : que s'il n'a pas tué, il est complice : que ces sortes d'hommes sont le fléau des gens de bien : qu'on ne peut être trop ferme avec eux : que la sûreté publique ne peut qu'y gagner.

Quel homme assez inique & assez dur parleroit ainsi ? Ce n'est plus nous, ce feroient les Magistrats eux-mêmes qui repoufferoient avec indignation cet odieux langage. Ils connoissent trop l'importance & la destination du dépôt, que le Législateur leur a confié, pour s'en permettre un usage arbitraire. Etablis pour juger les faits par la Loi, ils savent que, ni ceux-là, ni celles-ci ne sont à eux, & qu'ils doivent, toujours impassibles, juger les uns tels qu'ils sont, par l'autre, telle qu'elle est.

Si donc Lainé s'est enivré ; s'il a proféré des juremens ; s'il a fait des gestes menaçans ; s'il a même tiré l'épée, il a, sans doute, eu des torts punissables par la Police & la discipline de son corps. Mais ce n'est point de cela qu'il s'agit. C'est de crime qu'il est question ici. Lainé a-t-il tué ? Et même en tuant, a-t-il voulu tuer ? Voilà la Cause. Il est prouvé qu'il n'a ni tué, ni voulu

tuer. Ce Soldat est donc innocent. Car dès qu'il s'agit de supplices , plus de milieu : c'est être innocent , que de n'être pas criminel. Autre chose est de manquer de mœurs , ou de commettre des crimes. C'est la haine & le mépris des gens de bien , qui doivent punir les mauvaises mœurs. Les seuls crimes doivent être punis par la mort.

Mais où voir ce qu'on appelle crime ? Dans la Loi seule , dans cette volonté publique , que chaque homme s'est engagé de partager & de suivre. Autrement , & si les fautes de mœurs devenoient arbitrairement soumises au supplice , ce que cette sévérité pourroit avoir de louable dans son principe , n'empêcheroit pas qu'il n'en résultât , dans le fait , mille pernicious abus. Que la Loi , si elle le croit possible & juste , constitue crimes , les fautes de mœurs , & que les Peuples en soient avertis. Car , encore une fois , autant il est essentiel à l'harmonie publique que les Criminels soient punis , autant il l'est que chacun sache ce qui est crime. Et quand cette Loi sera faite , qu'on punisse , tant qu'on voudra , le libertin qui se glisse furtivement aux lieux de débauche , l'Artisan , le Soldat , s'enivrant & jurant aux Tavernes , ainsi qu'il faudra punir dans de plus hauts rangs l'intriguant , l'ambitieux , l'ingrat , l'hypocrite : à la bonne heure.

Mais jusques-là si quelqu'un m'adressoit ce reproche : « quoi ! défendre un homme ivre , & » pris avec l'épée nue dans un tumulte , au » milieu du sang répandu » ? Je répondrois à ce censeur si austère pour le compte d'autrui :

êtes-vous sans vices , sans passions ? N'avez-vous , ni orgueil , ni emportement , ni envie ? Ces défauts vaudroient bien l'ivresse. Toujours vois-je , despotique oppresseur des foibles , que vous n'êtes ni juste , ni humain. Quant à moi , j'ai mis mon devoir à secourir un malheureux Soldat , qui , outragé avec deux de ses camarades par une troupe d'Ouvriers insolens , s'est échauffé contre ceux-ci. Un homme a péri de la main d'un des trois. Le Prince a connu l'origine du démêlé , & a fait grâce. De peur de se tromper sur le nom du coupable , il les a compris tous trois dans ses Lettres. C'est précisément un de ceux , je ne dis pas qui ont voulu tuer , car aucun n'en a eu le dessein ; mais un de ceux qui n'ont pas fait le coup , que les Magistrats en ont cru l'auteur. J'ai développé à ces Magistrats , qui ne cherchent que la vérité , quelle fut la cause de leur méprise. Je n'ai point fait l'apologie de la débauche. Mais j'ai prévenu une grande injustice. Je n'ai dit que ce que les Juges verront mieux que moi , je l'avoue : mais notre ministère n'est que de dire ce que les Juges ont à voir. Pouvois-je écrire pour une meilleure Cause ? Cause étonnante & sans exemple ! où l'aveu d'un Accusé avoit trompé les Juges , où l'aveu d'un Accusé a décillé leurs yeux : En sorte qu'on ne fait qui doit le plus surprendre , ou de la fatalité qui a mis sur les levres d'un innocent une déclaration qui alloit coûter la vie ; ou de la générosité d'un coupable , qui a jetté du fond de sa conscience , un cri sublime , fait pour l'exposer à la mort.

Mais ce beau trait n'appartient plus à la défense de Lainé. Cette première défense est complète. Il est temps de nous livrer à l'autre.

S E C O N D E P A R T I E.

Défense de Savary.

Si c'étoit en général, parce que les Juges ont cru que Lainé avoit tué Bulson, si ce n'étoit pas parce qu'ils ont cru que la manière dont il l'avoit tué étoit réfléchie, qu'ils ont pros crit ses Lettres de grace, il faudroit dire : Les Juges voyent actuellement que c'est Savary qui a tué Bulson, donc ils ne vont révoquer le Jugement qu'ils avoient rendu contre Lainé, que pour en rendre, contre Savary, un autre tout semblable. En effet, il est impossible de nier que Savary n'ait porté le coup. Lui-même l'a publié le premier, dès que le malheur lui est arrivé. Lui-même l'a publié, dès qu'il a vu que les Magistrats l'imputoient à Lainé. Lui-même a administré les Témoins, qui ont porté cette vérité au plus haut degré d'évidence. Je le répète donc, s'il suffit que Savary ait donné la mort à Bulson, pour qu'il perde ses Lettres & la vie, il faut qu'il périsse : il est jugé.

Mais à quoi des Lettres de grace serviroient-elles, si toute espèce de meurtre étoit indistinctement puni de mort, au mépris du pardon accordé ? Quoi ! l'on dit sans cesse, & on le dit avec attendrissement, que la plus belle portion de l'autorité des Rois, est de pardonner. Et ce

pouvoir royal resteroit sans exécution ? Les Magistrats envieroient-ils au Prince ce précieux effet de sa puissance souveraine ? Le prétendre, ce seroit blasphêmer ; comme si les Magistrats avoient d'autre volonté que celle de la Loi ! Si donc ils refusent quelques fois d'entériner des Lettres de grace, c'est pour obéir à la Loi. Mais en quoi est-ce exécuter la Loi, que de rejeter les Lettres émanées du Législateur ? Ils l'exécutent, en ce que celui-ci a donné lui-même des entraves à sa bienfaisance paternelle, en voulant, par une Loi expresse, que les Lettres obtenues de lui, pour des meurtres prémédités, fussent regardées comme surprises à sa religion, & ne fussent point enregistrées par ses Cours. Il suit de-là, que toutes les fois qu'il arrive aux Juges d'enlever à un Impétrant ses Lettres de grace, c'est qu'ils ont trouvé son délit, de la nature de ceux que le Roi a déclaré irrémissibles. Lorsqu'ils ne voient dans le meurtre, aucun dessein formé de le commettre, ils s'empressent d'entériner. Lorsqu'ils l'y voient, ils refusent l'entérinement. L'unique objet est donc de savoir si le coup qu'a porté Savary, a été réfléchi, ou non. Mais cette question en est-elle encore une, & tout ce qu'on a lû jusqu'ici, ne va-t-il pas à démontrer que Savary n'a point prémédité le coup fatal qu'il a porté ?

Jamais Savary ni Bulson ne s'étoient vus. Les trois Soldats & la bande d'Ouvriers se rencontroient pour la première fois. Savary n'apportoient donc en ce lieu, ni affront à punir, ni jalousie à satisfaire, ni aucuns de ces motifs de

haine ou de cupidité qui font préméditer les meurtres. La rixe naît sur le lieu, à l'heure même. L'injure est faite par les Ouvriers aux Soldats. Ceux-là leur donnent ces noms vils & grossiers qui troubleroient l'homme le plus calme. A ces mots, Savary fait un geste. La troupe aussi-tôt fond sur lui. Envain Lainé le voudroit secourir. Lamet plus sage, retient Lainé. Que va faire Savary contre six ? On le renverse, on le meurtrit, on l'écrase, il succombe. Offensé & battu, ce malheureux voit sa vie en péril, n'a de ressource que dans l'arme qu'il porte, & fuit, dans ce moment critique, cette loi gravée en nous par la nature, qui rend légitime tout moyen pour sauver sa vie. Car l'Auteur de nos jours a voulu, pour le maintien de son ouvrage, imprimer dans chaque être un sentiment de résistance à sa destruction. Savary résiste à la sienne, oppose la force à la force, & ne fait qu'une chose permise, puisque le droit de se défendre appartient à tous.

Qu'il n'ait agi que pour se défendre, & non pour se venger, *Se tuendi dumtaxat non etiam ulciscendi causa*, comme parlent les Loix, les preuves de cette vérité sont sans nombre. Savary étoit-il animé contre Bulson de quelque inimitié ? Encore un coup, ces deux hommes ne se connoissoient pas. Est-ce dans le froid de la réflexion & d'un jugement fixe, que Savary a délibéré s'il tueroit Bulson ? C'est dans la chaleur de la violence exercée par l'un, & soufferte par l'autre, que celui-ci frappe son Adversaire. Une subite ardeur l'a emporté. Il a cédé à l'impétuosité de la colere.

Confestim, non ex intervallo : sur le champ, & non au bout d'un temps. Sur le champ, dit Cujas, signifie durant la rixe même. Au bout d'un temps montreroit de la combinaison, & dès-lors autant de vengeance que de défense. *Confestim, id est illico, in ipsa concertatione atque congressu : quæ enim ex intervallo vis infertur cogitatè infertur, nec tam ad defensionem quam ad ultionem spectat.* Or, les Ouvriers sont tombés les premiers & tous sur Savary, n'ont cessé de l'accabler, y sont restés, n'ont lâché prise qu'après qu'il eut frappé lui-même. Dans cette continuité d'outrages & de coups sans cesse répétés, où placer l'intervalle nécessaire pour réfléchir & résoudre ? Qu'on lise, qu'on relise les charges, Savary n'a éprouvé qu'un choc, sans interruption ni reprise. Quelque rigueur qu'on mette dans l'examen de cette rixe, je défie qu'on y puisse établir ce même calcul, cette même différence des temps, qui manqua d'être si préjudiciable à Lainé. Rien n'autorise l'homicide, mais deux raisons l'excusent : la défense naturelle, & le premier mouvement. Ces deux raisons, dont la première suffiroit à Savary pour être pardonné, concourent à mériter sa grace.

Où s'il falloit qu'il fût puni, le fût-il peu, je ne dis point par les cachots, où il languit depuis quatorze mois ; je dis par son agitation & son trouble ? A peine le coup est lâché, qu'il reprend ses sens : il frémit. Son ame éprouve toutes les horreurs du crime, son bras seul pourtant est coupable. Où va-t-il cet infortuné ? Où porte-t-il son égarement, son désespoir ? Le

voyez-vous, comme il dépose dans le cœur de ses Camarades, l'action qui surcharge le sien : comme il court, s'accusant lui-même, çà & là : comme il porte en témoignage contre lui-même, son épée encore toute sanglante. Effacez donc ces traces de sang qui vous décelent. Il ne le peut : ses forces l'ont abandonné : sa main tremble. C'est une femme qui s'est emparée du fer & l'esfuie. Mais que lui importe ce service ? C'est sa douleur, non sa sûreté qui l'occupe. Prétend-il fuir, lorsqu'il se nomme & se livre lui-même, lorsque c'est sur son propre aveu qu'on l'enferme.

Dès qu'il fut pris, M. le Maréchal de Biron voulut savoir s'il méritoit supplice ou grace. Bien des crimes, convenons-en, sont actuellement prévenus par un choix de Soldats plus sévère, & par l'admirable discipline qu'on voit régner dans le Régiment, sous les ordres de ce respectable Colonel. Car l'exactitude, la parfaite probité, les talens du Major général (b), les soins infatigables de tous ceux qui composent après lui l'Etat Major, le zèle aussi de tous les Officiers d'un Corps si important dans l'Etat, tout concourt à seconder les volontés & les lumières de son sage & illustre Chef (c). Si pourtant, il s'y trouve encore des coupables, M. le Maréchal est le premier à les abandonner aux punitions de la Justice. Compatissant, mais équi-

(b) M. le Marquis de Cornillon.

(c) M. le Maréchal, Duc de Biron, Colonel.

table, & jaloux de ne compromettre ni son crédit ni la clémence du Souverain, il ne protège que sur d'exactes perquisitions, ceux qu'un coup fortuit a rendu moins criminels que malheureux. Voilà sous quels traits l'événement actuel lui fut peint. Il s'assura de la vérité des détails. Il vit, qu'affailli par six agresseurs, que révolté de l'offense, qu'effrayé du péril, le Soldat n'avoit frappé que pour ne pas périr. Il daigna donc demander & obtint des Lettres de grace.

Ce qui a suivi, est maintenant assez connu. On a vu dans quelle erreur les Juges étoient prêts à tomber, & quels faits avoient causé l'erreur. Mais si-tôt que Savary apprend qu'on a sursis à statuer sur sa demande en entérinement, jusqu'au jugement de Lainé, & qu'on vient de renvoyer celui-ci de la sienne, parce qu'on l'a cru l'auteur du meurtre : C'est déjà trop, s'écrie-t-il, que le coup fatal qui m'est échappé, ait donné la mort à Bulson, sans qu'il la donne encore à Lainé; & puisqu'on veut, par des raisons que je ne puis comprendre, priver le meurtrier de la grace que le Roi lui a faite, je dois dire que c'est moi qui le suis.

Aussi-tôt il réimplore la protection de M. le Maréchal de Biron & celle de M. de Cornillon, pour obtenir d'eux qu'ils apprennent aux Juges que c'est de sa main qu'est parti le coup. Sur cette éveil, l'instruction recommence : les preuves viennent en foule : le prestige est détruit : la tardive vérité paroît enfin, & toute l'affaire change de face.

Je fais bien que ce n'est pas parce qu'on a

pensé que Lainé avoit tué; mais parce qu'on a pensé qu'il avoit tué en traître, avec sang-froid & délibération, qu'on lui a retiré sa grace. Dès qu'il est démontré que Savary, qui seul est l'homicide, a tué sans dessein, sur le champ, dans les premiers momens d'une indignation provoquée, & pour se défendre lui-même; l'espece réelle de notre cause est aussi gracieuse que la fausse espece l'auroit été peu: je le fais. Mais Savary connoissoit-il ces nuances de disparité qui eussent rendu le prétendu coup de Lainé moins pardonnable que n'est le sien? Ce Soldat a vu qu'on cherchoit à punir l'homicide: il a vu qu'on se trompoit dans les recherches, & que, bien qu'il eût fait le coup, c'étoit Lainé qu'on alloit en punir, & il s'est nommé pour sauver le supplice à Lainé, & il s'est nommé, parce qu'il a mieux aimé le subir lui-même, que de laisser périr l'innocent. En se donnant, avec preuves, pour l'auteur d'un meurtre dont la fausse imputation avoit déjà fait perdre à son camarade sa grace, il a compté sur le même sort. Il sentoît bien, au fond de sa conscience, qu'il n'avoit pas frappé en criminel: mais il voit que les Juges vont traiter en criminel celui qui a frappé: Et il se dévoue à la mort.

S'y dévouer par un motif si pur, est-ce l'ouvrage d'une ame vulgaire? Quel contraste entre le coup qu'a porté sa main, & l'aveu que son cœur vient en faire! Ce coup fut l'effet d'une émotion soudaine: cet aveu est le fruit d'une réflexion profonde. Ce coup lui fut comme étranger, puisqu'il étoit hors de lui-même: cet aveu

appartient vraiment à son ame , & montre ce qu'elle est. Par ce coup , il donna la mort à un Adversaire ivre , dont l'imprudente fureur provoqua la blessure fatale : par cet aveu , il sauve la vie à un innocent , que le glaive de la Loi étoit prêt d'immoler. Par ce coup , il résista & défendit ses jours , tant qu'il crut la défense permise : par cet aveu , il les expose , les abandonne , dès qu'il croit devoir les livrer. Que de fermeté ! Quel courage ! On a vu de grands sacrifices. Des hommes célèbres ont méprisé la mort. Mais une patrie les contemploit : mais des rivaux envioient la gloire de leurs derniers momens : mais ils avoient le déshonneur à fuir : soutenus des regards publics , ils mouroient pour s'immortaliser. Ici Savary court à un trépas ignominieux. L'opprobre sera le prix de sa constance à demander la mort. Il devra à la plus sublime vertu , le traitement & la réputation d'un vil scélérat. Ah ! dédaigner par amour de l'ordre , non-seulement la vie , mais l'honneur , se couvrir d'une si précieuse infamie , c'est , à mon gré , le dernier terme de l'héroïsme !

Quoi , dira-t-on , vous prodiguez tous ces éloges à un homme d'un tel ordre ! Peu s'en faut que vous ne l'ayez élevé au niveau des héros de l'Antiquité. Vous vous êtes retenu , pour ne pas citer les Léonidas , les Décies. Certes ! la censure seroit singulière. Et quand j'aurois tenté ces paralleles , quel tort aurois-je , si l'action le mérite ? Que sont les dignités auprès des vertus ? D'ailleurs l'existence d'un soldat a-t-elle rien d'abject. Eh ! combien d'hommes sont moins

citoyens qu'un Soldat ? Frivole orgueil que tu nous trompes ! Quoi donc ! celui que je défends aura renoncé , par devoir , aux deux seuls biens qui ayent de la réalité sur la terre : la vie , & l'honneur. Et moi , je n'aurai pas le droit d'écarter , pour le défendre , ces barrières factices , ces préjugés de rang & de fortune ? Je demanderois plutôt , qui oseroit , dans les plus hauts rangs , comparer la meilleure action de sa vie à celle de ce simple Soldat ? Non : aucun de ces traits tant vantés n'a demandé l'effort qui caractérise celui-ci.

Donnons pourtant moins d'effort à la louange. Mais pourquoi ? Pour parler avec simplicité d'une action qui fut conçue sans faste. Car cet homme n'a rien cru faire en cela d'étonnant. Ce qui le surprendra , fera d'apprendre le prix qu'on y attache. Quoique son bras seul , & non son cœur , eût fait le coup , il s'est jugé coupable , par relation à un homme tout-à-fait innocent : & la force de la vérité l'a fait parler , pour épargner à son camarade l'échafaud , à ses Juges une surprise , & s'ils la reconnoissoient un jour , des regrets. Il n'a fait qu'obéir sans nul retour sur lui-même , à ce pur instinct d'équité naturelle que nous avons malheureusement rendu digne de notre admiration. Car , hélas ! nous savons admirer , & ces gens-là savent agir. Est-ce pour eux que le partage est humiliant ?

Il falloit donc des Artisans , une Taverne , des cachots , pour faire éclore un rare exemple de grandeur d'ame. Où se cache la magnanimité ?

Et qui osera prononcer sur la valeur réelle des hommes, quand on pense qu'un excès de vertu peut conduire à un juste supplice ? Car enfin, si l'action avouée par Savary eût été préméditée, il faudroit, malgré le prix d'un pareil aveu, qu'il pérît. Si son coup eût été réfléchi, son héroïque déclaration, je le répète, n'eût fait qu'assurer son supplice. Aussi n'ai-je pas dit, pour le défendre : Pardonnez-lui, car il a fait un aveu généreux. J'ai dit : Pardonnez-lui, car son coup n'est pas criminel, comme le coup de Lainé l'eût été. Son aveu est noble, parce qu'il n'a pu savoir que les deux coups étoient différens. Sa cause est bonne, parce qu'en effet les deux coups ne sont pas semblables. Que s'ils l'avoient été, nos regrets seroient vifs, de voir périr dans les tourmens un homme qui s'est montré supérieur en vertu. Dès qu'ils ne le sont pas, quelle satisfaction pour nous de faire valoir, sans avoir à craindre pour ses jours, un procédé, où le mérite de les avoir sacrifiés, lui reste !

Voilà, enfin, la double défense de Lainé & de Savary terminée. J'ai prouvé que Lainé n'a pas tué Bulson. J'ai prouvé que Savary l'a tué sans intention, & pour se défendre. Que reste-t-il à faire pour rendre justice aux trois Soldats qui se sont trouvés dans la dispute, où le sang d'un homme a coulé ? Il s'agit de retourner aux pieds du Trône demander à notre auguste Souverain de nouvelles Lettres de grace. Les premières ne sauroient subsister, puisqu'en présentant Lainé, comme coupable, elles ne contenoient pas vérité. Les secondes diront que Savary est l'auteur du

coup , puisqu'il l'est. Et les Magistrats , mieux éclairés , se hâteront cette fois de les entériner ; parce que Savary ayant porté le coup pour sa défense , & sans volonté , est dans le cas des Lettres ; que Lainé , n'ayant tué personne , n'est pas coupable ; parce que Lamet , n'ayant fait que contenir Lainé , est innocent.

M^e. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat.*



MÉMOIRE



M É M O I R E

POUR la Dame PANCHAUD.

*CONTRE les sieurs BENOIST & TIFFON,
ses frere & beau-frere.*

DE grands malheurs accablent une femme innocente. Tout le succès a été jusqu'ici pour les coupables. Il est temps que la Vérité reprenne enfin ses droits. A considérer en elle-même la demande de nos adversaires, on a peine à comprendre qu'ils ayent eu la hardiesse de la former. A voir combien est juste & sage le Tribunal où cette demande a réussi, on se défie de sa propre opinion: on ne rencontre plus que des doutes, où l'on croyoit toucher l'évidence: la raison est tentée de céder à une autorité d'un tel ordre; l'effet de cette incertitude est qu'on redouble d'application & de recherches sur l'examen des questions de la cause; mais, disons-le, plus on se livre à les approfondir, moins on les trouve décidées conformément aux Loix.

Respectueux admirateur de l'intégrité & des lumières du premier Parlement du Royaume, je fais que la sagesse renommée de ses Membres a présidé au Jugement, que je crois réformable.

Tome III.

T

Mais autant leurs intentions étoient bonnes, autant leurs yeux se sont trompés d'objet. Les vrais coupables leur ont montré le mal où il n'étoit pas. L'imposture a su intéresser pour elle les sentimens qu'ils n'accordent qu'à la vertu : & plus leurs pensées étoient pures , plus le change qu'on leur a fait prendre a rendu leur décision funeste au bon droit.

C'est donc aux pieds du Trône que se prosterne la plus infortunée, dirai-je des veuves ou des épouses ? Elle est veuve encore, si l'Arrêt du Parlement de Paris fait sa regle. Si elle fuit les Loix, elle est liée par d'indissolubles nœuds à un nouvel époux. D'après l'Arrêt, elle est une méprisable concubine. D'après les Loix, elle est une épouse irréprochable. D'après l'Arrêt, son enfant est le fruit du crime. D'après les Loix, il est le fruit de la plus légitime union.

Que fera-t-elle dans ce combat étrange entre les Loix & un Sénat illustre ? Car plus il a d'autorité parmi les hommes, plus elle est déshonorée par son Jugement. Ce qu'elle fera, c'est de prouver que parmi les Loix, qui ont mis tant de soin à fixer le nombre des empêchemens dirimans, il n'en est aucune qui y comprenne les oppositions & défenses de passer outre à la célébration des mariages.

F A I T.

La Demoiselle Benoist est fille d'un Marchand d'Angoulême. Elle fut mariée en 1747 au sieur Chaineau, Médecin en la même ville. Son pere

ne lui donna qu'une foible dot, & la fit renoncer à sa succession. Il comptoit que les émolumens de la profession qu'exerçoit son gendre, suffiroient pour rendre sa fille heureuse. Il se trompa: à de bonnes qualités, le sieur Chaineau joignoit un défaut, l'amour du jeu. Cette passion arrêta sa fortune. Le sieur Benoist fut obligé de reprendre chez lui sa fille & de la nourrir. Il avoit d'autres enfans, un fils qui est Président à l'Élection d'Angoulême, deux filles qui sont établies, une autre fillé qui est Religieuse, & une quatrieme mariée au sieur Tiffon, Avocat.

Ce sieur Tiffon vit avec peine que la Dame Chaineau vivoit aux frais de son beau-pere. Elle étoit restée veuve avec six enfans. Son indigence & sa bonne conduite déterminèrent le sieur Benoist à la rappeler par testament. Il le pouvoit; car il n'avoit point exigé qu'elle ratifiât, à sa majorité, la renonciation. Cet acte de Justice irrita fort ses freres & sœurs, sur-tout le sieur Tiffon; & l'on peut dire que le dépit qu'il conçut d'un rappel, qui bleffoit son esprit d'intérêt, est le principe de tous les maux que la veuve Chaineau a soufferts.

Elle perdit son pere le 24 Mars 1758. Son lot fut composé de quelques billets de commerce. Elle fut nommée tutrice de ses enfans. Leur intérêt exigeoit que leur mere se remariât à un Commerçant, dont l'industrie pût procurer une valeur plus avantageuse aux effets qui composoient sa fortune.

Un étranger, nommé Panchaud, logeoit pour lors chez un sieur le Brun, parent de cette veuve.

Il faut dire quels événemens avoient engagé ce sieur le Brun à retirer le sieur Panchaud dans sa maison.

Panchaud est Suisse de nation. Il est né à Pully-le-Grand, dans le Canton de Berne. Sa famille y jouit depuis plusieurs siècles du titre de Bourgeoise, & y remplit avec distinction, d'importans emplois. Cet étranger avoit embrassé, dans sa première jeunesse, le parti du commerce. Il avoit ensuite passé en Hollande; de-là en Angleterre, où il étoit entré dans la Marine. Il servoit en 1758 en qualité de Lieutenant de vaisseau, sur un bâtiment Anglois, nommé *le Roi de Prusse*. Nous prîmes ce vaisseau sur l'ennemi. Tout l'équipage fut mis au Château d'Angoulême. Le sieur Panchaud fut du nombre des prisonniers. C'étoit le sieur le Brun, qui étoit chargé par la Cour de leur subsistance. Le Ministre de la Marine d'Angleterre obtint bientôt de celui de France leur liberté. Le Brun avoit remarqué dans Panchaud des sentimens & une intelligence peu commune; & s'étant pris d'affection pour cet homme, il le logea chez lui. L'étranger s'y acquit par ses talens pour le commerce, toute la confiance de son hôte. La sûreté de ses mœurs lui concilia de même l'estime de tous les honnêtes gens. Il avoit à Coignac, petite ville voisine d'Angoulême, un parent de son pays & de son nom, qui faisoit un commerce considérable, auquel il devoit être associé dans peu. Cet Officier, ou pour mieux dire, ce Commerçant, parut très-propre aux vues de la Dame Châneau. Il lui fut présenté sous ce titre. Il est

vrai qu'il n'avoit pas de bien , & son premier mot fut de le dire ; mais ses talens promettoient des succès. La veuve Chaineau & le sieur Panchaud convinrent de s'unir. Elle ne vit pas seulement dans cet homme l'objet d'un attachement raisonnable. Elle y vit un pere pour ses enfans du premier lit. Le contrat de mariage fut passé. Elle n'y fit pas le plus leger avantage à son futur époux ; & le 19 Février 1759, le premier ban fut publié.

Dès que la famille en fut instruite, l'occasion parut belle au sieur Tiffon de faire éclater son ressentiment. Il jura de mettre obstacle à ce mariage. Il eut l'adresse d'associer à ses vexations le frere , les deux sœurs , & deux autres parens de la veuve. Ce fut sous le nom du frere que l'opposition à la célébration fut formée.

Les raisons que le sieur Tiffon & les autres donnerent de leur opposition , furent la mésalliance & l'indignité du personnage , que leur sœur vouloit épouser. Ils disoient que cet homme étoit un aventurier, un vagabond, un corsaire pris les armes à la main contre la France ; qu'il étoit affreux que leur sœur préférât une inclination si basse aux besoins de cinq pauvres enfans , prêts à périr de misere ; qu'ils sauroient bien empêcher ce scandale ; qu'ils travailloient à la faire enfermer , qu'on en devoit bientôt expédier l'ordre.

Ces menaces , répandues dans le public , y firent leur effet. On attendoit , à chaque instant, l'arrivée de cette lettre de cachet tant annoncée. Toute la ville croyoit déjà voir la veuve Chai-

neau dans les fers. Mais ce bruit n'avoit pour but que de l'intimider. En effet, elle se troubla. Elle avoit beau consulter, ses Conseils ne la rassuroient point. Son frere, Président d'Angoulême, imposoit, par le crédit de sa charge, à la plupart d'entr'eux. Saïsie de crainte, elle prit le parti de se cacher à Saintes. Cette ville n'est distante de la premiere que de dix lieues. Elle comptoit y trouver plus de protection & de ressource pour la révocation d'un ordre qu'elle croyoit déjà lâché.

Avant que de s'y réfugier, elle mit ordre à ses affaires domestiques, remit la garde de ses enfans à une ancienne gouvernante de confiance, en recommanda la surveillance à la moins animée de ses sœurs; seulement elle tint secret le lieu de sa retraite, chargea de sa procuration le sieur Panchaud des Pandes, cet estimable Négociant de Coignac; puis elle partit accompagnée d'un domestique qu'un de ses parens lui donna: & le sieur Panchaud la suivit. Elle avoit une lettre de recommandation pour le sieur Corançon, Commissaire de Marine. Elle alla descendre chez lui, & y a logé tout le temps qu'elle est restée à Saintes.

A peine fut-elle sortie d'Angoulême, que ses parens firent mettre les scellés sur ses meubles. Dès qu'elle sut ces voies de fait, elle se pourvut au Parlement. Et comme on l'assuroit qu'étant en justice réglée, elle n'avoit plus rien à craindre pour sa liberté, elle osa rentrer dans sa ville. Quel spectacle! Des scellés lui fermoient ses portes. Ses enfans étoient dispersés. Elle

vole chez un Cordonnier, où elle apprend qu'on avoit mis l'un d'eux. Elle l'enmenoit, quand Tiffon, que l'on vient d'en avertir, accourt. Il arrache l'enfant à sa mere; elle veut insister, il se livre à des violences & la frappe. La marque des coups qu'il lui porta, fut constatée par un rapport de Chirurgien, en date du 16 Avril 1759.

Le retour de la veuve Chaineau gênoit le projet de ses freres. Que firent-ils? La crainte d'être enlevée par un ordre du Roi, l'avoit fait fuir à Saintes; & ils se firent de cette fuite même un motif, pour surprendre un ordre. Ils adresserent au Ministre un libelle, où ils peignoient leur sœur comme une femme dévorée d'une passion infâme, qui pour l'assouvir, n'avoit pas eu honte d'abandonner ses biens, sa patrie, ses enfans, & avoit fui avec un vil Corsaire. L'imposture leur réussit. Le Ministre les crut. La lettre de cachet fut lancée. La veuve Chaineau fut traînée comme une criminelle par trois Cavaliers de Maréchaussée, dans un couvent de Religieuses, à Aubeterre. Elle traversa dans cet appareil toute la ville. Le coup qui l'accabla le plus, fut de voir une de ses sœurs, à la tête de la populace qui faisoit cortège.

Cependant on poursuivit l'instruction commencée. Un Arrêt du 29 Août ordonna que les scellés seroient levés, que la veuve & ses enfans seroient réintégrés dans leur maison, que ses effets seroient inventoriés & déposés.

Durant ces débats, & tandis que le sieur Be-

noist publioit que la détention de sa sœur seroit éternelle, celle-ci eut le bonheur de faire parvenir sa justification aux pieds du Trône. Sa Majesté eut la bonté de reconnoître la fausseté des faits, & retira sa Lettre de cachet. Ce fut M. Pageot de Marcheval, qui mieux informé, s'employa pour en obtenir la révocation. La veuve Chaineau alla l'en remercier. « J'ai été » trompé, lui répondit cet estimable Magistrat, » je vous en fais l'aveu, afin de réparer, autant » qu'il est en moi, le mal que je suis très-fâché » de vous avoir fait ».

Le premier usage qu'elle fit de sa liberté, fut d'assigner ses parens en main-levée de l'opposition formée par eux à son mariage. Ils la foudoient sur ce même corps d'injures, au moyen duquel ils avoient déjà trompé le Ministre. Mais comme des investives n'étoient pas des empêchemens dirimans, on lui conseilla de se laisser condamner par défaut. On lui dit que c'étoit le moyen d'abréger; qu'elle seroit juger l'appel de la Sentence avec toutes les parties; qu'elle romproit par-là le projet qu'ils avoient de s'opposer tous, les uns après les autres, à son mariage. Elle fut donc condamnée par défaut le 28 Mars 1760. La Sentence lui fit défense *de passer outre*. L'appel suivit de près. Mais plus elle cherchoit à simplifier les procédures, plus ses ennemis travailloient à les étendre.

L'idée leur vint de la faire interdire; non qu'elle fût ou folle ou prodigue; mais parce que c'étoit une vexation de plus, & qu'ils vouloient les épuiser toutes. Ils convinrent de porter en-

core en Justice ce même tissu d'outrages, qui leur avoit déjà tant servi. Ils formerent sur ce plan leur demande. Leur sœur assignée en obtint l'évocation au Parlement. Alors ils craignirent que la publicité de la plaidoirie ne fût retomber sur eux tout l'opprobre, dont ils ne la pouvoient couvrir que dans les ténèbres, & ils eurent l'art de faire successivement appointer tant l'appel relatif au mariage, que celui qui concernoit l'interdiction.

De quelqu'effort que la veuve Chaineau fût capable, elle ne pouvoit plus vivre à Angoulême. Elle retourna s'établir à Saintes ; ce fut cette fois avec ses enfans.

Dès qu'elle y fut, des amis sages réfléchirent sur sa destinée. Ils voyoient à quel point grossissoit chaque jour un procès qu'on ne cherchoit qu'à rendre éternel. Ils lui représenterent qu'elle parviendrait difficilement à le faire juger ; qu'elle consommeroît en frais son peu de bien ; que ses parens, ne visant qu'à empêcher son mariage, cesseroient peut-être leurs persécutions, dès qu'il seroit fait ; qu'après tout, leur opposition ne portoit que sur des motifs faux & frivoles ; qu'elle l'auroit fait lever aisément, si elle avoit obtenu l'audience ; qu'à plus forte raison, une opposition incapable d'arrêter le mariage, n'auroit pas la force de le faire dissoudre ; que son sort devoit dépendre, à tout événement, de la nature de l'opposition.

Ces raisonnemens la déterminèrent. L'Evêque de Saintes, indigné des procédés de la famille de cette veuve, l'appuya de tout son crédit. Les

dispenses nécessaires furent accordées , & c'est le 23 Mars 1761 que le mariage fut célébré.

Ce mariage ne fit qu'accroître l'animosité des parens , & les frais du procès. Ils convertirent en moyens d'appel comme d'abus , les moyens de leur opposition , laissèrent cet appel , près de deux ans , sans poursuites , le reprirent le 30 Août de l'année suivante , & se firent un nouveau moyen de ce que la Dame Panchaud n'avoit encore acquis à Saintes , lors de son mariage , le domicile d'un an , que les Loix exigent.

Quoique ce moyen ne soit point admissible , dans la bouche des collatéraux , elle voulut leur ôter tout prétexte de contester. Elle attendit plus d'un an , & après quatorze mois de domicile bien acquis , elle fit réhabiliter , par son propre Curé , son mariage. Il le fut le 14 Mai 1762. Par-là toutes les formalités ecclésiastiques & civiles étoient remplies ; par-là l'enfant , qui fut le fruit de ce mariage , se trouvoit sous le sceau d'une parfaite légitimité ; par-là enfin , l'abus cessoit. Les persécutions continuèrent.

Ils appellerent de la réhabilitation , comme ils avoient fait du mariage. Mais comme cette réhabilitation leur faisoit perdre les moyens tirés des deux défauts & de domicile & de propre Curé , ils furent réduits à soutenir *qu'il y avoit abus dans un mariage contracté nonobstant une opposition & une Sentence par défaut , qui défendoit de passer outre.*

L'un & l'autre appel fut joint à l'instance. L'énormité des procédures faisoit de ce procès un

tahos presque impénétrable. Il s'agissoit de le débrouiller & d'éclairer la Religion des Magistrats. La veuve Chaineau comptoit faire imprimer un Mémoire, où elle rétabliroit dans son jour la vérité des faits & des principes. Mais ses Parties lui proposèrent de se concilier. Les conditions dont elles parurent faire dépendre l'accommodement, n'étoient que la compensation des dépens. Leur opposition & leurs appels étoient si destitués de fondement, que cette veuve trouva tout simple qu'elles proposassent enfin de s'arranger. Mais tandis qu'elle prêtoit l'oreille à leur proposition, le sieur Tiffon se détache, vient à Paris, enchérit sur ses premières calomnies, remue tous les ressorts de l'intrigue, parvient, par ses déclamations, à intéresser pour sa cause des recommandations respectables. Il fait plus. Il écrit à Angoulême que les pour-parlers s'annoncent bien, & qu'ils réussiront. Par-là il retient sa belle-sœur sur le lieu, se ménage l'avantage d'intriguer sans contradicteur, profite de son absence pour la peindre comme une femme hors d'état de paroître, & joint à ces manœuvres un écrit artificieux, où il défigure avec éloquence tous les faits, soit qu'il présente l'épouse sous les traits d'une femme effrénée, qui foulant aux pieds tous devoirs, sacrifie la subsistance de cinq enfans au besoin d'assouvir sa passion pour le dernier des hommes, soit qu'il peigne l'époux sous les traits d'un écumeur de mer, qui ne feint d'aimer leur sœur que pour faire du

patrimoine des enfans, une pacotille qu'il emportera loin d'eux.

Ce fut par ce raffinement de perfidie qu'il vint à bout de surprendre à la religion des Magistrats un Arrêt, qui lui adjugea ses conclusions sur tous les chefs.

Par le premier chef, l'Arrêt déclare le mariage des Sieur & Dame Panchaud abusif, & leur fait défenses de se hanter & fréquenter.

Par le second, l'Arrêt interdit cette femme de sa personne & de ses biens.

Ainsi l'Arrêt d'un Tribunal auguste a placé une femme, d'une fortune honnête, parmi les pauvres, une femme raisonnable parmi les folles, une épouse vertueuse parmi les concubines, un enfant légitime parmi les bâtards. Que tous ces désastres se fussent accumulés sur une femme distinguée par sa condition, chacun se feroit un devoir de la plaindre; sa destinée feroit le sujet de tous les entretiens, & les suffrages de la multitude prépareroient les oracles du Prince. Ne sommes-nous donc compatissans que par orgueil, & n'aimons-nous à nous attendrir que sur d'éclatantes infortunes?

M O Y E N S.

Il y a contravention à la Loi, dans le chef de l'Arrêt, qui déclare abusif le mariage de la Dame Panchaud. Il y a contravention à la Loi, dans le chef de l'Arrêt, qui interdit cette femme de sa personne & de ses biens. C'est le partage de ce Mémoire.

PREMIERE PARTIE.

Vainement deux époux s'applaudissent du lien qui les unit; vainement des enfans leur sont nés, qui resserrent encore ces doux nœuds: si quelque une des formalités nécessaires à leur engagement, n'est pas remplie, & que l'oreille du Magistrat en soit frappée, leur alliance sera déclarée nulle. Envain aussi le remors aura suivi de près un consentement indiscret: Envain la femme & le mari maudissent le contrat qui les a livrés l'un à l'autre; dès que la foi, qu'ils se sont jurée, est revêtue du sceau des Loix, la mort seule pourra rompre ce joug odieux.

En effet, le premier attribut des Loix, c'est d'être immuable, dans les effets qu'elles produisent. C'est sur-tout à ce titre, qu'elles ont droit à notre soumission. Le moyen, si elles varient sans cesse, de les connoître & de leur obéir! Et où l'incertitude feroit-elle plus funeste, que dans la matiere des mariages?

Les décrets qui touchent à cet objet, sont les plus sacrés de tous ceux dont l'homme ait besoin. Ils le prennent, dès avant son berceau. Ils le font enfant légitime de la famille où il est né; non que ce soit un titre d'honneur que ce don de légitimité: mais, dans nos mœurs, c'est un opprobre que de ne pas l'avoir. Par les mariages, les états se forment & subsistent. Par les mariages, chaque individu est rangé dans sa classe particulière. Les mariages, en un mot, sont la base de toute économie sociale. Ju-

geons par-là si les Ordonnances, qui en règlent le sort, sont importantes à connoître.

Les unes déterminent ce qui rend les mariages indissolubles. Les autres fixent les causes qui les feroient dissoudre, s'ils étoient faits. Consultons ces deux natures de Loix sur celui dont il s'agit ici.

Je vois qu'il a été formé par un consentement réciproque & absolument libre; qu'il l'a été par deux majeurs qui n'avoient besoin d'autre aveu que du leur; qu'il a été solennellement célébré par le propre Curé des Parties; que les bans ont été publiés; que le temps exigé pour le domicile a été rempli. Les contractans n'ont donc obmis aucune des formes, que les Loix rendent nécessaires à la nature du Sacrement & du contrat.

Vérifions à présent s'il en sera de même des Loix qui en fixent les causes irritantes.

Y a-t-il eu de la part d'un des deux, erreur dans la personne ou dans la condition; ensorte qu'il ait compté en épouser une autre que celle qu'il a prise? Non. Etoient-ils retenus par des liens de parenté, d'affinité, d'alliance spirituelle, d'honnêteté publique, d'adoption ou de crime? Nullement. Etoient-ils engagés dans les Ordres, ou dans des Vœux de Religion; ou dans deux Religions différentes, ou dans les nœuds d'un autre mariage? Point du tout. Se sont-ils épousés par crainte, par violence? Pas davantage. L'un des deux étoit-il impuissant, impubère? C'est toujours non. Enfin, y a-t-il eu clandestinité, rapt de séduction ou de vio-

lence ? Il s'en faut bien. Voilà pourtant la liste entière des empêchemens dirimans. Qu'on lise & relise la Loi, je défie qu'on en trouve un de plus. Ainsi d'un côté, le mariage a été fait comme il devoit l'être ; de l'autre, il l'a été par gens en droit de le former. Qu'en conclure ? C'est qu'on ne l'a pu rompre. Et voici l'argument que je propose avec confiance, parce qu'il est sans réplique, & qu'il frappe au but. Lorsqu'il est question d'annuller des Actes aussi solennels que des mariages, il faut que la nullité en soit prononcée par la Loi. Or aucune des nullités que la Loi prononce, ne se rencontre dans le mariage dont il s'agit ici : donc en annullant ce mariage, les Magistrats ont créé d'eux-mêmes des nullités que la Loi n'a point prononcées : donc ils ont contrevenu à la Loi : donc le recours au Prince est ouvert. Cet argument contient toute ma Cause.

Objectera-t-on que, puisque le Roi peut, par ses Ordonnances, apposer des causes irritantes aux Contrats de ses Sujets, les Juges ont la même faculté, parce que leurs jugemens ont, à l'égard des Particuliers, la même force que les Ordonnances à l'égard du Public ? Ce sophisme seroit aussi dangereux, qu'il est facile à détruire.

Lorsqu'on dit que les Arrêts sont aux Particuliers ce que les Ordonnances sont au Public, on n'entend pas que les Juges puissent établir à leur gré, de nouvelles peines, de nouvelles nullités. Ce droit est spécialement réservé à la puissance législative. On veut dire qu'étant chargés de faire

l'application des Loix générales aux especes particulières, ils déclarent qu'en ce cas-ci, telle Loi oblige; que dans cet autre, telle peine est encourue. Voilà comment leurs Sentences deviennent des Loix par rapport à nous; par où l'on voit que leur pouvoir se borne à l'exécution de la Loi, & que lorsqu'ils défendent quelque chose, la sanction de leurs défenses, dans quelques termes qu'elles soient conçues, ne doit jamais excéder les limites de la sanction de la Loi. Puis donc que la Loi n'a point prononcé ici de nullité, l'Arrêt n'a pu en opérer aucune. Et comme cet Arrêt annule un mariage que la Loi consacre, il donne lieu de recourir au Prince.

A la bonne heure, poursuivra-t-on; mais convenez que le mariage, avant que d'être Sacrement, est un vrai Contrat Civil. Or, si les Juges avoient défendu à quelqu'un de faire un Contrat ordinaire, de vendre, par exemple, une maison, & que cet homme eût passé outre, au mépris des défenses: ce Contrat de Vente ne seroit-il pas nul? Un mariage ne peut pas être plus valable, lorsqu'il est contracté malgré des défenses.

Nos Réponses vont anéantir l'objection.

Les Tribunaux ne peuvent confirmer des défenses faites à un homme, de vendre sa maison, qu'autant qu'elles portent sur une cause qui s'oppose, suivant les Loix, à la faculté de vendre: si, par exemple, la propriété de la maison n'appartient pas à ce Particulier, mais à celui qui a fait l'opposition, ou que la maison
soit

soit substituée, ou que par un Acte antérieur, le Vendeur se fût engagé envers l'Opposant à ne pas vendre, il est certain que, l'une de ces raisons se rencontrant, la vente est absolument nulle, & les Magistrats la déclareront telle. Mais pourquoi? Est-ce à cause des défenses? Non. C'est parce que les Loix ne permettent pas de disposer de la chose d'autrui contre le gré du Propriétaire, de vendre un bien grevé de substitution, de violer ses engagements. Mais s'il étoit constant entre les Parties que le Vendeur fût Propriétaire, qu'il fût libre de substitution, qu'il ne fût engagé par aucun Contrat antérieur, & que cependant, pour satisfaire la fantaisie d'un tiers, les Juges Supérieurs eussent confirmé des défenses faites sans objet, il est hors de doute que l'Arrêt, en annullant un Contrat si juste en lui-même, seroit sujet à cassation, parce qu'il violeroit cette première maxime du Droit des gens, qui permet à chacun de disposer de sa chose, lorsqu'il n'y a point de Loi qui s'y oppose : *Unusquisque est rei suæ moderator & arbiter, nisi Lex arbitrium tollat.* Ce ne sont donc pas les défenses, c'est le principe sur lequel elles sont fondées, qui peut faire annuller un Contrat ordinaire. Des défenses qui n'auroient nul fondement autorisé par les Loix, seroient une contravention à l'ordre public, à la liberté naturelle des Contrats, à l'exercice du droit de propriété. Il seroit de la sagesse, & de la justice du Souverain, d'anéantir un Jugement confirmatif de semblables défenses.

Or, si quelque Contrat appartient au droit naturel, & est essentiellement libre, c'est assurément le mariage. On peut dire avec plus de raison encore de notre personne que de nos biens, que chacun de nous peut en disposer en tout ce qui n'est pas défendu par les Loix : *Unusquisque est moderator & arbiter, nisi Lex arbitrium tollat.* Ainsi un Juge me défend de me marier. Je suis en droit de lui demander quelle est la Loi qui s'oppose à mon mariage, & qui m'empêche de disposer de ma personne. S'il est évident qu'il n'y en a aucune, les défenses du Juge violent le droit naturel, parce que, cessant la prohibition de la Loi, la disposition de ma personne m'appartient par le droit de la nature, le premier & le plus inviolable de tous les droits. Donc, si je me suis marié malgré ces défenses, mon mariage n'en est pas moins valable ; le Tribunal Supérieur doit, en détruisant des défenses illégales, confirmer mon mariage ; ou s'il anéantit le mariage & confirme les défenses, il se rend lui-même auteur d'une contravention qui ne doit pas être tolérée. Voilà des vérités incontestables, à ne considérer le mariage que sous le rapport des simples Contrats ordinaires.

Mais est-il vrai qu'il n'y ait entre le mariage & les autres Contrats, aucune différence ? Deux caractères principaux l'en distinguent.

1°. Son extrême importance. Le mariage est, comme nous l'avons déjà dit, le fondement de la Société civile : c'est par lui que les noms, les rangs, les propriétés se transmettent ; il est de plus le gardien des mœurs & du bon ordre.

Le défaut de formalité dans les mariages détruiroit toute harmonie publique & politique.

2°. L'impossibilité de réparer les malheurs que sa dissolution entraîne. Elle compromet & l'honneur de la femme, & l'état des enfans. On peut, en annulant les autres Contrats, remettre les choses au même état, ou suppléer par des dommages & intérêts. Mais comment indemniser de la perte de l'état & de l'honneur?

Par ces raisons, il étoit sage, il étoit nécessaire de régler d'une manière fixe & invariable, dans quels cas le mariage seroit nul. Rien n'a dû être laissé à l'incertitude des circonstances, ou à l'arbitrage du Juge dans une matière intéressante. C'est aussi ce que l'on a fait. Les empêchemens dirimens du mariage, c'est-à-dire, les causes qui en opèrent la nullité, ont toujours été fixées, connues & respectées. L'énumération exacte en est faite plus haut dans ce Mémoire. Ce sont là les seules causes qui puissent faire déclarer nuls les mariages. Or, ni l'opposition, ni les défenses ne sont mises au nombre des causes irritantes. Les placer dans cette classe, comme a fait l'Arrêt, c'a été établir un nouvel empêchement inconnu jusqu'ici. Entreprise évidente sur les droits du Législateur. Donc première contravention manifeste, en ce que les Magistrats ont créé une Loi qui n'existoit pas.

Démontrons à présent l'autre contravention qu'ils ont commise, en dérogeant aux Loix qui existent.

C'étoit beaucoup d'avoir, d'une part, marqué les regles dont dépend l'essence des maria-

ges, d'avoir de l'autre, déterminé les causes qui les annullent. Il restoit à fixer ces circonstances mitoyennes où les mariages sont défendus, & pourtant valables lorsqu'ils sont formés. Car, ne devoir absolument pas se marier, ou faire mieux en s'en abstenant, sont deux choses. Au premier cas, le mariage n'a jamais eu lieu : c'est une ombre qui s'évanouit dès qu'on s'en approche. Au second, c'est un nœud sacré, qu'on ne peut entreprendre de rompre sans impiété. Les Loix défendoient de le former : les Loix le soutiennent dès qu'il est fait : *impedit contrahendum, non dirimit jam contractum*. Delà cette distinction connue entre les empêchemens dirimans & prohibitifs. Par elle, l'Eglise & les Princes respectivement chargés, l'une de l'avenir, les autres du bonheur présent des peuples, atteignent à cette double fin, en proportionnant leurs divers degrés de défenses au plus ou moins d'importance des inconvéniens. Car il est des maux qu'une saine législation tolere, pour en éviter de plus grands. C'est pour cela qu'elle employe au besoin, les peines de nullité, ou celles de simple prohibition. On a vu les défenses du premier genre. Voici les autres.

Un homme fiancé ne peut licitement épouser une autre femme, tant que l'Eglise ne l'a pas dégagé de sa premiere obligation. Si pourtant il s'est marié, le mariage est bon, les fiançailles sont résolues : celle à qui il manque de parole, n'a contre lui qu'une action en indemnité.

De même le vœu simple de chasteté empêche celui ou celle qui l'a fait de se marier licite-

tement, mais n'annule pas le mariage contracté au préjudice du vœu.

De même aussi il est des temps dans l'année où l'Eglise interdit la célébration de mariages, qui, célébrés, ne sont pas rompus.

Mais pour nous bonner entre ces exemples, à celui qui forme l'espece de notre cause; l'Eglise décide encore que, quelque indiscrettes & répréhensibles que puissent être deux parties contractantes, qui passent outre à la célébration de leur mariage, au mépris de la défense que le Juge leur en a faite, cette désobéissance ne peut par elle-même donner atteinte à la validité de l'union, s'il ne s'y trouve d'ailleurs aucun empêchement dirimant. Cette décision est d'Alexandre III. Elle est textuellement écrite dans deux Chapitres, où ce Pape-Jurisconsulte traite des mariages contractés contre la défense de l'Eglise.

Dans le Chapitre *Litteræ*, il ordonne à une fille promise à deux, puis mariée à un troisieme contre une défense juridique, de retourner l'espace d'un mois dans la maison paternelle, pour être, après cette correction, rendue à l'époux que, nonobstant la défense, elle a pris.

Dans le Chapitre *Ex Litteris*, il s'agit d'une fille, qui, malgré la défense de son Evêque, & durant l'appel qu'elle en avoit interjeté en Cour de Rome, s'est mariée. Le Pape déclare que, bien qu'elle eût dû respecter les défenses Ecclésiastiques, il n'est pourtant pas convenable de rompre, pour cela seul, le mariage; mais

qu'il faut imposer une pénitence aux deux époux. (a)

Pouvoit-il plus nettement établir, que les défenses de passer outre, n'attaquent point la stabilité du mariage. Ce Canon est précis & clair. Or, chacun fait que les Canons reçus parmi nous, y ont force de Loi; que les décisions de l'Eglise, dans la matiere, sur-tout, des mariages, ont été admises par nos Rois; que leurs Ordonnances rappellent sans cesse, sur cet objet, les Décrétales; qu'en un mot, le droit Ecclésiastique fait notre regle dans tout ce que l'autorité publique a adopté.

Aussi les plus savans Auteurs qui ayent écrit sur les Loix de l'Eglise, ont présenté par-tout ce point de droit, comme formant une doctrine universellement reconnue. Ecoutons d'abord Van-Espen.

Il soutient que la défense faite par un Evêque, même en Synode, que celle même qui viendrait d'un Concile Provincial, en quelques termes qu'elle fût conçue, fût-ce pour cause de parenté, rendrait à la vérité le mariage illicite, mais ne pourroit préjudicier à sa validité.

L'Auteur des Conférences de Paris, Fagnan,

(a) *Mandamus quatenus si nihil constiterit quod impediatur præter consensum de futuro qui inter præfatos asseritur præcessisse, secunda matrimonio inviolabiliter observanda sublato appellationis obstaculo judicetis. Licet contra interdictum Ecclesiæ non debuerit, non tamen est conveniens ut ob id solum, Sacramentum conjugii dissolvatur.*

Pesleus, Bardet, Covarruvias, Boniface, sont unanimes. Mais négligeons la foule des Auteurs. D'Héricourt n'y est pas confondu ; Voici ces termes :

» La défense du Juge Ecclesiastique ou Sécu-
 » lier , forme un empêchement prohibitif au
 » mariage ; mais elle ne le rend pas nul , lors-
 » qu'il a été célébré au préjudice de cette dé-
 » fense , s'il n'y a point d'ailleurs d'empêche-
 » ment dirimant ».

Ajouterai-je que le témoignage des Jurisconsultes , est confirmé par la Jurisprudence ? Que l'on consulte ces monumens , où les Plaidoyers du ministère public sont conservés , on les entendra répéter tous cette maxime , « qu'une dé-
 » fense qui n'est fondée sur aucun empêchement
 » dirimant , ne peut être regardée comme un
 » moyen d'abus : on verra tous les Parlemens
 » du Royaume exécuter cette Loi ».

En effet , l'unique fin qu'elle se propose , c'est d'empêcher qu'on ne profane un Sacrement. Elle est bien éloignée de vouloir nuire au plus respectable des droits de l'homme , celui de prendre légitimement une compagne. Mais qui fait ce que les opposans ont à dire ? Peut-être ont-ils des empêchemens dirimans à proposer ; & cette incertitude fait qu'on préfère de retarder un vrai mariage , au danger d'accélérer une fausse alliance. Que si les Parties n'ont tenu compte de la prohibition du Juge , elles ont eu tort , & sont punissables sans doute. Mais de quelle peine ? Voilà le point. Résoudra-t-on indistinctement tout

mariage ainsi fait, sans vérifier au préalable, s'il est, ou s'il n'est pas en règle ? Répondre, oui, seroit parler contre l'intention même de la Loi. Elle ne veut arrêter que les mariages qu'elle auroit à déclarer nuls. Mais si l'événement prouve que celui qu'on a eu tort de conclure si-tôt, est d'ailleurs solennel & bon de tout point ; pourquoy la Loi l'anéantiroit-elle ? Tout son soin est de veiller à ce que les mariages soient valables. Celui-ci l'est : qu'a-t-elle à dire ? Qu'elle inflige quelque peine au Prêtre, aux époux, une suspension à l'un, pour avoir été trop facile, aux autres une amende, pour s'être trop hâtés : cela doit être. Tout manque de docilité à la Loi mérite châtiment. Par ce moyen les droits du Sacrement, & ceux du Juge seront conciliés. Mais encore une fois il en faudra toujours revenir à examiner sur le fond, si les défenses étoient de nature à être levées ou non, avant le mariage. Elles l'auroient été dans le cas où l'opposition n'auroit porté sur aucune cause irritante, & alors le mariage subsistera. Seulement le trop d'empressement des contractans sera puni. Elles n'auroient point été levées, dans le cas où quelque empêchement dirimant les auroit fait naître ; & alors les opposans conserveront la faculté de se pourvoir en nullité contre l'engagement. Voilà tout ce que peuvent produire les défenses du Juge, que le législateur n'a placées, pour cette raison, qu'au rang des empêchemens prohibitifs. Laissons donc à ces défenses leurs véritables effets, sans leur donner ceux qu'elles n'ont pas & ne peuvent avoir.

Appliquons maintenant ces vérités à notre cause.

La cupidité, l'orgueil, la haine, mille passions secondées par l'art des chicanes, alloient ravir à deux citoyens libres, cette liberté naturelle de se livrer l'un à l'autre aux pieds des Autels. La veuve Chaineau appelle les Loix à son secours. Qu'y voit-elle ? Que la défense des Juges ne s'étend pas jusqu'à rompre les mariages régulièrement contractés; que leur but n'étoit point d'autoriser la perfidie des uns, à traverser les droits des autres sur le mariage; qu'ils ne vouloient qu'empêcher un scandale, parce qu'il vaut mieux prévenir que d'avoir à détruire un faux mariage; qu'ils imposoient, à la vérité, quelque amende aux plus légitimes époux, pour n'avoir pas attendu leur décision. Cette veuve alors se permet de calculer ce qui lui convient davantage, ou d'encourir la peine de la Loi, ou de se soustraire aux fureurs de ses ennemis; & elle s'écrie, sans balancer: Oui, la peine que la Loi m'impose, m'est à ce prix, le plus doux bienfait. Elle punira mon impatience; mais elle me saura gré d'avoir confondu les ligues des méchans; d'avoir refaisi dans leurs mains tous mes titres pour un mariage cher à mon cœur; de l'avoir vengée elle-même de leur audace à la rendre l'instrument de leur cruauté; d'avoir enfin, par un foible mal, rétabli l'ordre.

Et parce que cette veuve se sera permis dans l'excès de ses maux, d'exécuter par anticipation l'Arrêt que le Parlement auroit rendu, & de négliger une Sentence qui, qui si on l'eût portée

à l'Audience, y auroit été infailliblement anéantie, le Parlement aura tenté de briser un nœud qu'aucune autorité sur la terre ne peut dissoudre. L'inconséquence, certes ! seroit étrange, d'enfreindre impunément les Loix inviolables du mariage, pour punir une femme d'avoir peu respecté la Sentence par défaut d'un Juge. Quel remède pire que le mal ! Quelle punition plus scandaleuse, que le scandale qu'on a voulu punir !

Mais à quoi sert, nous dira-t-on, une défense qu'on peut enfreindre ? A quoi servira de défendre un mariage qui n'en fera pas moins valable, pour être contracté malgré les défenses ?

Je répondrai d'abord à cette question par une autre. A quoi sert que l'Eglise ait distingué les empêchemens dirimans des prohibitifs, si l'on peut malgré sa distinction, donner aux prohibitifs l'effet des dirimans ? On demande à quoi serviront de pareilles défenses ? Je dis qu'elles serviront, comme celles faites à ceux qui s'étoient fiancés à d'autres ; qu'elles serviront, comme celles faites à ceux qui ont fait des vœux simples ; qu'elles serviront, comme celles faites à ceux qui se sont mariés dans des temps illicites : toutes défenses qui prohibent, mais de diriment pas. Celle-ci de même doit servir à empêcher, jusqu'à plus ample examen, le mariage, à cause des doutes sur sa validité. Elle doit servir à faire punir ceux même qui l'auront le plus légitimement contracté, à cause de leur défaut de soumission. Elle doit servir aux opposans, d'acte conservatoire contre ceux qui l'auront

contracté abusivement & sans droit. Mais jamais elles ne serviront à le faire dissoudre, lorsqu'il est bon, parce qu'alors il n'est pas dissoluble.

Au reste, à quoi serviroit-il que les défenses fussent dirimantes par elles-mêmes? Car, ceux que les liens d'un premier mariage, ou que des vœux de religion ne seroient pas capables d'arrêter, seroient-ils gens à respecter davantage des oppositions & défenses? Ou bien leur second mariage contracté seroit-il plus nul, pour avoir été fait au mépris des défenses, que pour l'avoir été au mépris des liens antérieurs? Non, sans doute: les défenses érigées en causes irritantes, seroient donc sans effet vis-à-vis des seuls contractans, qu'il eût été désirable de contenir, & nuiroient infiniment à ceux qu'il seroit injuste de disjoindre.

C'est donc avec grande raison que les Loix n'ont point rendu les oppositions, dirimantes par elles-mêmes, & n'ont voulu qu'elles fussent telles, qu'autant qu'elles auroient pour base des causes véritablement irritantes.

Mais l'opposition du sieur Benoist & la défense du Juge d'Angoulême, ont-elles porté sur des causes de cette espece? C'est ce qu'il faut à présent éclaircir.

Nos adversaires ont allégué pour tout motif de leur opposition l'inégalité des conditions. Les enfans d'un Marchand de Draps d'Angoulême, ont prétendu que le sieur Panchaud étoit indigne d'aspirer à l'alliance de la veuve Chainéau, leur sœur. Ceci annonce ou le dernier degré de bassesse dans l'extraction de Panchaud, ou dans la

tête des enfans du Marchand le plus absurde & ridicule orgueil.

Si nous étions encore au Parlement, nous nous bornerions à démontrer que les conditions sont fortables, & que même, s'il y avoit de l'avantage de l'un des deux côtés, ce seroit du côté de Panchaud. En effet, cet homme qu'ils ont peint sous les traits d'un vagabond, d'un aventurier, d'un corsaire, qui porteroit, parmi eux, la honte de sa misere & l'infamie de ses actions; cet homme qu'ils ont donné pour un de ces brigands qui infestent nos côtes, est un homme élevé à titre d'Officier dans cette Ecole, d'où la Marine a vu sortir plus d'un guerrier célèbre. Cet homme est né dans le Canton de Berne, d'une famille, qui y jouit, depuis plusieurs siècles, du titre de Bourgeoisie. Il se jeta, dès son enfance, dans le commerce, embrassa ensuite le parti des armes, servit d'abord comme Volontaire sur les Vaisseaux Anglois, puis monta, en qualité d'Officier de Marine, sur l'Armateur le Roi de Prusse. Il étoit Lieutenant à bord de ce Vaisseau, lorsqu'il fut pris & enfermé au Château d'Angoulême. Toutes ces vérités sont établies par pieces authentiques. Voilà sous quels auspices il s'est offert à la fille d'un Marchand d'Angoulême. Voilà celui que les fils d'un Marchand ont traité comme le plus vil des hommes.

Mais tout ceci, je le sens, n'est pas actuellement la question. Il ne s'agit plus de savoir si, dans le fait particulier, ce mariage a été assorti; mais de savoir si, en point de droit, la

disparité dans les mariages les rend nuls. Autrement le sieur Tiffon ne manqueroit pas de commencer par mettre en principe que cette disparité les fait rompre : puis ce faux principe une fois posé , il nous diroit : Vous voulez que le sieur Panchaud soit l'égal de ma belle-sœur , à la bonne heure ; mais enfin la Cour a pensé qu'il ne l'étoit pas ; & comme l'inégalité des rangs rompt le nœud du mariage , la Cour a prononcé suivant les Loix. Elle se fera , si vous voulez , trompée sur le fait ; cela peut être : mais cette erreur ne préjudicie qu'à ma belle-sœur , & point à la Loi ; car aucune Loi n'est blessée de ce que la Cour aura cru Panchaud inférieur à sa femme. Cette illusion pourra faire qu'on a jugé mal , mais ne fera pas qu'on ait violé la Loi. Or un mal-jugé est très-différent d'une contravention. Le mal-jugé n'est point matière à cassation : les contraventions seules y donnent lieu ; car la voie des cassations n'est point ouverte pour venger les particuliers des torts , que l'erreur des Juges , sur un fait , a pu leur causer. Cette voie est ouverte pour venger l'ordre public & les Loix , des torts que leur a fait l'erreur des Juges sur les principes. Ainsi pourroit parler le sieur Tiffon.

Mais à présent quelle ressource lui restera-t-il , puisque c'est , en admettant même , contre toute vérité , les faits d'inégalité qu'il allègue , qu'on va lui démontrer que , dans le droit , un mariage disproportionné n'en est pas moins valable , selon toutes les Loix ?

Les Romains ont pu défendre aux races Pa-

triciennes de se mêler au sang des affranchis. Quant à nous, nous rejettons ces différences de conditions, qu'ils avoient introduites dans leurs mariages. L'inclination de la Nature étant, ou du moins devant toujours être le principal motif du mariage, ce rapport de droit naturel nous a fait conserver aux nôtres l'égalité originaire qui précéda les distinctions sociales. D'ailleurs, le Christianisme ayant élevé parmi nous le mariage à la dignité de Sacrement, ce rapport de religion nous fait encore trouver tous les hommes égaux pour ce contrat. De-là, la maxime que dans nos mœurs chacun peut épouser qui il veut. Maxime sage : car cet accord de sentimens, qui seul fonde le bonheur, ne fuit pas toujours celui des rangs. Que la prudence intéressée du siècle interroge dans son choix la naissance, l'état, la fortune ; c'est un abus qu'on n'empêche personne d'adopter. Mais doit-on le mettre en principe ? La première condition des moindres contrats, c'est la liberté. Il seroit singulier qu'elle fût gênée dans le premier & le plus irrévocable des actes de la vie.

A Dieu ne plaise, toutefois, que j'entreprenne l'apologie des mésalliances. L'équilibre des sociétés politiques ne s'entretient, je le fais, que par la diversité des rangs. Peut-être même est-ce une altération dans les monarchies, que d'y voir les races les plus disproportionnées se confondre dans les mariages. Sans épurer les unes, ce biffarre mélange nuit aux autres. Il seroit mieux que les enfans des nobles préférassent d'être la richesse de l'Etat, au frivole plaisir d'être riches.

Mais que font toutes ces idées à notre cause , si les méfalliances les plus flétrissantes , celles qui font scandale , celles que les Loix sont forcées de punir , sont inattaquables quant au lien ?

Oui, elles le sont, je le répète. Chacun le fait , & quiconque aura daigné relire les empêchemens dirimans , dont j'ai fait plus haut le compte entier , en sera plus sûr encore. Toute la peine qu'on impose à des femmes de distinction qui n'ont pas rougi de se dégrader jusqu'à descendre dans la couche de leurs valets , c'est de les interdire de leurs biens , & d'annuller leurs donations. Ecoutons l'Ordonnance de Blois :

L'art. 182 porte : « D'autant que plusieurs » femmes veuves , même ayant enfans d'autres » mariages , se remarient follement à personnes » indignes de leur qualité , & qui pis est , les » aucunes à leurs valets , nous avons déclaré » tous dons & avantages , faits à telles personnes par lesdites veuves , sous couleur de donations ou autres , nuls , & icelles femmes , » lors de la convention de tels mariages , avons » mis & mettons en interdiction de leurs biens ». Voilà la peine. Cette loi qui est la seule que nous ayons sur la matiere , ne dit rien de plus. Elle fut pourtant profondément méditée. Car le Commentateur Chenu nous apprend à quelle occasion elle fut faite.

Une femme de la plus haute qualité n'avoit pas eu honte d'épouser un de ses Domestiques. Elle étoit veuve de l'un des plus grands Seigneurs de la Cour. Sa foiblesse révolta tout le

monde. L'affaire portée à l'Audience, l'Avocat Général Briffon exposa dans ce vieux langage trop oublié, « que la cause étoit d'exemple , » pour maintenir l'honneur & la dignité des » familles , & empêcher la contamination des » maisons ». Il ajouta que les secondes nœ- » ces étoient licites & permises , & que ne » pouvoient les femmes tomber en juste re- » préhension , quand ces secondes nœces n'é- » toient contractées *cum improbis personis* , & » que *pares cum paribus conjunguntur* ; mais que » telle liberté ne devoit être convertie en li- » cence , pour maculer le lit génial , par l'in- » duction de leurs valets & serviteurs. *Nec enim ferendum est ut servi cubile dominorum accedant.*

Ces vérités étoient frappantes. L'honnêteté & la raison sollicitoient les Magistrats de les consacrer. Mais encore une fois , il n'existoit point de loi sur cette matiere , & ils savoient que ce n'étoit point à eux à en créer. Ils prirent le parti d'appointer , & durant l'appointement , on demanda au Législateur une loi. Les Etats étoient assemblés à Blois. Henri III y fit l'article qu'on vient de voir. Il y montra tant de déférence pour les loix ecclésiastiques , qu'on ne savoit quoi admirer le plus , ou du respect des Magistrats pour les droits du Législateur , ou de celui du Législateur pour les décisions de l'Eglise. Le Prince , en effet , y déclara pour toute punition , que les femmes qui s'étoient ainsi avilies , seroient interdites , & leurs donations annullées. Quant au lien du mariage ,

il le respecta. Il étoit pourtant le maître de le dissoudre. Car c'est un droit des Souverains, que d'apposer aux contrats de leurs sujets, des causes irritantes. Et si quelque occasion étoit faite pour l'inviter à user de ce droit, c'étoit celle-ci. Mais il s'en tint à remédier aux prodigalités que des passions si insensées annoncent. Il conserva au nœud le caractère d'indissolubilité, que l'Eglise & l'Etat lui impriment, & il laissa à l'opinion publique le soin, dont elle se charge toujours, de punir, par le blâme, le tort des personnes.

Cette doctrine, m'objectera-t-on, doit mettre les contractans bien à leur aise. Quelqu'opposition que leur mésalliance ait fait former à leurs mariages, ils seroient bien dupes de s'en embarrasser & de suspendre : ils n'ont qu'à poursuivre hardiment, dès que le tort d'avoir passé outre, se peut expier par une foible amende. Un jeune homme d'une famille illustre s'est-il passionné pour sa servante ? Qu'il aille en avant, qu'il l'épouse ; Que lui importe que ses parens s'y soient opposés ? Il va racheter, par argent, le droit de les déshonorer.

Ma réponse à l'objection est simple. C'est un premier principe que les Magistrats ne peuvent donner à une opposition plus de force, que n'en a son propre motif. Un second principe, c'est que l'inégalité des naissances n'est point au nombre des empêchemens dirimans. La conséquence de ces deux principes réunis, c'est que les familles, quelque sensibles qu'elles soient au point d'honneur, sont toujours déchues de

leurs oppositions , quand elles n'ont eu que ce seul motif pour les former. Donc le déshonneur de la famille ne viendra pas de ce que l'opposition auroit dû enchaîner ce jeune homme : elle ne vient que du tort qu'il a eu d'abuser de sa liberté : car dès qu'il étoit maître de faire lever l'opposition ; qu'il l'ait fait lever ou qu'il ait passé outre , c'est pour sa famille la même chose.

A la bonne heure , répondra-t-on ; mais du moins convenez qu'il doit résulter un grand bien des délais des oppositions. Le temps que l'on gagne peut ramener à elle-même une tête échauffée. Le calme de la réflexion & les remontrances des amis peuvent la faire rougir de son projet.

Oui : je sens à merveille comment l'opposition la plus vaine , si on la fait durer , servira les intérêts d'une famille blessée dans les convenances. Mais n'y auroit-il pas aussi quelque abus à procéder avec lenteur au jugement des oppositions ? Là , je vois une fille vertueuse & foible porter tous ses vœux vers un mariage , qui en réparant sa foiblesse , feroit naître sous le sceau de la légitimité un enfant trop tôt conçu.

Les familles doivent aussi compter , ce me semble , ce genre d'honneur pour quelque chose. Ici je vois qu'un homme puissant & riche s'est épris de l'indigente beauté d'une fille égale ou supérieure à lui ; cette alliance , si elle réussit , va rendre ses parens à la vie. Saisissez le moment , l'amour peut s'éteindre ; hâtez-vous ; on perdra tout à temporiser.

Mais pourquoi refutai-je en détail des discoureurs, qui, quand la loi parle, doivent se taire ? Leur vue bornée n'apperçoit qu'un coin du tableau. Au premier inconvénient qui les frappe, ils voudroient porter la Loi de ce côté, & ils ne voyent pas qu'en la déplaçant du centre où son équilibre se balance, ils romproient la commune harmonie. Ils ont vu des inconvéniens ! Qui en doute ? Où est la législation qui n'a pas les siens ? Car il n'en est pas d'elle comme de la morale, où l'image d'une perfection spéculative s'offre, sans peine, à l'esprit. La perfection de tout ce qui se réduit en acte, se borne, tant l'homme est foible ! à saisir le moins imparfait. Si donc il n'étoit question que de dire qu'on a grand tort de mépriser des oppositions & des défenses, qu'elles ont été sagement établies, qu'un grand respect est dû à l'autorité dont elles émanent, qu'il importe trop au bon ordre que les particuliers ne transgressent pas les défenses du Magistrat, pour que leur révolte reste impunie : toutes ces vérités sont vulgaires, je les avois publiées le premier. Mais ce n'est point de cela qu'il s'agit. Il s'agit de savoir si un mariage a dû être déclaré nul, pour avoir été célébré malgré des oppositions & défenses uniquement fondées sur l'inégalité des conditions. Or les loix prononcent que cette inégalité de conditions n'est point rangée dans la classe des causes irritantes. Donc les loix prononcent qu'un pareil mariage n'a pu être déclaré nul. Ainsi le sieur Panchaud seroit sorti de la plus vile poussière ; la veuve Chaîneau seroit toute

éclatante de la gloire de cent ayeux, que la Loi ne désuniroit point l'obscur Panchaud de l'illustre Chaîneau.

Mais comment, si leur nœud est indissoluble, l'a-t-on dissous ? L'énigme, hélas ! n'est que trop facile à comprendre. L'Arrêt, armé de la force exécutive, a dit à deux victimes de son erreur : le Sacrement n'a point versé ses grâces sur votre union. L'enfant que vous crûtes produire dans un lit nuptial, est né sous l'anathème de la bâtardise. Aucun lien ne vous rapproche : séparez-vous, ou nous vous punirons. Ainsi ont été traités par les hommes, des époux que Dieu avoit joints. Ainsi les hommes ont paru rompre, sous tous les rapports extérieurs, un nœud inébranlable par essence. Mais s'il est vrai que l'autorité humaine ne l'ait pu rompre, ce seroit un grand mal que de réaliser la liberté qu'elle accorde ; & puisqu'elle croit avoir rompu ce nœud, il y auroit un grand risque à obéir aux obligations qu'il impose. Alternative affligeante, où le crime est d'un côté, le châtement de l'autre, alternative où les Tribunaux de la terre ont fait schisme avec ceux du Ciel ! Quoi ! les Juges permettroient à cette femme de nouveaux nœuds que Dieu lui défend. Non, non : l'Arrêt la fait plier, mais ne l'aveugle pas. Elle lui doit faire le sacrifice de sa félicité : mais elle ne peut lui sacrifier sa raison. C'est bien assez que son obéissance à l'Arrêt l'arrache à ses vrais devoirs, sans qu'il lui en montre de nouveaux où sa conscience lui montreroit des crimes.

Résumons. D'une part l'inégalité des condi-

tions n'est point un empêchement dirimant. D'autre part, les défenses ou oppositions qui n'ont point des empêchemens dirimans pour base, ne rendent pas nuls les mariages. Il est donc clair que l'Arrêt qui a déclaré abusif un mariage, sur le seul prétexte qu'il étoit fait nonobstant des oppositions & des défenses qui n'avoient que l'inégalité de rang pour motif, est un Arrêt contraire à la loi. Mais le Prince s'est réservé le pouvoir de réformer les jugemens qui contreviennent à ses loix. Il est donc temps de détruire un Arrêt, qui a détruit un lien indissoluble.

S E C O N D E P A R T I E.

Le second chef de l'Arrêt interdit la Dame Panchaud de sa personne & de ses biens : & il déclare que c'est en exécution de l'Article 182 de l'Ordonnance de Blois.

L'Article de l'Ordonnance porte : « Comme
» plusieurs Veuves se remarient follement à
» personnes indignes de leur qualité, & qui pis
» est, les aucunes à leurs Valets, avons mis &
» mettons icelles femmes, lors de la conven-
» tion de tels mariages, en interdiction de leurs
» biens, leur défendant de les vendre, ou au-
» trement aliéner ».

Le chef de l'Arrêt porte : « L'Article 182 de
» l'Ordonnance de Blois, sera exécuté selon sa
» forme & teneur ; & en conséquence la Veuve
» Chaineau sera & demeurera interdite de sa
» personne & de ses biens ».

Que nous offre ce parallele ? Deux procédés

bien opposés. L'Ordonnance interdit les Veuves, qui se sont véritablement remariées. L'Arrêt interdit une Veuve, dont il déclare que le mariage n'est pas véritable. L'Ordonnance interdit les Veuves qui se sont remariées à des gens de pire état qu'elles. L'Arrêt interdit une Veuve remariée à un homme qui est tout au moins son égal. L'Ordonnance interdit les Veuves remariées à leurs propres Valets. L'Arrêt interdit une Veuve, dont l'Epoux, de l'aveu même de ses Adversaires, n'a jamais été à son service. L'Ordonnance interdit les Veuves, de leurs biens seulement, & point de leur personne. L'Arrêt interdit celle-ci de sa personne, comme de ses biens. Ces différences sont-elles assez fortes? Est-il besoin pour les appercevoir, d'interprétation, de discussion, d'application? Il ne faut que des yeux, & lire. C'est pourtant là ce que l'Arrêt appelle exécuter l'Ordonnance. «Or-» donne, est-il dit, que l'Article 182 sera exécuté; & en conséquence, &c». Cette expression, *en conséquence*, paroît singulière, lorsqu'on voit que l'Arrêt qui s'annonce comme étant une conséquence de la Loi, la sappe évidemment, & y contrevient dans tous les points.

Comment le sieur Tiffon a-t-il pu fasciner si complètement les yeux des Juges? Car enfin, ils auroient dû voir que l'objet de l'Ordonnance est d'empêcher, qu'emportée par une passion forte, une femme n'enrichisse l'Epoux du second lit, de la dépouille des enfans du premier. Mais l'objet de l'Ordonnance cesse, là où le mariage lui-même n'a pas lieu. Car c'est l'abus du second

mariage que l'Ordonnance prétend réprimer. Mais quel abus a-t-on à réprimer, s'il n'y a pas de second mariage ? Et pourtant le même Arrêt le déclare nul & non valable, & le punit comme subsistant. Est-ce s'accorder avec soi-même ?

De plus, la Dame Panchaud est fille d'un Marchand, & cette naissance, quoiqu'elle n'ait rien d'ignoble, est médicore. Elle est la Veuve d'un Médecin : cet état est recommandable, mais n'est point illustre. Celui du sieur Panchaud est-il donc abject ? On crie sans cesse que c'est un Corsaire, un Soldat, un Etranger, un Ennemi de la France. Ce Corsaire étoit un Lieutenant de Marine. Ce Soldat étoit un Officier. Cet Etranger est fils d'un Bourgeois d'une République, titre respectable dans sa Patrie. Le droit des gens permettroit-il même d'appeller Etrangere la plus fidelle des Nations alliées de nos Souverains ? Mais quand il seroit Etranger, quelle Loi défend d'en épouser un ? Comme si le vœu de la nature étoit circonscrit pour nous par les bornes qui séparent la France de la Suisse ? On le traite d'Ennemi de la France. Cet Ennemi de la France, est un homme ami des devoirs que lui trace sa destinée. Attaché au service des Anglois, il a combattu contre nous. Fixé maintenant dans notre Patrie, tout son vœu est de s'y rendre utile. Convenons que c'est demander beaucoup à une femme, que de vouloir qu'elle porte l'enthousiasme patriotique, jusqu'à haïr quiconque a servi chez l'Ennemi : & quand celui qui exige d'elle d'aussi sublimes sentimens, manque, pour son compte, aux premiers devoirs

de l'humanité, ces deux mesures lui font peu d'honneur. Quoi qu'il en soit, ces futiles déclamations ne détruisent point le fait prouvé, que Panchaud n'étoit pas indigne de sa femme. L'Ordonnance n'interdit pourtant que les femmes, qui se remariaient à gens indignes de leur qualité.

On veut encore qu'il ait été quelque temps Domestique. Quand il l'auroit été, quand, à force de fouiller dans sa vie passée, on y auroit déterré quelque trace d'une révolution d'un moment, je vois fort bien qu'il y auroit de la noirceur à la divulguer : mais, pourvu qu'on n'eût rien découvert contre l'honneur, je ne vois pas qu'un malheur de plus, dût diminuer notre intérêt pour cet homme de bien. Mille Citoyens plus considérables que lui, ont préféré, dans l'indigence, cette ressource au crime : & quiconque l'en mépriseroit, seroit seul digne de mépris. Mais pourquoi me prêter gratuitement à cette hypothèse ? Ma vraie réponse, c'est que le sieur Panchaud nie le fait très-fermement. Ce fait, d'ailleurs, est destitué de preuves ; car deux ou trois Certificats, sans authenticité, sans caractère, ne font pas preuve. On sait trop comment s'obtiennent de pareilles pieces, pour qu'elles fassent la moindre foi en Justice. En un mot, le sieur Panchaud est né dans une sphere très-honnête : c'est sous un titre plus honnête encore, qu'il s'est offert, & qu'il a plu à la Dame Chaineau. Voilà les deux époques qui fixent invariablement ce qu'il est. Mais c'est trop insister sur un fait vague, hasardé sans preuves, & dénié. Un fait vrai,

& qu'on ne nous nie pas, c'est que Panchaud n'a jamais été Domestique de la Dame Chaineau. Ce n'est qu'autant qu'il eût été à son service, que l'Ordonnance auroit interdit sa femme, pour s'être remariée. L'Arrêt l'a pourtant interdite. Donc, contravention manifeste aux Loix du Royaume.

Enfin la Loi ne punit les femmes de distinction remariées à leurs propres Valets, que par l'interdiction de leurs biens, & non par celle de leurs personnes.

L'esprit de la Loi a été, qu'elles ne pussent, par des aliénations frauduleuses, favoriser, à la ruine de leurs maisons, l'indigne objet de leur attachement. Mais comme on remédioit à cet inconvénient, en leur ôtant la libre disposition de leurs fonds, on les a laissé jouir de leurs revenus, sans les mettre dans la dépendance d'un tiers pour subsister. Ici l'Arrêt réduit la Dame Panchaud à tendre la main à un Curateur choisi par ses ennemis, pour en recevoir, sur le produit de ses propres biens, le nécessaire d'elle & de ses enfans. L'Arrêt fait plus : il l'interdit même de sa personne. Ce genre d'interdiction est-il donc une peine si légère, qu'on la puisse suppléer quand la Loi n'en dit mot ?

Eh quoi ! le plus cher des biens de l'homme n'est-ce pas l'exercice de sa volonté & de cette liberté naturelle que les Loix dirigent, mais n'enchaînent pas, & dont elles ne dépouillent que lorsqu'on en abuse. Elles n'ont reconnu que deux causes sur lesquelles l'interdiction peut être fondée : la démence, & la prodigalité. Ce ne sont

même pas les Loix, c'est la Nature qui place l'insensé sous le joug de l'interdiction. Car le flambeau de la raison ne luifant pas pour un stupide, qu'un accès de fureur peut faire perir, elles mettent sa vie sous la protection d'un guide sûr. Loin de lui rien ôter, c'est lui donner tout. Quant au prodigue, qui court à sa ruine par des libéralités ou des marchés extravagans, la famille vole à son secours, s'adresse au Magistrat, prouve les faits, & retire par l'interdiction, ce parent de la misère & des fautes qui marchent à sa suite; en un mot, l'imbécille est interdit dans sa personne, le prodigue l'est dans ses biens.

Mais l'œconomie & la raison de la Dame Panchaud, sont unanimement attestées par les principaux Officiers en corps de la Ville de Saintes, où elle est établie depuis six ans. Ces Certificats, dira-t-on, sont mendiés. Mais ce sont là des faits de notoriété publique: & d'ailleurs, est-ce la faute de cette femme, si l'on n'a point interrogé les Témoins qu'il falloit entendre? Car on n'en a interrogé aucuns. Ils auroient consigné dans des Enquêtes juridiques, les suffrages qu'ils n'ont pu que lui offrir dans des Certificats. Et sans recourir à des témoignages étrangers, cette femme n'auroit eu qu'à se montrer elle-même: elle eût prouvé par des plaintes trop raisonnables, toute sa raison, si l'on eût daigné lui faire subir l'interrogatoire prescrit par les Loix. Mais on l'a dépouillée de son état civil, sans avoir juridiquement constaté si elle méritoit cette peine. Des formes,

dont l'observation en matiere aussi grave est de rigueur , ont été , le croira-t-on ! négligées toutes. L'habitude où sont les Magistrats de regarder un grand nombre de parens assemblés , comme un Tribunal domestique , compétent pour juger l'un des membres de la famille , leur a fait prendre pour protecteurs & pour juges de cette femme , ses tyrans. Ainsi la Dame Panchaud n'étoit point prodigue , & on l'a interdite de ses biens. Elle n'étoit point folle , & on l'a interdite de sa personne. Pourquoi donc l'avoir ainsi traitée ? On ne voit que trop que ce second chef de l'Arrêt a voulu fixer irrévocablement sur la tête & de la mere & de l'enfant , ces titres de concubine & de bâtard , auxquels le premier chef les condamnoit. Mais il est démontré , que ces deux chefs offensent également toutes les Loix. L'auguste Prince qui les protege , anéantira donc cet Arrêt.

Que de maux vont en même-temps disparoitre ! Défendue jusqu'ici par le langage austere de la Loi , la Dame Panchaud ne peut-elle pas encore réclamer la voix touchante de l'humanité ? Elle ne l'ose pas pour elle-même ; car elle se voit si profondément dévouée au malheur , qu'elle craint d'avoir jusqu'à celui de ne plus attendre. Mais son enfant n'excitera-t-il nulle pitié ? Les Tribunaux lui ont ravi sa légitimité ! Ne sont-ce donc plus ces Tribunaux , qui retentissoient tous les jours des précieuses maximes : Qu'un enfant conçu & né dans la débauche , devient légitime du jour où ses parens s'unissent par le mariage : qu'une femme a beau ne

s'être unie qu'à un imposteur , déjà lié par un premier nœud subsistant , la mere trompée n'en assure pas moins la légitimité à son enfant : qu'une épouse , du désordre le plus avéré , force l'époux de reconnoître pour légitimes , les fruits d'un commerce étranger. N'a-t-on pas inventé pour eux ces ressources de mariage subséquent , de bonne-foi de l'un des deux , de présomption légale ? Tant la faveur dûe à l'état des enfans , leur a fait trouver grace aux yeux de la Loi.

Et un enfant né dans le cours du mariage , né sous la foi d'une alliance valable , né d'une mere irréprochable , fera bâtard ! Que si l'on eût attaqué tant de titres , il auroit imploré pour vengeurs , ceux qui le proscrivent au berceau. Par quel crime un enfant les porte-t-il à tant de rigueur ? Seroit-ce d'ailleurs s'armer contre le crime , que d'oublier ou de violer les Loix ? Quand elles scelloient aux pieds d'un Pasteur légitime , le saint nœud que deux citoyens libres ont formé , ceux-ci étoient loin de prévoir que leurs Ministres le briseroient un jour. Qu'on brise donc aussi ces rapports de tendresse intime , qui aggravent & multiplient leur infortune. Car ils s'aiment & l'osent publier , puisqu'à cette chaleur de sentiment , rendue si vive par leurs communs désastres , l'hymen a joint toute la pureté du devoir.

Combien l'auteur de tant de calamités est coupable ! Que le motif de sa haine , étoit foible ! Qu'elle est terrible dans ses effets ! L'Arrêt surpris contre sa sœur lui enleve fortune , état , honneur , époux , enfant , tout , excepté ce

qu'il faut qu'elle ait pour le sentir; tout, hors la vie.

Que d'intérêts sont compromis dans cette cause d'ordre public ! Si nos Loix sur le mariage n'étoient par fixes, toute harmonie seroit rompue, toute existence précaire, tout pere de famille allarmé, tout fondement des sociétés ébranlé. Je le dirai donc : jamais Cause n'a eu, sous les rapports généraux ou particuliers, plus d'importance. Le droit naturel, le droit public, le droit des gens, le droit ecclésiastique, le droit civil; voilà pour la Justice: les noms sacrés de pere, de mere, d'époux, d'épouse, de citoyen, d'enfant; voilà pour le sentiment: tous les liens, en un mot, qui attachent l'homme à la terre, ont été rompus par cet Arrêt.

Que n'ai-je pô retourner devant les mêmes Juges qui l'ont rendu ! Avec quelle ardeur j'aurois appelé de leur Jugement à eux-mêmes ! C'est leur Cause que j'aurois cru défendre. Oui, c'est eux que j'aurois eu l'honneur de venger. Car, est-ce leur avoir fait une assez grave injure, que d'avoir obtenu d'eux l'exemple le plus propre à révolter comme à flétrir le cœur de l'homme, celui de voir la Justice assignant dans son propre Temple, des succès aux coupables, des châtimens à l'innocence ? Qu'ils soient tranquilles. Le Prince réparera l'erreur. Cet ouvrage de surprise ne restera pas mêlé dans leurs fastes, avec tant de monumens d'une haute sagesse. On ne verra point les méchans s'en faire quelque jour un titre à leurs yeux, pour opprimer de

nouvelles victimes. Rendue enfin au bonheur & à ses devoirs, la Dame Panchaud ne se souviendra de ses peines, que pour bénir le Souverain qui les aura calmées: & elle ne tirera du sieur Tiffon d'autre vengeance, que de souhaiter qu'il se repente d'avoir employé à la persécution, des talens qu'il peut rendre utiles au Public.

M^e. LOYSEAU DE MAULEON, Avocat.





DÉFENSE

APOLOGETIQUE

*Du Comte DE PORTES, Gentilhomme
de feu Son Altesse Sérénissime Monsei-
gneur le Prince Stadhouder, & Général-
Major au service de Leurs Hautes Puif-
sances les Etats - Généraux, adressée à
Leurs Excellences du Conseil Souverain
de la République de Berne.*

UN Athénien avoit fait réparer les murs de sa ville, & il soutint, devant ses Concitoyens assemblés, qu'une Couronne décernée à ses travaux par les Magistrats, lui étoit légitimement acquise. J'ai à défendre devant une République aussi sage que celle d'Athènes, un homme vertueux, qui, pour avoir obéi à la loi de l'humanité, a été condamné par erreur. L'un demandoit à être récompensé : l'autre demande à n'être pas puni. Celui-là, en exigeant des distinctions publiques, ne plaidoit que la cause de sa gloire : celui-ci plaide celle de son honneur, en s'opposant à ce qu'il soit flétri. Il est juste & flatteur, sans doute, de recevoir le prix d'une belle action;

mais, enfin, le sentiment de l'avoir faite vaut bien une palme donnée sur un théâtre ; au lieu que l'ignominie imprimée par des Tribunaux à l'innocence & au mérite, confond tous nos principes, enhardit les méchans & désespère les gens de bien. Si donc la Grece entiere se rendit autrefois attentive aux prétentions d'un Citoyen, qui réclamoit le salaire de ses services, le Corps Helvétique accorderoit-il aujourd'hui moins d'intérêt aux plaintes d'un homme, qui a été la victime de ses devoirs ?

Il est vrai que le génie de l'Orateur répandit sur la premiere contestation un immortel éclat. Demosthène parloit pour lui-même. La voix de cet homme sublime régna sur des Républicains, s'empara de toutes les puissances de leurs ames, & s'assura le plus beau triomphe dont ait jamais joui l'Eloquence.

Elle ne prêtera aucun lustre à l'affaire présente, je le fais : mais la nature même des objets nous dispense de l'art qui nous manque. Qu'importent les ornemens du discours, dans un sujet qui tire des événemens seuls, toute sa valeur ? Les talens peuvent servir à célébrer la vertu : il ne faut que de la vérité pour la défendre.

Je montrerai à Leurs Excellences du Souverain Conseil de Berne les ressorts qu'on a fait jouer pour les tromper, l'injustice de l'Arrêt qu'on leur a surpris, la nécessité où Elles sont d'annéantir ce Jugement.

Mais combien, pour atteindre à ce but, il faudra dévoiler d'intrigues ! On verra les Loix enfreintes, le droit des gens violé, la probité menacée

menacée des fers, forcée de fuir, déshonorée; la cupidité, l'ambition, l'orgueil, la vengeance, masqués des noms de justice & d'ordre. Ces tableaux sombres seront éclairés par des traits de commisération, de générosité, de constance, de grandeur d'ame. Un homme rare sacrifiera tout, pour prêter de l'appui au foible contre le fort. Sa fermeté, sans cesse aux prises avec l'infortune, fera voir ce que peut la Raison contre le crédit, lorsqu'un vrai courage la met en œuvre. Mais plus on admirera les succès, qu'à force de soins & de dépenses, le Comte de Portes aura obtenus pour autrui, plus on s'affligera des atteintes, que tant de qualités ont porté à sa réputation; & tandis que je tâcherai de faire tomber l'Arrêt qui la ternit, les cœurs honnêtes joindront leurs vœux à mes efforts.

F A I T.

Jacques-Antoine des Vignes & Adam son frere, Secrétaire Baillival de Nyon, possédoient par *indivis*, des biens considérables. Jacques-Antoine mourut en 1750, après avoir institué son frere héritier, & lui avoir substitué un enfant, parent très-éloigné, nommé Pierre-Charles des Vignes. Cet enfant étoit de Genollier, Village situé au pays de Vaux, dans le Canton de Berne. La Justice de ce lieu lui nomma un Tuteur. Au bout de huit années, le Secrétaire Adam des Vignes mourut à Nyon, sans enfans. La substitution faite en 1750, par son frere, s'ouvrit au profit du jeune des Vignes.

Dès le jour même du décès, le Châtelain de Nyon se transporta dans la maison du mort, fit sortir le corps de la chambre, fit mettre, par son Greffier, les scellés sur cette chambre, ainsi que sur les armoires, où il y avoit de grosses sommes d'argent comptant. Quatre jours après la mise des scellés, le Châtelain & le Bailli se rendirent seuls dans cette maison. Mais avant que d'exposer leur conduite, il est bon de faire connoître ces deux personnages, sur-tout le Bailli de Nyon; car c'est le principal acteur.

Il faut bien se donner de garde de confondre les Baillis de la Suisse, avec ces Juges subalternes, auxquels nous donnons ce titre en France. Les Baillis de Berne sont toujours Membres du Conseil Souverain de la République. Ils ont, sous leurs ordres, une portion de pays que l'on appelle Bailliage, où ils sont les Préposés ou Lieutenans du Souverain. Ils réunissent, en quelque sorte, la double autorité dont jouissent parmi nous les Gouverneurs & Intendans de nos Provinces. Ils ont, de plus, une Jurisdiction dont ressortissent, en première instance, les Gentilshommes & les Vassaux. Ces Baillis sont aussi Juges d'appel des Cours inférieures. On nomme leur Tribunal, Cour Baillivale. Ceux qui exercent ces offices sont très-puissans, & peuvent, selon leurs différens caractères, faire beaucoup de bien, ou beaucoup nuire.

Le Magistrat qui occupoit le Bailliage de Nyon, s'appelle Tscharnier. Sa famille est nombreuse & accréditée. Il est né avec des talens que l'étude a perfectionnés. L'essai qu'il en avoit fait, soit

comme Chef de l'Etat extérieur, soit comme Membre de la Chambre Suprême des Appellations, lui avoit acquis la réputation d'Orateur & de Juge éclairé. Enforte, qu'à l'exception de certaines personnes, qui déjà connoissoient ses dispositions intérieures, on se félicitoit de ce que le sort l'avoit appelé au Bailliage de Nyon.

Le Lieutenant Baillival se nomme Cornillat. Cet homme est aussi Châtelain, ou Juge inférieur de la Ville de Nyon. Il est oncle maternel du Bailli; circonstance remarquable, & dont le Bailli Tscharner a su tirer un grand avantage. Car, si les droits du sang donnoient à l'oncle quelque ascendant sur son neveu, celui-ci retrouvoit dans la prééminence de son Office, le droit de supériorité sur son oncle; & cette double relation de parenté & de place rendit le Châtelain le plus utile instrument des projets & des procédés du Bailli.

Quoi qu'il en soit, le neveu & l'oncle entrèrent seuls chez le Secrétaire décédé. Puis, sous prétexte d'y aller prendre son Testament, ils rompirent les scellés sur la porte de son appartement; ils les rompirent sur l'armoire où étoient l'argent & les titres; ils les rompirent, sans appeler ni le Greffier qui les avoir posés, ni les parens du Testateur, ni le Tuteur de l'héritier par substitution; & ces scellés une fois enlevés ne furent plus rétablis.

Dès le lendemain, un homme nommé Aneth, qui jouera dans cette Cause un rôle important, se présenta à la Justice de Nyon, comme assistant le Tuteur du mineur des Vignes, & ils

requirent l'homologation du Testament & de trois Codicilles.

Le Testament est daté du 19 Février 1758. Il est écrit & signé de la main du Testateur Adam des Vignes, qui y institue pour son héritier le même enfant Pierre-Charles des Vignes, déjà héritier de son frere, par l'effet de la substitution.

Quant aux trois Codicilles, le premier, daté du premier Avril, est écrit & signé de la main du Testateur, qui y témoigne beaucoup de confiance dans le Bailli Tscharner.

Le second, daté du 9 Avril, n'est écrit, ni signé par le Testateur; il ne l'est par aucun Notaire; il ne l'est par aucun Témoin. Ce fut le Bailli Tscharner, qui, descendant dans son propre Bailliage, de l'éminente qualité de Lieutenant du Souverain, à l'emploi de simple Tabelion, écrivit & signa lui-même ce second Codicille; où il fit, au nom du Secrétaire des Vignes, plusieurs legs à la fille du sieur Baile, & aux sieurs Massis, Vert & Chapotin. Observons que Chapotin étoit Régent d'Ecole, & Receveur domestique du Bailli Tscharner.

Le troisieme, daté du 12 Avril, ne fut écrit, ni signé par le Testateur, ni par aucun Notaire. Ce ne fut pas non plus le Bailli Tscharner qui l'écrivit & le signa: ce fut ce Chapotin, son Receveur. A la signature de ce Maître d'Ecole furent jointes celles de ces mêmes Massis, Vert & Baile, auxquels le Bailli venoit de distribuer, ainsi qu'à Chapotin, différens legs dans le Codicille précédent. Aussi fut-ce en faveur du Bailli

que ces quatre Légataires devinrent Notaires à leur tour.

« Les souffignés, porte ce Codicille, assurent
 » en toute vérité, que cejourd'hui 12 Avril
 » M. le Secrétaire Baillival des Vignes, détenu
 » de maladie dans son lit, cependant de fort
 » bon sens & mémoire, nous a déclaré qu'il
 » prioit très-humblement le noble, magnifique
 » & très-honoré Seigneur le Bailli Daniel Tschar-
 » ner, de vouloir bien avoir la bonté de nom-
 » mer pour Tuteur, au jeune Pierre-Charles
 » des Vignes de Genollier, la personne que sa
 » noble, magnifique & très-honorée Seigneu-
 » rie Baillivale jugera la plus convenable; ce
 » qu'il laisse à son choix. Recommandant, au
 » surplus, ce jeune homme à Monseigneur le
 » Bailli, pour qu'il lui plaise le diriger par lui-
 » même, & veiller sur sa conduite, & sur celle
 » du Tuteur qui sera établi, autant que ses af-
 » faires le permettront. En foi de quoi nous
 » avons signé, après en avoir fait lecture audit
 » M. des Vignes, qui l'a confirmé de nouveau,
 » comme étant son intention. Signés, BAILE,
 » MASSIS, VERT, CHAPOTIN ».

Il falloit que le Siege où étoit demandée l'homologation d'Actes aussi irréguliers que ces deux derniers Codicilles, fût présidé par le sieur Cornillat, pour qu'ils y fussent enregistrés. Ils le furent sans la moindre difficulté; & cette première infraction des regles fut la base de l'édifice d'iniquité, que le Bailli de Nyon alloit élever.

Il se hâta de procurer au sieur Aneth la place de Secrétaire Baillival, que la mort du Testateur

faisoit vacquer. C'étoit peu pour M. Tſcharner d'avoir à ſa dévotion ſon propre oncle dans les deux charges de Lieutenant Baillival & de Châtelain ; il voulut avoir auffi dans celle de Secrétaire , une créature encore plus à ſes ordres. Ce poſte donne du crédit , ſur-tout à ceux que les Baillis appuyent. Si-tôt donc que le Bailli Tſcharner eut pourvu Aneth de cet Office , ce fut ce même Aneth , qu'en vertu du Codicille qu'on vient de voir, il créa Tuteur du mineur des Vignes. L'ancien Tuteur fut excluſ, le nouveau établi , ſans aucune forme légale. C'eſt une piece bien étrange que ce brevet de Tutelle, dont M. Tſcharner gratifia ſon protégé Aneth. Par ce brevet , il l'installa dans la maiſon du défunt , le mit en ménage avec la Gouvernante Baile , & ordonna qu'ils vivroient tous deux à une table ſervie aux frais de la ſucceſſion. A voir avec quelle aifance le Bailli Tſcharner diſpoſoit de la maiſon du mort , on l'eût pris pour un propriétaire , qui en faiſoit les honneurs ſelon ſa fantaſie.

Il y avoit près d'un mois que le Teſtateur étoit décédé : les ſcellés avoient été enlevés : l'inventaire , auquel la Loi veut qu'on procede *auffi-tôt & ſans délai* , n'étoit pas même commencé ; & c'eſt dans cet état que M. Tſcharner oſa introduire un homme à lui , au milieu des effets du défunt. C'étoit lui donner carte blanche pour piller avec impunité. Car , quel compte demander à un homme que le défaut d'inventaire mettoit toujours dans le cas de répondre , qu'ai-je pris ? Où eſt la preuve ?

Et sans chercher nos exemples hors de la Cause, la Gouvernante Baile avoit averti, le jour même du décès, le Châtelain Cornillat d'apposer les scellés sur un buffet, qui renfermoit un dépôt de 936 liv. Mais, quand le Bailli vint pour inventorier ce buffet, cette fille fut frappée d'étonnement de voir que le dépôt n'y étoit plus, ainsi qu'elle l'a déclaré depuis, en Justice & sous serment. Aussi est-ce pour prévenir de semblables fraudes que les Loix ont sévi de tout temps, contre les Tuteurs & Curateurs, qui s'immisçoient le moins du monde, dans les biens de leurs Pupilles, avant qu'un inventaire solennel en eût été fait. Les Loix Romaines les privoient même de leur Office, & les notoient d'infamie perpétuelle. Mais qu'importoit au Tuteur Aneth que les Loix s'élevassent contre sa conduite, dès que c'étoit leur Ministre même qui la lui traçoit ?

Si l'on demande pourquoi cette liaison que le Bailli forma, aux dépens du mineur, entre le Tuteur de celui-ci, & la Gouvernante du défunt, nous dirons qu'on craignoit que cette fille honnête par caractère, mais trop foible pour se défendre des pièges qu'on lui tendit, ne divulguât ce qui se passoit dans l'hoirie de des Vignes. Il falloit que le Tuteur Aneth la préparât adroitement aux événemens qui devoient suivre. Car la maniere dont on s'y prit pour dresser l'inventaire, avoit de quoi surprendre.

Ni l'ancien Tuteur, oncle paternel du Pupille, ni aucun de ses autres parens n'y furent appelés. Le Bailli Tschärner ne nomma, pour y pro-

céder, que le Châtelain Cornillat son oncle, le Tuteur Aneth son Agent, & un sieur Lévrier, Notaire à Nyon, & Châtelain du Village de Genollier.

Lévrier mandé en sa qualité de Notaire, avoit apporté, selon l'usage, un cahier cousu. Mais Messieurs Tscharner, Cornillat & Aneth, qui n'avoient, par leur accord entr'eux, rien à craindre des Tribunaux d'un Bailliage, dont ils étoient les Chefs, firent inscrire l'inventaire de l'argent comptant sur des feuilles volantes, & celui de plusieurs autres effets sur des papiers de différente grandeur, sans donner aucune suite aux numéros des pages; ce qui procuroit le moyen de les soustraire sans aucun risque : d'autant plus que Lévrier, qui auroit dû, comme Notaire, rester dépositaire de ses minutes, ne pût garder en sa possession les feuilles sur lesquelles il venoit d'écrire. Ce ne fut même qu'au bout de six mois & plus, qu'il les signa, sans être sûr qu'on les lui représenta toutes.

L'argent comptant que l'on a connu, a monté à plus de 40000 liv. Dès que cet argent fut inventorié, si c'est-là l'être, M. le Bailli le fit porter dans son Château; après quoi, ne jugeant plus sa présence nécessaire, il abandonna le reste des détails aux soins du Châtelain son oncle, & du Tuteur son Agent.

Une chose pourtant inquiétoit M. le Bailli : c'étoit d'apprendre les soupçons que faisoient naître dans l'esprit de la Demoiselle Baile tous les faits dont elle étoit Témoin. Le sieur Aneth avoit beau l'assurer que des Officiers de Justice,

& sur-tout un Seigneur Bailli, entendoient mieux qu'elle les formalités qu'une succession de cette importance exigeoit. Elle avoit peine à se persuader que la rupture des scellés, le retard affecté de l'inventaire, l'éloignement de ceux qui avoient droit d'y assister, le divertissement d'un dépôt, le transport de tout l'argent comptant chez sa Seigneurie Baillivale, que tout cela fût autant d'opérations prescrites par les Loix. Elle confioit au Tuteur ses réflexions & ses craintes. Celui-ci les reportoit au Bailli, & voici ce dont ils convinrent, pour lever les scrupules importuns de cette fille.

M. Tscherner reprit les fonctions de Notaire; ou plutôt, ce ne fut plus un Notaire qui parla, ce fut le premier Magistrat du Pays, le Lieutenant du Souverain, qui, du haut de son Tribunal, donna ordre aux Officiers de la Justice de Nyon, d'homologuer ce qu'il leur alloit déclarer. Sa déclaration fut que le défunt, après lui avoir fait l'éloge de la Demoiselle Baile, avoit voulu que cette Domestique pût recevoir, ou les 180 liv. de rente viagère qu'il lui avoit légué, ou un capital de 4500 liv. à son choix. Ensuite il leur enjoignit de prendre cette conversation, dont personne n'avoit été témoin, pour un vrai Codicille, qu'ils auroient à enregistrer sur le champ.

Ainsi, M. le Bailli ne garda plus de mesures, & dédaigna jusqu'aux prétextes. Ce n'étoit plus un malade incapable d'écrire & de signer, dont il rapportoit les paroles; c'étoit un mort, enseveli depuis un mois, qu'il faisoit revenir &

parler. Ce qui manquoit de forme & de bon sens dans cette marche , étoit suppléé par l'autorité de la place. L'obéissance étoit d'ailleurs préparée par les soins de l'oncle Cornillat , qui étoit, comme on fait , Président de la Jurisdiction, où fut docilement enregistré un acte , si monstueux dans l'ordre judiciaire.

L'adroit Tuteur ne manqua pas de faire valoir à la Demoiselle Baile, la protection & les bontés , dont Monseigneur le Bailli l'honoroit. Cette fille si bien traitée , ne pouvoit plus croire que des supérieurs , si honnêtes à son égard , fussent capables de mauvaises vues ; & sans mériter qu'on la taxe de ressembler à ces Témoins. dont on achete , à prix d'argent , ou la parole ou le silence , ce fut probablement de bonne-foi, qu'elle se laissa aveugler & se tut.

Mais le Public parloit avec force ; car le bruit des exactions commises par M. Tscharnier & ses deux Associés , s'étoit répandu dans le Bailliage. On disoit ouvertement que , sous couleur de veiller aux intérêts d'un enfant , qui venoit d'hériter d'un objet d'environ 200000 livres , le Bailli ne s'étoit emparé de la régie de cet héritage , qu'afin de se l'approprier. Chacun s'effrayoit pour son propre compte , de voir qu'un Bailli regardoit sa dignité comme une arme offensive , son ressort comme un Pays ennemi , les propriétés d'autrui comme des biens de conquête. Tous s'indignoient que ces noms spécieux de Tribunal & de Justice , servissent d'instrument à la violence , & de voile à la cupidité. Mais murmurer , n'est point agir. La

crainte excitoit à se plaindre, & la crainte empêchoit de rien entreprendre.

Un homme se rencontra, qui n'appréhenda point de se présenter au combat, pour la défense du mineur opprimé. Cet homme est le Comte de Portes. Il étoit Gentilhomme de feu Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince Stadhouder, & Colonel au service des Etats Généraux. Leur neutralité dans la dernière guerre, lui avoit procuré des congés pour habiter ses terres, situées au Canton de Berne, dans le Pays de Vaux. Le Comte de Portes son pere, après être sorti de France pour la Religion qu'il professoit, & après être entré au service du Roi de Sardaigne, à la Cour duquel il parvint aux premiers honneurs militaires, étoit venu s'établir dans le Canton de Berne, & y avoit acheté plusieurs Seigneuries, entr'autres celle de Genollier.

Le Comte de Portes, dont nous parlons, eut, à la mort de son pere, cette Terre dans ses partages. Or, le Village de Genollier étoit le lieu de la naissance du jeune Pierre-Charles des Vignes. Sa famille y est domiciliée depuis plus d'un siècle. Cet enfant étoit par conséquent justiciable du Comte, son Seigneur. C'étoit au Châtelain & au Corps de Justice de Genollier, que l'administration de la tutelle de cet enfant appartenoit, selon toutes les Loix. On a cependant vu que le Châtelain de Genollier n'y étoit employé par le Bailli de Nyon, qu'à titre d'Ecrivain; ce qui étoit une entreprise sur la Jurisdiction du Comte, d'autant plus injurieuse, qu'on affectoit d'en ren-

dre son propre Châtelain l'instrument. Et pour-
quoi avoit-on pris ce Juge pour Copiste? C'est
qu'on croyoit qu'en associant au complot le Juge
même de Genollier, on fermeroit la bouche à
l'homme le plus intéressé à réclamer contre l'u-
surpation.

Jamais en effet, le Comte de Portes ne se se-
roit mis en avant, si le Bailli Tscharnner n'eût fait
que lui enlever les droits de sa Justice, & n'eût
pas violé toutes les regles vis-à-vis du Pupille,
dont il s'étoit arrogé la tutelle. Mais à la vue des
excès commis dans la régie des biens de ce mi-
neur, il pensa que le droit qu'il avoit de reven-
diquer sa Jurisdiction, devenoit un devoir. Ce
n'est pas que ce devoir ne lui parût difficile à
remplir; car, sans qu'il pût précisément pré-
voir tout ce que devoit lui coûter la protection
qu'il alloit accorder à cet enfant, il sentoît bien
que le crédit du Bailli apporteroit de grands ob-
stacles au succès. Mais la pureté de ses intentions
& la justice du Gouvernement le rassuroient,
d'autant plus qu'il avoit en lui-même ce qui
fait ordinairement réussir, fermeté, persévé-
rance & générosité; qualités dont l'assemblage
est rare, mais qui forment les trois principaux
traits de son caractère.

Il ordonna donc au sieur Lévrier, son Châ-
telain, de reprendre dans ceci, le vrai rôle
qu'il avoit à y jouer, & de faire rentrer cette
tutelle sous sa jurisdiction. La Justice de Genol-
lier s'assembla, & convint de faire à M. Tschar-
ner des représentations. Tout l'effet qu'elles pro-
duisirent, fut que celui-ci retira au sieur Lé-

vrier son emploi de Notaire, & lui substitua le Greffier Goncerut, pour continuer l'inventaire : ce à quoi cet homme se prêta d'une manière entièrement conforme aux vues de ceux qui l'employoient.

Quand M. de Portes vit que M. Tscharner n'avoit aucun compte des remontrances de sa Justice, il prit le parti d'aller à Berne, où il n'avoit mis le pied de sa vie, & il adressa des plaintes au Sénat, contre les atteintes portées par M. Tscharner, à ses droits de juridiction. Il s'y plaignit aussi, de ce que ce Bailli avoit confié l'administration d'une succession aussi considérable, au sieur Aneth, homme suspect, & qui soutenoit cette réputation, par la manière scandaleuse dont il s'acquittoit de sa commission. Le Bailli répondit à ces plaintes, par des généralités. Il alléguait l'inspection que les Seigneurs Baillis ont, en général, sur les tutelles, pour s'attribuer sur celle-ci, un droit de régie arbitraire. Il ajouta que M. de Portes avoit d'autant plus de tort de se plaindre, qu'il ne s'étoit encore rien fait de juridique. Réponse absurde, dont on fut indigné; comme si ce n'étoit pas précisément de cette obmission de toutes formes, qu'on se plaignoit. Aussi M. Tscharner perdit-il sa cause avec dépens. La Sentence du Sénat le condamna à restituer la tutelle des Vignes, à la justice de Genollier.

Une des premières opérations qui eurent lieu en exécution de ce jugement, fut de dégarnir le château Baillival, d'une somme d'environ 18000 livres. C'étoit tout ce qui restoit des 40000 liv.

dont M. Tschärner s'étoit nanti. Il prétendit que le surplus avoit été dépensé pour le mineur. C'est ce *deficit*, qui forma l'objet des comptes que le tuteur Aneth eut à rendre. C'étoit, sans doute, un spectacle bien humiliant pour un Magistrat, de voir les mouvemens & les courses de son propre agent, forcé par l'ordre d'une Justice inférieure, de reporter du château de Nyon, dans celui de Genollier, des sacs d'argent, dépouille du pupille.

Dès qu'Aneth vit qu'il n'alloit plus être étayé du crédit de l'homme qu'il servoit, il crut prudent de se démettre de sa tutelle. Le Bailli nomma Goncerut à sa place. Goncerut, en effet, auroit-il pu censurer, comme Tuteur, l'ouvrage fait par lui-même à titre de Notaire ? Mais ce même motif qui l'avoit fait nommer par M. Tschärner, le fit rejeter par la Justice de Genollier.

D'un autre côté, Aneth éludoit perpétuellement la reddition de ses comptes. C'étoit bien à Genollier, que la Sentence le forçoit de les rendre : mais chaque incident qu'il élevoit, se portoit par appel à Nyon, & là, il retrouvait son protecteur. Cette intrigue éternisoit les procédures. Le Comte de Portes en avoit profité pour se rendre à la Cour de la Haye, où d'autres affaires l'avoient appelé.

Cependant le défaut de Tuteur & la multiplicité des incidens privoient tellement le jeune des Vignes du bénéfice de la Sentence de Berne, que la Justice de Genollier appréhenda d'être recherchée sur son inaction. Elle arrêta de représen-

ter cet inconvénient au Comte, son Seigneur, & le pria d'en user, ce sont ses termes, *selon sa prudence, pour que sa justice fût à couvert de tout reproche, & le mineur à l'abri de toute perte.* Sur cet avis, le Comte de Portes quitta la Hollande, revint chez lui, d'où il retourna à Berne pour la seconde fois.

Il y présenta une requête, par laquelle il demandoit au Sénat deux choses ; 1^o. un Tuteur pour le mineur : 2^o. un Juge d'appel neutre.

Il avoit eu jusques-là, l'attention de garder le silence sur ces codicilles irréguliers, qui faisoient la base du procès ; & se flattant qu'il lui suffiroit de se faire réintégrer dans les privilèges de sa Justice, pour déterminer enfin M. Tschärner à renoncer à ses vues de spoliation, il lui avoit épargné le récit des principaux désordres, par lui ou autorisés ou commis. Mais, dès qu'au mépris des ordres mêmes du Sénat, les manœuvres de M. Tschärner donnoient des entraves aux opérations des Juges de Genollier, M. de Portes se crut obligé de démasquer l'homme. Il joignit à sa requête un mémoire & des pièces justificatives. On ordonna que le tout seroit communiqué au Bailli Tschärner. Celui-ci donna ses réponses, & accusa le Comte de Portes d'avoir surpris la religion des Seigneurs-Juges, & d'avoir employé, à cet effet, des armes secrètes, capables d'opérer sa ruine, s'ils n'y mettoient ordre. Mais le Comte n'eut pas plutôt appris qu'il étoit accusé d'en imposer, qu'il offrit d'administrer par écrit, la preuve

de chaque fait , que M. Tscharnier oseroit nier.

Les Législateurs de Berne ont senti que , pour garantir les Particuliers du danger de ne jamais obtenir justice contre des adversaires trop puissans , il falloit établir un moyen sûr & prompt de statuer sur les plaintes des sujets contre leurs Baillis. De-là les Edits Souverains , qui ordonnent de juger ces sortes de plaintes , *sur demande & réponse*. D'après ces Loix , la procédure étoit complète , le Sénat devoit prononcer , & peu de semaines auroient tout terminé. Loin de-là , le Sénat de Berne renvoya les Parties par-devant la Justice de Genollier , & ordonna au Comte de Portes d'y produire ses preuves contre M. Tscharnier : accordant d'ailleurs au mineur , & de plaider devant un Juge d'appel neutre , & de se faire nommer un Tuteur légitime.

Les deux chefs de la Sentence , qui octroyoient au Pupille un Tuteur & un Juge , exciterent la reconnoissance du Comte. C'étoit , en effet , obtenir pour son Pupille , tout ce qu'il avoit demandé. Mais il faut l'avouer : l'autre chef , qui renvoyoit les Parties au Siege de Genollier , lui causa une surprise extrême. Il lui paroissoit incompréhensible que M. Tscharnier , Citoyen de Berne , Membre de l'Etat , Bailli régnant , fût assujetti par Leurs Excellences à recevoir pour Juges , une Justice de son propre ressort , composée des Paysans d'un Village. Il n'y avoit pas d'exemple , depuis l'établissement de la République , d'une inversion aussi bizarre de toute marche judiciaire. Un homme vain & moins sensé que le Comte de Portes , se feroit

feroit applaudi de voir sa Jurisdiction tout-à-coup érigée par le Sénat, en Tribunal fait pour juger un Lieutenant du Souverain. Quant à lui, son coup - d'œil en affaires étoit trop juste, pour ne pas découvrir le danger d'un pareil honneur ; & quoique la Sentence lui eût complètement adjugé les conclusions prises pour son Pupille, la seule raison de l'incompétence de sa Justice, le déterminà d'en appeller à Leurs Excellences du Deux-Cent.

Il fut déchu de son appel. Muni, pour lors, de ces deux Jugemens de renvoi au Siege du lieu dont il étoit Seigneur, il se promit bien d'empêcher que ce renvoi ne devînt un déni de Justice coloré. Il importoit à la fortune du Mineur & à l'honneur du Comte de confondre, par des preuves écrites, l'imputation de fausseté que le Bailli lui avoit opposée. Quel motif étoit plus capable d'inspirer de fermes résolutions à un homme de l'état & du caractère de M. de Portes. Il fit donc demander au premier Affesseur de Nyon, la permission de citer le Bailli à Genollier. Cette permission lui fut refusée. Il s'y attendoit. Sur ce refus, il prit des témoins, se transporta en personne chez ce Bailli. Un Domestique se présenta, auquel il notifia, lui-même, la citation, portant que *le Noble & Généreux Seigneur Daniel Tscharner, Magnifique Seigneur, Bailli à Nyon, eût à comparoître devant le Châtelain de Genollier, pour y voir articuler les preuves des étranges irrégularités & d'une dangereuse conséquence, par lui commises, dans la Tutelle des Vignes.*

Ce que M. de Portes avoit prévu arriva. Le Bailli de Nyon jetta les hauts cris contre la témérité que son Adversaire avoit eue de l'ajourner ; & comme si le Comte n'auroit pas , au contraire , été plus hardi , en méprisant la route & les formes que le Sénat lui avoit prescrites , M. Tschärner appella son assignation , le comble de l'audace. A l'entendre , M. de Portes avoit offensé la Majesté du Souverain , en sa personne. C'étoit une injure faite au Gouvernement tout entier. C'est sur ce ton qu'il en écrivit à Berne. Il peignoit , dans ses Lettres , le Comte de Portes , comme un perturbateur , un séditieux. Il disoit qu'il avoit affecté de prendre pour cette expédition , un jour de marché , afin de remuer le peuple par cet éclat. Que ce portrait ressembloit mal à un homme , qui , de sa vie , n'a rien donné à l'ostentation ! Car , trop franchement homme de bien , pour s'occuper de le paroître , M. de Portes ne songeoit , dans tout ceci , ni aux autres , ni à lui-même. Il s'appliquoit uniquement à protéger un enfant opprimé , & se livroit à cette belle œuvre , avec ce courage simple & vrai , que la seule vertu donne.

Cependant les plaintes du Bailli portoient au Comte le plus grand préjudice dans Berne. Toute la Ville le croyoit coupable. Il en reçut nombre de Lettres où on lui marquoit , qu'il avoit gâté la meilleure affaire par ses imprudences ; qu'on étoit dans la plus grande fermentation sur son compte ; qu'on ne parloit de rien moins , que d'une punition exemplaire , contre son Châtelain

& lui-même. Et en effet, Leurs Excellences du Sénat avoient nommé des Commissaires pour informer sur les plaintes de M. Tscharner. Mais Elles lui avoient donné ordre de notifier au Comte, que les Seigneurs secrets étoient chargés de cet examen. Et par une désobéissance formelle à ce décret, M. Tscharner le lui cacha.

Heureusement que le Comte se méfiant des intrigues dont il savoit son ennemi capable, courut à Berne. Il arriva le 27 Juin. Il étoit temps : on devoit, le lendemain, rapporter l'affaire. Un jour plus tard, il la perdoit. Il crie qu'on l'entende. A ce cri, poussé par l'honneur, on suspend ; & il donne un Mémoire, où il prouve que les Arrêts de Leurs Excellences du Sénat ont été ses guides ; que ce n'est point proprement à un Seigneur Bailli qu'il a donné son assignation, mais à une véritable Partie, reconnue pour telle par le Sénat même ; qu'il auroit regardé comme un crime, d'imaginer que l'intention de Leurs Excellences eût été de ne lui permettre d'agir, qu'afin de le réduire à l'inaction, ou de le punir d'avoir agi. Le tout murement pesé, le Sénat rendit un Arrêt dont voici les termes. Ils sont précieux. Cet Arrêt porte, *qu'il n'y a rien à mettre à la charge, ni de M. le Colonel de Portes, ni du Châtelain Lévrier, & que, par conséquent, le Colonel de Portes s'est bien justifié des plaintes portées contre lui.*

M. de Portes ne pouvoit être plus pleinement vengé des calomnies de son accusateur. Mais en même-temps que Leurs Excellences lui rendoient justice sur le droit qu'il avoit eu d'assigner sa

Partie à Genollier, Elles reconnurent qu'en effet il étoit indécent, que des gens d'un tel rang y plaïdassent. Elles établirent une commission des cinq derniers Membres du Sénat.

C'étoit d'abord le Sénat qui devoit juger. Mais cette affaire, où l'honneur d'un Seigneur Bailli étoit si grièvement intéressé, fit par-tout une sensation si vive, l'étrange maniere dont ce Bailli se défendoit, donna tellement à connoître qu'il y avoit dans la Tutelle des Vignes des faits dignes de l'attention du Gouvernement, qu'elle fut évoquée du Sénat au Deux-Cent; de sorte que la commission ne subsista plus, que pour faire le rapport, & non pour prononcer.

M. de Portes fut sans doute flatté de voir qu'un Tribunal aussi auguste & aussi éclairé que le Conseil Souverain de la République, sentoît assez toute l'importance de ce Procès, pour daigner s'en constituer Juge directement. Convenons pourtant que le contraste fut singulier, de voir une contestation confiée d'abord par le Sénat aux Villageois de Genollier, passer rapidement, & contre les Loix du Pays, par-dessus le Sénat même, pour être portée de plein vol à l'éminent Tribunal du Deux-Cent. Si l'on ajoute que l'intervalle de ces deux extrémités, tel que les Chambres des Appellations, des Seigneurs Bannerets, des Seigneurs secrets, du Sénat lui-même, qu'en un mot, toute Jurisdiction fut consultée, ce sera dire qu'on alla cherchant, sans succès, de Tribunaux en Tribunaux, lequel auroit plus de complaisance pour le Bailli.

Tandis que M. de Portes se félicitoit pour son

Pupille de l'évocation au Deux-Cent, l'industriel Bailli remuoit sourdement les ressorts de l'intrigue, pour échapper au châtiment que cette évocation lui annonçoit. Il avoit dans la Ville de Berne des parens, des amis, des partisans secrets, qui s'employèrent avec beaucoup d'application à lui en acquérir de nouveaux. Ils représentoient aux Magistrats, faits pour prétendre à des Bailliages, que c'étoit travailler pour eux-mêmes, que de s'opposer à ce que l'autorité d'un Bailli fût écrasée par l'obstination d'un Particulier; qu'il se pouvoit que le Bailli eût manqué à quelques formalités; mais qu'après tout, les Magistrats devoient être les premiers Interprètes des Loix.

Ils peignoient aux esprits timides le Comte de Portes comme un homme dangereux & entreprenant, qu'un succès rendroit plus à craindre: qu'apparemment cet homme portoit ses vues plus loin qu'on ne pensoit, puisque n'ayant, au fond, nul intérêt personnel dans une affaire, où pourtant il mettoit tant de chaleur & tant d'argent, c'étoit, sans doute, pour en prendre occasion de se former un parti contre le pouvoir des Baillis; qu'un seul homme avoit souvent causé bien des maux à un Etat; que cet exemple pourroit être suivi; qu'il étoit sage d'arrêter le mal dans son principe.

Quant à ceux qu'agitoit l'ambition, on leur confioit plus franchement que M. Tscharner couroit de grands risques; que ses torts trop réels & poussés par un Adversaire, comme le sien, le pouvoient mener loin; qu'il y alloit de tout

pour lui ; que ce seroit lui rendre un signalé service , que de le tirer de ce mauvais pas ; que par-là le Bienfaiteur s'assureroit la protection & les suffrages d'une famille nombreuse , pour entrer en Sénat & parvenir aux honneurs de la République.

Ce fut à M. de Watteville de Belp que cette perspective donna l'envie de seconder , de tout son crédit , les intérêts de M. Tscharnier. Son ambition étoit telle , qu'il n'hésita pas de concourir à la ruine d'un homme de bien , pour obliger un coupable , utile à ses vues. Voici par quel Acte de complaisance il débuta. Le trait mérite quelque attention.

Il avoit été nommé Tuteur de l'Hoirie d'un M. de Mulinen de Sommiswald , & avoit trouvé dans ses papiers une Lettre , écrite par le frere du Comte de Portes de Craffier qui comptoit sur l'inviolable secret que la probité assure à de pareils écrits , s'y étoit ouvert avec son ami sur plusieurs faits relatifs à M. Tscharnier. M. de Watteville n'eut pas plutôt vu cette Lettre , qu'au mépris de la foi publique & des devoirs de son Office , il la fit passer au Bailli , qui en fit usage dans ses procédures contre le Comte de Portes. Mais, encore une fois , cette infidélité de M. de Watteville n'est qu'un prélude de tout le mal qu'il devoit faire.

La mort de M. de Diesbach avoit fait vacquer une place dans le Sénat. Il fut question d'élire un Sénateur. Le Bailli mit aussi-tôt en mouvement tous ses parens , amis & adhérens ; & M. de Watteville fut Sénateur , à la pluralité des suffrages.

A peine le fut-il, que la même cabale, qui venoit de le placer en Sénat, prétendit qu'à titre de dernier Sénateur, il devoit être un des cinq Commissaires de la Tutelle des Vignes; qu'il falloit convenir que l'Arrêt, en désignant, par leurs noms, Messieurs Willading, Fellemborg, Herbort, & les deux Secrets, paroïssoit, au premier coup-d'œil, avoir voulu rendre la Commission permanente en leurs personnes; mais que dans la vérité, c'étoit spécialement aux cinq dernières places que cette Commission appartenoit. L'interprétation étoit aussi contraire à l'esprit qu'au texte de l'Arrêt. Il eût été absurde d'attribuer, non pas aux personnes, mais aux postes, des fonctions, qui par-là, auroient mis dans la nécessité de recommencer l'instruction du Procès, à chaque promotion. Cependant l'adresse que le parti du Bailli mit dans sa prétention, jointe au peu d'importance que les autres Magistrats donnerent à la chose, la fit réussir & adopter par le Deux-Cent. M. Willading, Sénateur aussi integre qu'éclairé, sortit de la Commission, qu'il présidoit à titre du plus ancien des Cinq; & ce fut un double malheur pour M. de Portes de le perdre, & d'avoir M. de Watteville de Belp en sa place.

Il ne s'agissoit plus que d'attendre de la succession du temps, que des décès fissent encore place dans le Sénat, à quelques Commissaires dévoués au Bailli. M. de Watteville ne pouvoit le servir efficacement, à lui seul. Ses Confreres actuels le gênoient. Et le besoin qu'on eut d'épier des circonstances favorables, fit consumer

plusieurs années en incidens , plus injustes les uns que les autres. En voici l'esquisse.

M. Tſcharner commença par obtenir neuf semaines entieres , pour répondre aux preuves que M. de Portes avoit produites. Ensuite il donna en Allemand ses réponses ; d'abord , pour que son Adversaire , qui entend mal cette langue , perdît du temps à les faire traduire : puis , pour disputer longuement sur la valeur de cette traduction. Ce n'est pas tout. Le Comte s'étant aperçu que les réponses dont M. Tſcharner lui donnoit communication , n'étoient pas conformes à celles qu'il avoit distribuées au Deux-Cent , & que l'infidélité portoit sur des points essentiels , il le somma de les rectifier. M. Tſcharner se débattit , contesta pour gagner , sinon sa Cause , au moins du temps , & finit par se soumettre à passer un Arrêt d'expédient , où il reconnoissoit avoir distribué à son Souverain une Edition *infidelle* , & avoir circonvenu sa Partie. Enfin M. Tſcharner appella à son secours ces Moyens si familiers aux Plaideurs de mauvaise foi , que nous nommons *Fins de non-recevoir*. Il les tiroit , tantôt de ce que les Codicilles avoient reçu leur exécution , tantôt de ce que plusieurs chefs de la demande du Comte de Portes étoient prescrits , tantôt de ce qu'il étoit incompetent , & sans vocation pour agir. C'est ainsi que M. Tſcharner , plus propre à escarmoucher qu'à combattre , éludoit une action décisive , & se sentoit vaincu , s'il étoit joint.

Des hostilités de cette espece étoient , il faut l'avouer , bien fastidieuses pour un Militaire

plein d'honneur : il surmonta pourtant son antipathie pour ce genre d'escrime , & ce que jamais il n'eût été capable d'entreprendre pour lui-même , il eut la force de l'exécuter pour l'intérêt de son Pupille ; c'est-à-dire , que cet homme de Guerre se livra avec tout le zèle d'un homme de Loi à l'étude de celles du Pays : non qu'il y cherchât la preuve de son bon droit, il l'avoit au fond de son cœur ; mais il falloit bien qu'il connût les usages & le jargon de l'ennemi qu'il devoit confondre. Tout ce qu'il avoit vu lui avoit , d'ailleurs , trop appris à ne se pas confier aveuglément aux soins de quelque Agent , propre à être ou intimidé ou séduit. Aussi est-ce à la précaution qu'il eut d'agir par lui-même , qu'il fut sur-tout redevable de son succès sur chaque incident.

Cependant les années avoient amené les révolutions désirées : & la Commission , en variant par la mort des Sénateurs , devint telle que M. Tschärner en fut content.

M. Sinner étoit entré depuis peu en Sénat. Ce Sénateur favorisoit aussi le Bailli. Dès que M. de Watteville sentit son autorité renforcée par les dispositions de son Collegue , ils firent si bien , l'un & l'autre , auprès du Deux-Cent , qu'il convertit la haute Commission du Sénat en Tribunal de premiere Instance ; & , ce qui mérite d'être remarqué , l'Arrêt porta la clause expresse , que trois Juges suffiroient pour rendre les Sentences.

Ceci donnoit une toute autre face à l'affaire. Tant que M. de Portes n'avoit vu dans M. de

Watteville qu'un Commissaire chargé de rendre compte , sans prononcer : quelque raison qu'il eût de le tenir pour suspect , il s'en étoit peu inquiété. Mais si-tôt que la Commission , devenue en véritable Tribunal , l'eut forcé de reconnoître dans M. de Watteville un Juge , & qu'il eut compris que la clause insérée dans l'Arrêt , pouvoit faire que Messieurs de Watteville & Sinner fussent , à eux deux , les maîtres du Jugement , il résolut de se soustraire à ce péril.

Dès la premiere fois qu'il comparut devant M. de Watteville , il le récusâ. Il croyoit que c'étoit la seule façon d'échapper à des pieges, travaillés des mains de ses Juges. Mais M. de Watteville lui en tendit d'autres , & trouva dans cette récusation même , de quoi perdre le Comte de Portes , & sauver son ami Tscharnier.

Il se présenta lui-même au Deux-Cent , armé d'une Requête de plainte contre le Comte de Portes. Il fit appuyer sa Requête par un Monitoire. On appelle à Berne , Monitoire , des représentations secretes faites d'office , par des Membres du Gouvernement , lorsqu'on en attaque les Constitutions. Quel étoit donc ici ce délit public , si nuisible aux maximes fondamentales de l'Etat ? C'étoit en leur faisant violence , qu'on avoit obligé M. de Portes d'intenter , à ses frais , un Procès en forme au Bailli Tscharnier , & maintenant on lui faisoit un crime de saisir les moyens légitimes & nécessaires pour ne pas perdre ce même Procès , qu'on l'avoit forcé de soutenir. Cette récusation n'é-

toit-elle pas une voie de droit ? Et outre qu'elle étoit très-fondée , il l'avoit proposée dans des termes très - mesurés & très - respectueux (a). Où donc , encore une fois , étoient

(a) *Récusation de M. de Watteville faite par M. de Portes , le 4 Février 1763.*

Leurs Excellences du Deux-Cent , nos Souverains Seigneurs , ayant établi par leur Haut Décret du 5 Janvier dernier , que l'Illustre & Haute Commission seroit Juge de premiere Instance , & prononceroit à la pluralité des suffrages , sur toutes les Procédures qui seront instruites entre M. l'ancien Seigneur Bailli Tscharner & le Colonel de Portes , ledit Colonel de Portes *qui paroît aujourd'hui pour la premiere fois* , depuis que cet Illustre Corps a été constitué Tribunal de premiere Instance , se croit dans le cas , & en droit de représenter respectueusement :

Qu'il a été répandu dans le Public , que c'étoit par le canal de l'Illustre Seigneur Conseiller de Watteville , que M. le Bailli Tscharner avoit eu en sa possession la Lettre bien connue que le frere dudit Colonel de Portes avoit écrite à feu M. le Colonel de Mulinen de Sommiswald , de laquelle Lettre ledit M. Tscharner a fait usage contre le Colonel de Portes , dans le commencement de cette Procédure.

Et , comme d'un autre côté la production de ladite Lettre a été déclarée par Arrêt Souverain du 30 Avril 1760 , avoir été faite contre le Droit , en conséquence le Colonel de Portes prend la liberté de requérir , qu'il plaise à l'Illustre Seigneur Conseiller de Watteville , *sans attoucher à quoi que ce soit, ni en aucune façon quelconque , à toutes les qualités respectables appartenantes , soit à ses Offices , soit à sa personne* , de vouloir se prêter à déclarer présentement & sans autre formalité , que ce bruit public est mal fondé , que ni directement , ni indirectement , il n'a eu aucune part à la

ses crimes ? C'est au contraire à ses vertus qu'on en vouloit , parce qu'elles faisoient obstacle à la faveur , que M. de Watteville destinoit au coupable.

Quoi qu'il en soit , la plainte de ce Sénateur fut l'ouvrage de la plus odieuse politique , soit que l'on considère la conduite de celui contre lequel elle fut rendue , ou la dignité & les devoirs de celui qui n'eut pas honte de la rendre. Le Comte de Portes n'a jamais pu savoir ce que cette Plainte & le Monitoire renfermoient. Mais à en juger par les événemens que ces Actes secrets ont produits , il falloit qu'ils continssent des calomnies bien affreuses ; car le Deux-Cent n'ayant pu croire qu'on lui eût fauf-

remise de ladite Lettre , & qu'on ne lui a pas demandé la permission d'en faire la production.

En cas que cette déclaration ait lieu , le Colonel de Portes s'y tiendra purement & simplement , sans requérir rien plus outre , sinon qu'elle soit inscrite sur les Protocoles de la Haute Commission.

Mais en cas de refus de la part de l'Illustre Seigneur Conseiller de Watteville , de faire cette déclaration , le Colonel de Portes prend la liberté de le récuser pour son Seigneur Juge , & de requérir qu'il soit jugé , si sur ce refus il n'est pas fondé à cette récusation , dans une suite des mêmes Procès pendants entre lui & M. le Bailli Tschärner. Demandant au surplus que sa présente exposition , & requisition soit inscrite sur les Protocoles de la Haute Commission.

D'ailleurs le Colonel de Portes ayant fait une notification à M. Tschärner , il la produisit , requiert que lecture en soit faite , & d'être appointé en conséquence de son contenu.

sement assuré des choses aussi graves, ce fut sans information préalable, sans entendre, sans citer même M. de Portes, que leurs Excellences le jugerent, & il fut condamné « à faire à M. » de Watteville une réparation d'honneur, de la » maniere & dans la forme où on lui dicteroit » de la prononcer ».

Le Comte pouvoit-il s'y soumettre, sans risquer d'être deshonoré ? On ne s'expliquoit pas sur la formule qu'on devoit lui prescrire. Peut-être cette formule le devoit couvrir d'infamie. Qui fait jusqu'où un Tribunal, où Messieurs de Watteville & Sinner avoient tant d'influence, auroit porté les choses ? On étoit bien sûr que M. de Portes quitteroit le Pays, plutôt que de s'exposer à être avili, par quelque démarche flétrissante. Il avoit pu sacrifier à son Pupille l'agrément de sa vie, son repos, son bien, mais non son honneur. Pour le conserver, il fallut fuir & s'exiler des Terres de la République. C'est-là précisément ce qu'on vouloit. On le cita pour exécuter la Sentence, quoiqu'on ne l'eût point cité pour donner sa justification. On lui fit trois sommations à l'Auberge de la Couronne, qu'il avoit habité à Berne ; & sur ce qu'il ne comparut pas, il fut décrété de prise-de-corps, & chassé de son héritage.

Il demanda, du Canton de Soleure, où il s'étoit retiré, un sauf-conduit pour suivre à Berne son Procès : ce sauf-conduit lui fut refusé. Il demanda qu'on prononçât du moins sur l'état actuel des procédures : cette demande fut rejetée. Voyant alors, que tout accès lui étoit in-

terdit, il quitta Soleure, traversa, dans la plus rude saison, les Montagnes de la Franche-Comté, se fraya lui-même une route au milieu des neiges, n'ayant pour toute escorte qu'un guide à pied, qu'un Sénateur de Soleure lui avoit donné. Il gagna, par les roches de Saint-Claude, le Pays de Gex, il arriva malade, & de-là se rendit à Genève.

Dès qu'il y fut, il fit encore une dernière tentative, & demanda de comparoître par Procureur. Le Bailli Tscharner prétendit qu'avant de discuter si un Procureur seroit admis à représenter M. de Portes, il falloit qu'il commençât par donner caution. M. de Portes y fut condamné par le Tribunal de la Commission; & quoiqu'il eût, sur le Territoire de la Régence de Berne, plus de biens que son Adversaire, le Tribunal se fonda d'abord sur une Loi, qui n'a en vue que les *Rodeurs & Vagabonds*, puis, sur ce que le Comte méritoit, selon eux, d'être envisagé comme un Vassal félon, pour ne s'être pas soumis à la réparation ordonnée. Son Procureur appella de cette Sentence au Deux-Cent, & développa ses moyens de défense, dans un Mémoire qu'il porta, selon l'usage du Pays, à la Censure.

C'étoit M. Sinner, l'un des Auteurs de la Sentence, qui se trouvoit Censeur. Ce qu'il se permit, à ce titre, n'est pas croyable. Non-seulement il retrancha du Mémoire, la majeure partie des défenses de M. de Portes; il fit plus. Le Comte disoit dans ce Mémoire, qu'il ne pouvoit paroître, parce qu'il étoit décrété, pour

n'avoir pas fait de réparation à M. de Watteville. M. Sinner raya ces derniers mots, & y substitua, de sa propre main, ceux-ci: *Pour avoir désobéi à son Souverain.* Par ce changement, il mettoit dans la propre bouche du Comte de Portes, l'aveu formel du crime de félonie, dont la Sentence le déclaroit coupable. Etoit-ce un tour assez sanglant, que d'insérer dans le Mémoire du Comte, à son insu, & sous son nom, une reconnoissance expresse du délit, contre lequel il réclamoit dans ce Mémoire? Ainsi donc, jaloux du maintien d'une Sentence par lui rendue, M. Sinner retranchoit, d'un côté, les moyens qui la devoient anéantir, faisoit de l'autre, des additions qui sembloient la rendre équitable; & cette ruse inouïe enleva au Comte de Portes le droit d'éclairer ses Juges, en le forçant, ou d'imprimer un Mémoire à sa charge, ou d'être, comme cela est arrivé, jugé sans être entendu. Le Mémoire fut retiré. Leurs Excellences du Deux-Cent prononcèrent sur les seules instructions du Bailli, & la Sentence qui assujettissoit le Comte de Portes à donner caution, fut confirmée.

Le Fondé de procuration du Comte déposa au Greffe, en exécution de cet Atrêt, une somme d'argent considérable; puis, demanda d'être enfin juridiquement reçu à représenter M. de Portes. Il sembloit que, la caution étant donnée, cette procuration dût être admise de plein droit. Point du tout. Il falloit voir l'indécence & ridicule opposition que le Bailli Tscharnier y apporta. Il soutint, sans pudeur, que son

Adversaire devoit comparoître en personne. Ce même Bailli de Nyon, qui, tant que M. de Portes étoit en présence, s'enveloppoit d'exceptions péremptoires, de moyens dilatoires, de fins de non-recevoir, de tous ces méprisables abris, dont la chicane couvre les Plaideurs de mauvaise-foi, arrive enfin sur le champ de bataille, y appelle, à grands cris, son ennemi. C'étoit lui-même qui, par ses menées & ses brigues, l'avoit mis dans l'alternative, ou de perdre son Procès comme contumax, ou de se dégrader par une réparation; & quand il le voit enchaîné par le plus fort de tous les liens, le lien de l'honneur, c'est alors que, se prévalant de l'état où il l'a réduit, il le brave, le provoque & s'oppose à ce qu'aucun Représentant accepte le défi en sa place. Aussi-tôt Messieurs de Watteville, Sinner & Manuel entrent dans les vues de ce Bailli, & condamnent le Comte de Portes à comparoître personnellement.

Le Procureur appelle encore de cette Sentence, & porte à la Censure un Mémoire, sur la justice qu'il y a de l'admettre à paroître pour son Client. M. de Watteville qui, cette fois, étoit Censeur, efface sur ce Mémoire, ainsi que son Collegue avoit fait sur l'autre, plus des trois quarts de la défense du Comte. Moyennant quoi cette Sentence est confirmée par le Deux-Cent, comme l'avoit été la première. C'est ainsi que, tous les efforts de M. de Portes pour se faire entendre ayant été successivement pros crits, il laissa le champ libre au Bailli.

Mais

Mais les succès de ce Bailli n'auroient été qu'incomplets, si le Tuteur Aneth, son Agent & sa créature, ne s'étoit pas aussi délivré de son Procès, contre le jeune des Vignes. Ce Procès avoit été évoqué de Genollier au Deux-Cent, en même-temps que celui du Comte avec M. Tscharnier. Depuis ce jour, Aneth avoit, comme on l'a vu, éloigné toute décision, & les choses étoient encore au même état, au bout de deux années. Mais on n'eut pas plutôt chassé de Berne le Protecteur de cet enfant, que ce fut le tour de celui-ci à être écrasé, sous la cabale du Bailli Tscharnier.

Le Mineur avoit demandé à prouver par titres les désordres arrivés dans sa tutelle, & on lui nomma des Experts pour verbaliser sur les requisitions. Mais quels Experts, & quel procès-verbal ! On y voit avec étonnement, que c'est, en gardant le silence sur les objets les plus essentiels, en faisant dire aux Actes ce qu'ils ne disent pas, soit qu'on y ajoute, soit qu'on y retranche, en prononçant contre les Loix les plus expresse, contre des calculs arithmétiques, contre des faits évidemment démontrés, que ces Experts instrumenterent.

Le Procureur du jeune des Vignes, découragé par l'absence de M. de Portes, & épouvanté par cette nouvelle Jurisprudence que les Experts venoient de fabriquer, demanda au souverain Conseil la permission de terminer tout, par la voie d'une décision arbitrale. Ce fut le sieur Aneth qui choisit lui-même les Arbitres :

il prit ces mêmes Messieurs Sinner & Manuel ; & M. Wittenbach de Serlier.

Ces trois Arbitres libérèrent , *à pur & à plein*, le tuteur Aneth , & condamnèrent le mineur des Vignes en tous les dépens , qui monterent à plus de 20000 livres. Cette Sentence arbitrale est du 21 Mai 1763.

Quant au Comte de Portes , une année s'écoula jusqu'au moment où Messieurs de Watteville , Sinner & Manuel le condamnèrent par contumace , & sauverent sous cette forme , à M. Tscharner , les peines dues aux délits , dont il avoit fouillé son administration. Cette Sentence par contumace est du 28 Mai 1764.

C'est ainsi que l'injustice mit le sceau à deux procès , que la cupidité avoit fait éclore , que l'intrigue avoit soutenu , que le crédit avoit protégé. Jamais trame , qu'on en convienne , ne fut ourdie avec plus d'art & de malignité.

Paissible dans sa retraite , le Comte de Portes se trouvoit assez vengé des artifices de ses ennemis , par les témoignages de sa conscience & de la leur. Il étoit tranquille aussi sur le sort du jeune des Vignes. Il venoit de le placer dans la carrière des armes. Ce jeune homme étoit Officier dans un de ces Régimens Suisses , dont M. le Duc de Choiseul est Colonel-général. Pourvu , disoit le Comte de Portes , pourvu que mon pupille puisse mériter , par sa conduite , la protection de ce grand Ministre , dont la Renommée publie qu'il a l'ame aussi bienfaisante , que son génie est puissant & vaste , je suis content. Je ne demande à cet enfant , pour

toute reconnoissance , que de bien faire , & son bonheur me vengera de mes disgraces.

Ainsi réfléchissoit M. de Portes , lorsqu'on lui fit parvenir à Genève la Sentence arbitrale & le verbal des Experts , qui y servoit de fondement. Ces actes exciterent son indignation ; & quoique le passé eût dû l'avertir de n'espérer rien , il se flatta qu'il lui suffiroit de déchirer le voile qui couvroit ces actes de ténèbres, pour que le souverain Conseil les annullât , sévît contre les auteurs , & rétablît le jeune des Vignes dans ses droits.

Il fit donc imprimer, & les codicilles fabriqués, soit avant, soit après la mort du Testateur , par M. Tschärner ; & ce procès-verbal d'Experts , qui blanchissoit le tuteur Aneth sur tous ses torts envers son pupille , & cette Sentence arbitrale qui consacroit ce nouveau système de Jurisprudence clandestinement pratiqué dans Berne , & cette Sentence par contumace , qui reconnoissoit pour *bien justifié* un Bailli , dont des preuves sans réplique démontroient les délits. Il accompagna l'édition de ces actes de quelques réflexions & notes , nécessaires à leur intelligence : mais quelque vives que fussent les prières qu'il adressoit au Deux-Cent pour son mineur , elles n'en furent que plus respectueuses ; c'étoit par-tout l'expression d'un cœur pénétré de vénération & de confiance dans la sagesse d'un Souverain. La plus scrupuleuse vérité scelloit de son sceau chaque mot que le Comte de Portes écrivoit ; voilà pour le fond. Le plus profond respect pour le Gouvernement régnoit dans chaque ligne de son

nouvel Ecrit; voilà pour la forme. Ce fut à l'illustre Chef de l'Etat, S. E. M. l'Avoyer Tillier, qu'il eut d'abord l'honneur d'adresser ce Livre, intitulé : *Verbal d'Experts, ou nouveau système de Jurisprudence*. Ayant ainsi acquitté, envers son mineur, toutes les obligations que sa qualité de Seigneur de Genollier & que le sentiment de l'humanité lui avoient imposées, il retourna à la Cour de la Haye, où les devoirs de son état le rappelloient; & ce fut-là qu'il attendit le succès de son dernier effort. Quel a été ce succès? Le voici.

1766. N°. XIII. De Berne, le 5 Février.

« L'on a vu depuis peu dans cette Ville un Imprimé, signé du Colonel de Portes, dédié & adressé de sa main, & sous son cachet, à plusieurs Magistrats de la République, intitulé : *Verbal d'Experts, Nouveau Système de Jurisprudence, concernant les Tutelles, &c. &c. introduit & pratiqué clandestinement dans la Ville de Berne, &c. enrichi, par le Colonel de Portes, de Remarques & de plusieurs Pièces originales, &c. &c.* Avignon, 1765, pag. 298.

« Or, comme il conste qu'il est rempli de faussetés les plus hardies & les plus calomnieuses, tant contre le Gouvernement, que plusieurs de ses Membres :

« Le Conseil souverain de cette République a condamné cet Imprimé à être lacéré publiquement & brûlé par la main du Bourreau, comme un Libelle diffamatoire, scandaleux & infame.

» Ordonnant de plus que cet Arrêt de juste
» punition du délit commis soit inséré dans les
» Gazettes & la Feuille-d'avis, aux fins de le
» rendre public.
» Enjoignant en outre à tous les Sujets &
» Habitans de sa domination de remettre incessamment aux Magistrats de leurs domiciles,
» tous les exemplaires dudit Libelle qu'ils auront reçus, ou qu'ils recevraient encore, &
» cela sous l'amende irrémissible de 600 francs
» vis-à-vis des Contrevenans ».

Le jour même que Leurs Excellences du Conseil souverain condamnerent au feu le Livre du Comte de Portes, elles ordonnerent d'office, d'après l'impression que ce Livre avoit fait sur elles, l'examen des trois codicilles; & d'après cet examen, elles déclarèrent unanimement que ces trois actes n'avoient pas été faits en conformité des Loix.

Quant à celui qui fut fait trente-un jours après la mort du Testateur, Leurs Excellences prononcèrent qu'en cela le Bailli Tscharner s'étoit dépouillé de son caractère d'Homme d'office du Souverain, & avoit compromis l'autorité du Gouvernement. « C'est pourquoi Leurs Excellences du Deux-Cent, ajoute l'Arrêt, « ont
» arrêté que M. le Bailli Tscharner devoit être
» recherché, & qu'il devoit comparoître par
» devant le Conseil secret; & que là, par la
» bouche de S. E. M. l'ancien Avoyer Tillier,
» il lui seroit fait des reproches de sa conduite,
» & que le déplaisir de Leurs Excellences lui

» seroit témoinné, de ce qu'il leur avoit attiré
» beaucoup d'affaires fâcheuses.

Ce fut à la Cour de la Haye que le Comte apprit, par la Gazette du Pays, la nouvelle du Jugement flétrissant rendu à Berne contre son Livre. Ce n'est point encore l'instant de parler de tous les tourmens que cet Arrêt porta dans son cœur : ce qu'il faut dire ici, c'est le risque auquel l'exposa cette Gazette. Elle parut précisément dans le temps, qu'on alloit faire à la Haye une promotion d'Officiers Généraux. Le Comte de Portes eut la mortification de ne pas y être compris. Il prit aussi-tôt la liberté de faire des représentations à la Cour; & comme il les fit avec la fermeté d'un homme aussi sensible qu'irréprochable, ce que Berne avoit destiné à l'humilier & à le perdre, lui devint en Hollande le sujet d'une plus grande satisfaction : car, sur les éclaircissemens que S. A. S. Monseigneur le Duc de Brunswick voulut bien prendre de cette affaire, il fut fait peu de jours après, par une promotion particulière, Officier général des Troupes de la République, & prêta serment aux Etats Généraux.

Mais suffisoit-il à M. de Portes de s'être justifié à la Haye, tandis que le bruit de son déshonneur voloit de ville en ville, dans toute l'Europe, par la voie des Papiers publics? Il sentit qu'il avoit besoin d'opposer à une diffamation universelle, une défense de même espece. Ce motif le fit passer en France. Il vint à Paris; & quelque facilité qu'il eût eu d'y choisir un Défenseur plus éclairé que moi,

c'est à mes foibles mains qu'il confia le soin de le défendre.

Il m'assura que l'Imprimé qualifié de Libelle diffamatoire, scandaleux, infâme, & plein de faussetés les plus hardies, les plus calomnieuses, contre le Gouvernement & plusieurs de ses Membres, ne respiroit par-tout que vénération & respect pour le souverain Conseil de la République; qu'il ne savoit à quoi attribuer l'erreur où Leurs Excellences étoient tombées; qu'apparemment ces mêmes Sénateurs, si acharnés à sa ruine, les avoit encore trompées par quelque rapport infidèle: mais qu'il préféreroit mille fois la mort, à passer pour un imposteur, capable d'outrager & de calomnier la majesté des Souverains; qu'il frémissait à la seule idée d'un tel crime; que c'étoit pour lui le plus grand des supplices que d'en être déclaré coupable aux yeux de l'univers, par ces Papiers politiques qui parcourent le monde entier; que la plus forte réutation d'une imputation si sanglante, étoit le texte même de ce Livre lacéré & brûlé; qu'il me l'apportoit, ce Livre, pour que je le joignisse à la réponse publique, pour laquelle il réclamait mon zèle.

Je l'avouerai: quoique le Comte de Portes m'eût parlé de ce ton qui persuade, & que l'art n'imité point, sur-tout aux yeux de gens habitués par état, à lire dans les passions & les pensées des hommes; je me défendis d'ajouter foi à ses discours. Je ne pouvois croire qu'une République célèbre par la sagesse, se fût por-

tée à flétrir un homme innocent. Je voulus, avant que de rien promettre, vérifier & approfondir sur les titres mêmes, les preuves de tous les faits. Je lus, j'étudiai ce Verbal d'Experts & les autres pièces. Je me livrai même à cet examen, avec prévention contre celui qui le sollicitoit, & je finis par y trouver, par y toucher la plus complete démonstration de toutes les choses qu'il m'avoit dites.

Mais ce qu'il ne m'avoit pas dit, & ce que pourtant les actes m'ont prouvé, c'est qu'autant on avoit été injuste envers lui, dans tout le cours de ce Procès, autant il y avoit montré un mérite rare & des qualités supérieures, du zèle sans fanatisme, du courage sans ostentation, de la patience sans faiblesse, de l'activité sans violence, nulle passion & beaucoup de vertu. C'est alors, qu'animé de la vive persuasion de son bon droit, & d'une admiration sincère pour sa conduite, je me suis senti honoré d'avoir à venger ses malheurs, par le tableau de ses actions.

Actuellement que les voilà exposées toutes, il me reste à présenter les réflexions qui naissent de ce fidele récit des faits. Mais à quel Tribunal m'adresser? C'est à celui de l'Europe entière, que la République de Berne a cité M. de Portes. Qu'il est important, ce Procès, où un homme est forcé d'avoir un Gouvernement pour Partie, & l'Univers pour Tribunal! Cependant, de tous les Tribunaux de la terre, c'est encore le Souverain Conseil de Berne, auquel M. de Portes désire le plus de se faire

entendre. C'est à cette auguste assemblée qu'il veut appeller du Jugement qu'elle a porté contre lui. Et que la Régence de Berne ne prenne point ce désir, pour le propos d'un homme qui la brave. Non, ce n'est point, Magnifiques & Illustres Seigneurs, pour vous faire actuellement injure, qu'il va se défendre de vous avoir jamais offensé; car tout son but est de vous prouver aujourd'hui, dans un écrit respectueux, qu'il vous a respecté toujours. Vous l'accusez d'avoir calomnié votre Gouvernement. Et voilà ce qu'il n'a point fait, & voilà ce qu'il lui importe que chacun sache qu'il n'a point fait. Il est comptable de sa justification sur un objet si grave, aux Etats Généraux, à S. A. S. le Prince Stadhouder, au Public, à sa Famille & à vous-mêmes. Mais, soit qu'il doive votre Arrêt & ses infortunes à ces momens de prévention, qui peuvent égarer les hommes les plus sages, parce qu'ils sont des hommes, soit qu'il les doive à l'artificieuse éloquence de quelques Sénateurs mal intentionnés, qui vous auront surpris; jamais il n'attribuera sa condamnation à une volonté réfléchie. C'est donc de vous qu'il appelle à vous-mêmes. Souverains Seigneurs, daignez l'entendre. Et pour ne plus retarder sa défense, voici ma double proposition.

Le Comte de Portes est évidemment innocent du crime de calomnie que vous lui avez imputé, & votre Arrêt, en le condamnant, a fait une grande injustice. Loin d'être coupable, il s'est évidemment illustré par de rares vertus; & il

nean de la suite de la

y va de votre propre gloire à révoquer l'Arrêt qui le condamne.

MOYENS.

Un Arrêt de votre Tribunal a été ; Souverains Seigneurs , inscrit par vos ordres sur les Gazettes , en ces termes : « Comme il confie » qu'un imprimé du Colonel de Portes , est » plein de faussetés les plus hardies & les plus » calomnieuses contre le Gouvernement ». Et vous n'avez condamné aux flammes que l'ouvrage ? Quelle indulgence vous avez eu pour l'Ecrivain ! Si ce délit existe , ce n'est plus punir , c'est faire grace , de n'avoir touché qu'au Livre. Je ne vois gueres , pour moi , de plus grand crime , que d'outrager par de factieux libelles , par des mensonges imprimés , la Majesté des Souverains. L'honneur de tout homme est d'un tel prix , que la calomnie , ce vice lâche , mériteroit des peines , lors même qu'il ne s'attaque qu'à gens obscurs. Mais , quand c'est sur un Etat tout entier que l'imposteur ose porter ses coups , que d'intérêts à venger , que de maux à prévenir ou à détruire , par la punition du coupable ! Troubler la paix des Gouvernemens , en ébranler les fondemens , par la rupture de ces nœuds de dépendance , de respect pour les Chefs , diviser le Prince & le Peuple , déprimer l'un , soulever l'autre , outrager Dieu dans ses images , ce n'est qu'une partie des torts d'un calomniateur d'un tel ordre. Sages Magistrats , armez-vous contre ce fléau de la sûreté générale.

Mais plus sont rigoureux les châtimens dûs à son attentat, plus il faut, pour les infliger, de fortes preuves. Où sont les vôtres ?

Un livre intitulé *Verbal d'Experts*, &c. est plein, à vous entendre, des plus hardies calomnies contre l'Etat. Faites-nous voir dans ce Livre, les faussetés dont vos Excellences se plaignent. Indiquez-les; désignez-les. Voudriez-vous qu'un Jugement indéterminé laissât des nuages sur la réalité de l'imputation ? Il vaut bien mieux convaincre le criminel & satisfaire le public, par l'exposé des faits calomnieux qui vous blessent. Hâtez-vous donc de nous les montrer, ces faits faux. Nous ne vous demandons pas de les relever tous; choisissez-en plusieurs, trois, deux, même un; ouï un seul, & nous applaudissons à l'Arrêt. Citez-nous, non pas une phrase, mais un mot qui ait calomnié votre Régence, dans le livre que vous avez brûlé; & le Comte de Portes se soumet au même sort qu'a subi son livre.

Eh bien ! Illustres Sénateurs, vous dédaignez de nous répondre. En vain le Comte de Portes vous y invite depuis long-temps. En vain a-t-il conjuré quiconque s'y croiroit intéressé, d'entrer en explication avec lui. Il a fait même imprimer cet Appel sur ces Gazettes où vous l'avez flétri : & pouvoit-il le proposer d'un ton plus ferme ? Voici ses termes :

Gazette de la Haye, du Vendredi 14 Mars 1766, N^o. 32.

» Le Colonel de Portes, qui est actuellement
» ici, ayant appris que, dans la Gazette de

» Berne du 5 Février dernier, se trouvoit une
» Sentence flétrissante, prononcée par Leurs Ex-
» cellences de Berne, contre un Livre intitulé
» *Verbal d'Experts*, &c. avertit le Public que,
» si le Livre qui a été brûlé à Berne contient
» des calomnies & des faussetés, ainsi que des
» passages injurieux au Gouvernement de Ber-
» ne, ce ne peut être le Livre dont il se re-
» connoît l'Editeur & le Commentateur, & qu'il
» a adressé à son Excellence Monsieur l'Avoyer
» Tillier, avec une Lettre, sous la date de
» Genève, du 27 Novembre 1765, &c.

» Le Colonel de Portes offre la preuve auten-
» tique de tous les faits qui sont avancés dans
» ce Livre, ainsi que la vérification des Ti-
» tres qui sont cités ou produits en entier,
» sur les Titres originaux qu'il a en main, scel-
» lés & signés.

» Si quelques Particuliers de Berne sont bles-
» sés du contenu de ce Livre, avoué par le
» Colonel de Portes, il est prêt à discuter avec
» eux tous les points qui les regardent, devant
» tel Tribunal qu'il leur plaira de choisir, en
» France, en Hollande, ou en Allemagne; &
» ils peuvent, par le moyen des Gazettes, lui
» faire savoir leur intention.

» Si même ils ne veulent pas s'exposer à un
» Jugement, il les invite à prendre la plume
» pour répondre à son Livre, sur ce qui les
» concerne ».

Ce défi, Magnifiques Seigneurs, étoit net
& pressant. Personne n'a osé l'accepter. M. de
Portes a attendu une année entière, & le silen-

ce a continué. C'est donc nous qui l'allons produire , cet Ouvrage , plein , selon vous , d'atroces impostures. Comment le Comte de Portes s'y exprime - t - il ? Ecoutons-le.

Ici il dit , que « s'il a fait imprimer le Verbal des Experts , c'est que cette piece n'est » connue que de ceux qui y ont travaillé , & » qu'il se persuade qu'elle frappera d'étonnement » & d'indignation le Conseil de Berne , qui ne » souffrira pas que , sous un Gouvernement , » dont la justice a toujours égalé la bonté , on » ait osé violer les Loix & formalités , sur le » Trône même de la Justice ».

Là il dit , « qu'un voile odieux , jetté adroitement , a caché au Conseil Souverain les » véritables circonstances de cette fâcheuse affaire ; que leurs intentions paternelles ont été » suspendues : mais que leur justice , aujourd'hui instruite par le Verbal des Experts , » s'élèvera avec d'autant plus de sévérité contre » les coupables ».

Tantôt il publie , « que cet auguste Tribunal » est trop jaloux de sa réputation , pour permettre que la Sentence arbitrale soit réputée » l'examen de la Tutelle des Vignes : Tantôt , » que sa justice & bonté paternelle n'auroit pas » paru avec tant d'éclat , dans ce Décret mémorable d'évocation pour en suspendre si-tôt » l'effet ».

Il est vrai que M. de Portes se plaint d'avoir été condamné à une réparation flétrissante , sans être entendu ; mais ce fait si public , pouvoit-il l'exprimer d'une manière plus modérée ,

qu'en le racontant, sans y joindre des réflexions amères ? Il est vrai qu'il se plaint aussi de ce que l'évocation du Procès du Mineur a causé à celui-ci de grands frais. Mais ce fait, encore si notoire, le pouvoit-il présenter mieux, qu'en reconnoissant dans le Conseil Souverain des intentions louables ? Et, loin de critiquer cette évocation, c'est lui-même qui en sollicite, qui en presse l'exécution. « Le Procès du Mineur » restera, dit-il, devant l'auguste Tribunal qui l'avoit évoqué. Il sera jugé par ce Souverain, » qui s'est toujours montré le pere de ses peuples, le protecteur de l'orphelin & de la » veuve ».

Enfin il termine le tout par ces mots : « Serait-il possible que ce Tribunal auguste, qui s'est toujours distingué par sa justice, fût inaccessible aux cris d'un Mineur, dont l'oppression a frappé les plus insensibles » ?

Où sont donc ces expressions injurieuses, ces calomnies hardies, que vous avez punies par le feu ? Il a vanté par-tout, dans son livre, votre bonté, votre sagesse, votre justice, vos intentions paternelles, votre protection secourable aux orphelins, aux veuves ; & pour prix de tant de respect, vous livrez son ouvrage au Bourreau ! Et dans la crainte que le souvenir de cette flétrissure ne s'éteigne avec les flammes du bûcher, vous la gravez sur ces Lettres d'avis, sur ces Gazettes qui embrassent les lieux, les temps ? Par elles, notre existence semble franchir les bornes où la nature l'avoit renfermée. Voyageur de tous les pays,

le même homme est porté par elles , dans tous les Etats à la fois , & par elles se survit à lui-même dans l'estime ou le blâme des hommes : enforte que c'est à sa destinée de tous les siècles , que le Comte de Portes vous a vu imprimer l'opprobre.

Ajoutons que ce sont les Papiers de la Haye , qui l'ont instruit de son malheur. C'est donc à dire que vous avez poussé l'orage jusques dans le port qu'un Souverain lui avoit ouvert à sa Cour. Vous avez été le percer dans les bras que le Prince d'Orange a daigné lui tendre. Toute la Hollande a retenti d'un Arrêt , qui charge un de ses Officiers Généraux d'avoir fait un Libelle scandaleux , diffamatoire , attentatoire à un Gouvernement. Quel traitement , Souverains Seigneurs , pour un Livre , dont l'Auteur porte à ses plus noirs ennemis le double défi d'y découvrir , sur le fond , l'ombre même de la plus légère infidélité , d'y trouver , dans la forme , un seul mot qu'une malicieuse subtilité puisse interpréter à outrage !

Et pourquoi vous eût-il outragé ? C'eût été , certes , un moyen bien adroit de vous intéresser pour sa cause. Plein du désir de vous faire proscrire ces Codicilles , ce Verbal d'Experts , & cette Sentence arbitrale qui en fut la suite , il s'empressoit de vous éclairer sur tous ces ouvrages de ténèbres : & pour mieux obtenir de vous cette justice , il vous auroit vous-même offensé par des calomnies audacieuses ! Et pour tendre au but le plus honnête , il auroit pris une route infame ! Et un cœur , si

généreusement ému des torts privés que la cupidité & l'intrigue caufoient à un enfant, auroit lui-même cherché à nuire, par d'outrageantes impostures, à une République entière! Que le Bailli Tschärner ait souvent calomnié devant vous, le Comte de Portes, à la bonne heure, on le conçoit: il s'occupoit à vous faire consacrer ses fautes: & ses moyens devoient répondre à cette fin. Quant au Comte, ses procédés ont été purs comme ses vues, & son écrit aussi vrai que son cœur.

Cet Ecrit pourtant est brûlé. La réputation que vous lui avez faite, de calomniateur, vole par toute la terre, & celle dont vous jouissez, de Magistrats intègres, ajoute au poids de votre injustice envers lui. Qu'ai-je donc à faire, moi que son innocence & mes devoirs appellent à le défendre? Je rassemblerai tout ce que j'ai de force & de voix, & je dirai: que M. de Portes n'a point calomnié l'Etat de Berne; que, loin de s'être permis dans son Livre, un seul trait fait pour choquer la bien-séance & le respect dû à ce Souverain, il n'a cessé d'en louer les vertus. Je prierai le Public de daigner voir, en entier, ce Livre brûlé, parce que ceci est un fait, parce qu'il ne s'agit, ni de combinaisons à faire, ni de nuances à saisir, parce qu'il ne faut que des yeux & lire, parce qu'enfin c'est-là qu'on jugera si le Comte est calomnié ou calomniateur. Ou, si c'est demander trop à la multitude, que de prétendre la fixer, quelques heures, sur des détails étrangers à ses plaisirs & qui ne touchent qu'à

qu'à l'honneur d'un seul; j'en conjurerai au moins les amis de la Vérité, au nom de l'affront qu'elle a reçu dans les Gazettes, devenues, puisqu'il faut le dire, les messageres de la calomnie.

Je voudrois que cette assertion pénétrât dans tous les lieux qu'elles ont parcouru. Car, de croire qu'il vous sera permis de flétrir un homme vertueux, par de fausses imputations, & qu'il sera, parce que vous êtes Souverains, défendu à ce Particulier de repousser l'outrage avec force, cette déference seroit bassesse, ce silence justifieroit l'Arrêt. Non, ce n'est pas pour vous décrier, mais pour se défendre, qu'il taxe cet Arrêt d'injustice. Que ne peut-il prouver son innocence, sans montrer vos erreurs! Pourquoi, du moins, ne vous êtes-vous pas contentés de brûler son Livre, sans en inscrire la Sentence sur vos Gazettes.

Que si le bruit de ce Jugement n'eût point passé les bornes du Canton, le Comte de Portes se seroit tû, & sa conscience n'en n'eût appelé qu'à la vôtre: bien sûr de la justice que chacun lui rend parmi vous. Mais vous attestez à tout l'Univers, que son Livre est un libelle infâme, qu'il est chargé des plus hardies & des plus calomnieuses faussetés contre votre Gouvernement. Et quand ce Livre est pur de toute fatyre, est respectueux, est sincere, est l'outrage d'une probité rare, cet homme d'honneur n'aura pas le droit de dire à tous: Voici ce Livre, lisez-le, & jugez. Ah! si quelqu'un l'eût accusé de manquer pour vous de respect, c'est ce Livre qu'il eût pris à témoin des sen-

timens qu'il vous avoit voués. Où en sommes-nous , & qui ne fera-t-on pas passer pour coupable , si les Tribunaux substituent le mal au bien , pour crier à la noirceur , au crime ?

Je fais qu'on doit beaucoup de soumission aux Arrêts ; que les hommes , sans cesse agités de passions , ne peuvent être trop contenus par le poids des ordres que les Arrêts leur donnent ; que les Parties condamnées par des Arrêts , auroient beau s'irriter & se plaindre , il faut qu'elles s'y soumettent ; qu'en un mot les Arrêts , tels qu'ils soient , sont des freins , qui domptent l'indocilité même. Aussi , Magnifiques Seigneurs , la force exécutive vous est-elle restée. Le Comte de Portes ne s'est point opposé à la lacération de son Livre. Vos Gazetiers , vos Bourreaux ont rempli vos ordres. Qu'avez-vous à demander de plus ? Votre autorité va-t-elle jusqu'à défendre les cris aux condamnés , qui expirent dans vos tortures ? Et si les scélérats peuvent murmurer & gémir , la plainte sera-t-elle interdite à un homme de cœur , déchiré par le plus affreux supplice , l'infamie ? Que par respect pour la Législation , & pour l'ordre public , un innocent ne soit point , quand il pourroit l'être , rebelle à l'Arrêt de sa condamnation , c'est assez ; c'en seroit trop de vouloir qu'il portât l'esclavage jusqu'à se dire coupable d'un crime qui n'est pas. Le plus sage de tous les hommes but la ciguë , mais , en la buvant , protesta de son innocence.

Ne dites donc plus à M. de Portes , que votre Arrêt , mauvais ou bon , n'est pas moins une

Loi sacrée , qui le force à se taire. Non , les flammes de vos bûchers n'ont étouffé , ni sa voix ni sa liberté : & il fera toujours maître de vous opposer une Loi plus sainte , une Loi antérieure aux conventions humaines , cette Loi de nature , qui grava dans nos cœurs ces deux mots : *Vérité & Justice*. Vous avez , je le répète , été surpris ; mais enfin , quelle que soit la cause de votre Jugement , il existe. Et ne vaut-il pas mieux rendre à un homme de bien , la réputation de probité , qu'il n'eût pas dû perdre , que de conserver à un Arrêt injuste , la réputation d'équité qu'il ne mérite pas.

Ne vous offensez point , Magistrats augustes , si je donne quelque chaleur à mes discours. Considérez combien le sort de M. de Portes est différent du vôtre. La durée des Etats se mesure par des siècles. Déjà votre Régence s'est illustrée par des faits mémorables , & son tort actuel sera , tôt ou tard , effacé par de nouvelles occasions de gloire. Mais un homme ne dispose que d'un instant : un vent souffle , & il disparoit. Souffrez donc , qu'ayant profité jusqu'ici de ce court espace pour faire le bien , le Comte de Portes se hâte d'employer ce qui lui en reste , à fuir la honte , qui n'est dûe qu'aux forfaits.

Les termes dans lesquels vous avez publié votre Jugement aux Nations , portent encore , Illustres Seigneurs , que l'infâme Libelle du Comte de Portes n'a pas seulement calomnié par des faussetés hardies votre Gouvernement , mais notamment plusieurs de ses Membres.

J'avoue , Messieurs , que M. de Portes a exposé , dans son Livre , des faits peu honorables à Messieurs Tschanner , de Watteville , Sinner , & Manuel. Mais , pourvu que ce qu'il a dit , ne soit pas un roman , où il ait forgé des aventures & prêté , d'imagination , des caractères à ceux dont il a parlé ; pourvu que la simple & pure vérité ait guidé par-tout sa plume ; pourvu qu'enfin il ne lui soit échappé rien , que la nécessité d'une défense légitime n'ait autorisé , je ne vois pas quelle autre tournure il eût pu donner à ses plaintes. On n'appella jamais calomnie , l'exposition fidelle de faits démontrés. Or les faits reprochés par M. de Portes à ces Magistrats , ceux-ci les pourroient-ils dénier ? S'ils osoient en contester un seul , leur signature , leur paraphe , leur sceau , le texte même des inventaires , du Procès-verbal , des Sentences , ces Mémoires censurés , cette Lettre enlevée , ces actes fabriqués , mille témoignages enfin de toute espece s'éleveroient pour les confondre. Mais , puisque des preuves authentiques rendent ces vérités aussi palpables , qu'elles sont affligeantes , pourquoi faire un crime à M. de Portes de s'en être plaint ?

Devoit-il rester muet & glacé , à la vue de tant d'infractions ? Qu'on n'eût touché qu'à sa Jurisdiction , il eût aisément souffert ce dommage. Mais des revenus dissipés , des effets divertis , des sceaux violés , des dépôts perdus , des Tuteurs gagés pour nuire , des pieges tendus aux consciences foibles , de monstrueux co-

dicilles prêtés à un mort , tous ces excès commis contre un enfant , auquel il devoit protection : voilà ce qui l'a révolté. Il a craint que de ne pas faire éclater ses plaintes contre de tels désordres , ce ne fût en devenir soi-même le complice. Ce sentiment d'humanité & de devoir lui fait prendre en main la cause du Pupille. Il se montre plein de courage pour entreprendre , & de lumières pour exécuter. Son ennemi recourt à l'intrigue , des cabales se forment , l'orage gronde , le crédit l'emporte , le Comte est forcé de fuir. A peine il a quitté Berne , que son jeune vassal est sacrifié. On condamne cet enfant à payer , par beaucoup d'argent , toutes les peines que son Tuteur a prises pour opérer sa ruine. C'est à Genève que M. de Portes en reçoit la nouvelle. Aussi-tôt il imprime ce Verbal , qui a décidé les Arbitres. Il y joint une table & des notes , où il trace les principaux faits du procès.

Il y dit que M. Tschärner a fabriqué des codicilles , soit avant , soit après la mort du Testateur ; qu'il a rompu les scellés sur la chambre où étoient déposés l'argent & les titres ; qu'il a présenté au Sénat un inventaire infidèle de cette succession.

Il dit que M. de Watteville a trouvé , dans une hoirie dont il étoit Tuteur , une lettre de M. de Portes de Craffier , & qu'il l'a fait passer au Bailli Tschärner ; qu'il est resté Juge de la récusation proposée contre lui , à l'occasion de cette lettre ; qu'après avoir fait , comme Partie , décréter le Comte de Portes , pour lui

avoir refusé une réparation d'honneur , il a fait , comme Juge , gagner à M. Tscharner sa cause , au moyen du décret qui forçoit le Comte d'être contumace.

Il dit que M. Sinner a condamné M. de Portes à donner caution , comme atteint & convaincu du crime de félonie , & que , censeur d'un Mémoire où M. de Portes se disculpoit de cette imputation , il y a ajouté , de sa propre main , ces mots-ci : *pour avoir désobéi à son Souverain* ; addition , qui eût été , de la part du Comte , l'aveu formel du crime même , contre lequel il réclamoit , dans ce Mémoire.

Il dit que M. Manuel a permis à M. Tscharner d'imprimer de grossières injures , de calomnieuses accusations , sur le même incident , où son collègue M. Sinner retranchoit au Comte ses plus légitimes défenses.

Mais s'il dit ces choses , c'est qu'il doit les dire. Autant il eût marqué de foiblesse à ne vous les pas dénoncer , autant il met de circonspection & de sagesse dans la manière dont il vous en parle. Le vrai , l'honnête réglent par-tout , le fonds & la forme de ses discours. Encore une fois , je le demande , quelle marche plus raisonnable pouvoit-il prendre ? Et cependant où le menent des soins si touchans ? A l'opprobre.

On juge , on imprime , on publie qu'il a calomnié , par les faussetés les plus hardies , plusieurs Membres de la Régence. Quel motif , Illustres Sénateurs , vous a fait rendre un pareil Arrêt ? Auriez - vous cru qu'il importoit à vo-

tre considération , d'effrayer , par un coup d'éclat , quiconque oseroit attaquer quelqu'un d'entre vous ? Penseriez-vous qu'il y allât de l'honneur d'un Corps , de protéger ses Membres coupables , au lieu de les punir ?

Si tel est votre avis , Sénateurs , je conçois que vous ayez brûlé un livre qui dévoiloit leurs torts. Mais du moins le falloit-il brûler , sans le qualifier de libelle calomniateur. Quand les Athéniens chasserent Aristide , ils convinrent que c'étoit parce qu'il avoit trop de justice. De même , il falloit déclarer M. de Portes atteint & convaincu de vous avoir importuné , par son zèle à poursuivre les fautes graves de quelques Citoyens. Cet Ostracisme , plus tolérable que votre Arrêt , vous eût été reproché moins ; l'Auteur d'un livre ainsi brûlé , se fût trouvé moins à plaindre que vous.

Car saisissez , je vous supplie , le véritable objet de ses plaintes. Ce n'est pas précisément de ce que vous avez brûlé son livre qu'il se plaint , c'est de ce que vous l'avez qualifié de libelle calomnieux , contre votre Gouvernement & ses Membres. Si , en brûlant ce livre , vous ne lui eussiez reproché que de renfermer des choses affligeantes pour M. Tschärner & les autres , le Comte de Portes auroit pris son parti. Cette République , auroit-il dit , brûle chez elle ce qui lui déplaît. Il lui déplaît qu'on ait le courage de reprocher à quelques Magistrats , des faits vrais. Mais ce courage , quelque puni qu'il soit par elle , ne me déshonorera chez personne. Cela dit , il se feroit tû.

Mais traiter d'imposteur le plus véridique des hommes , traiter de faussetés hardies , des démonstrations palpables de faits constans , c'est un droit que vous n'avez pas eu ; parce qu'errer n'est pas un droit , mais un tort. Ce qu'on appelle droit , c'est , par exemple , l'ardeur que met un honnête homme à se laver d'une imputation grave & fausse. Le Comte de Portes a donc le droit de répandre par toute la terre , qu'il n'a calomnié ni vous , ni vos Membres , parce qu'en effet il n'en est rien.

Mais revenons , & dites-nous s'il est bien vrai que vous pensiez que le Comte de Portes vous ait nui , en attaquant le Bailli Tscharnier & ses semblables ? Croiriez-vous sérieusement que l'honneur des Corps consistât à soutenir des Membres , peu jaloux du leur ? Je ne fais , pour moi , qu'un moyen de gouverner , avec gloire & avec succès , les sociétés : c'est l'ordre. Connoître & récompenser le bien , découvrir & punir le vice , voilà tout l'art de conduire & de rendre heureux les hommes. Loin de nous ces raffinemens politiques , ces prétendues convenances d'Etat , qui , paroissant pallier le mal pour quelques instans , l'accroissent , au lieu de le guérir.

J'avoue que la dignité d'un Magistrat est propre à nous dérober , pour un temps , ses défauts. Le caractère qui le décore , fait présumer pour sa vertu. Mais son crime une fois démasqué , en devient d'autant plus punissable , qu'il se couvroit d'un si beau voile. Et si le rang sert au coupable de rempart contre la pu-

nition ; ce désordre est , de tous , le plus fait pour révolter & pour flétrir le cœur de l'homme ; car à quel désespoir seroient livrés les peuples , s'ils voyoient les Sanctuaires élevés contre l'iniquité , en devenir les asyles , & leurs Ministres les auteurs ?

Votre plus cher intérêt étoit donc d'être éclairés sur le préjudice , que des Membres , si différens de vous , vous portoient. Il étoit essentiel que vous connussiez à quel point l'abus de leur autorité nuisoit à la vôtre : & voilà le service que M. de Portes vous a rendu.

Il a vu la sainteté de vos Tribunaux profanée par les vexations d'un Bailli ; il a vu ce Juge prêt à s'enrichir des dépouilles de sa proie : & il a senti qu'un enfant opprimé lui demandoit d'accourir à son aide ; l'intérêt public , de donner l'exemple d'un secours si légitime ; sa conscience , de remplir ce pieux devoir ; votre équité , Messieurs , d'être avertie des scandales , déjà commis & prêts à l'être ; & il a cédé à des motifs si purs , & il a fait , entr'autres Ecrits , celui que vous avez brûlé.

Mais des cendres mêmes de ce Livre est née une grande action de Justice. Vous avez déclaré que les trois Codicilles de M. Tscharner étoient contraires à la Loi. Vous avez prononcé que ce Bailli s'étoit dépouillé du caractère d'homme d'Office du Souverain. Vous avez jugé qu'il avoit compromis l'autorité de votre Gouvernement. Vous avez décidé qu'il seroit recherché , & qu'il comparoîtroit devant le Conseil secret , pour que , là , par la bouche de l'ancien

Avoyer, il lui fût fait des reproches de sa conduite.

O Décision mémorable ! ô Jugement digne enfin de ceux qui l'ont rendu ! à cet Arrêt je reconnois, je retrouve des Sages. Que ma voix se ranime, & porte, s'il se peut, ce trait d'éclatante Justice aussi loin qu'on a fait l'autre Arrêt. Quel fruit de bonheur & de paix je vois éclore de cet Acte de fermeté ! Par-là les murmures publics sont apaisés : les Particuliers ne craignent plus qu'à la ruine des vivans, les Magistrats puissent impunément faire parler les morts. Le crédit, le rang, les richesses n'empêcheront plus les Citoyens du premier ordre de redouter la censure, les hommes privés de la provoquer, vos Tribunaux de la prononcer. Graces vous soient rendues d'avoir, par cet exemple, effrayé ceux de vos Baillis, qui seroient enclins à la tyrannie ; d'avoir rendu un libre cours aux plaintes de ceux de vos Sujets, qui se croyoient voués au malheur ; d'avoir enfin montré à tous que les mœurs des Aristocrates ne sont pas, que le plus puissant passe, chez eux, pour le plus juste.

Mais vous-mêmes, Sénateurs illustres, à qui devez-vous d'avoir porté contre le Bailli Tscharner, une Sentence si humiliante pour lui, si glorieuse pour vous, si profitable à la chose publique ? Vous le devez à M. de Portes. L'indignité des Codicilles a excité son zèle, & son zèle vous a excité à proscrire ces Codicilles. Son Livre vous a prouvé qu'ils étoient contraires à la Loi, & votre Arrêt a prononcé qu'ils y

étoient contraires. Son Livre vous a prouvé que M. Tscharner n'avoit travaillé qu'à vous compromettre, & votre Arrêt a déclaré que M. Tscharner vous avoit compromis. Son Livre vous a prouvé que la conduite de ce Bailli méritoit les plus vives censures, & votre Arrêt a censuré la conduite de ce Bailli.

Si donc M. de Portes s'étoit tû, vous n'eussiez point imprimé à M. Tscharner cette Note, qui le sépare des Gens de bien. Cet homme siégeroit, avec autorité, parmi vous, assisteroit à vos Délibérations, son opinion influeroit sur les vôtres, & peut-être qu'un jour, car il n'a que trop de talens pour séduire, vous le savez, peut-être que ses exemples & ses adroits conseils vous prépareroient de nouvelles & de pires erreurs. L'obligation que vous avez au Comte est-elle assez grande? Quel bien vous eût fait son silence, qui vaille les maux, dont ses Ecrits vous ont délivré?

Mais à présent, Illustres Sénateurs, expliquez-nous comment vous accordez l'Arrêt contre le Comte de Portes, avec l'Arrêt contre le Bailli Tscharner? Est-il concevable que ce Livre ait attiré à ces deux Adversaires la même peine? Eh quoi! Si le Bailli n'étoit point coupable, deviez-vous le soumettre à l'humiliation d'une Censure? Et si le Comte n'a point calomnié, deviez-vous lacérer & brûler son Livre? Vous les flétrissez l'un & l'autre. Quelle contradiction! Quelle énigme! Où en trouver la clef?

C'est que l'Arrêt rendu contre M. de Portes

ne vient point de vous : c'est que Messieurs de Watteville , Sinner & Manuel , étoient intéressés à soutenir auprès de vous M. Tscharner. Voilà les impulsions étrangères , qui vous ont suggéré votre Arrêt. Vous vous êtes laissés surprendre aux insinuations des amis du Bailli. Ils vous ont persuadé cette maxime , que tout Corps doit protéger les fautes de ses Membres. A force de se couvrir sous votre honneur , ils vous feroient partager leur honte. Loin de vous , Magnifiques Seigneurs , cette fausse bonté , qui , pour sauver ceux qui vous nuisent , perdrait ceux qui vous servent. C'est dans les Actes , réellement émanés de vous , que j'admire vos lumières & vos sentimens. J'e n'atteste cet Arrêt d'injonction , où vous avez pros crit ces Codicilles , qui faisoient la base du Procès : or cette base étant sapée , tout croule : le verbal & l'arbitrage tombent avec elle. C'est-là véritablement votre ouvrage. L'autre Arrêt fut le fruit de l'erreur. Celui-ci l'est d'une volonté réfléchie. Vous avez retracté , par la contrariété de ces Jugemens , celui des deux , que vous arracha la surprise. C'est donc à moi à faire valoir toute la sagesse de celui qui subsiste. Oui , c'est vous que j'oppose à vous-même.

Quel triomphe pour M. de Portes , d'avoir mis ainsi à ses pieds , le principal fléau de son Mineur ! Concevez-vous bien , Messieurs , toute la joie dont il fut pénétré , lorsqu'il apprit , qu'indignés contre M. Tscharner & ses Codicilles , vous aviez blâmé l'un & cassé les autres ? De ce moment , il oublia ses infortunes ;

ou plutôt , les regardant comme autant de degrés , qui l'avoient conduit au but , cette idée les lui rendit cheres. Car ne croyez pas qu'il ait jamais compté arriver au port , sans tempête. Il fait trop que la seule persévérance amene les succès. La Vérité est toujours faite pour en obtenir ; lorsqu'elle échoue , c'est notre faute. Mais convenons que rarement trouve-t-elle des défenseurs qui sachent la servir. Ames foibles , que les travaux étonnent , accourez & venez prendre ici des leçons de magnanimité & de constance. Voyez le Comte de Portes seul en bute aux efforts réunis du Bailli Tscharnier & de ses Associés. Que va leur opposer cet Etranger , dénué parmi eux , de protection. d'appui ? La vérité & son courage. Suivons-le , courant , çà & là , de la Haye à Genollier , de Genollier à Berne , de Berne à Soleure , de Soleure à Genève. Il écrit , il parle , il opere. Ni fatigues de corps , ni travaux d'esprit , ni peines de cœur , rien ne l'arrête. Fortune, Pays , repos , santé , il abandonne tout , pour frapper au terme , que son devoir lui montre. Il fait plus : de trop bonne-foi avec soi-même , pour ne pas préférer l'honneur qu'on porte dans l'ame , à l'honneur qu'on se fait dans le monde , il sacrifie celui-ci à l'autre , & ne met sa réputation qu'après sa conscience. Des Juges le décréteront , le chasseront , le ruineront , le flétriront : n'importe. Il aime mieux que leurs Bourreaux brûlent son Livre , que de ne pas les forcer , par ce Livre flétri , à casser les Actes du Bailli. Honorable & précieuse infamie ,

dont le vulgaire des gens de bien n'eût jamais l'héroïsme de se couvrir ! Non : le pere du Comte de Portes , voyageant avec pompe , pour aller , au nom d'un grand Prince , prendre possession d'un Royaume (b) , n'avoit pas , aux yeux des gens qui savent voir , plus d'éclat & de dignité que n'en a eu son fils , lorsque , dépossédé de l'héritage paternel , sans suite , à pied , malade , seul avec son guide , & dans l'appareil d'un coupable qui fuit le supplice , il a fui Berne , pour sauver sa gloire.

Je m'attends bien que des Censeurs , fort calmes sur les maux d'autrui , vont nommer fanatisme , ceux qu'il s'est attiré pour servir un Tiers. Qu'on daigne pourtant réfléchir sur l'enchaînement des circonstances , qui l'ont engagé si avant ; & l'on verra qu'il n'est entré , dans ses bienfaits , aucun faste.

Un Bailli opprime un Mineur. Ce Mineur est Vassal du Comte. Le Comte lui doit & porte assistance. Jusqu'ici rien n'est plus simple. Il plaît au Sénat de Berne d'ordonner au Comte d'instruire un Procès en regle contre le Bailli , au lieu de suivre les Constitutions du Pays , en prononçant sommairement *sur plaintes & réponses*. Il faut donc que M. de Portes subisse la Loi qu'on lui donne. Et dès qu'une fois il

(b) Le Comte de Portes , pere , Général d'Infanterie au Service du Roi Victor Amédée , fut chargé , après le Siege de Messine , d'aller prendre & prit possession du Royaume de Sardaigne , au nom de son Maître.

faut qu'il plaide , il y met la même bonne-foi , la même activité , que s'il plaideroit pour lui-même. Peu de gens peut-être , en agiroient ainsi ; tous le devroient. Je ne vois encore rien là d'outré.

Cependant, Illustres Seigneurs , on va peut-être vous répéter ce que je fais qu'on vous a déjà dit ; que M. de Portes n'a étalé ici que des vertus romanesques ; que la vraie Sagesse va moins loin ; qu'elle fait se plier aux temps , céder aux circonstances , calculer ses forces , qu'il y a plus de témérité que de courage , plus de duperie que de générosité à lutter contre plus puissant que soi ; qu'on ne plaint guere les maux , que l'obstination nous attire.

Qu'on les plaigne ou non , c'est ce qui peut toucher un homme , qui met son mérite en spectacle : mais ce n'est point , quoi que l'on vous dise , par les regards publics , c'est par l'œil de sa conscience , que le Comte de Portes s'est conduit. Il n'a point provoqué cette occasion , comme devant servir son amour-propre , ni ne l'a rejetée , quoiqu'elle dût nuire à sa fortune. Il a vu où étoient ses devoirs , sans songer si on le verroit les remplir : il ne s'est ni enorgueilli ni humilié de ses disgraces ; & c'est cette franchise d'exécution , qui l'a rendu supérieur aux obstacles du rang , du crédit. Dégagé de ces frivoles passions qui nous gâtent , il a senti ses forces se multiplier , s'affermir parmi les orages. Comme une mere qui , tremblante encore de douleur , n'en sourit que plus tendrement au fils qui vient de naître ; les dé-

fastres qu'a accumulé sur sa tête, l'adoption qu'il a faite du jeune des Vignes, ne l'a que plus fortement attaché à la destinée de cet enfant.

Qu'on déprime, tant qu'on voudra, des actions si nobles: qu'une secrète envie, dans ceux qui se sentent incapables d'en faire autant, seme le ridicule sur de pareils faits; qu'on appelle l'élévation de son ame, orgueil; sa suite dans le bien, opiniâtreté; sa vigueur, dureté; sa chaleur, enthousiasme; ces censures ne me prouveront pas que la vertu ne soit pas la vertu, mais seulement qu'elle a été méconnue dans Berne.

Souffrez pourtant que je le dise. J'aurois cru, Magnifiques Seigneurs, que c'étoit chez des Républicains, que cette popularité du Comte de Portes devoit être appréciée ce qu'elle vaut. Malheur aux Républiques, dont les Membres, devenus personnels, se concentrent, s'isolent, & ont perdu ces sentimens expansifs, ce zèle pour autrui, cette mutuelle ardeur de s'entreservir, qui forme la sûreté de chacun, la force de tous, & l'essence de leur constitution.

Mais où m'emporte un excès de zèle, qui va sûrement déplaire au Comte. Vous excédez, me dira-t-il, votre mission. Je vous ai prié de me défendre, & non de me louer.

J'avoue qu'il n'avoit pas besoin de mes éloges. Ses actions l'élevent mieux que cet Ecrit. Mais, chargé de les publier, il m'importe de m'honorer moi-même, par l'hommage que je leur dois. Il importe à chacun d'être engagé, par l'honneur qui fuit l'infortune, à la braver,
pour

pour son devoir. Il importe surtout à Vos Excellences, Augustes Sénateurs, d'être excitées par la touchante image de ce que vaut cet homme, à réparer ce qu'il a souffert.

Je vous conjure donc, au nom du Dieu, qui vous fait régner dans Berne, & par le serment que vous lui avez fait d'être justes, d'anéantir un Jugement qui ne l'est pas. Voudriez-vous que, se bornant à présenter votre Arrêt & son Livre au Tribunal, où vos Gazettes l'ont cité par vos ordres, M. de Portes prît le Public pour Arbitre entre Vous & lui, afin qu'absous par la voix du Peuple, il reportât la honte, dont vous l'avez couvert Mais où ? & sur qui ?

Ah ! que le Ciel, Illustres Magistrats, détourne de vous ce présage. Ne faites point que cette affaire, déjà si triste pour tant de monde, vous devienne funeste à vous-mêmes. Elle le seroit, n'en doutez pas, si vous laissiez ce sinistre Arrêt dans vos fastes. Ce n'est pas de l'avoir rendu, qui peut vous nuire : l'illusion l'a dicté, c'est plutôt là une distraction, qu'une faute. La faute seroit de ne pas l'effacer, à présent que le vice vous en est connu. D'équitables Juges, qui s'égarent, ne sont qu'à plaindre. Au lieu que des Champs de Bataille, couverts du sang des hommes, offrent au Ciel un spectacle moins affreux, que ne feroient les Temples de la Justice, affligeant, avec connoissance, un seul innocent.

Mais que fais-je, & qu'ai-je besoin de vous

presser ? N'est-ce pas vous , qui avez condamné M. Tscharner à rendre au Comte sa Jurisdiction usurpée ? N'est-ce pas vous , qui avez prononcé que M. de Portes s'étoit pleinement justifié des plaintes , portées contre lui , par M. Tscharner ? N'est-ce pas vous , qui avez déclaré les Codicilles de M. Tscharner , irréguliers & contraires aux Loix ? N'est-ce pas vous enfin qui avez censuré ce Bailli ? Voilà des succès qui répondent à M. de Portes , de celui de sa demande actuelle.

Pardonnez donc si j'ai trop insisté. Tant d'instances , superflues sans doute , vous offensent. Car , ce n'est point ma foible voix , c'est celle de l'humanité , de la Religion , du devoir , qui allume , au fond de vos cœurs , le désir de rendre l'honneur à un homme , diffamé sans cause. Cette restitution ne pouvoit être prompte , je le fais : & M. de Portes ne s'en prend point à vous des longueurs , que la Vérité met dans sa marche. Le moyen qu'elle perce autrement qu'à pas lents , ce choc tumultueux d'intérêts & de passions contraires ! Mais le moment est venu , Sénateurs. Hâtez-vous : prononcez : exercez le plus beau de vos droits , celui de vous réformer vous-mêmes.

Ce droit est écrit dans vos Codes. Ouvrez le *Bourgers Puncts* : voyez la page 63. La sagesse du Législateur y laisse aux Parties , la faculté de se pourvoir devant vous , contre des Arrêts surpris à votre religion. Or la surprise est ici manifeste. J'ai donc le droit de m'adresser à vous : je forme donc une demande légale : vos

Loix Civiles & la Loi naturelle vous pressent, à l'envi, d'y souscrire.

Et quelle gloire vous en recueillerez ! Car ce n'est pas de prononcer des Jugemens justes, qui vous fait mériter notre admiration. Une foule d'Arrêts dépose en faveur de Votre Suprême Equité. Mais ce qui montrera que vous êtes supérieurs aux autres & à vous-mêmes, c'est que, trop grands pour prendre le change sur ce qui honore véritablement l'homme, vous aurez autant de satisfaction à vous dédire, que de douleur de vous être trompés : & plein de confiance en votre droiture, votre Peuple ne craindra plus même vos erreurs. Voilà les exemples qu'il sied aux Souverains de donner au monde. Voilà le bien qu'il leur convient de faire dire de leur domination.

Que si, maintenant, des flatteurs venoient m'interrompre & vous dire : « que faites-vous ? Quoi ! vous prêtez l'oreille à d'audacieuses plaintes ? Vous souffrez qu'un Particulier vous propose de vous rétracter, à la face de l'Europe entière ? Dès que vous l'avez condamné, il est criminel. Faire imprimer aujourd'hui, qu'il n'avoit point attaqué votre gloire, dans un Ecrit, que vous avez brûlé, c'est la ternir dans celui-ci, plus digne du feu que le premier. De quel droit M. de Portes vient-il presser les argumens avec un Souverain ? Que parle-t-il ici, de maximes, de vertus, de principes ; comme si les Principes de tout Gouvernement n'étoient pas, dans l'intérêt des Grands ; comme si les vertus des Chefs & des Peuples n'é-

toient pas la subordination dans ceux-ci, & l'autorité dans les autres ».

Quel langage ! Fiers & nobles Républicains , c'est à vous d'y répondre. Déjà je vous entends leur dire , que les vertus ne sont point des chimères , ni la conscience un mot : que la morale des gens de bien , est aussi la meilleure politique des Etats : que le plus grand malheur des Gouvernemens , est d'écouter des Conseillers pervers : qu'instruits , à présent , du vrai , par vous-mêmes , vous allez détruire votre Arrêt : que vous en remerciez l'homme zélé qui vous en presse , tandis qu'il en est temps encore , & avant que l'éternelle Vérité , qui précède l'établissement des Empires , qui survit à leur chute & les juge , ait livré l'événement actuel , au blâme de la postérité.

A ces traits , Généreux Sénateurs , je reconnois tout le bien , que M. de Portes a dit de vous , dans le Livre que vous avez brûlé. Oui , vous êtes , comme il l'a dit , les Peres de vos Sujets , les Protecteurs des Orphelins , des Veuves. Puissiez-vous , pour prix d'une rétractation si glorieuse , goûter long-temps les fruits de paix , que produira , parmi vous , ce bel exemple , fait pour perpétuer , chez tous vos Successeurs , la célébrité de votre Régence.

Me. LOYSEAU DE MAULEON , *Avocat.*

FIN DU TOME TROISIEME.

Et Dernière





T A B L E

D E S P I E C E S

Contenues dans le Tome troisieme.

MÉMOIRE pour le Sieur DE VALDAHON.
pag. 1.

Second Mémoire pour le même. 44.

Réponse du Sieur DE VALDAHON au Mémoire
de M. DE MONNIER. 76.

Mémoire pour le Sieur MABILLE. 209.

Mémoire pour SAVARY & autres Soldats aux
Gardes. 250.

Mémoire pour la Dame PANCHAUD. 289.

Défense apologétique du COMTE DE PORTES.
335.



ERRATA

POUR LE TOME TROISIEME.

Page 62. lig. 15. en dépositno, *lis.* en déposition.

— 339. lig. 26. avoir posés, *lis.* avoit posés.

— 349. — 22. qn'il, *lis.* qu'il.

— — — 32. d'un somme, *lis.* d'une somme.



